

Université de Paris Cité  
UFR Géographie, Histoire, Economie et Sociétés

**Economies solidaires, émancipation et soutenabilité :  
un cadre d'analyse socioéconomique et féministe**

Isabelle Hillenkamp  
IRD-CESSMA (UMR 245)

Habilitation à Diriger les Recherches  
Fichier 2 - dossier scientifique

Avril 2023



## **SOMMAIRE**

Ce dossier comporte sept documents, numérotés séparément.

1. Curriculum Vitae
2. Liste de publications
3. Copie du diplôme de doctorat
4. Mémoire de travaux de recherche
5. Liste de cinq activités comme « Principal Investigator »
6. Présentation de la capacité à concevoir, diriger, animer, coordonner des activités de recherche et à encadrer les étudiants (thèses, master)
7. Projet de recherche



# CURRICULUM VITAE

## ISABELLE HILLENKAMP

Nationalité française, 46 ans.

Mariée, deux enfants.

Email : [Isabelle.Hillenkamp@ird.fr](mailto:Isabelle.Hillenkamp@ird.fr).

Tel. +33 6 52 41 92 19

Page personnelle : <https://www.cessma.org/HILLENKAMP-Isabelle>.

Adresse postale : CESSMA - Université Paris Diderot - Case courrier 7017 - 75205 PARIS CEDEX 13.

### Profil

---

Isabelle Hillenkamp est socioéconomiste, chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement, membre du Centre d'Études en Sciences Sociales sur les Mondes Africains, Américains et Asiatiques (IRD-CESSMA). Ses recherches, au Mexique, en Bolivie puis au Brésil, ont porté sur l'économie solidaire et l'agroécologie depuis une approche de genre. Elle a travaillé en partenariat à l'Université San Andrés de La Paz (Bolivie), à l'Université fédérale de São Carlos et à l'Université fédérale de Viçosa (Brésil). Elle coordonne actuellement le projet ANR GENgiBRe « Rapport à la nature et égalité de genre. Une contribution à la théorie critique à partir de pratiques et mobilisations féministes dans l'agroécologie au Brésil » (2021-2025).

### Diplômes et qualifications

---

- Décembre 2010 : qualifiée aux fonctions de maître de conférence en section 05 « **sciences économiques** » et 19 « **sociologie, démographie** ».
- Octobre 2004- juin 2009 : **Doctorat en Etudes du développement**, Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID), Université de Genève.

Thèse : *Formes d'intégration de l'économie dans les « démocraties de marché ». Une théorie substantive à partir de l'étude du mouvement d'économie solidaire dans la ville d'El Alto (Bolivie)*. Sous la direction de J.-M. Servet et I. Milbert. Rapporteurs : J.-L. Laville et B. Théret. Président du jury : M. Hufty. Mention très bien avec félicitations du jury à l'unanimité. **Prix de thèse** de l'Association des anciens de l'IHEID.

- Octobre 2002- juillet 2004 : **DEA en Etudes du développement**, axe « Inégalités, exclusions et développement humain », Institut universitaire d'études du développement (IUED), Université de Genève.

Mémoire : *L'analyse des transformations sociales survenues dans les grandes villes mexicaines après 1982 : au-delà des théories de la pauvreté urbaine*. Sous la direction d'I. Milbert. Jury : J.-C. Bolay. Note : 6/6.

- Octobre 1996- octobre 2000 : Double diplôme, École nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées de Grenoble, option « Mathématiques appliquées à l'économie », mention bien, et Faculté d'informatique de l'Université de Karlsruhe (Allemagne), mention très bien.

### Parcours professionnel

---

- Depuis juillet 2021 : Accueil comme partenaire de coopération technico-scientifique, **Département d'Economie rurale, Université fédérale de Viçosa** (Brésil). Dans le cadre d'un accord de coopération IRD-UFRV lié au projet ANR GENgiBRe et de missions de longue et courte durée.

- Juillet à septembre 2014 et 2015, novembre 2016 à juin 2019 : Chercheure associée, **Programme de post-graduation en sociologie, Université fédérale de São Carlos** (Brésil). Dans le cadre de missions puis d'une affectation à l'étranger de l'IRD (total de 36 mois).
- Depuis janvier 2014 : **Chargée de recherche IRD**, affectée au **Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA, UMR 245)**.
- Février 2013 : Chercheure invitée, Programme *The Human Economy*, Département des Humanités, Université de Pretoria (Afrique du Sud).
- Septembre 2011 – décembre 2013 : **Enseignante-chercheure** contractuelle, **Institut de socioéconomie**, Département de sociologie, Université de Genève, attachée au Pôle national de recherche suisse LIVES.
- Avril 2010 – juillet 2011 : **Post-doctorante, Programme de 3<sup>e</sup> cycle en sciences du développement, Université majeure de San Andrés** (CIDES-UMSA, La Paz, Bolivie) et Chaire « Relations de service » du Conservatoire nationales arts et métiers (Paris). Bourse « jeune chercheur » du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Projet : « Solidarités et intégration de l'économie : de la sphère économique à la sphère domestique ».
- Octobre 2009 – mars 2010 : **Post-doctorante**, Pôle « **Genre et Développement** », Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève). Mandat de recherche sur « Genre, développement rural et alimentation ».
- Octobre 2009 – mars 2010 : **Enseignante-chercheure**, École internationale de commerce et développement 3A (Lyon).
- Octobre 2005 – septembre 2009 : **Assistante titulaire** en économie du développement, IHEID (jusqu'en 2008 Institut universitaire d'études du développement, IUED).
- Octobre 2007 – février 2008 : **Enseignante** du séminaire « Introduction à l'économie sociale et solidaire », IUED.
- Octobre 2004 – février 2005 : Assistante vacataire, Séminaires « Défi social du développement : mondialisation, croissance, pauvreté et inégalités » et « Théories et pratiques de la gouvernance », IUED.
- Octobre 2004 – juin 2005 : Assistante de recherche, Pôle national de recherche suisse « Nord-Sud », projet « Gouvernance, développement humain et environnement ».
- Juillet – octobre 2004 : **Membre de l'équipe de recherche au Mexique**, Réseau universitaire international de Genève, projet « *Efficiency, financial performance and the role of public policy – a survey of the conditions for financial self-sufficiency of microfinance institutions* ».
- Août – octobre 2003 : Chargée de recherche, Centre municipal *Desarrollo Integral de la Familia*, Puebla, Mexique, projet « Étude des facteurs de pauvreté de la population du Dortoir municipal ».

## Projets de recherche collectifs

---

- Participation à 4 projets de recherche collectifs (2012-2019), implication comme *Principal Investigator* ou coordinatrice de volets de 5 projets de recherche collectifs et 1 Laboratoire Mixte International de l'IRD (2014 à 2019) et coordination de 2 projets de recherche collectifs (depuis 2020).

## Enseignement et encadrement

---

- Enseignements en Economie du développement (2005-2009), Socioéconomie (2011-2013), Economie solidaire (2007-actuel) et Genre et développement (2019-actuel).
- Co-encadrement de 4 thèses de doctorat et encadrement de 23 mémoires de Master.

**Les listes des projets, des étudiants encadrés et des enseignements sont détaillées dans le document n° 6 de « Capacité à diriger les recherches et encadrer les étudiants » ci-après.**

## Langues étrangères

---

- Allemand, anglais, espagnol et portugais : courant à l'écrit et à l'oral.





## LISTE DE PUBLICATIONS

### DIRECTION D'OUVRAGES COLLECTIFS

- [E10] Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Reorganizar la reproducción social, democratizar la economía solidaria, repensar el valor*, Los Polvorines, Universidad Nacional de General Sarmiento, coll. Lecturas en economía social, 2022, 200 p., ISBN 978-987-630-653-9. En accès libre : <https://ediciones.ungs.edu.ar/libro/reorganizar-la-reproduccion-social-democratizar-la-economia-solidaria-repensar-el-valo>
- [E9] Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Effervesences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*, Paris, l'Harmattan, coll. Genre et développement. Éclairages, 2021, 232 p. ISBN : 978-2-343-23321-5.
- [E8] Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy. Latin America and India*, London, New York, Palgrave MacMillan, coll. Gender, Development and Social Change, 2021. ISBN: 978-3-030-71531-1.
- [E7] Farinet [collectif : Blanc J., Guérin I., Hillenkamp I., Morvant-Roux S., Saiag H.] (dir.), *Pour une socioéconomie engagée. Monnaie, finance et alternatives*, Paris, Classiques Garnier, 2018, 382 p. DOI 10.15122/isbn.978-2-406-08114-2. Introduction en accès libre : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01794309>.
- [E6] Hillenkamp I. et J.-L. Laville (dir.), *Socioeconomia e Democracia. A atualidade de Karl Polanyi*, Porto Alegre (Brésil), Escritos, 2016. ISBN 978-85-983345-8-5.
- [E5] Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? Homo oeconomicus, mulher solidaria*, Paris, L'Harmattan, Coll. Rencontres. Genre et développement, 2015, 300 p.
- [E4] Hillenkamp I. et Servet J.-M. (dir.), *Le Marché autrement. Marchés réels et Marché fantasmé*, Paris, Classiques Garnier, 2015.
- [E3] Castelli, B., Hillenkamp I. et Hours B. (dir.), *Economie morale, morale de l'économie*, Paris, L'Harmattan, Coll. Questions contemporaines, 2015.
- [E2] Hillenkamp I., F. Lapeyre et A. Lemaitre (dir.), *Securing livelihoods: Informal Economy Practices and Institutions*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- [E1] Hillenkamp I. et J.-L. Laville (dir.), *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès, coll. Sociologie économique, 2013. ISBN-10: 2749237483

### DIRECTION DE DOSSIERS THEMATIQUES DE REVUE

- [D2] Hillenkamp I. et Jalil, L. (dir.), *As Outras Economias à Luz do Gênero* [section thématique], *Otra Economía. Revista Latinoamericana de Economía Social y Solidaria*, vol. 12, n° 22, juillet-décembre 2019, Revue en accès libre, <https://www.revistaotraeconomia.org/>. ISSN 1851-4715.
- [D1] Verschuur C., Guérin I., Hillenkamp I. (dir.), *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires*, Cahiers genre et développement, n°10, 2017, 411 p. DOI : 10.4000/books.iheid.6900. Electronic EAN : 9782940600120. EAN (Print version) : 9782343142296.

### OUVRAGES PERSONNELS (MONOGRAPHIES)

- [M2] Hillenkamp I., *La economía solidaria en Bolivia. Entre mercado y democracia*. La Paz, CIDES-UMSA, IRD, Plural, 2014. En accès libre : [https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers17-08/010065203.pdf](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers17-08/010065203.pdf)
- [M1] Hillenkamp, I., *L'économie solidaire en Bolivie. Entre marché et démocratie*, Paris, Genève, Karthala, GIP, coll. DéveloppementS, 2013, 360 p.

## ARTICLES DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE

- [A30] Lobo N., Telles L., Hillenkamp I., « Economias alternativas, ultroliberalismo e pandemia : mulheres na agroecologia no Brasil », *Revista Sociologia Online* (Portugal), accepté pour publication, à paraître en 2023.
- [A29] Hillenkamp I. et Schwenck B., « Travail de care dans les économies solidaires brésiliennes : une contribution féministe au renouvellement des critiques en acte », *Recma Revue internationale de l'économie sociale*, dossier *L'ESS en Amérique latine : Variétés des critiques en actes et espaces d'autonomie*, 2023, p. 50-66. ISSN 1626-1682. DOI 10.3917/recma.367.0086. [https://www.cairn.info/load\\_pdf.php?ID\\_ARTICLE=RECMA\\_367\\_0086&download=1&from-feuilleteur=1](https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RECMA_367_0086&download=1&from-feuilleteur=1)
- [A28] Hillenkamp I., « Dans la forêt, le genre. Agroécologie et féminisme dans un environnement sous tension au Brésil », *Journal des Anthropologues*, n°168-169, 2022, dossier « Socio-natures en tension. Crise climatique et résistances écologiques », p. 79-96. ISSN 1156-0428. DOI 10.4000/jda.11640. <https://www.cairn.info/revue-journal-des-anthropologues-2022-1-page-79.htm>
- [A27] Hillenkamp I., « Mobilisations pour l'égalité de genre et protection de l'environnement : une relation sous tension. L'expérience du Réseau Agroécologique de Femmes Agricultrices RAMA (Brésil) », *Actes de la Recherche sur le Développement Durable*, n°1, 2021. ISSN : 2790-0355 (version électronique). Texte en accès libre : <https://publications-univ-sud.org/ardd/2021/12/558/>.
- [A26] Hillenkamp I., « Reproducción social y solidaridad: un nuevo debate es necesario », *Umbrales*, n°35, décembre 2019, p. 27-36, ISSN 1994-4543.
- [A25] Hillenkamp I., "As Outras Economias à Luz do Gênero", *Otra Economía. Revista Latinoamericana de Economía Social y Solidaria*, vol. 12, n° 22, juillet-décembre 2019, p. 80-90. ISSN 1851-4715. Texte en accès libre: <https://www.revistaotraeconomia.org>.
- [A24] Hillenkamp I., "Política da economia solidária e feminista. A experiência da Associação de Mulheres na Economia Solidária do Estado de São Paulo, Brasil", *Otra Economía. Revista Latinoamericana de Economía Social y Solidaria*, vol. 12, n° 22, juillet-décembre 2019, p. 265-281. ISSN 1851-4715. Texte en accès libre : <https://www.revistaotraeconomia.org/index.php/otraeconomia/article/view/14815/9481>
- [A23] Hillenkamp I., "¿Cultivar su autonomía? La agroecología de las agricultoras brasileñas", *Revista de Antropología Social* (Espagne), vol. 28, n°2, novembre 2019, p. 297-322. Texte en accès libre <https://revistas.ucm.es/index.php/RASO>. ISSN 1131-558X, DOI: <https://doi.org/10.5209/raso.65616>.
- [A22] Guérin I., Hillenkamp I., Verschuur C., « L'économie solidaire sous le prisme du genre : une analyse critique et possibiliste », *Revue française de socioéconomie*, n°22, 2019, p. 105-122. ISSN 2804-3833. Manuscrit auteur en accès libre : <https://hal.ird.fr/ird-02303236>.
- [A21] Hillenkamp I. et Nobre M., « Agroecologia e feminismo no Vale do Ribeira: contribuição para o debate sobre reprodução social » [« Agroécologie et féminisme dans le Vale do Ribeira: contribution au débat sur la reproduction sociale »], *revista Temática* (Unicamp, Brésil), 26(52), 2018, dossier « Economia Feminista », p. 167-194. ISSN 1413-2486. Texte en accès libre : <https://econtents.bc.unicamp.br/inpec/index.php/tematicas/article/view/11707/7023>
- [A20] Vieira Ferrarini A., Laville J.-L., Hillenkamp I., Gaiger L. I., Veríssimo Veronese M., « Empreendimento econômico solidário e empresa social: ampliando abordagens e integrando conceitos no diálogo Norte-Sul », *Revista Polis*, n° 49, 2018, p. 299-322. ISSN 0718-6568. <http://dx.doi.org/10.4067/S0718-65682018000100299>. Texte en accès libre : <https://journals.openedition.org/polis/15328>.
- [A19] França Filho G., Guérin I., Hillenkamp I. et Vasconcelos Ó., « Banques communautaires de développement au Brésil : gestion solidaire et démocratique des communs ? », *Revue internationale des études du développement* n° 233, 2018-1, p. 163-181. ISSN 2554-3415, doi:10.3917/ried.233.0163. Manuscrit auteur en accès libre : <https://hal.ird.fr/ird-02305481>.
- [A18] Hillenkamp I., Guérin I. et Verschuur C., « Cruzando os caminhos da economia solidária e do feminismo: passos para uma convergência necessária », *Revista Economía*, vol. 69, n° 109, dossier « La Economía Social y

Solidaria. Contribuciones a su conceptualización », mai 2017, p. 43-60. ISSN 1390-6380. Texte en accès libre : <https://isipfce.files.wordpress.com/2018/05/revista-economc3ada-109-interiores.pdf>

[A17] Hillenkamp I. « Sujetos políticos da economía solidaria e comunitária na Bolívia: Tendências e modelos do setor camponês-indígena », *Ciencias sociais Unisinos*, vol. 52, n°3, Dossiê: Comparação internacional de modelos de empreendimentos de economia social e solidária, septembre-décembre 2016, p. 299-308. ISSN 2177-6229. Texte en accès libre : [http://revistas.unisinos.br/index.php/ciencias\\_socialis/article/view/csu.2016.52.3.02](http://revistas.unisinos.br/index.php/ciencias_sociais/article/view/csu.2016.52.3.02).

[A16] Laville J.-L., Hillenkamp I., Eynaud P., Coraggio J. L., Ferrarini A., França Filho G., Gaiger L. I., Kitajima K., Lemaître A., Sadik Y., Veronese M. et Wanderley F., « Théorie de l'entreprise sociale et pluralisme : l'entreprise sociale de type solidaire », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 54 | 2016. ISSN : 1710-7377. Texte en accès libre : <http://interventionseconomiques.revues.org/2771>.

[A15] Hillenkamp I. et Servet J.-M., « La lucha contra la pobreza, un problema internacional », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, 2015, 44 (3), p. 325-341. ISSN 2076-5827. Texte en accès libre : <https://bifea.revues.org/7624>.

[A14] Hillenkamp I., « Solidarity Economy for Development and Women's Emancipation: Lessons from Bolivia », *Development and Change*, 2015, 46(5), p. 1133-1158. ISSN 1467-7660.

[A13] Hillenkamp I. et Wanderley F., « Genèse et logiques de justification de l'économie communautaire et solidaire en Bolivie », *Recma*, 2015, n° 337, p. 41-56. ISSN 1626-1682. <https://www.erudit.org/en/journals/recma/2015-n337-recma2017/1032522ar/>

[A12] Hillenkamp I., « Quelles méthodes pour une socioéconomie pluraliste ? », *Méthod(es) : African Review of Social Sciences Methodology*, 2015, 1 (1-2), p. 27-44. ISSN 2375-4745.

[A11] Hillenkamp I., Guérin I. et C. Verschuur « Economie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire », *Revista de economía solidaria/ Revue d'économie solidaire*, n° 7, 2014, p. 4-43. ISSN 1647-5968. Manuscrit auteur en accès libre : <https://hal.ird.fr/ird-01197164/document>.

[A10] Hillenkamp I., « L'économie solidaire, entre économie et politique. L'actualité de Karl Polanyi », *Revue économique et sociale*, n° 71, décembre 2013, p. 83-88. ISSN 0035-2772.

[A9] Hillenkamp I. et Bessis F., « L'innovation sociale par l'économie solidaire en Bolivie : une démocratisation des conventions de production et de genre », *Innovations - Cahiers de l'économie de l'innovation / Journal of innovation economics*, 38(2), 2012, p. 85-105. ISSN : 2105-3030. Texte en accès libre : <https://www.cairn.info/revue-innovations-2012-2-page-85.htm>.

[A8] Hillenkamp I. et Saiag H., « Solidarité et protection dans les économies populaires d'El Alto (Bolivie) et de Rosario (Argentine) : une perspective polanyienne », *Économies et Sociétés*, série F « Développement croissance et progrès », n° 46, 2/2012, p. 355-384. ISSN 2275-4393. Manuscrit auteur en accès libre : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02343428/document>.

[A7] Hillenkamp I. et Servet J.-M., « La lutte contre la pauvreté, un enjeu international », *CERISCOPE Pauvreté* [en ligne], Centre d'études et de recherches internationales, Sciences Po Paris, 2012. ISSN 2115-4856. Texte en accès libre : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/la-lutte-contre-la-pauvreté-un-enjeu-international>.

[A6] Hillenkamp I., « Solidarités, marché et démocratie : éclairages boliviens », *Finance & The Common Good / Bien commun* [en ligne], n° 37-38, *Figures de la solidarité: approches interdisciplinaires*, 2010 (2-3), p. 74-93. ISSN 1420-4363. Texte en accès libre : <https://www.cairn.info/revue-finance-et-bien-commun-2010-2-page-74.htm>.

[A5] Hillenkamp I., « Analizando la economía solidaria: para un enfoque de socioeconomía. Desarrollos teóricos y empíricos a partir del caso de la ciudad de El Alto (Bolivia) », *Prólogos: Revista de historia, política y sociedad*, année III, vol. III, 2010, p. 155-181. ISSN 1852-0715.

[A4] Hillenkamp I., « L'approche latino-américaine de l'économie populaire, les inégalités et la pauvreté », *Revue de la régulation* [en ligne], n° 6, 2<sup>e</sup> semestre 2009, mis en ligne le 17 décembre 2009, consulté le 11 janvier 2010. ISSN 1957-7796. Texte en accès libre : <http://regulation.revues.org/index7625.html>.

- [A3] Hillenkamp I., « La microfinance au service d'une économie solidaire ? Exemples boliviens », *Autrepart*, n° 44, *Risques et microfinance*, décembre 2007, p. 81-94. ISSN 2109-9561. Texte en accès libre : <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2007-4.htm>.
- [A2] Hillenkamp I., « "Économie de marché" et "économie solidaire" : stratégies des petits producteurs boliviens dans une économie dérégulée », *Autrepart*, n° 43, *Prospérité des marchés, désarroi des travailleurs ?*, septembre 2007, p. 177-190. ISSN 2109-9561. Texte en accès libre : <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2007-3.htm>.
- [A1] Hillenkamp I., « Le mouvement bolivien d'économie solidaire. Dimensions économiques et politiques d'une action collective », *Revue Tiers Monde*, n° 190, *Économie solidaire : des initiatives locales à l'action publique*, avril-juin 2007, p. 342-356. ISSN 2554-3555. Texte en accès libre : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2007-2-page-343.htm>.

#### ARTICLES DANS DES REVUES SANS COMITE DE LECTURE, ARTICLES DE DIVULGATION SCIENTIFIQUE ET AUTRES PUBLICATIONS

- [B13] Hillenkamp I., Lobo N., Telles L., « Vulnérabilité et résilience des agricultrices agroécologiques brésiliennes face à la pandémie de Covid-19 », Covidam : la Covid-19 dans les Amériques, 3 mai 2021. Texte en accès libre : <https://covidam.institutdesameriques.fr/vulnerabilite-et-resilience-des-agricultrices-agroecologiques-bresiliennes-face-a-la-pandemie-de-covid-19/>
- [B12] « L'agroécologie des femmes brésiliennes à la croisée des chemins », IRD, Points Sud Brésil, août 2019 (fiche préparée en collaboration avec Marion Didier de la Représentation IRD à Brasilia, également disponible en portugais).
- [B11] Hillenkamp I., Lobo N., Schwenck B. « Au Brésil, les associations au cœur d'une réponse solidaire et démocratique au COVID19 », Mediapart, Edition « Les associations dans le monde d' « après » », 3 juillet 2020. <https://blogs.mediapart.fr/editon/les-associations-dans-le-monde-d-apres/article/030720/au-bresil-les-associations-au-coeur-d-une-reponse-solidaire-e>.
- [B10] Hillenkamp I., Lobo N., Schwenck B., « Organizações da sociedade civil são o coração de uma resposta solidária e democrática à COVID-19 », Unisinos, Instituto Humanitas Unisinos, 17 juillet 2020, [www.ihu.unisinos.br/78-noticias/601040-organizacoes-da-sociedade-civil-sao-o-coracao-de-uma-resposta-solidaria-e-democratica-a-covid-19](http://www.ihu.unisinos.br/78-noticias/601040-organizacoes-da-sociedade-civil-sao-o-coracao-de-uma-resposta-solidaria-e-democratica-a-covid-19).
- [B9] Hillenkamp I., Nobre M., « Feminismo e agroecologia: quais sujeitos políticos ? Texto síntese do GT 08 », *Cadernos da Agroecologia*, v. 15 n. 3 (2020): Anais do III Colóquio Internacional Feminismo e Agroecologia, Recife/PE, Brasil [en ligne] <http://cadernos.aba-agroecologia.org.br/index.php/cadernos>.
- [B8] Hillenkamp I. « Agroécologie : des Brésiliennes cultivent leur indépendance », *revue Projet*, n° 370, dossier « Travail décent et écologie : même combat ! », mai 2019, p. 50-57, ISSN : 0033-0884. Manuscrit auteur en accès libre : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02550356/>.
- [B7] Hillenkamp I., « Au Brésil, les mouvements solidaires et féministes n'ont pas dit leur dernier mot », *The Conversation*, texte mis en ligne le 28 janvier 2019. Texte en accès libre : <https://theconversation.com/au-bresil-les-mouvements-solidaires-et-feministes-nont-pas-dit-leur-dernier-mot-110291>.
- [B6] Hillenkamp I. et Servet J.-M., « La tragédie du marché. Comment tenir compte de la construction sociale des marchés », Institut Veblen pour les réformes économiques, rubrique Notes & Etudes, en ligne : [http://veblen-institute.org/La-tragedie-du-marche.html?var\\_mode=calcul](http://veblen-institute.org/La-tragedie-du-marche.html?var_mode=calcul), janvier 2017.
- [B5] « "Homo oeconomicus, mulier solidaria" : l'économie solidaire peut-elle être féministe ? », avec Isabelle Guérin et Christine Verschuur, Recma, n°335, 2015, compte-rendu de conférence, rubrique « Temps Forts ».
- [B4] *La economía solidaria, ¿un camino de emancipación para las mujeres de la ciudad de El Alto?*, Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza, La Paz (Bolivia), 2012, 57 p.
- [B3] *The Human Economy. A Citizen's Guide*, Hart K., J.-L. Laville et A.D. Cattani (dir.), Note de lecture, [En ligne] [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/56/37/64/PDF/HILLENKAMP\\_2011\\_Note\\_The\\_Human\\_Economy.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/56/37/64/PDF/HILLENKAMP_2011_Note_The_Human_Economy.pdf), janvier 2011.

[B2] « De nouvelles politiques publiques à l'appui des modes de vie "indigènes" en Bolivie ? », *Politis*, hors-série n° 53, septembre 2010.

[B1] « La economía solidaria en Bolivia, ¿efecto de moda o verdadero proyecto de sociedad? », *Revista ABC Economía y Finanzas*, La Paz, juin 2006.

## CHAPITRES D'OUVRAGES

[C52] Hillenkamp I., Schwenck B., Lobo N. (2023) "Covid-19 Responses of Women Solidarity Networks in Brazil: Levels of Protection and (Mis)Trust in a Polarized Society", in Khun Eng K., Guiheux G. & Lim F. K. G. (dir.), *COVID-19 Responses of Local Communities around the World. Exploring Trust in the Context of Risk and Fear*, Oxon, New York, Routledge, coll. Routledge Advances in Sociology, p. 99-119. ISBN 9781032270760.

[C51] Hillenkamp Isabelle (2021), "Rumo a um quadro de análise econômica do papel das mulheres na transição ecológica e social. Uma releitura feminista de Karl Polanyi", in Rody, T. et Telles L., *Caderneta Agroecológica: o saber e o fazer das mulheres dos campos, das florestas e das águas*, Viçosa, Centro de Tecnologias Alternativas da Zona da Mata, 2021, p. 48-73 <https://ctazm.org.br/bibliotecas/caderneta-agroecologica-o-saber-e-o-fazer-das-mulheres-do-campo-das-florestas-e-das-aguas-376.pdf>. ISBN 978-65-995599-6-9.

[C50] Marques Gláucia; Hillenkamp Isabelle; Marcelino Maria Fernanda; Nobre Miriam; Moreno Tica; Machado Vera Ubaldino (2021), "Metodologias feministas de fortalecimento dos empreendimentos de economia solidária", in Sanchez Fábio José Bechara (coord.), *Economia feminista e solidária: fortalecendo a autonomia econômica das mulheres*, São Carlos, Diagrama Acadêmico, 2021, p. 24-55. <https://www.diagramaeditorial.com.br/project/economia-feminista-e-solidaria/> ISBN: 978-65-995167-1-9 (Ebook).

[C49] Hillenkamp Isabelle; Schwenck Beatriz (2021), "Mulheres Empreendendo", in Sanchez Fábio José Bechara (coord.), *Economia feminista e solidária: fortalecendo a autonomia econômica das mulheres*, São Carlos, Diagrama Acadêmico, 2021, p. 56-98. <https://www.diagramaeditorial.com.br/project/economia-feminista-e-solidaria/> ISBN: 978-65-995167-1-9 (Ebook).

[C48] Hillenkamp Isabelle; Schwenck Beatriz (2021), "Mulheres Se Organizando", in Sanchez Fábio José Bechara (coord.), *Economia feminista e solidária: fortalecendo a autonomia econômica das mulheres*, São Carlos, Diagrama Acadêmico, 2021, p. 99-128. <https://www.diagramaeditorial.com.br/project/economia-feminista-e-solidaria/> ISBN: 978-65-995167-1-9 (Ebook).

[C47] Hillenkamp Isabelle; Schwenck Beatriz (2021), "Desafios e sonhos para a AMESOL", in Sanchez Fábio José Bechara (coord.), *Economia feminista e solidária: fortalecendo a autonomia econômica das mulheres*, São Carlos, Diagrama Acadêmico, 2021, p. 145-150. <https://www.diagramaeditorial.com.br/project/economia-feminista-e-solidaria/> ISBN: 978-65-995167-1-9 (Ebook).

[C46] Hillenkamp Isabelle, Lobo Natália et Telles Liliam (2021), « Vulnerabilidades e resiliência de agricultoras agroecológicas face à pandemia da Covid-19: introdução », in Nobre Miriam (dir.), *Um meio tempo preparando outro tempo: cuidados, produção de alimentos e organização de mulheres agroecológicas na pandemia*, São Paulo, SOF Sempreviva Organização Feminista, pp. 10-21. ISBN 978-65-87591-07-0. [https://www.sof.org.br/wp-content/uploads/2021/04/210407\\_ummeiotempo\\_sof\\_08\\_rev.pdf](https://www.sof.org.br/wp-content/uploads/2021/04/210407_ummeiotempo_sof_08_rev.pdf)

[C45] Hillenkamp Isabelle et Lobo Natália (2021), « Resiliência de agricultoras agroecológicas organizadas em rede: a experiência da RAMA face à pandemia da Covid-19 », in Nobre Miriam (dir.), *Um meio tempo preparando outro tempo: cuidados, produção de alimentos e organização de mulheres agroecológicas na pandemia*, São Paulo, SOF Sempreviva Organização Feminista, pp. 22-48. ISBN 978-65-87591-07-0. [https://www.sof.org.br/wp-content/uploads/2021/04/210407\\_ummeiotempo\\_sof\\_08\\_rev.pdf](https://www.sof.org.br/wp-content/uploads/2021/04/210407_ummeiotempo_sof_08_rev.pdf)

[C44] Telles Liliam, Rody Thalita, Lopes de Castro Nayara, Santiago Cecília Maria et Hillenkamp Isabelle (2021), « Vulnerabilidades e resiliência de agricultoras agroecológicas face à pandemia da Covid-19: a experiência das agricultoras agroecológicas da Zona da Mata de MG », in Nobre Miriam (dir.), *Um meio tempo preparando outro tempo: cuidados, produção de alimentos e organização de mulheres agroecológicas na pandemia*, São Paulo, SOF Sempreviva

Organização Feminista, pp. 49-71. ISBN 978-65-87591-07-0. [https://www.sof.org.br/wp-content/uploads/2021/04/210407\\_ummeiotempo\\_sof\\_08\\_rev.pdf](https://www.sof.org.br/wp-content/uploads/2021/04/210407_ummeiotempo_sof_08_rev.pdf)

[C43] Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. et al., « Introduction », in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*, Paris, l'Harmattan, 2021, p. 7-14.

[C42] Guérin I., Hillenkamp I. et Verschuur C., « La reproduction sociale : un enjeu clé pour l'économie solidaire féministe », in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*, Paris, l'Harmattan, 2021, p. 15-36.

[C41] Guérin I., Hillenkamp I. et Verschuur C., « L'économie solidaire depuis une approche féministe : une analyse critique et possibiliste », in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*, Paris, l'Harmattan, 2021, p. 37-68.

[C40] Farah I., Hillenkamp I., Ruesgas G. et Sostres F., « Transformations locales à Batallas, Bolivie : la capacité 'inexhaustible' des femmes à perpétuer la vie », in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*, Paris, l'Harmattan, 2021, p. 81-106.

[C39] Hillenkamp I. et Nobre M., « Agroécologie et féminisme dans le Vale do Ribeira, Brésil : construire la solidarité, prendre soin du territoire et reproduire la vie », in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*, Paris, l'Harmattan, 2021, p. 153-174.

[C38] Guérin I., Hillenkamp I. et Verschuur C., « Réflexions finales : Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire et repenser la valeur », in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*, Paris, l'Harmattan, 2021, p. 175-196.

[C37] Guérin I., Hillenkamp I. et Verschuur C., "Introduction", in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy*, London, New York, Palgrave MacMillan, 2021, p. 1-6. ISBN 978-3-030-71530-4.

[C36] Guérin I., Hillenkamp I. et Verschuur C., "Social Reproduction: a Key Issue for Feminist Solidarity Economy", in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy*, London, New York, Palgrave MacMillan, 2021, p. 7-30. ISBN 978-3-030-71530-4.

[C35] Guérin I., Hillenkamp I. et Verschuur C., "The Solidarity Economy Through A Feminist Lens: A Critical and Possibilistic Analysis"; in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy*, London, New York, Palgrave MacMillan, 2021, p. 31-64. ISBN 978-3-030-71530-4.

[C34] Farah I., Hillenkamp I., Ruesgas G. et Sostres F., "Local transformations in Batallas (Bolivia) and the 'inexhaustible' capacity of women to sustain life", in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy*, London, New York, Palgrave MacMillan, 2021, p. 119-144. ISBN 978-3-030-71530-4.

[C33] Hillenkamp I. et Nobre M., "Agroecology and Feminism in Vale do Ribeira (Brazil): Towards more sustainable forms of reproducing life" in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy*, London, New York, Palgrave MacMillan, 2021, p. 211-236. ISBN 978-3-030-71530-4.

[C32] Guérin I., Hillenkamp I. et Verschuur C., "Concluding Thoughts : Connecting Women's Struggle. Reorganizing Social Reproduction, Democratizing Solidarity Economy, Reframing Value", in Verschuur C., Guérin I. et Hillenkamp I. (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy*, London, New York, Palgrave MacMillan, 2021, p. 237-254. ISBN 978-3-030-71530-4.

[C31] Hillenkamp I., « Women, agroecology, and "real food" in Brazil: from national movement to local practice », in Cordula Kropp, Irene Antoni-Komar, Colin Sage (dir.), *Food System Transformations: Social Movements, Local*

*Economies, Collaborative Networks*, London, Routledge, Critical Food Studies, 2021, p. 23-41.  
<https://doi.org/10.4324/9781003131304>

[C31] Hillenkamp I., « Solidariedade, gênero e agroecologia: aprendizados do Vale do Ribeira-SP », in Ricardo de Souza A., Lussi I., Zanin M., *Engajamento e reflexão transversal em economia solidária*, São Carlos, EdUFSCar, 2020, p. 27-36. ISBN: 978-65-86768-11-4.

[C29] Hillenkamp I. et Lucas dos Santos L., « The domestic domain within a post-colonial, feminist reading of social enterprise: towards a substantive, gender-based concept of solidarity enterprise », in Eynaud Philippe ; Laville, Jean-Louis ; Lucas dos Santos, Luciane ; Banerjee, Swati ; Avelino, Flor ; Hulgård, Lars, *Theory of Social Enterprise and Pluralism: Social Movements, Solidarity Economy, and the Global South*, Londres, Routledge, 2019, p. 90-115. ISBN 9780367260408. Manuscrit auteur en libre accès : <https://hal.ird.fr/ird-02302207>

[C28] Hillenkamp I., « Principios y conceptos de la economía solidaria: para una economía plural, feminista y política », in Ledezma J., *Memoria del Seminario Internacional Economía Social y Solidaridad en Bolivia*, Cochabamba, INCISO – FACSO – UMSS, 2018, p. 15-34. ISBN: 978-99974-0-358-2

[C27] Hillenkamp I., « L'économie solidaire, un sujet politique ? Propositions de recherche à partir de l'expérience brésilienne », in Farinet [collectif : Blanc J. Guérin I., Hillenkamp I., Morvant-Roux S., Saiag H.] (dir.), *Pour une socioéconomie engagée. Monnaie, finance et alternatives*, Paris, Classiques Garnier, 2018, p. 281-96.

[C26] Hillenkamp I., « Innover pour durer ? Représentations et pratiques d'économie populaire solidaire en Amérique latine », in Stoessel Josiane, Blanc Maurice et Amarouche Ahcène (dir.), *Penser les innovations sociales dans le développement durable. De la guerre à la paix*, Paris, L'Harmattan, 2018, p. 159-184. ISBN : 978-2-343-14223-4

[C25] Verschuur C., Guérin I., Hillenkamp I., « Concepts et théories en études féministes et économie sociale et solidaire. Croisements et fertilisation », *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires*, Cahiers genre et développement, 10, 2017, p. 15-36.

[C24] Guérin I., Hillenkamp I., Saussey M. et Selim M., « Diffusions, appropriations et contestations des normes d'émancipation des femmes », in Grandchamp L. et Pfefferkorn R. (dir.), *Résistances et émancipation de femmes au Sud. Travail et luttes environnementales*, Paris, L'Harmattan, coll. logiques sociales, 2017, p. 143-168. ISBN : 978-2-343-13117-7.

[C23] Hillenkamp I., Guérin I. et C. Verschuur, « Economie solidaire et féminisme : autre économie, autre politique ? », in Laville J.-L., Coraggio J. L., *Economie solidaire et mouvements sociaux*, Paris, Desclée de Brouwer, 2017, p. 141-162. EAN : 9782220092133.

[C22] Hillenkamp I., « A economia solidária como economia moral: uma olhada aos universos latino-americanos », A. R. de Souza et M. Zanin (dir.), *Economia solidária e os desafios globais do trabalho*, São Carlos (Brésil), Editora UFSCar, 2017, p. 47-58. ISBN : 978-85-7600-472-1.

[C21] Hillenkamp I. et Wanderley F. « Génesis y trayectorias de la economía comunitaria y solidaria en Bolivia », in Luiz Inácio Gaiger et Aline Mendonça dos Santos (dir.), *Solidariedade e Ação coletiva. Trajetórias e Experiências*, São Leopoldo (Brésil), Editora Unisinos, coll. EcoSol, 2017, p. 43-65. ISBN : 9788574317731.

[C20] Hillenkamp I. et J.-L. Laville « Introdução. Pluralidade econômica e democracia », in Hillenkamp I. et J.-L. Laville (dir.), *Socioeconomia e Democracia. A atualidade de Karl Polanyi*, Porto Alegre (Brésil), Escritos, 2016, p. 11-36.

[C19] Hillenkamp I., « ¿Innovar para sostenerse? Representaciones y prácticas de economía popular solidaria en América Latina », in Puig C. (coord.), *Economía Social y Solidaria: conceptos, prácticas y políticas públicas*, Bilbao, Universidad del País Vasco, Hegoa, 2016, p. 65-82.

[C18] Hillenkamp I., « L'économie solidaire comme économie morale : un aperçu des univers latino-américains », in Castelli, B., Hillenkamp I. et Hours B. (dir.), *Economie morale, morale de l'économie*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 127-150.

- [C17] Verschuur C., Guérin I., Hillenkamp I., « Pourquoi croiser l'économie féministe et l'économie sociale et solidaire ? », in Verschuur C., Guérin I., Hillenkamp I. (dir.). *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? : homo oeconomicus, mulier solidaria*. Paris : L'Harmattan, 2015, (1), p. 21-28. ISBN 978-2-343-07602-7
- [C16] Hillenkamp I., « Les femmes, les indigènes et les marchés à La Paz (Bolivie) », in Hillenkamp I. et Servet J.-M. (dir.), *Le Marché autrement. Marchés réels et Marché fantasmé*, Paris, Classiques Garnier, 2015, pp. 115-139.
- [C15] Hillenkamp I., Servet J.-M. « La tragédie du marché : introduction », in Hillenkamp I., Servet J.-M. (dir.) *Le marché autrement : marchés réels et marché fantasmé*. Paris : Classiques Garnier, 2015, (8), p. 25-56. ISBN 978-2-8124-3854-7
- [C14] Hillenkamp I., « Associations, économie plurielle et État plurinational en Bolivie », in Jean-Louis Laville et Anne Salmon (dir.), *Associations et action publique. Acteurs et chercheurs*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, p. 503-531.
- [C13] Laville J.-L., Hillenkamp I., Eynaud P., Coraggio J. L., Ferrarini A., França Filho G., Gaiger L. I., Kitajima K., Lemaître A., Sadik Y., Veronese M. et Wanderley F., « Theory of the social enterprise and pluralism: solidarity-type social enterprise », in Jean-Louis Laville, Dennis R. Young, Philippe Eynaud (dir.), *Civil Society, the Third Sector, Social Enterprise : Governance and Democracy*, Oxon, Routledge, 2015, p. 234-249.
- [C12] Hillenkamp I., « La economía solidaria, en búsqueda de democracia », in Rojas Ortuste G. (dir.), *Lo Público en la Pluralidad*, La Paz (Bolivie), Plural editores, 2015, p. 247-269. ISBN 978-99954-1-648-5
- [C11] Bessis F. et Hillenkamp I., « Économie sociale et solidaire et économie des conventions », in David Hiez et Éric Lavillunière (dir.) *Vers une théorie de l'économie sociale et solidaire*, Bruxelles, Larcier, coll. Droit & économie sociale et solidaire, 2013, p. 231-246.
- [C10] Hillenkamp I., « Le principe de *householding* aujourd'hui. Discussion théorique et approche empirique par l'économie populaire », *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Hillenkamp I. et J.-L. Laville (dir.), Toulouse, Erès, coll. Sociologie économique, 2013, p. 215-239.
- [C9] Hillenkamp I., « Solidarity and Protection in Bolivian Popular Economy », in : Hillenkamp I., F. Lapeyre et A. Lemaître (dir.), *Securing Livelihoods: Informal Economy Practices and Institutions*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 47-63.
- [C8] Hillenkamp I., « Economía solidaria y transformación social: pluralidad y tensiones. Lecciones de Bolivia », in : Marañón Pimentel B. (dir.), *Solidaridad económica y potencialidades de transformación en América Latina : una perspectiva descolonial*, [en ligne] <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/gt/20121024023550/Solidaridaddeconomica.pdf>, Buenos Aires, Conseil Latino-Américain des Sciences Sociales (CLACSO), 2012, p. 231-258.
- [C7] Hillenkamp I., « Genre, systèmes agraires et vulnérabilités alimentaires : une analyse nécessaire », in : Verschuur C. (dir.), *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*, Actes des colloques de l'IHEID, Genève-Berne, Commission nationale suisse pour l'UNESCO – DDC – IHEID, 2011, p. 367-443.
- [C6] Hillenkamp I., « Ciudadanía y economía en ciudades "en construcción" del Sur. El caso de la ciudad de El Alto (Bolivia) », in : Urquiza, P. (dir.), *Ciudades en transformación. Disputas por el espacio, apropiación de la ciudad y prácticas de ciudadanía*, La Paz, Plural editores, 2011, p. 357-372.
- [C5] Hillenkamp I., « Économie solidaire et "démocratisation de l'économie" : l'enjeu de la publicisation. Éclairages boliviens », in : Dacheux É. et Goujon D. (dir.), *Réconcilier démocratie et économie : la dimension politique de l'entrepreneur en économie sociale et solidaire*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2010, p. 34-46.
- [C4] Hillenkamp I., « Poverty versus inequality », in : Balkenhol B. (dir.), *Microfinance and Public Policy. Outreach, performance and efficiency*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 27-46. Traduction française : *Microfinance et politique publique. Portée, performance et efficience*, Paris, PUF, 2009 (avec A. Diop et J.M. Servet).
- [C3] Hillenkamp I., « La microfinance aujourd'hui : une utilité incontestable mais des effets mitigés en matière de lutte contre la pauvreté et des risques de renforcement de certaines formes d'inégalités », in : *Annuaire suisse de politique de développement 2007*, Genève, Institut universitaire d'études du développement, 2007, p. 103-119 (avec I. Guérin I., M. Roesch M., S. Morvant-Roux, C. Fouillet, et O. Martinez).

[C2] Hillenkamp I., « Utopie et mise en œuvre d'une économie authentiquement indienne : l'économie solidaire et la Bolivie d'Evo Morales », in : Rolland D. et Chassin J. (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris, L'Harmattan, coll. Inter-National, 2007, p. 430-442.

[C1] Hillenkamp I., « La "gouvernance urbaine" : effet de mode ou concept novateur ? », in : Hufty M., Dormeier Freire A., Plagnat P. et Neumann V. (dir.), *Jeux de gouvernance : Regards et réflexions sur un concept*, Paris, Genève, Karthala-IUED, 2007, p. 109-123.

## RAPPORTS DE RECHERCHE ET DOCUMENTS DE TRAVAIL

[R8] Hillenkamp I., Prévost H., Ferrari C., Cardoso M. E., Marques G. ,et al., *Guia metodológico - Projeto GENgiBRe*, 2023, HAL Id:ird-03940375, <https://hal.ird.fr/ird-03940375>.

[R7] Marques G., Hillenkamp I., Marcelino M. G., Nobre M., Moreno R., Schwenck B., Ubaldino Machado V., *Economia Feminista e Solidária: ações para o fortalecimento da autonomia econômica das mulheres*, rapport final de projet de recherche, São Paulo, 2019.

[R6] Hillenkamp I.; Santos Lobo, N., *Jeunes femmes de la campagne traçant leur chemin : apprentissages d'une recherche-action*, Rapport final du projet « Mulheres Jovens do Campo Traçando Caminhos », septembre 2019. Texte en accès libre : <https://hal.ird.fr/ird-02307845/>. Version en portugais : <http://www.sof.org.br/wp-content/uploads/2019/10/Texto-síntese-IRD.pdf>.

[R5] Hillenkamp I. et Santos Lobo N. “Depois de me formar...” *Resultado de uma pesquisa sobre as experiências e ideias de vida de estudantes das Escolas Estaduais Rio Vermelho e Luiz Darly (Barra do Turvo)*, rapport intermédiaire du projet “Mulheres Jovens do Campo Traçando Caminhos”, juillet 2019. Texte en accès libre : <https://hal.ird.fr/ird-02305388/>.

[R4] Hillenkamp I., avec la collaboration de F. Wanderley, “Social Enterprise in Bolivia: Solidarity Economy in Context of High Informality and Labour Precariousness”, ICSEM Working Papers, n°21, Liège, The International Comparative Social Enterprise Models (ICSEM) Project, 2015. (<http://www.iap-socent.be/sites/default/files/Bolivia%20-Hillenkamp%20%26%20Wanderley.pdf>)

[R3] Hillenkamp I., « Efficience, performance financière et rôle des politiques publiques. Une étude sur les conditions d'autonomie financière des institutions de microfinance », Rapport de l'enquête de terrain au Mexique, Genève, Réseau Universitaire International de Genève, 2005.

[R2] Hillenkamp I., « La gouvernance urbaine, du Nord au Sud. Acceptations, hybridations, ambiguïtés », Genève, Institut universitaire d'études du développement, coll. Études courtes, n° 11, 2007.

[R1] Cavaliere S., avec la collaboration d'Hillenkamp I. et de Hoffmann S., « La citoyenneté : un outil analytique pour l'étude de la gouvernance », Genève, Institut universitaire d'études du développement, coll. Itinéraires, n° 79, 2007.

## CONFERENCES ET SEMINAIRES DE RECHERCHE

[S66] Nobre, M; Scholtz, V.; Pacheco, M.E.; Hillenkamp, I., “Aprendizados e desafios identificados nos temas abordados pela caderneta agroecológica”, Séminaire du Núcleo Gênero e Ruralidades, Programa de Pós-Graduação de Ciências Sociais em Desenvolvimento, Agricultura e Sociedade, Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro (CPDA/UFRRJ), 10 mars 2023.

[S65] Hillenkamp I., « Impératif de durabilité et inégalités de genre : raisons et enjeux d'un projet de 'recherchaction' », Journée d'étude *La recherche face à l'impératif de la durabilité : les défis de la coproduction de connaissances face aux logiques de la marchandisation et aux enjeux d'émancipation*, Paris, CESSMA, 6 février 2023.

[S64] Hillenkamp I., « GENgiBRe : Aperçu d'un projet de recherche-action », Journée d'étude *Les recherches participatives à l'IRD, vers un cadre partagé ?*, IRD, Département Sociétés et mondialisation, Montpellier, MSH Sud, 25 novembre 2022.

[S63] Prevost, H. (comunicante); Telles, L. (comunicante); Hillenkamp I., « Care, offensive marchande et conservation environnementale : les femmes dans l'agroécologie face à la politique de Jair Bolsonaro », Journée d'étude *Les enjeux environnementaux à l'aube de la nouvelle élection présidentielle au Brésil : bilan et perspectives*, Aubervilliers, Association pour la Recherche sur le Brésil en Europe, 15 et 16 septembre 2022.

[S62] Hillenkamp I., Mendonça, M.-A., "Ofensiva neoliberal do governo Bolsonaro sobre a natureza: implementação e conflitos locais sob perspectiva de gênero", Colloque international *De la démocratie au Brésil - violence et politique*, Paris, INALCO, 29 juin 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=LUv3mHVSYJQ> (5h02 à 5h30).

[S61] Nathalie Blanc, Isabelle Hillenkamp, Anne-Christelle Beauvois, Table ronde : éco-féminismes - La Cité du Genre, 13 juin 2022. Compte-rendu disponible : <https://citedugenre.fr/fr/audio-video/colloques-et-conferences/> et <https://u-paris.fr/centre-politiques-terre/publications/>

[S60] Hillenkamp I., « "Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie" : inégalités de genre et modèle agraire au Brésil », Séminaire « Démocratie et inégalités au Brésil », Université libre de Bruxelles, 9 mai 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=tSLfxa3bIVc&t=527s>.

[S59] Guétat-Bernard H., Hillenkamp I., Prévost H., « Cultiver la nature. Agroécologie et mobilisations écoféministes au Brésil », Colloque « Dominer la nature, naturaliser les dominations », organisé par Université Paris 1, Campus Condorcet, Aubervilliers, 2 et 3 novembre 2021, <https://lamop.pantheon-sorbonne.fr/evenements/dominator-nature-naturaliser-dominations-quelle-est-nature-nature>

[S58] Le Tourneau, François-Michel (org.) ; Hillenkamp, Isabelle ; Keck, Frederic ; Morenas, Arthur et Terral, Philippe, « La Covid-19 dans les Amériques », Table ronde, Congrès de l'Institut des Amériques, Aubervilliers, 22-24 septembre 2021. <https://www.youtube.com/watch?v=6hDS0I15eFY>

[S57] Hillenkamp I., « 'Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie' : la longue mobilisation des brésiliennes pour la reconnaissance du care socio-environnemental », Congrès de l'Institut des Amériques 2021, Plénière « Construction et fonctions des mobilisations et de l'activisme dans les Amériques », Aubervilliers, 22-24 septembre 2021. <https://vimeo.com/611985085/95c3338d3f> .

[S56] Hillenkamp I., Nobre M., « Conservation de l'environnement, financiarisation de la nature et agroécologie. Le cas de Vale do Ribeira et du réseau agroécologique de femmes agricultrices RAMA », colloque international « Femmes, écologie et engagements politique : actualités et perspectives du Sud au Nord », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Université de Chicago à Paris, 4-5 juin 2021. <https://www.youtube.com/watch?v=TsqAmo5RdfA&t=12258s>. . Actes en cours de publication.

[S55] Hillenkamp I., "A cidadania econômica à prova da pandemia: redes de agroecologia e economia solidária feminista no Brasil", XI Congresso da Associação Portuguesa de Sociologia "Identidades ao rubro: diferenças, pertenças e populismos num mundo efervescente", Semi-plenária "Cidadania na construção de identidades plurais", 31/03/2021..

[S54] Hillenkamp I., « Considering domestic institutions and householding. A necessity for building a feminist solidarity economy », International webinar on Solidarity Economy and Feminism, RIPESS Europe, Maison des Sciences de l'Homme Foundation (FMSH) and the Center for Social Studies of the University of Coimbra (CES-UC), March 8<sup>th</sup> 2021. .

[S53] Hillenkamp I., « Disputando a democracia econômica: redes de agricultoras agroecológicas no Brasil frente à pandemia de Covid-19 », Webinar Series on Social Solidarity Economy & the Commons, ISCTE, Instituto Universitario de Lisboa, 25 février 2021. .

[S52] Hillenkamp I., Lobo N., « Vulnerabilidades e Resiliências de Agricultoras Agroecológicas face à Pandemia da COVID-19 », Séminário do Grupo Gênero da Rede de Estudos Rurais (Brasil) [en ligne], *Registros dos impactos da COVID-19 sobre as mulheres: Mudanças na divisão sexual de trabalho e nos sistemas agroalimentares em diversos contextos no Brasil*, 3-4 février 2021, <https://www.youtube.com/c/RededeEstudosRuraisOficial/videos>.

[S51] Hillenkamp I., Schwenck B., Lobo N. "Covid-19 Responses of Women Solidarity Networks in Brazil: Levels of Protection and (Mis)Trust in a Polarized Society", *Responses of Local Communities to Covid19: Exploring Issues of Trust in the Context of Risk and Fear*, online International Symposium organised by University of Paris and Nanyang Technological University, Singapore, 1-2 décembre 2020.

[S50] Hillenkamp I., « Empowerment des femmes et projet communautaire : le mouvement agroécologique et féministe face aux métamorphoses de l'Etat brésilien », Colloque du Sofiapol, Université de Nanterre [en ligne], *Les projets communautaires : action collective, empowerment et solidarités en contexte néolibéral*, 19-20 novembre 2020, <https://webtv.parisnanterre.fr/channels/#philosophie>.

[S49] Hillenkamp I., « Mobilisations pour l'égalité de genre et protection de l'environnement : une relation sous tension. L'expérience du Réseau Agroécologique de Femmes Agricultrices RAMA (Brésil) », Journées d'étude du CESSMA [en ligne], *Environnement : nature, genre, morale Perspectives d'épistémologie politique et économique*, 16-17 novembre 2020.

[S48] Aguiar V., Hillenkamp I., Nobre M., Weitzman R. (coord.), « Feminismo e Agroecologia: quais sujeitos políticos? », Groupe de travail n°8, III<sup>e</sup> colloque international Agroecologia e Feminismo. Trabalho, Cuidado e Bens comuns, Université Fédérale Rurale du Pernambouc, Recife (Brésil), 8-11 avril 2019, Actes publiés dans Cadernos de Agroecologia, vol. 15, n° 3, 2020, <https://cadernos.aba-agroecologia.org.br/index.php/cadernos/issue/view/> .

[S47] Hillenkamp I., "A interação entre politização e reconhecimento do trabalho reproductivoAprendizados de estudos de caso no Brasil e na Bolívia", III<sup>o</sup> Coloquio Internacional Agroecologia e Feminismo, Mesa "Organizações de Mulheres e Agroecologia: articulando produção e reprodução social", Université Fédérale Rurale du Pernambouc, Recife (Brésil), 8-11 avril 2019.

[S46] Hillenkamp I., "Feminismo y agroecología: una mirada desde la economía feminista y plural", Congrès de l'Associación Latinoamericana de Sociología Rural, table ronde "Agroecología e Feminismo", Montevideo, Uruguay, 25 à 30 novembre 2018.

[S45] Hillenkamp I., "Solidariedade, gênero e agroecologia: aprendizados do Vale do Ribeira", II Congresso de Pesquisadores de Economia Solidária, "Solidariedade em Trabalho, Relações de Gênero e Preservação Ambiental", Universidade Federal de São Carlos, 26 au 28 septembre 2018.

[S44] Hillenkamp I., « Mulheres, agroecologia e "comida de verdade": do movimento nacional à prática local », mesa "Cadeias agroalimentares globalizadas e os movimentos pela produção e consumo de alimentos saudáveis", VIII Encontro da rede de estudos rurais "Conceições de Sociedade e Direitos de Cidadania em Questão: novos desafios para o mundo rural brasileiro", UFSC, 27 au 30 août 2018.

[S43] Hillenkamp I., « Recognition of women's work, a condition of agroecological transition. Contribution from an action-research in Vale do Ribeira, Brazil », International Seminar "Research-action. Work in the ecological transition", Centre de Recherche et d'Action Sociale, Paris, 19-20 juin 2018.

[S42] Hillenkamp I. et Nobre, M. « Agroecology and feminism in Vale do Ribeira: building solidarity, caring for the territory », *Bubbling up... Solidarities, feminisms and social reproduction*, Conférence finale du projet « Feminist analysis of social and solidarity economy practices : Views from Latin America and India », Genève, Institut de Hautes Internationales et du Développement, 3-4 mai 2018.

[S41] Farah I. et Hillenkamp I., « Local transformations in Batallas (Bolivia) and the "inexhaustible" capacity of women to sustain life », *Bubbling up... Solidarities, feminisms and social reproduction*, Conférence finale du projet « Feminist analysis of social and solidarity economy practices : Views from Latin America and India », Genève, Institut de Hautes Internationales et du Développement, 3-4 mai 2018.

[S40] Hillenkamp I., « Economia e Democracia Cruzando os aportes da Economia Feminista e de Karl Polanyi », Seminario internacional do Programa de Posgraduação Estado e Sociedade da Universidade Federal Sul da Bahia, 07 décembre 2017. <https://www.facebook.com/search/top/?q=luciane%20lucas%20dos%20santos>.

[S39] Hillenkamp I., « Agroecology and feminism: results of an action-research in Vale do Ribeira (SP) », Workshop franco-brasileiro, *Pensar a alternativa na teoria das organizações*, Fundação Getulio Vargas, São Paulo, 16 et 17 octobre 2017

[S38] Hillenkamp I., « Agroecologia e feminismo: novas perguntas? », X Congresso Brasileiro e VI Latino-americano de Agroecologia, Mesa "Diálogos entre Agroecologia e as Economias Críticas", Brasilia, 12-15 septembre 2017, <https://relatosagroecologia2017.itbio3.org/atividades/at104-dialogos-entre-agroecologia-e-as-economias-criticas/>.

- [S37] Farah I. et Hillenkamp I., « Análisis feminista de prácticas de economía social y solidaria: primeros resultados de Bolivia y Brasil », Seminario internacional « Economía social y solidaria », Universidad Mayor de San Simón, Instituto de Investigaciones en Ciencias Sociales, Cochabamba, Bolivie, 30 août-1<sup>er</sup> septembre 2017.
- [S36] Hillenkamp I., « Principios y conceptos de la economía solidaria: para una economía plural, feminista y política », Seminario internacional « Economía social y solidaria », Universidad Mayor de San Simón, Instituto de Investigaciones en Ciencias Sociales, Cochabamba, Bolivie, 30 août-1<sup>er</sup> septembre 2017.
- [S35] Guérin I., Hillenkamp I. (communicante) et C. Verschuur, « The solidarity economy under gender lenses: a critical and possibilistic analysis », 6<sup>th</sup> EMES International Research Conference on Social Enterprise, Université de Louvain-la-Neuve, 3-6 juillet 2017.
- [S34] França Filho G. (communicant), Guérin I., Hillenkamp I. (communicante) et Vasconcelos O., « Can community development banks in Brazil be considered democratic and solidarity-based commons? », 6<sup>th</sup> EMES International Research Conference on Social Enterprise, Université de Louvain-la-Neuve, 3-6 juillet 2017.
- [S33] Hillenkamp I. « Solidarity economy in the face of the re-privatization of the welfare regime in Brazil », 6<sup>th</sup> EMES International Research Conference on Social Enterprise, Université de Louvain-la-Neuve, 3-6 juillet 2017.
- [S32] Hillenkamp I. « "Agroecology and feminism" and the food issue in Brazil: building autonomy based on interdependence? », Nascent International Conference *The Transformative Potential of Local Social, Ecological and Solidarity Food Economies*, Université de Stuttgart, 29-30 juin 2017.
- [S31] Hillenkamp I. « Sujet politique et subjectivités : Agroécologie et féminisme au Brésil », Séminaire international (Re)penser la conjoncture en Amérique latine : échelles, territoires et acteurs, Paris, LMI SAGEMM, 26-28 juin 2017.
- [S30] Hillenkamp I. « Sujet politique et subjectivités : Agroécologie et féminisme au Brésil », *Economie solidaire, associations citoyennes et mouvements sociaux. Une mise en perspective historique. Une mise en perspective internationale*, 26 juin 2017, Paris, CEDIAS - Musée social.
- [S29] Hillenkamp I. « Socioeconomia e democracia. Atualidade de Karl Polanyi no dialogo com o feminismo », *Dialogar para transformar*, Universidade federal de Viçosa, Seminario do Programa de Pós-Graduação em Extensão Rural, 8 mai 2017.
- [S28] Hillenkamp I. et Nobre M. avec la collaboration de Ferreira Franco V., Ianovalli D., Marques G. et Saori S., « Por uma economia solidária e feminista: pesquisa-ação no Vale do Ribeira », Papier présenté au Ve Symposium international *Desigualdades, Direitos e Políticas Públicas: Protagonismos e Alternativas* et Conférence internationale EMES-RILESS *Economie Solidaire et Entreprises Sociales*, 12 à 14 décembre 2016, Universidade do Vale do Rio dos Sinos, São Leopoldo, Brésil, publié dans Anais do V Simpósio Desigualdade Direitos e Políticas Públicas, <http://repositorio.unisinos.br/anais/eventos/vsimposio.html#749/z>
- [S27] Hillenkamp I. « Sujeitos e alternativas sociais: questões e perspectivas », Conférence invitée, Ve Symposium international *Desigualdades, Direitos e Políticas Públicas: Protagonismos e Alternativas* et Conférence internationale EMES-RILESS *Economie Solidaire et Entreprises Sociales*, 12 à 14 décembre 2016, Universidade do Vale do Rio dos Sinos, São Leopoldo, Brésil.
- [S26] França Filho G., Guérin I. et Hillenkamp I., « Economia Solidária e Desenvolvimento Territorial », Séminaire de l'Incubadora Tecnológica de Economia Solidária da Universidade Federal de Alagoas (ITES/UFAL), Arapiraca (Brésil), 22 juillet 2016.
- [S25] Guérin I., Hillenkamp I., Verschuur C., « L'économie solidaire sous le prisme du genre : une analyse critique et possibiliste du rapport au politique », Papier présenté à la 2<sup>e</sup> Conférence internationale EMES-POLANYI *Des sociétés en transition*, Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris, 18 et 19 mai 2016.
- [S24] Hillenkamp I., « The Social Enterprise of the Solidarity type: a South-North perspective », Conférence invitée, 2<sup>e</sup> Conférence internationale EMES-POLANYI, *Des sociétés en transition*, Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris, 18 et 19 mai 2016.

- [S23] Hillenkamp I., « Estrechando vínculos entre la economía solidaria y la economía feminista. Políticas públicas en Bolivia, Brasil y Euskadi », Séminaire de l'Institut HEGOA, Université du Pays Basque, Bilbao, 22 janvier 2016.
- [S22] Guérin I., Hillenkamp I., Saussey M. et Selim M., « Diffusions, appropriations et contestations des normes d'émancipation des femmes », Papier présenté lors des Journées d'Etudes *Mondialisation et nouvelles dynamiques Sud/Sud. Le développement en question*, IRD, Département Sociétés, Université Paris Diderot, 6-7 octobre 2015.
- [S21] Hillenkamp I., « A economia solidária como economia moral: uma olhada aos universos latino-americanos », Papier présenté au 1<sup>o</sup> Congresso de Pesquisadores de Economia Solidária, Universidade Federal de São Carlos (Brésil), 17 à 19 juin 2015.
- [S20] Hillenkamp I., « Innover pour durer ? Représentations et pratiques d'économie populaire solidaire en Amérique latine », conférence invitée lors du 6<sup>e</sup> Séminaire international du réseau 2DLiS, *Développement durable, Représentations sociales et Innovations sociales*, Université Gaston Berger, Saint-Louis du Sénégal, 14 et 15 mai 2015.
- [S19] Hillenkamp I., « Pour une grille d'analyse critique de l'innovation sociale citoyenne. Quelques propositions et exemple de la Bolivie », communication lors de la Conférence internationale *Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat solidaire*, Paris, Conservatoire national des arts et métiers, 14 et 15 janvier 2015.
- [S18] Hillenkamp I. et Laville J.L., « Theory of the social enterprise and pluralism. The social enterprise of the solidarity type », Papier présenté lors du Western ICSEM Symposium, La Roche-en-Ardenne (Belgique), 9-10 octobre 2014.
- [S17] Hillenkamp I. avec la collaboration de Wanderley F., « Towards a cartography of Solidarity economy in contexts of high informality and labour precariousness » Papier présenté lors du Western ICSEM Symposium, La Roche-en-Ardenne (Belgique), 9-10 octobre 2014.
- [S16] Hillenkamp I., « Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi », *Sociologie économique et économie critique : à la recherche du politique*, Communication lors du colloque du GDR Économie & Sociologie, Centre culturel international de Cerisy (France), 12-19 juin 2014, <http://www.csic-cerisy.asso.fr/sociologieeconomique14.html>.
- [S15] Hillenkamp I., « Social organizations and informality », Conférence invitée lors de la 4th EMES research conference on Social enterprise, *If not for profit, for what? and how?*, Liège, 1-4 juillet 2013, <http://www.youtube.com/watch?v=tW4Wcxz2F38>.
- [S14] Hillenkamp I., « Rethinking the relationships between economic and political spheres with Karl Polanyi », Papier présenté lors de la 4th EMES research conference on Social enterprise, *If not for profit, for what? and how?*, Liège, 1-4 juillet 2013, <http://www.emes.net/what-we-do/events/conferences/4th-emes-international-research-conference-on-social-enterprise/>
- [S13] Hillenkamp I., « Solidarity Economy as part of Popular Security Enhancing Practices. A Neo-Polanyian Conceptual Framework », Papier présenté lors du colloque *Potential and Limits of Social and Solidarity Economy*, UNRISD, Genève, 6-8 mai 2013, <http://www.unrisd.org/sseconf>
- [S12] Hillenkamp I., « Le principe polanyien de householding aujourd'hui. Discussion théorique et approche empirique de l'économie populaire », Papier présenté lors du colloque du Karl Polanyi Institute of Political Economy et EMES European Research Network, *Le monde entre crise et changement / The world between crisis and change*, Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris, 15-16 février 2012.
- Hillenkamp I., « Solidarity and Protection in Bolivian Popular Economy», Papier présenté lors de la colloque *Informal Economy, Vulnerabilities and Employment*, Institut de socioéconomie, Université de Genève, Genève, 9-10 février 2012, <http://www.unige.ch/ses/socioeco/institut/recherche/InformalEconomy.html>
- [S11] « Capitalism and Latin-American Popular Economy: Why Gender Matters », *Transformations of Contemporary Capitalism: Actors, Institutions, Processes*, 23<sup>rd</sup> Annual Conference of the Society for the Advancement of Socioeconomics, Universidad Autónoma de Madrid, Madrid, 23-25 juin 2011.

[S10] « Gender, social economy and development: lessons from Bolivia », *The Social Economy, prop of a new model of sustainable economic development?*, 3<sup>rd</sup> International Research Conference on the Social Economy of CIRIEC, Valladolid (Espagne), 6-8 avril 2011.

[S9] « Reciprocity and householding: two Polanyian tools for analyzing solidarity today », *New Directions in Polanyian Scholarship*, Centre for Citizenship, Globalization and Governance, School of Social Sciences, University of Southampton, 12-13 mars 2011 (avec J.-M. Servet).

[S8] « Ciudadanía urbana y prácticas económicas en las ciudades "en construcción" del Sur. Una propuesta de análisis ilustrada por el caso de la ciudad de El Alto (Bolivia) », *Ciudades en transformación : modos de vida y territorialidades*, Séminaire international du CIDES-UMSA et LaSUR-EPFL, La Paz, 8-11 juin 2010.

[S7] « Économie Sociale et Solidaire et Économie des Conventions », *Élaborer un corpus théorique de l'ESS pour un autre modèle de société*, X<sup>e</sup> Rencontres internationales du Réseau inter-universitaire de l'Économie sociale et solidaire, Luxembourg, 3-4 juin 2010 (avec F. Bessis).

[S6] « Solidarités, marché et démocratie : éclairages boliviens », *Comprendre la solidarité*, Colloque scientifique, Institut des hautes études internationales et du développement, Genève, 6-8 mai 2010.

[S5] « Les revendications politiques de l'économie solidaire : entre contestation et banalisation, entre public et privé », *Entreprendre en économie sociale et solidaire : une question politique ?*, IX<sup>e</sup> Rencontres internationales du Réseau inter-universitaire de l'Économie sociale et solidaire, Université Jean Monnet, IUT de Roanne, 18-19 juin 2009.

[S4] « L'économie solidaire, un modèle alternatif de développement ? Une approche institutionnaliste illustrée par le cas de la Bolivie », *Économie solidaire et solidaire, développement, mobilité et relocalisations*, VIII<sup>e</sup> Rencontres internationales du Réseau inter-universitaire de l'Économie sociale et solidaire, Universitat Abat Oliba CEU, Barcelone, 8-9 mai 2008.

[S3] « Urban citizenship and economic practices in "cities under construction" in the South: a proposal of analysis illustrated by the case study of the city of El Alto (Bolivia) », *New Deals in Urban Governance: local-global interfaces and institutional arrangements in cities*, Genève, EADI, 1<sup>er</sup>-2. octobre 2007.

[S2] « L'économie sociale et solidaire dans le renouveau des modes d'action publique : quelle contribution à la réduction des inégalités ? Exemples boliviens », *Approches institutionnalistes des inégalités en économie sociale*, Paris-Nanterre, XXVII<sup>e</sup> Journées de l'Association d'Économie sociale, 6-7 septembre 2007.

[S1] « Para un enfoque de socio-economía. Una propuesta ilustrada sobre el caso de la "economía solidaria" en la ciudad de El Alto », *Mesa Disciplinaria de Economía: La disciplina económica frente a las transformaciones del capitalismo en el ámbito nacional y mundial*, Sucre, IV Congreso de la Asociación de Estudios Bolivianos, 22-24 juin 2006.

## VIDEOS DE DIVULGATION SCIENTIFIQUE

[V6] « Um olhar sobre conflitos socioambientais e resistências na Zona da Mata e Leste de Minas », Vidéo réalisée dans le cadre du projet GENgiBRe. Script et édition : Vanessa Maciel ; production : Wanessa Marinho, Vanessa Maciel, Michele Sotero, Liliam Telles, Roberta Cardoso e Héloïse Prévost ; images : Wanessa Marinho, Vanessa Maciel, Michele Sotero, Héloïse Prévost, Isabelle Hillenkamp e Natália Lobo.

[https://www.youtube.com/watch?time\\_continue=1&v=0juL7kL1ye0&feature=emb\\_logo](https://www.youtube.com/watch?time_continue=1&v=0juL7kL1ye0&feature=emb_logo), 12 minutes.

[V5] « Les cultures des femmes. L'agroécologie face à la pandémie au Brésil », réalisation François Demerliac avec Isabelle Hillenkamp, production Le Blop Universcience et IRD Production, série Connexion Virus Actions Solidaires, 2021, 13 minutes. <https://www.youtube.com/watch?v=Xhacr-xlrPc&t=3s>. Version en portugais pour le public brésilien : « As culturas das mulheres. Agroecologia face à pandemia no Brasil », <https://www.youtube.com/watch?v=qGoOKNfe4MQ>.

[V4] Armázem Memória, Zelic, H. (production, direction et édition), Nobre, M., Hillenkamp, I., Zelic H. (script), Zelic H., Marques G., Lobo, N., Viola, P., Vitória, C. (images), "Caminhos da autonomia: agroecologia e feminismo no Vale do

Ribeira" ("Paths towards autonomy: agroecology and feminism in Vale do Ribeira", vidéo sous-titrée en anglais), SOF-Sempreviva Organização Feminista. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=GG52oweD3e0>, 2018, 24 minutes.

[V3] "Mujeres en movimiento: cambios socioeconómicos e inercias culturales", en partenariat avec CIDES-UMSA (Bolivie), <https://www.youtube.com/watch?v=vHUPuKOYmGQ&feature=youtu.be>, 2018, 32 minutes.

[V2] "Solidarities, Feminisms and Social Reproduction - Bubbling up", vidéo collective du projet SNIS "Feminist Analysis of Social and Solidarity Economy: Views from Latin America and India" (coord. Ch. Verschuur IHEID, participation comme chercheure principale), sous-titrée en français et espagnol, <https://www.youtube.com/watch?v=K69DZGmDQKK>, 2018, 24 minutes.

[V1] "Economia Solidaria" (Solidarity Economy), vidéo produite par la SOF et la Marche mondiale des femmes en Bolivie, participation comme partenaire dans le projet SENAES « Economia Feminista e Solidária: ações para o fortalecimento da autonomia econômica das mulheres », disponible sur demande, 2019, 12 minutes.

#### PODCASTS DE DIVULGATION SCIENTIFIQUE

[P2] Série de 3 épisodes : « Conflitos socio-ambientais do território são narrados por mulheres do Vale do Ribeira e de Minas Gerais » (18 minutes), « Agroecologia versus agrotóxicos : quando as mulheres se mobilizam » (15 minutes) et « Agroecologia, autonomia e solidariedade : conheça os saberes e aprendizados das mulheres » (15 minutes), Podcast du Consulat Général de France à São Paulo "Entre France et Brésil : actualités de la coopération scientifique", 8 mars 2023. Réalisation M. Yamakawa; participation à la conception, réalisation des entretiens et relecture I. Hillenkamp, dans le cadre du projet GENgiBRe. <https://open.spotify.com/episode/2d5lvL6zvw7KgtQvhQRHAD>

[P1] « Agriculturas agroecológicas e "natureza": defesa dos territórios e luta contra as discriminações », Podcast du Consulat Général de France à São Paulo "Entre France et Brésil : actualités de la coopération scientifique", 59 minutes. [https://open.spotify.com/episode/1Jbd0WP68R9JqHjOMOmA74?si=IERd96rjSoCNGVkXZoCY5A&dl\\_branch=1&nd=1](https://open.spotify.com/episode/1Jbd0WP68R9JqHjOMOmA74?si=IERd96rjSoCNGVkXZoCY5A&dl_branch=1&nd=1) Avec la participation de membres de l'équipe scientifique franco-brésilienne du projet GENgiBRe, de partenaires de la société civile et d'agricultrices brésiliennes. Réalisation Nadège Mézié.



D | P | L | Ô | M | E



AU NOM DE L'UNIVERSITÉ NOUS, SOUSSIGNÉS, CONSTATANT QUE

***Madame Isabelle HILLENKAMP***

A SUBI AVEC SUCCÈS LES ÉPREUVES PRÉVUES PAR LA LOI SUR L'UNIVERSITÉ ET LES RÈGLEMENTS DE

***L'Institut de hautes études internationales et du Développement***

LUI CONFÉRONS LE GRADE DE

***Docteure en Etudes du Développement***

AVEC LES DROITS ET LES PRÉROGATIVES QUI Y SONT ATTACHÉS

Le Recteur

Le Directeur

Le Secrétaire général





## **Mémoire de travaux de recherche**

**Economies solidaires, émancipation et soutenabilité :  
un cadre d'analyse socioéconomique et féministe**



## **Remerciements**

A ma garante, Isabelle Guérin, pour les échanges qui ont nourri ma réflexion depuis plus de dix ans et pour sa relecture, à la fois lucide et bienveillante, de mon mémoire ; aux membres de mon jury, Jérôme Blanc, Geneviève Pruvost, Blandine Destremau, Catherine Larrère, Jean-Louis Laville et Philippe Méral, dont les travaux m'inspirent et dont la participation à ce jury est source de motivation.

Aux nombreux collègues, avec qui les échanges au long des années ont aussi nourri mes travaux, en particulier Jean-Michel Servet, Christine Verschuur et Luciane Lucas dos Santos.

En Bolivie, à Ivonne Farah, dont l'accueil et la générosité ont été inestimables, ainsi qu'à Fernanda Wanderley, Fernanda Sostres, Gabriela Ruesgas, Cecilia Salazar du CIDES-UMSA et Marie-Esther Ibañez du Centre de promotion de la Femme « Gregoria Apaza ». Aux membres de ComArt et du Réseau national de commercialisation communautaire, particulièrement Antonia Rodriguez, Juan Julio Narváez et Cristina Huallpa, de la Coordination intégrale d'organisations économiques paysannes et du Mouvement d'économie solidaire et de commerce équitable en Bolivie.

Au Brésil, à Miriam Nobre, Sheyla Saori, Natalia Lobo, Gláucia Marques, Vivian Franco, Maria Fernanda Marcelino et Vera Machado de la Sempreviva Organização Feminista, pour les collaborations, inestimables elles aussi, au cours de ces huit dernières années.

A l'Université fédérale de São Carlos, aux professeurs Fábio Sánchez, André Ricardo de Souza, Rodrigo Martins, Maria Zanin, Isabela Lussi et Ioshiaqui Shimbo, ainsi que Beatriz Schwenck, Fernanda Cristina Mello et Milena Lima e Silva.

A Liliam Telles, Roberta Cardoso, Elisabeth Cardoso, Thalita Rody, Nayara Lopes de Castro et Cecília Santiago du Centre de technologie alternatives de la Zona da Mata, pour l'engagement et la qualité des collaborations.

Aux professeurs Alair de Freitas, Irene Cardoso et Maria-Alice Mendonça de l'Université fédérale de Viçosa, ainsi que Clara Ferrari, Luana Figueiredo et Paula Gonçalves.

Aux professeurs Genauto França Filho de l'Université fédérale de Bahia et Osia Vasconcelos de l'Université du Reconcavo da Bahia.

Aux femmes du Réseau de femmes agricultrices agroécologiques de Barra do Turvo et de l'Association de Femmes dans l'économie solidaire de São Paulo, aux membres du Forum

d'économie solidaire d'Osasco, de l'Union de femmes agricultrices agroécologiques d'Itaoca, de l'Union de femmes dans l'économie solidaire de Peruíbe, du Collectif de femmes du Syndicat d'agriculture familiale de Simonésia, du Département de Femmes du Syndicat de Travailleurs ruraux d'Acaíaca, du collectif de lutte contre l'extraction minière de Carangolinha / Divino, du Banco Palmas, particulièrement Joaquim Melo, du Banco Ilhamar et du Banco Olhos d'Água à Igaci.

A ma famille, Matthias, Leo et Clara, pour leur soutien et leur patience.

## Introduction

### I. Objet de recherche et parcours professionnel

Mes recherches portent sur la solidarité dans les pratiques et les institutions de l'économie populaire en Bolivie et au Brésil. Je considère que l'économie populaire, axée sur l'utilisation par les groupes populaires de leur propre force de travail et des ressources disponibles afin d'assurer la satisfaction des besoins de leurs membres (Sarria Icaza & Tiriba, 2006), mobilise des relations sociales allant de la solidarité égalitaire à la protection hiérarchique. La nature de ces relations dépend des valeurs, principes et organisations des actrices et acteurs de cette économie, mais aussi des rapports de production et de reproduction sociale plus larges, de la concurrence, ainsi que des institutions et des politiques économiques et sociales. Je m'intéresse à la façon dont ces relations entretiennent les dominations, les hiérarchies, l'exclusion, voire l'exploitation, mais ouvrent aussi des possibilités, souvent peu visibles, d'émancipation basées sur une solidarité égalitaire à travers de pratiques d'entraide, de coopération et de l'organisation collective. J'aborde ainsi l'émancipation au niveau des pratiques, souvent timides, qui contredisent néanmoins les structures de domination (Guérin *et al.*, 2011 ; Rancière, 2012). J'entends par solidarité le principe par lequel des personnes se reconnaissent comme parties, différentes, mais interdépendantes et d'égale valeur d'un groupe social (Servet, 2013). Solidarité égalitaire et protection hiérarchique constituent deux pôles opposés d'un même continuum de relations d'interdépendance. Je nomme enfin « économies solidaires », au pluriel, divers segments de l'économie populaire de type solidaire. L'économie solidaire, au singulier, instituée dans les politiques publiques ou dans les organisations de la société civile de certains pays, constitue l'un de ces segments. L'agroécologie, lorsqu'elle est tournée non seulement vers l'autonomie productive et la soutenabilité des agroécosystèmes, mais aussi vers l'action collective et l'égalité, représente un autre segment<sup>1</sup>.

Ma démarche s'inscrit dans le champ de la socioéconomie, qui étudie l'économie dans son rapport avec la société, en croisant analyse économique et d'autres disciplines des sciences sociales. Parce que, dans la plupart des contextes, la solidarité fait partie des valeurs

---

<sup>1</sup> Mes principales définitions relatives aux économies solidaires, présentées ici et élaborées au cours du mémoire, sont reprises dans le glossaire présenté en annexe.

et responsabilités socialement assignées aux femmes et répond à des formes masculines de protection et domination, j'ai développé une approche féministe de ces questions. Cette approche, basée sur une méthodologie spécifique, m'aide à surmonter le biais androcentrique présent dans la science économique. Les institutions de type domestique – comme les foyers, mais aussi des arrangements familiaux et communautaires plus complexes – le travail reproductive et l'articulation entre pratiques marchandes et non marchandes sont au cœur de cette approche. Au plan empirique, mon travail s'est basé sur des enquêtes qualitatives auprès d'organisations d'économie solidaire et d'agroécologie au Brésil et en Bolivie. J'ai mis l'accent sur la position des femmes, que j'ai abordée à la croisée entre l'espace de ces organisations et la sphère domestique. J'ai également étudié les politiques publiques et les processus d'institutionnalisation des économies solidaires dans ces deux pays.

J'ai développé ces recherches comme post-doctorante (2009-2013) puis comme chargée de recherche à l'IRD (depuis 2014), dans le cadre de projets collectifs, avec des partenaires académiques et des organisations locales. La construction de collectifs mixtes de recherche (Académie et société civile) a occupé une grande place dans ma pratique scientifique, non seulement comme condition d'accès sur le terrain à des groupes subalternes, mais aussi comme choix épistémique orienté par la volonté de contribuer aux processus d'émancipation. Cette position, tendue par les relations de pouvoir à différents niveaux, est au centre d'une démarche méthodologique réflexive qui fait partie intégrante de mes travaux.

Mes enquêtes, au Brésil et en Bolivie, ont progressivement fait ressortir le lien intrinsèque entre exploitation des dominés (femmes subalternes, communautés dites indigènes, racisées...) et de la nature et entre certaines mobilisations locales pour l'émancipation et pour la soutenabilité. Le constat de ce continuum socio-environnemental, dans les formes de domination et d'exploitation et dans celles de mobilisation, m'a amenée à intégrer la production des « socio-natures » (Cornut & Swyngedouw, 2000) à mes grilles d'analyse. Par ce biais, j'aborde la nature non comme un donné ou comme de simples ressources, mais comme des assemblages socio-naturels, produits notamment par la combinaison de formes d'organisation économique de type capitaliste marchande et de type solidaire. A travers la notion de soutenabilité, je m'intéresse à la façon dont les autrices et auteurs de ces assemblages, en particulier dans le secteur agricole, tiennent compte, ou non, des limites de la vie, humaine et non humaine, et des conditions de sa reproduction (Herrero, 2016). J'aborde ces limites depuis le point de vue des sujets de mes recherches, à partir des éthiques, notamment pratiques, qu'elles

et ils élaborent au sujet de la nature et de leur environnement, selon des conceptions pouvant être individuelles ou collectives, politiques ou apolitiques (Larrère, 2017). Je développe actuellement ce programme de recherche grâce au projet ANR GENgiBRe « Relationship to nature and gender equality. A contribution to critical theory from feminist practice and mobilisation in agroecology in Brazil» (2021-2025), que je coordonne (voir partie Projet ci-après).

## **II. Problématique et position de recherche en Bolivie et au Brésil**

Mes recherches en Bolivie se sont inscrites dans le Processus de changement (*Proceso de cambio*) affiché par le parti d'Evo Morales, au pouvoir dans ce pays de 2006 à 2019. Contestant l'économie de marché, la centralisation politique, la négation et l'acculturation des nations indigènes, ce Processus a généré une lutte politique, dont l'Assemblée constituante, qui s'est tenue de 2006 à 2009, a été l'épicentre (Medina, 2008 ; Vargas Soler, 2008). La vision d'une société multi-ethnique, d'un Etat plurinational et d'une économie plurielle (*economía plural*), défendue par le parti gouvernemental, s'est finalement imposée dans la Constitution votée en 2009. Cette victoire a débouché sur une réforme politique qui a renforcé le pouvoir d'organisations territoriales de base et de leur composante indigène. Elle a aussi donné lieu à un vaste débat sur l'économie « social-communautaire » (*economía social-comunitaria*), reconnue comme un des piliers de l'économie plurielle dans la Constitution.

A travers l'économie social-communautaire, les gouvernements successifs d'Evo Morales ont reconnu les pratiques solidaires adossées aux valeurs et institutions basées sur la réciprocité et la redistribution dans les communautés rurales, qui ont résisté aux logiques de privatisation et de marchandisation en Bolivie (Harris, 1995 ; Ticona Alejo, 2003). Cette reconnaissance a rétribué les mouvements indigènes qui avaient porté Evo Morales au pouvoir, ouvrant la voie à un renforcement d'alternatives au néolibéralisme par les politiques publiques (Stefanoni, 2003 ; Hylton *et al.*, 2005). En même temps, cette vision politique a limité la solidarité aux communautés rurales, voire aux seules communautés indigènes, ignorant et délégitimant les autres trajectoires, rurales et urbaines, des économies solidaires en Bolivie (A13<sup>2</sup>). Elle a opposé marché et solidarité, dans une conception abstraite et étroite de l'économie social-communautaire ignorant l'omniprésence d'institutions de marché, articulées de diverses

---

<sup>2</sup> Les mentions de type A (article dans revue à comité de lecture), B (article dans revue sans comité de lecture ou texte de divulgation scientifique), C (chapitre d'ouvrage), D (direction de dossier thématique de revue), M (monographie), E (direction d'ouvrage), R (rapport) et S (communication lors d'un séminaire ou colloque) suivies d'un numéro se rapportent aux références bibliographiques dans ma liste de publications jointe.

manières aux valeurs et institutions de coopération dans l'économie populaire bolivienne (Harris, 1983 ; Calderón & Laserna, 1995 ; F. Wanderley, 2004).

Par ailleurs, la reconnaissance du caractère multi-ethnique de la société bolivienne a alimenté un questionnement sur l'intersection entre rapports de genre et ethnicité. Les rapports de pouvoir entre femmes, la place du mouvement féministe « institutionnel », issu des classes moyennes, et celui d'organisations de femmes indigènes ont fait leur entrée sur la scène politique (Rousseau, 2011). Les débats ont été avivés par un discours convenu de la part du gouvernement et des mouvements indigènes sur la complémentarité entre hommes et femmes. Ils ont finalement conduit à un réexamen critique de l'origine et de l'évolution de formes de domination économique et politique des femmes dans les communautés rurales et indigènes (Choque Quispe, 2007 ; Rivera, 2010 ; Sanchez García *et al.*, 2015).

Dans ce contexte, mes enquêtes ont étudié les économies solidaires, urbaines et rurales, issues de diverses trajectoires, comme celle de groupes de femmes dans l'économie populaire et du Mouvement d'économie solidaire et de commerce équitable (*Movimiento de economía solidaria y comercio justo*, MESyCJ), qui a émergé dans les années 1990. J'ai étudié de près les pratiques et institutions de solidarité et de protection dans des organisations de productrices et de producteurs, en lien avec les institutions de type domestique. Je les ai situées dans l'évolution des institutions de marché et des logiques de concurrence, ainsi que des formes de protection sociale, pourvues par l'Etat, et de protection communautaire, ancrées dans les hiérarchies locales, elles-mêmes soumises aux effets des politiques économiques et sociales et des migrations urbano-rurales. Constatant la persistance de structures de domination masculine dans les différentes formes de protection – familiale, communautaire et sociale – j'ai interrogé la capacité des organisations d'économies solidaires à les infléchir vers des formes plus égalitaires. J'ai abordé ces controverses dans une démarche multiscalaire, en étudiant l'entrelacement entre formes d'organisation économique, rapports de pouvoir fondés sur le genre, l'ethnie et la classe et pratiques et institutions de solidarité et de protection. J'ai travaillé de manière de plus en plus intégrée avec des partenaires de recherche boliviens dans la sphère académique et de la société civile, depuis ma thèse de doctorat (2004-2009), comme post-doctorante (2010-2011), puis dans des projets collectifs (2013-2018).

Au Brésil, mes recherches ont été motivées par la présence de mouvements structurés d'économie solidaire (*economia solidária*) et d'agroécologie (*agroecologia*), qui ont bénéficié de politiques publiques durant le cycle du Parti des Travailleurs (gouvernements de Luiz

Inácio « Lula » da Silva et de Dilma Rousseff, de 2003 à 2016). Ces deux mouvements ont émergé dans les années 1990, dans le contexte de la démocratisation brésilienne, après les dictatures militaires (1964-1985). En même temps, ils ont répondu à des effets négatifs des politiques néolibérales déployées durant cette période, comme la forte hausse du chômage et la concurrence accrue par l'ouverture commerciale (Grisa & Schneider, 2014 ; Singer, 2014). L'agroécologie s'est de plus posée en alternative face au modèle de modernisation technologique du secteur agricole, instauré à l'époque des dictatures militaires, et dont les impacts socio-environnementaux (contamination, épuisement des sols) étaient devenus patents (Primavesi, 1997). Sous l'influence d'universitaires et d'organisations d'appui, notamment dans le mouvement syndical et dans l'Eglise catholique progressiste, l'économie solidaire s'est consolidée autour de la critique des rapports de classe et du modèle d'autogestion de l'entreprise par ses travailleurs (Singer, 1999 et 2000 ; Schiochet, 2009). De son côté, le mouvement brésilien d'agroécologie a affirmé un modèle d'autonomie productive et d'inclusion sociale (Wezel et al., 2009), s'appuyant sur l'application de concepts écologiques dans la production agricole (Gliessman, 2007), mais aussi sur des marchés solidaires et de réseaux d'échange non monétaires. Cette construction a fait de l'agroécologie au Brésil un mouvement proprement politique, partageant avec l'économie solidaire la visée de modes de vie soutenables par un autre rapport au marché et aux politiques publiques (Luzzi, 2007 ; Schmitt, 2010 ; Niederle et al., 2019). En ce sens, économie solidaire et agroécologie constituent deux segments interreliés des économies solidaires brésiliennes (A29).

Avec l'arrivée au pouvoir de Lula, en 2003, les mouvements et les organisations des économies solidaires, et plus largement du camp progressiste, ont eu accès à l'Etat. Les politiques de soutien à l'économie solidaire et à l'agroécologie ont été instituées sur la base d'espaces de co-construction, de participation et de contrôle social par les organisations des mouvements sociaux. Les politiques fédérales ont renforcé les politiques et actions au niveau local, grâce à un vaste ensemble d'instruments, tels qu'appels d'offre et modalités d'exécution décentralisée par des collectivités locales et des ONG, politiques territoriales, centres de formation, actions intergouvernementales, etc. (Bitelman, 2008 ; SENAES, 2012 et s/d). Cette période a fait des politiques brésiliennes d'économies solidaires un modèle au niveau international. Cependant, elle a aussi marqué une reconfiguration complexe des rapports entre Etat et société civile, dans laquelle la possibilité de politiques émancipatrices et le risque de perte d'autonomie de la société civile vis-à-vis de l'Etat ont été étroitement liés (Schwengber, 2003 ; Sarria Icaza, 2006 ; voir aussi Cuccheti & Stites Mor, 2017). Dans le mouvement

d’agroécologie, une alliance féministe composée de leaders de mouvements de femmes paysannes et de militantes féministes dans des ONG a maintenu une forte pression de l’extérieur de l’Etat, cherchant à préserver son autonomie tout en combattant le biais androcentrique des politiques de développement agraire. Axées sur la reconnaissance du travail non rémunéré des femmes, à la frontière entre agriculture, élevage et alimentation, ces politiques et cette alliance féministe dans l’agroécologie n’ont pas eu leur équivalent dans l’économie solidaire (A29 ; Siliprandi, 2009 ; Butto Zarzar, 2017).

Ces processus ont suscité un vaste ensemble de travaux académiques, auquel il n’est pas possible de rendre justice ici de manière exhaustive. Toutefois, dans l’ensemble, ces travaux ont soit approfondi l’émergence de nouveaux sujets politiques et de politiques émancipatrices (par exemple Cunha, 2012 ; Siliprandi, 2009 ; Filipak, 2017) ; soit attiré l’attention sur la dépendance des organisations de travailleurs vis-à-vis de l’Etat, des ONG et des marchés et sur le risque de réduction des politiques à des formes de gestion de la pauvreté (par exemple Georges & Rizeck, 2012 ; Lima, 2012 ; Leite *et al.*, 2015). D’autres travaux encore ont développé une analyse économique centrée sur l’autogestion dans les organisations de travailleurs de l’économie solidaire et sur l’autonomie productive dans l’agroécologie (par exemple Sarda, 2011 ; Petersen *et al.*, 2017 ; Souza Ramos, 2019). La focalisation sur l’autogestion et l’autonomie productive a cependant laissé de côté la sphère domestique et les multiples pratiques d’entraide, d’échanges non monétaires, de prêts, d’organisation et de travail collectifs déployés notamment par les femmes hors de ces organisations (Nobre *et al.*, 2015 ; Telles, 2018 ; Schwenck, 2019). Par ailleurs, l’analyse des processus politiques, d’une part, et de l’organisation économique, d’autre part, ont peu mis en lumière l’interaction entre politiques publiques, sujets politiques et pratiques économiques solidaires dans ses dimensions territoriales (França Filho, 2006) et sectorielles (Singer, 1999). Enfin, le coup d’Etat parlementaire qui a destitué la présidente Dilma Rousseff en 2016 a constitué un tournant politique majeur, entraînant le démantèlement des politiques d’économie solidaire et d’agroécologie. Sous le gouvernement de Michel Temer (de 2016 à 2018), puis de Jair Bolsonaro (de 2019 à 2022), les économies solidaires se sont repliées dans des espaces de résistance de la société civile, exigeant de nouvelles approches et un retour réflexif sur le cycle politique du Parti des travailleurs.

Dans ce contexte, mes recherches au Brésil, à partir de 2014, ont abordé les processus d’institutionnalisation, puis de désinstitutionnalisation des économies solidaires sous l’angle

des relations entre pouvoirs publics et actrices et acteurs de la société civile. Cette approche m'a permis de mettre en évidence quelles catégories d'actrices et d'acteurs et de pratiques solidaires ont été considérées par les politiques publiques et quelles autres ont été ignorées, en fonction notamment de biais de genre de ces politiques. Les relations entre pouvoirs publics et actrices et acteurs de la société civile éclairent aussi pourquoi, dans certains cas, les politiques publiques ont pu être rapidement démantelées. J'ai par ailleurs étudié des organisations, groupes et réseaux d'économie solidaire et d'agroécologie dans des territoires urbain et ruraux spécifiques, en situant la solidarité dans l'entrelacement de pratiques et d'institutions de protection et de marché qui forgent ces territoires. J'ai inclus les politiques publiques dans cette analyse, en interrogeant la manière dont les ressources et les relations qu'elles génèrent s'articulent aux pratiques et institutions locales et les transforment. Par cette démarche, j'ai lié analyse économique et politique en cherchant à rendre justice au potentiel émancipateur des économies solidaires, dans des pratiques pouvant déborder le cadre des organisations, tout en restant attentive aux relations de domination à différents niveaux. Après le tournant politique de 2016, j'ai renforcé l'ancrage de mes enquêtes dans la société civile, auprès d'organisations de femmes dans l'économie solidaire et l'agroécologie. J'ai interrogé les possibilités de réorganisation solidaire des pratiques de production et de reproduction de la vie, soumises à des pressions de plus en plus fortes. J'ai situé ce questionnement dans la phase autoritaire du néolibéralisme sous le gouvernement de Jair Bolsonaro (2019-2022), marqué par la réassignation des femmes à la sphère domestique et par la marchandisation et la privatisation des socio-natures.

Mes enquêtes au Brésil se sont déroulées dans des projets collectifs et participatifs, en partenariat avec des universités brésiliennes et des organisations de la société civile dans le champ du féminisme et de l'agroécologie (depuis 2014). En nous appuyant sur plusieurs courants épistémologiques critiques, du féminisme (Mies, 1979 ; Harding, 1993), de l'éducation populaire (Freire, 1996) et de la recherche-action participative latino-américaine (Fals Borda, 2007), nous avons développé des méthodes originales liant recherche et action. Ce type de méthode a répondu à plusieurs objectifs, institutionnels en tant que chercheure de l'Institut de recherche pour le développement, et d'engagement personnel. Il m'a aussi permis une position sur le terrain au plus près d'actrices et d'acteurs sociaux subalternes, indispensable pour entendre leurs voix et pour saisir les frontières, souvent ténues, entre solidarité, protection, domination et marchandisation.

### III. Cadre théorique

Au plan théorique, mes recherches sont parties du débat ouvert par Karl Polanyi sur le lien entre marchandisation de l'économie, protection de la société et risque de dérive autoritaire et sur les principes économiques non marchands encastrés dans la société. Je suis la distinction établie par cet auteur entre principes de réciprocité, de redistribution et de *householding*<sup>3</sup>, axé sur la production pour l'usage d'un groupe, en les situant au même niveau de généralité théorique que le principe de marché basé sur la concurrence (Polanyi, Arensberg & Pearson, 1975 ; Polanyi, 1983). Dans mes enquêtes, je considère que les pratiques économiques solidaires sont guidées par des formes, égalitaires, de réciprocité, qui s'articulent à des modes de redistribution, de *householding*, et même de concurrence.

Par ailleurs, en situant ma démarche dans l'économie populaire, plutôt qu'informelle, je considère les institutions ancrées dans la sphère domestique qui orientent les pratiques basées sur l'utilisation de la force de travail et des ressources locales. J'analyse la manière dont les acteurs de cette économie mobilisent, contournent ou sont exclus par les cadres légaux institués par l'Etat (Hart, 2010 ; voir aussi Coraggio, 1994 et 2006). J'aborde aussi les communs comme des institutions, contenant des règles d'accès à des ressources préalablement délimitées, d'usages en commun de ces ressources et de contrôle de ces usages, et non comme de simples formes de propriété (Ostrom, 2010). Les communs mobilisent, de manière variable, les différents principes économiques et peuvent être basés sur des pratiques solidaires ou sur de simples formes de partage des ressources (Servet, 2014 ; E7).

Je croise cette analyse avec celle de l'organisation de la reproduction sociale, au sens d'activités et relations sociales qui assurent la reproduction de la vie et de la capacité de travail (Federici, 2012). Basé en grande partie sur le travail domestique et communautaire non rémunéré assigné aux femmes, le travail de reproduction sociale renouvelle les inégalités de genre, par les relations de protection et de domination masculine (Delphy, 1998 ; Hirata & Kergoat, 2007), mais il peut aussi être réorganisé de manière solidaire (E8). Je m'intéresse aux conditions de cette réorganisation en partant, ici aussi, de l'étude des institutions de type domestique.

---

<sup>3</sup> J'utilise le terme en anglais plutôt que sa traduction comme « administration domestique » (*La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, chapitre 4) qui induit un sens différent. Je reviens sur ce point de traduction dans la partie II.2 du chapitre 2.

Loin de toute idéalisat ion de l'économie non marchande, j'attire donc l'attention sur les normes souvent oppressives de protection qui participent à son encastrement dans la société, entérinant hiérarchies et exclusions. Je considère que l'émancipation entretient des relations dialectiques avec la protection et avec la marchandisation. Plutôt qu'un double mouvement de marchandisation et de protection de la société selon Polanyi, je considère donc un triple mouvement de marchandisation, de protection et d'émancipation, dans lequel chacun de ces trois processus interagit en permanence avec les deux autres (Fraser, 2013).

En croisant ce cadre avec celui de la théorie critique, développée par la seconde école de Francfort, je considère que l'émancipation par des solidarités qui démocratisent l'économie s'appuie sur la « sphère publique de la société civile » (*ibid.*), où les inégalités et les dominations peuvent être mises en cause. Dans ce cadre, la démocratisation consiste en une multiplication, extension et connexion entre espaces publics permettant de contrecarrer les inégalités et les dominations sans avoir recours à la violence. Cette capacité se construit à partir de mondes vécus, où les actrices et acteurs sociaux partagent et forment des opinions et des convictions, qui nourrissent à leur tour l'exercice de la délibération dans les espaces publics (Habermas, 1993 ; Frère & Laville, 2022).

Dans une approche d'économie politique, je ne sépare pas les espaces publics et politiques, démocratiques ou non, des pratiques économiques. Je suis au contraire la définition de l'économie solidaire comme « ensemble d'activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel et le profit matériel » (Laville, 2006, p. 303). Cet agir démocratique se déploie dans différents espaces de débat et de prise de décision, formels et informels, où les inégalités, y compris celles fondées sur les distinctions de genre, raciales et ethniques, peuvent être contestées. Ces espaces sont aussi ceux du quotidien, en prise sur les mondes vécus, où une critique et une politique en actes, ancrées dans l'expérience du travail, manuel autant qu'intellectuel, et de la consommation peut émerger (Pruvost, 2017). Inégalités et agir démocratique se situent dans les espaces autonomes à l'intérieur des économies solidaires, autant qu'aux points de contact avec les espaces institués par les pouvoirs publics (Eme, 2006 ; voir aussi Rancière, 1995 et Fraser, 1990 et 2013).

J'aborde par ailleurs la soutenabilité à travers les liens, également complexes, qu'elle entretient avec l'économie marchande et non marchande, et avec les espaces publics et politiques où différentes visions s'affrontent. J'envisage donc la soutenabilité comme un concept

politique, élaboré par les conflits, les tensions et les propositions qu'il suscite (Herrero, 2016) et ayant pour centre un horizon normatif de la reproduction sociale et de la vie. Cet horizon est composé de dimensions économiques (différents équilibres entre production et consommation), écologiques (usages des ressources équilibrant besoins des générations présentes et futures) et sociales (critères d'équité, notamment de répartition des temps et du travail de reproduction sociale) (Carrasco, 2014). Processus d'émancipation et éthiques de soutenabilité peuvent se rencontrer dans les économies solidaires, mais peuvent aussi s'ignorer mutuellement, voire entrer en contradiction (Callorda *et al.*, 2020).

Enfin, j'utilise le concept de subalternité, notamment de femmes subalternes, de manière dynamique : pour pointer non pas une essence, mais le résultat de mécanismes d'occultation et de répression de groupes sociaux dont l'histoire s'est déroulée en marge des institutions et des récits dominants (Spivak, 1988). Dans son analyse de la sphère publique, Nancy Fraser a défini la subalternité comme l'expression politique de la subordination. Elle a forgé le concept de « contre-public subalterne », pour désigner les espaces où les groupes subordonnés contestent les institutions et récits dominants (Fraser, 1990). Je considère que les dimensions politiques et économiques de la subalternité sont étroitement liées, à travers le dénigrement de l'accès aux sphères publiques instituées combiné à celui des pratiques, temporalités et savoirs dans les économies populaires (Lucas dos Santos, 2018).

## **IV. Organisation du mémoire**

Ce mémoire de travaux sur « Economies solidaires, émancipation et soutenabilité : un cadre d'analyse socioéconomique et féministe » déroule le fil qui relie mes questions de recherche en Bolivie et au Brésil, avec mon cadre théorique, ma démarche méthodologique et mes enquêtes. Il est organisé en trois chapitres, suivis d'une conclusion. Mon projet, sur « Fabriques des socio-natures et du genre : aux frontières de l'offensive néolibérale et des organisations solidaires », est exposé après ce mémoire.

Le premier chapitre du mémoire présente les repères méthodologiques et les enquêtes que j'ai mis en œuvre pour aborder les pratiques économiques solidaires et le travail productif. J'explique les difficultés pour saisir ces pratiques et ce travail, largement invisibles car en grande partie non marchand et non rémunéré, et le type de position, au près plus des actrices et acteurs sociaux, que j'ai construit pour y remédier. Je précise le statut que je donne aux données, qualitatives, issues de mes enquêtes et la méthode, inspirée de la théorisation

ancrée (Glaser & Strauss, 1967), par laquelle je monte en généralité. Je présente mes différentes enquêtes, en Bolivie et au Brésil, en précisant les contextes, les problématiques et leur enchainement, mais aussi la construction des partenariats et des collectifs de recherche qui les ont permises. Je problématiserai ma démarche méthodologique, en montrant qu'elle a entraîné un positionnement complexe sur deux plans : dans l'interprétation réflexive des données, attentive à ma propre relation avec les sujets de mes recherches et à leurs possibilités d'émancipation, autant qu'aux mécanismes de domination ; et au sein des collectifs de recherche où les rapports de pouvoir entre chercheur.es, acteurs de terrain et sujets ne disparaissent pas, mais doivent en permanence être équilibrés.

Sur cette base, le second chapitre développe mon cadre d'analyse de la pluralité économique, tourné vers la solidarité dans les pratiques et les institutions des économies solidaires en Bolivie et au Brésil. Je précise ma lecture du cadre théorique de Karl Polanyi et la manière dont je l'actualise, sur la base de mes données d'enquête et en y intégrant une critique féministe et socio-environnementale. Pour cela, j'explique la manière dont j'ai opérationnalisé le cadre de Polanyi pour la recherche de terrain à différentes échelles, en distinguant principes économiques, institutions et pratiques. Je présente des résultats clés de mes enquêtes, en montrant comment ils nourrissent une compréhension fine de la diversité des institutions marchandes, des principes économiques non marchands, des processus d'institutionnalisation et des capacités instituantes dans l'économie populaire, ainsi que des rapports de domination et de solidarité. Il en résulte un cadre d'analyse de socioéconomie questionnant les principes marchand et non marchands sous l'angle de l'émancipation et de la soutenabilité et situant les espaces de solidarité dans les tensions entre ces principes et les rapports de force entre acteurs sociaux.

Le troisième chapitre approfondit la critique féministe et socio-environnementale en se centrant sur la sphère de la reproduction, des institutions domestiques et du travail de *care*. En mettant en dialogue plusieurs courants féministes, en Europe et en Amérique latine, je retrace les critiques de l'articulation entre reproduction sociale et production capitaliste et les voies qui ont été identifiées pour transformer ce système. Je situe l'option d'une réorganisation solidaire de la reproduction sociale à partir d'organisation de femmes subalternes dans ce panorama et je précise, à partir de mes données d'enquête, les multiples conditions nécessaires. À partir du cas des femmes dans l'agroécologie au Brésil, je montre de plus le caractère indissociable de l'exploitation des femmes et de la nature. Il en découle une extension nécessaire de

la problématique de l'émancipation à celle de la soutenabilité et de la justice environnementale, et de la reproduction sociale à celle de la vie, humaine et non-humaine. J'investigue par ailleurs la diversité d'institutions de type domestique présente dans mes enquêtes et leur répercussion sur les possibilités de réorganisation solidaire de la reproduction. Je lie cette démarche à mon cadre d'analyse de la pluralité économique, en montrant comment elle permet d'envisager la reproduction au-delà de la seule articulation entre modes de production capitaliste et domestique.

L'effort de ce mémoire consiste dans une relecture de mes travaux pour préciser leur contribution à ce cadre d'analyse socioéconomique et féministe intégré. Le mémoire constitue une itération supplémentaire dans ma démarche de théorisation ancrée dans plusieurs études de cas. Il me donne l'occasion de relier et de saisir ensemble des résultats d'enquête réalisées à plusieurs années d'intervalle, dans des projets et des collectifs de recherche aux orientations spécifiques. Pour cela, ma méthode ici consiste à retisser une problématique et un fil conducteur communs entre des résultats significatifs de différentes enquêtes, sans prétendre toutefois à une présentation exhaustive de mes travaux, dont certains développements sont secondaires par rapport à cette trame commune. La séquence des parties des chapitres suit le fil de cette théorisation, en mobilisant les données de différentes enquêtes de manière *ad hoc*.

## Chapitre 1 – Méthode et enquêtes

### Introduction

Les pratiques économiques solidaires et le travail de reproduction sociale jouent un rôle incompressible à la fois dans la perpétuation des inégalités économiques et dans les résistances aux modèles économiques qui les génèrent, rendant leur appréhension complexe. Dans la mesure où ces pratiques et ce travail sont en grande partie socialement assignés à des femmes subalternes, ils sont le plus souvent assurés de manière silencieuse, derrière les portes des maisons, des jardins et potagers familiaux, des églises et autres lieux communautaires. Déconsidérées par la société et souvent par ces femmes elles-mêmes en tant que travail, ces pratiques sont presque toujours présentées comme « non économiques » : tout au plus un service rendu à la famille et la communauté (Delphy, 1998 ; Federici, 2012). Les pratiques économiques solidaires dans les associations, coopératives et autres organisations ne sont souvent pas mieux loties. L’individualisme méthodologique de la science économique, alliée aux représentations sociales de la rationalité économique comme recherche individuelle de profit (Vergès, 1997) font apparaître la solidarité dans l’économie comme un oxymore (Latouche, 2003), rendant particulièrement difficile son appréhension empirique.

Comment dès lors observer les pratiques économiques solidaires et le travail de reproduction sociale ? Quelle relation les chercheur.es et leurs partenaires dans la société civile peuvent-ils ou elles construire avec les sujets de ce type de recherche ? Quelle doit être l’orientation de cette recherche pour à la fois alimenter cette relation et permettre de comprendre ces pratiques et ce travail ? Quelle posture adopter pour, précisément, rendre compte des résistances et des émergences, tout en maintenant une analyse critique du système économique et financier dominant ? Quelles échelles et quelles méthodes de construction des savoirs mobiliser ? Quel est finalement le type de savoirs construits et quelles sont les conditions de théorisation à partir d’échelles généralement locales et de contextes nécessairement singuliers ?

La construction d’une méthode et d’une posture épistémologique répondant à ces questions fait partie intégrante des résultats de mes recherches. La première partie de ce chapitre présente trois repères dans cette construction : la nécessité de données qualitatives pour saisir les pratiques économiques, marchandes et non marchandes, insérées dans la société et la

méthode de théorisation ancrée à partir de données de ce type ; l'articulation entre une posture épistémologique critique et une posture « possibiliste », attentive aux absences, aux émergences (Sousa Santos, 2011) et aux résistances ; et l'option d'une « recherchaction » comme méthode de co-définition de problématiques, d'objectifs et de méthodes de recherche tournées vers l'action au sein de collectifs mixtes entre Académie et société civile. Sur cette base, la seconde partie de ce chapitre présente mes enquêtes sur les économies solidaires en Bolivie et au Brésil. Je précise les débats scientifiques et les problématiques sociétales qui les ont suscitées, la manière dont je me suis positionnée par rapport aux sujets de ces enquêtes, ainsi que les collectifs et les méthodes de recherche sur lesquels je me suis appuyée.

## **I. Entre absences et émergences : repères méthodologiques et épistémologiques**

### **I.1 Pour une socioéconomie des pratiques marchandes et non marchandes : théorisation ancrée dans les données qualitatives (A12, M1)**

La socioéconomie, en tant qu'étude de l'économie dans son rapport avec la société, se fonde sur l'inter- ou la multidisciplinarité et sur l'ancre empirique des connaissances. Méthodologiquement, elle se situe à l'opposé de l'économie positive, qui procède par abstraction du réel (Friedman, 1953). Cette ligne commune de la socioéconomie réunit des disciplines et des schémas explicatifs par ailleurs divers : de la sociologie économique (Smelser & Swedberg, 2005 ; Steiner & Vatin, 2009), à l'économie politique, à une philosophie morale et politique et une science sociale générale (Caillé 2007, p. 202-203), voire à l'ensemble des disciplines qui « examinent les relations entre économie et société » (Etzioni, 2003).

De cette diversité surgissent des tensions méthodologiques internes à la socioéconomie. L'étude de l'encastrement social des marchés occupe une place centrale dans le champ. Ce sous-champ se divise globalement entre des travaux fondés sur des analyses de réseaux fortement codifiées (par exemple Burt, 1983 ; Granovetter, 1985) et d'autres, notamment Michel Callon, Frank Cochoy, Paul Di Maggio et Viviana Zelizer, révélant des conditions d'encastrement plus larges, tels que dispositifs matériels, règles formelles et culture (pour une revue de cette littérature, voir Le Velly, 2012). Simultanément, ces controverses méthodologiques sur l'encastrement social des marchés tendent à occulter les recherches sur l'économie non marchande. Ce type de travaux comporte pourtant ses propres défis méthodologiques,

résultant de la faible visibilité des pratiques et des institutions non marchandes. Celles-ci sont profondément encastrées dans la société, au sens non pas seulement d'un étayage par des réseaux sociaux et des institutions, mais d'une insertion dans les ordres sociaux, politiques et domestiques (Polanyi, 1983 ; Théret, 1999).

A partir de mes travaux sur les pratiques économiques solidaires en Bolivie, j'ai argumenté qu'un effort méthodologique spécifique est nécessaire pour révéler ce type de pratiques et pour garantir un pluralisme théorique au sein de la socioéconomie (A12). L'analyse de l'encastrement social des marchés est souvent fondée sur des approches hypothético-déductives, notamment à partir de tests de données quantitatives. Ce type d'approche suppose des variables préalablement définies et des indicateurs de ces variables, sur lesquelles des relations simples, comme la causalité ou la corrélation, peuvent être testées (voir par exemple Sabatini, 2009). Elle est globalement inadaptée pour découvrir de nouveaux concepts et pour établir des relations complexes, comme celles qui sont nécessaires à la compréhension de l'économie non marchande insérée dans la société.

Pour ce second type de recherche, les études de cas fournissent une première option méthodologique, grâce à un matériau riche qui permet l'ajustement des concepts et des relations aux observations. De telles études partent d'une grille d'analyse souple, qui oriente les observations et évolue à leur contact, produisant de nouveaux savoirs par reformulation des hypothèses (Guérin, 2008). La méthode de théorisation ancrée (Glaser & Strauss, 1967) fournit une deuxième option – évidemment non exhaustive – pour ce type de recherche, que j'ai appliquée dans mes travaux sur l'articulation entre pratiques marchandes et non marchandes dans l'économie solidaire en Bolivie, puis au Brésil.

Mettant l'accent sur l'objectif de théorisation, cette méthode définit le terrain de recherche comme une *instance* de la question théorique (Laperrière, 1997). Elle procède par codage – ou inférence théorique – des données qualitatives, afin de formuler des concepts et des relations entre eux. Le corpus est également constitué de manière souple, selon un double principe d'approfondissement et de diversification, visant à consolider les concepts en les soumettant à de nouvelles données. Cette méthode permet de cumuler les enseignements de différents cas au sein d'une même enquête, mais aussi de plusieurs enquêtes dans des contextes différents, dès lors qu'elles sont construites comme des instances de la même question théorique. Chaque enquête enrichit alors la théorie, en faisant évoluer les concepts et les relations entre concepts au contact des nouvelles données. Cette méthode m'a permis de dévelop-

per ma théorie des liens entre pratiques et institutions de solidarité dans l'économie populaire, émancipation et soutenabilité à partir d'enquêtes locales sur les économies solidaires en Bolivie puis au Brésil. Elle constitue une approche originale du comparatisme en recherche qualitative, axée sur le niveau théorique plutôt que sur le niveau empirique à travers une comparaison directe entre variables.

La théorisation ancrée dans des données qualitatives montre aussi que la capacité de généralisation, théorique, n'est pas l'apanage des seules recherches fondées sur des données quantitatives. Plutôt qu'une opposition entre « méthodes quantitatives » et « méthodes qualitatives », j'affirme l'existence d'une méthodologie générale, fondée sur les deux grandes fonctions que sont, d'une part, la généralisation théorique à partir des données et, d'autre part, l'opérationnalisation des concepts au vue de l'observation empirique. Ces fonctions prennent des modalités différentes selon que les données sont qualitatives ou quantitatives (Pires, 1997). Le pluralisme théorique, non seulement entre économie positive et socioéconomie, mais au sein de cette dernière, entre approches focalisées sur le marché et attentives à la part du non marchand, dépendent de cette ouverture méthodologique (A12 ; M1).

## **I.2 Pour un double regard, critique et possibiliste (A22, C35, C41)**

Un second enjeu méthodologique, épistémologique et théorique de mes travaux a porté sur la combinaison entre un regard critique, notamment sur la place des solidarités et du travail reproductif par les économies dominantes ; et un regard « possibiliste », attentif à leur rôle dans les processus d'émancipation, en lien avec des pratiques et éthiques de soutenabilité. Ce positionnement a notamment été motivé par une opposition au Brésil entre les partisans de chacune de ces deux approches.

Parmi les tenants d'une approche critique, les sociologues du travail brésiliens ont questionné l'économie solidaire à partir de la place du travail dit « associé », dans des coopératives, associations ou entreprises récupérées, face à la crise de l'emploi à partir des années 1990 et aux politiques publiques. Leurs enquêtes, par questionnaires et études de cas, ont mis en avant la précarité de l'emploi, une faible capacité de transformation sociale, une défaillance de la politique publique nationale, ainsi que la persistance d'inégalités de genre. Cette évaluation négative a prévalu, quand bien même un potentiel d'insertion et de participation des populations socialement exclues a été reconnu (Leite *et al.*, 2015). Ce type de travaux a par ailleurs dénoncé l'utilisation du statut coopérativiste pour réduire les coûts sociaux dans

des coopératives de sous-traitance (Lima, 2012). Il a de plus pointé le risque de dérive des politiques d'appui à l'économie solidaire vers des politiques assistentialistes, de gestion de la pauvreté et de féminisation de cette dernière (Georges & Leite, 2012 ; Georges & Dos Santos, 2016). Approche théorique de l'économie solidaire centrée sur la génération de travail et de revenus, rupture épistémologique vis-à-vis des acteurs et actrices de cette économie et méthodes d'enquête visant l'objectivation sont des caractéristiques communes et étroitement liées entre elles de ce type de travaux.

Cette posture a été critiquée par des intellectuels brésiliens, notamment des professeurs et gestionnaires publics engagés dans le mouvement d'économie solidaire, dénonçant les conséquences sur la production théorique de l'absence des voix des travailleuses et travailleurs (ITCP-USP *et al.*, 2013 ; Medeiros *et al.*, 2018). D'autres formes d'écriture et de récit ont été expérimentées pour faire voir et entendre ces perceptions, y compris des expressions culturelles (théâtre de l'opprimé, théâtre forum), audiovisuelles et fondées sur l'éducation populaire (Dubeux & Dubeux, 2018 ; Vilaça *et al.*, 2018). Ces expressions ont réhabilité le sens des initiatives d'économie solidaire comme mondes vécus, où l'expression de soi, la reconnaissance par autrui, la reconstruction d'un projet de vie découlant de et dépassant la réorganisation du travail, sont présents (ITCP-USP *et al.*, 2013). Revendiquant un point de vue intérieur, ces récits ont affirmé la cohérence et la multidimensionnalité de l'économie solidaire, à travers la connexion entre différentes organisations, espaces et processus tels que coopératives de travail et de consommateurs, réseaux de technologies sociales, marchés et finances solidaires, échanges d'expériences, chaînes productives, foires au troc, etc. (Cortegoso *et al.*, 2016). Elles ont aussi fait le lien entre les dimensions économique, écologique et sociale des pratiques, ouvrant la voie à une réflexion sur les liens entre solidarité et soutenabilité (Faria & Nobre, 2003 ; Schmitt, 2010).

Opposés sur la posture épistémologique, l'approche théorique et la méthode, ces deux corpus de la littérature ont produit des résultats opposés. En position d'extériorité et basé sur une conception de l'économie comme travail rémunéré, génération de revenus et insertion dans les marchés, le corpus critique a mis en évidence l'articulation de l'économie solidaire avec les rapports sociaux de type capitaliste et patriarcal dominants. Cependant, les pratiques non marchandes n'ont pas été abordées, y compris dans des enquêtes visant à tenir compte du genre. Par ailleurs, la focalisation sur la dimension économique marchande a placé le projet politique au second plan, posant finalement la forme organisationnelle (coopérative, associa-

tion ou entreprise récupérée) comme définition du travail associé (Leite *et al.*, 2015). Coopératives de sous-traitance et coopératives populaires liées à l'économie solidaire ont alors été traitées sur le même plan, sous-estimant l'importance d'une économie politique s'exprimant dans l'affiliation à des réseaux, associations et mouvements politiques (pour une perspective critique de ce type d'approche, voir Lemaître, 2009).

De son côté, le second corpus de travaux a fait entendre des voix plurielles de l'intérieur de l'économie solidaire et a réhabilité leur sens à partir de l'échelle microsociale. Il a discuté une conception politique de l'économie, à partir de la participation des travailleurs, vue comme mécanisme de prise de décision démocratique et expression du principe d'autogestion et d'une critique en actes du mode de production capitaliste (Sardá de Faria, 2011). Toutefois, hormis quelques exceptions notables (Singer, 1999 ; França Filho, 2002 ; Gaiger, 2003 ; Nobre, 2006), la plupart de ces travaux possibilistes ont peu approfondi l'analyse critique, notamment aux échelles meso et macro, et une grande partie d'entre eux ont également ignoré les pratiques économiques non marchandes.

Dans les recherches sur l'économie solidaire et féministe que j'ai développées avec Isabelle Guérin et Christine Verschuur (voir II.1.4 et II.3.1 ci-dessous), nous avons soulevé les limites de ces approches clivées et proposé une posture épistémologique combinant un regard critique avec un regard possibiliste (A22, C35, C41 ; voir aussi Laville *et al.*, 2020). Le regard critique attire l'attention sur les rapports de pouvoir, à la fois à l'intérieur de l'économie solidaire et en lien avec les rapports sociaux de classe, genre, race, ethnie etc. dominants. Il soulève la question des normes, des structures et des institutions permettant la reproduction de la logique marchande et capitaliste financiarisée dominante. Il est attentif à la place des initiatives dans le marché et dans les chaînes de production à différents niveaux et au risque de travail précaire ; au rapport avec l'Etat et au risque de désengagement ; à l'articulation entre rapports de production de type solidaires et domestiques ; aux espaces de circulation des femmes et au risque d'enfermement. Le regard possibiliste explore les virtualités (Cattani, 2006), les absences et les émergences (Sousa Santos et Rodriguez, 2013) et la part de changement inattendu dans les pratiques économiques (Hirschman, 1971). Il est attentif aux logiques de solidarité et aux liens sociaux, aux projets collectifs, aux pratiques marchandes et non marchandes, aux significations et aux mondes vécus, aux espaces démocratiques du quotidien et aux processus d'émancipation, même lents et fragiles.

Nous avons argumenté que ces deux regards diffèrent par la relation entre chercheur.es et sujets de la recherche, par les méthodes et les échelles d’observation, mais aussi par l’approche de l’économie, de l’émancipation, ainsi que de la soutenabilité. L’approche formelle de l’économie concentre l’émancipation sur l’accès au marché et au salariat et ignore généralement la soutenabilité. Elle conduit soit à amplifier le regard critique en constatant la précarité des revenus et du travail pour les populations vulnérables ; soit à ériger le marché comme horizon unique d’émancipation – souvent sous le vocable d’*empowerment* – et donc à sous-estimer la contribution des pratiques non marchandes. A l’opposé, l’approche substantive et féministe de l’économie élargit le regard aux pratiques non marchandes où la solidarité et l’émancipation peuvent se loger, sans pour autant perdre de vue le caractère oppressif des normes domestiques, l’exploitation basée sur le travail reproductif non rémunéré et la surcharge de travail des femmes socialement responsables pour cette solidarité (Kabeer, 2011 ; Destremau, 2013). Cette approche ouvre à l’analyse de la soutenabilité dans les pratiques et les éthiques des actrices et acteurs sociaux, dans la mesure où ces pratiques et ces éthiques contribuent à la reproduction de la vie. Approche substantive, féministe et politique de l’économie, connaissance rapprochée des initiatives et des pratiques, capacité de décentrement et analyse multiscalaire sont donc requises pour porter un double regard sur les pratiques et institutions économiques et en produire une analyse nuancée.

### **I.3 Vers la construction d’une position de recherche : du double regard à la « recherchaction » (A21, A24, C50)**

L’exercice du double regard suppose la construction de partenariats locaux, non seulement académiques, mais aussi avec les actrices et acteurs sociaux, sujets de l’enquête, dont la reconnaissance de l’expérience et des savoirs est une condition de l’approche possibiliste. D’abord axés, en Bolivie, sur la restitution de mes résultats d’enquête, mes partenariats avec des ONGs et des collectifs de l’économie solidaire et de l’agroécologie, ont évolué, en particulier au Brésil, vers des formes plus intégrées en amont de co-définition des problématiques, des objectifs, des lieux et des méthodes de recherche. La construction de collectifs de recherche mixtes Université–société civile est devenue un élément structurant de ma pratique scientifique.

Cette construction s’est insérée dans des projets collectifs sur financements extérieurs que j’ai intégrés, puis coordonnés. Elle n’a pas été aisée et a débouché sur la prise de conscience de tensions irréductibles. Malgré la reconnaissance d’un « tiers-secteur de la re-

cherche » par les institutions françaises, y compris l'IRD<sup>4</sup>, la place de mes partenaires de la société civile dans ces projets a été chaque fois l'objet d'équations complexes. Dans la plupart des financements académiques, les organisations de la société civile ne sont reconnues que comme prestataires de tâches secondaires à la recherche, le cœur de celle-ci étant supposé rester de la responsabilité exclusive des chercheur.es académiques.

Dans ce contexte, le rapport entre savoir et pouvoir s'est imposé comme un point critique de l'épistémologie que nous étions en train de construire. Ce questionnement a concerné de manière interne nos collectifs de recherche, traversés par des positions inégales entre chercheur.es académiques, personnel d'ONG impliqués comme partenaires et membres d'organisations de base. Les inégalités d'accès et de reconnaissance des savoirs, le sentiment d'illégitimité notamment de certaines femmes d'organisations de base, ont demandé des processus longs pour qu'elles parviennent, parfois, à prendre leur place dans les dispositifs que nous proposions. A l'inverse, le risque d'appropriation des savoirs locaux par les chercheur.es académiques, publiant dans des revues académiques internationales, ne peut jamais être écarté.

Ces questionnements nous ont amené.es à explorer des modalités d'enquête et d'organisation de nos collectifs favorisant un partage des usages de la recherche, tout en étant conscient.es de l'asymétrie irréductible de nos positions. Avec mes collègues de l'ONG féministe brésilienne SOF, l'Association de femmes dans l'économie solidaire de São Paulo (AMESOL) et le Réseau agroécologique de femmes agricultrices (RAMA) (voir II.2.2 et II.3.1 ci-dessous), nous avons convenu d'une modalité de recherche comme processus de construction de savoirs ayant pour objectif prioritaire de contribuer à l'action en faveur de l'autonomie et de l'émancipation des femmes paysannes. Par conséquent, notre effort analytique s'est concentré sur les conditions et les niveaux (familial, communautaire, de l'AMESOL et du RAMA et des niveaux plus larges de construction du territoire) de cette transformation, et non sur un simple diagnostic de la situation (A21, A24).

Cette élaboration s'est basée sur plusieurs courants de la littérature. L'épistémologie féministe telle qu'élaborée notamment par Maria Mies (1991), tout d'abord, a montré les limites d'une science uniquement contemplative et l'importance de savoirs construits à partir des espaces de transformation sociale, comme le mouvement féministe. La recherche-action

---

<sup>4</sup> Dans la Loi de programmation de la recherche, ainsi que dans les Sciences de la durabilité et Sciences en société à l'IRD.

participative latino-américaine, ensuite, a élaboré un modèle de relation entre théorie et pratique cohérent avec la théorisation ancrée, où la validation se base sur les résultats de terrain consolidés par le dialogue avec les groupes locaux, et non sur des mesures de cohérence interne vus comme une fausse auto-objectivité. Cette élaboration s'est accompagnée d'une critique de la relation entre sujets et objets de la recherche et d'un modèle alternatif visant l'horizontalité dans une relation de sujet à sujet, réduisant autant que possible les distances sociales (Fals Borda & Anisur, 1991 ; Solínis, 2002 ; Ortiz & Borjas, 2008). Différents modèles pédagogiques nous ont de plus guidées dans les interactions avec les femmes de l'AMESOL et du RAMA pour réduire ces distances, notamment l'action culturelle dialogique selon Paulo Freire (Freire, 1987 et 1996).

Avec mes collègues de la SOF, nous avons finalement formé le néologisme *pesquisação*, littéralement « recherchaction », pour nommer la pratique que nous étions en train de construire et que nous avons ensuite étendue à de nouveaux projets. Par ce terme, nous signifions simultanément que notre recherche comme construction de savoirs est inséparable d'une action tournée vers le changement social ; et que notre participation à cette action constitue une position de recherche légitime *et* nécessaire pour la construction de savoirs sur l'économie marchande et non marchande et sur le mouvement féministes (A24, C50). En ce sens, notre démarche de recherchaction s'est alignée sur la conception de l'enquête selon John Dewey, pour qui l'enquête fait « partie des relations sociales (qui) cherche à les améliorer » (Zask, 2015, p. 71).

Notre épistémologie s'est enfin nourrie de la posture construite dans le cadre du projet « Feminist Analysis of Social and Solidarity Economy : Views from Latin America and India », qui a impliqué plusieurs collectifs de femmes dans les économies solidaires en Bolivie, au Brésil, en Argentine et en Inde (voir partie 2 ci-dessous). Avec Christine Verschuur, qui a coordonné ce projet, et Isabelle Guérin, qui a coordonné une partie des recherches en Inde, nous avons identifié deux racines, féministe et décoloniale, de cette posture construite collectivement (C36). En accord avec les méthodologies féministes, nous avons d'abord affirmé la portée heuristique et politique du genre non seulement pour comprendre, mais aussi pour questionner et transformer les rapports de pouvoir entre hommes et femmes à travers la recherchaction. Nous avons aussi reconnu l'impact de notre incorporation comme membres de catégories sociales spécifiques et d'histoires singulières sur nos visions du monde, adoptant le principe d'« objectivité corporifiée » et affirmant la validité de savoirs collectifs et localisés

plutôt qu'individuels et universels (Haraway, 2007). Suivant la critique décoloniale, nous avons de plus visé à développer une analyse *à partir* de la spécificité historique, économique et politique des sociétés et non pas *sur* elles (Quijano, 2000, Escobar, 2003), en évitant toute vision surplombante, victimisante et universalisante (Mohanty, 1983). Ces deux postures, féministe et décoloniale, se sont traduites par des principes de recherche participative et réflexive, visant à limiter les hiérarchies entre chercheur.es et actrices et acteurs locaux et à contribuer à la transformation sociale.

## **II. En temps et en lieux : l'enquête au cœur de la recherche**

Dans une grande partie de la littérature en sciences économiques, la présentation des enquêtes est focalisée sur la démonstration de la seule capacité d'un dispositif expérimental à tester des hypothèses et à répondre à des questions théoriques supposées prédéfinies. Le processus itératif et concret de construction de l'enquête, depuis l'émergence d'une problématique comme compréhension partagée d'enjeux sociaux par un ou des chercheur.es socialement situé.es, jusqu'aux relations constitutives avec les sujets du « terrain » est occulté. Cette partie, décisive et souvent ardue, de la pratique de recherche est, à la limite, omise comme non scientifique au profit d'une vision épurée de la science comme raisonnement à partir de simples « données ».

Ma démarche affirme au contraire l'importance de la construction de l'enquête comme partie intégrale de la pratique scientifique et la nécessité d'un examen réflexif de cette pratique (Olivier de Sardan, 1995). Elle étend par ailleurs la compréhension du rôle de l'*expérience* dans l'enquête de celle d'un dispositif expérimental tourné vers la vérification d'hypothèses prédéfinies, à celle d'une expérience relationnelle, vécue et sensible, porteuse d'intuitions, d'hypothèses puis d'arguments. Cette dimension est indispensable à une socioéconomie des pratiques marchandes et non marchandes, reposant sur une logique non seulement déductive mais aussi inductive, et à un double regard, critique et possibiliste, porté au plus près des sujets.

Inspirée notamment par John Dewey (1964), cette démarche reconnaît donc l'importance de la construction et de la qualité des relations d'enquête. Elle s'inscrit dans une conception pragmatiste des savoirs, comme résultat d'un « ensemble d'opérations pratiques qui engagent une communauté de ‘chercheurs’ » (Noiriell, 1994, p. 169). Elle s'oppose à la conception formelle du savoir comme résultat d'opérations abstraites de raisonnement, qui

tend à dévaloriser et finalement à évacuer toute considération pratique et contingente des processus de recherche.

Dans la suite de ce chapitre, je présente la construction de mes principaux dispositifs d'enquête sur l'économie solidaire et féministe en Bolivie, puis sur l'économie solidaire et l'agroécologie depuis une perspective féministe au Brésil : contexte expliquant la problématique et les questions qui ont mené à l'enquête ; partenariats ou collectifs de recherche, conditions matérielles et institutionnelles ; dispositif d'enquête proprement dit. Suivant le fil de projets de recherche, je précise comment les problématiques se sont articulées les unes aux autres, comment objectifs personnels et collectifs de recherche et de transformation sociale se sont rapprochés et comment ma méthode s'est construite, y compris par l'expérimentation des limites, voire l'échec de certaines enquêtes. Mon objectif est à la fois de donner à voir la construction de ma méthode comme résultat de ma pratique scientifique et de préciser les conditions d'élaboration des résultats empiriques et théoriques présentés dans les chapitres 2 et 3.

## **II.1 Economies solidaires et féministe en Bolivie : de l'engagement dans le mouvement à l'articulation entre recherche et action**

### ***II.1.1 Economie plurielle et réciprocité depuis les pratiques : enquête engagée dans le Mouvement d'économie solidaire et de commerce équitable (M1)***

Mon positionnement auprès d'acteurs des économies solidaires en Bolivie remonte à ma thèse de doctorat (2005-2009 ; M1), qui elle-même s'inscrit dans le cycle politique ouvert par l'accession au pouvoir d'Evo Morales dans ce pays. Il convient de revenir brièvement ici sur ce contexte et ce premier positionnement, dans la mesure où ils ont conditionné la suite de mon travail.

En 2003, les mouvements indigénistes boliviens avaient impulsé un processus de transition politique et économique né de la protestation contre la politique néolibérale du président Gonzalo Sanchez de Lozada (de 1993 à 1997 puis de 2002 à 2003), axée sur la capitalisation et la privatisation des entreprises publiques. Cette protestation avait culminé lors d'une confrontation connue comme la Guerre du gaz, dont El Alto, une ville pauvre d'environ 900 000 habitants constituée de migrants indigènes ayamaras et située en périphérie de La Paz, avait été l'épicentre (Stefanoni, 2003 ; Forrest *et al.*, 2005). En 2005, au moment du début de ma thèse, des élections présidentielles anticipées avaient été organisées, conduisant à l'élection d'Evo Morales, leader de ce mouvement. En 2006, l'Assemblée constituante devant con-

crétiser le « Processus de changement » annoncé par Morales, redéfinissant l’Etat et le modèle économique boliviens, a alors débuté ses travaux (CIOEC, 2006 ; MAS-IPSP, 2006 ; Rousseau, 2011). Ce processus a débouché, en 2009, sur la reconnaissance de l’Etat plurinational de Bolivie et de l’économie social-communautaire dans la nouvelle Constitution, au terme d’un processus houleux, qui a divisé le pays entre les tenants des « peuples et nations originaire indigènes paysans », sujets présumés de cet Etat et de cette économie, et leurs opposants.

Ce contexte a situé ma thèse de doctorat dans un débat inséparablement académique et politique sur les pratiques et les institutions d’une économie plurielle et solidaire. J’ai étudié la place de la réciprocité comme principe d’intégration économique (Polanyi, 1975) dans des organisations d’El Alto<sup>5</sup> qui revendiquaient leur appartenance à l’économie solidaire (*economía solidaria*) et au commerce équitable (*comercio justo*). Dans le contexte de l’Assemblée constituante, cette revendication s’est formalisée dans la création d’un Mouvement d’économie solidaire et de commerce équitable en Bolivie (*Movimiento de Economía Solidaria y Comercio Justo en Bolivia*, MESyCJB). Ce Mouvement a regroupé plusieurs plateformes, régionales et nationales, et a cherché à établir des liens avec les autres segments, notamment indigènes, des économies solidaires en Bolivie. Ma démarche empirique et théorique a consisté à observer la pluralité économique et la solidarité en partant du niveau des pratiques et des institutions locales dans le segment de l’économie solidaire et du commerce équitable à El Alto.

Pour cela, j’ai d’abord construit une enquête grâce à un contact initial avec deux plateformes, qui a débouché sur l’étude approfondie de quatre organisations d’El Alto, complétée par la suite par la systématisation de vingt-trois autres. Au plan méthodologique, ces organisations ont constitué des instances de ma question théorique au sens de la méthode de théorisation ancrée (voir I.1 ci-dessus). Ma relation avec ces organisations s’est développée sur la base de ma participation (interventions théoriques, restitution de mes travaux en cours) aux événements qui ont structuré le MESyCJ, dans le contexte des propositions formulées par la société civile, en lien avec l’Université, pour la nouvelle Constitution. Le soutien de ces organisations pour réaliser mon enquête a donc été obtenu en échange de mon engagement dans ce mouvement naissant, sur la base de la présentation orale et écrite de mes résultats de recherche réalisée à différentes occasions. D’un point de vue épistémologique, je me suis posi-

---

<sup>5</sup> Une carte des économies solidaires étudiées en Bolivie et au Brésil est fournie en annexe.

tionnée au plus près de mon sujet, optant pour une simple démarcation – et non pour une rupture épistémologique (Stengers, 1999) – tout en restant seule maîtresse de mon enquête.

Au plan académique, je me suis inscrite dans un partenariat institutionnel entre le Pôle de recherche national suisse « Nord-Sud », dont je faisais partie, et le Programme de 3<sup>e</sup> Cycle en Sciences du Développement de l'Université Mayor de Sa, Andrés à La Paz (CIDES-UMSA). Après la fin de mon doctorat, mes échanges se sont poursuivis avec plusieurs socio-ologues et économistes de cette institution, dont les travaux portaient sur les droits des femmes, l'économie du *care* et de la réciprocité : Fernanda Wanderley (F. Wanderley, 2003, 2004 et 2009), Ivonne Farah, Cecilia Salazar, Fernanda Sostres et Gabriela Ruesgas (Farah & Salazar, 2007 ; Salazar *et al.* 2012 ; Ruesgas Requena, 2014).

### ***II.1.2 Approche depuis la sphère domestique : déplacement théorique et méthodologique (A4, A13, B4, C8, C9, C10, C21)***

Mon enquête en Bolivie s'est poursuivie en 2010-2011 dans le cadre de mon projet de recherche post-doctorale « Solidarités et intégration de l'économie : de la sphère économique à la sphère domestique », financé par la Fondation nationale suisse pour la recherche scientifique. En accueil au CIDES-UMSA et en partenariat avec des organisations locales, notamment le Centre de promotion de la Femme « Gregoria Apaza » (CPMGA), une ONG féministe bolivienne, ce projet a marqué un déplacement de ma recherche vers les questions d'égalité de genre soulevées par ces collègues dans leurs champs de recherche et d'action.

En plaçant la question ethnique sur le devant de la scène politique bolivienne, le Processus de changement impulsé par le parti d'Evo Morales avait induit un questionnement critique sur les différences entre femmes et sur la trajectoire du féminisme en Bolivie. D'abord porté, dans les années 1980, par des femmes de la classe moyenne demandant l'accès aux droits sociaux, ce mouvement féministe avait ensuite questionné la redistribution économique et la féminisation de la pauvreté, sans toutefois soulever la question ethnique (Farah & Salazar, 2007 ; Farah & F. Wanderley, 2017). La reconnaissance de l'intersection entre genre et ethnicité a donc rendu justice aux formes historiques de l'oppression en Bolivie. Toutefois, dans le discours politique, cette reconnaissance a immédiatement pris la forme de l'affirmation d'une complémentarité entre hommes et femmes dans les cultures indigènes (concept de *chacha-warmi*), occultant les inégalités internes de genre (Sánchez García *et al.*, 2015).

Cet argument a été contredit par des enquêtes ethnographiques, qui ont mis en évidence différentes formes de domination masculine au sein des cultures aymaras et quechuas (Rivera Cusicanqui, 1996 et 2010 ; Harris, 2000 ; Choque Quispe, 2007 ; voir chapitre 3). Des études quantitatives ont par ailleurs montré la prégnance d'un régime de bien-être « familialiste » en Bolivie, faisant peser une part disproportionnée du travail de reproduction sociale sur les familles et sur les femmes, afin de compenser le déficit de l'Etat (Martinez Franzoni, 2008 ; voir aussi Salazar *et al.*, 2012). Avec les politiques d'ajustement structurel, dans les années 1980 et 1990, et l'augmentation de la pression pour participer au marché du travail, les femmes indigènes des classes populaires ont dû trouver des stratégies de conciliation. Elles ont consisté en des formes précaires de travail rémunéré, permettant de réaliser en même temps les tâches domestiques et de *care* (Wanderley F., 2003). La participation à des organisations d'économie solidaire, notamment des groupes de femmes au contact avec le MESyCJ à El Alto, autorisant des horaires flexibles et la réalisation d'une partie du travail à domicile, ainsi que des associations de productrices et de producteurs dans les zones rurales de l'Altiplano, a répondu à ces contraintes (Zapp, 1994).

Ce débat, auquel mes collègues du CIDES-UMSA et du CPMGA ont contribué, a nourri et infléchi ma recherche autant que nos collaborations, qui sont passées d'une simple restitution à un début de co-construction des questions de recherche. Celles-ci se sont centrées sur l'intersection entre l'organisation genrée de la sphère domestique et celle des initiatives d'économie solidaire d'El Alto. J'ai mené une nouvelle enquête, auprès de trente productrices appartenant à huit organisations d'économie solidaire composées exclusivement ou de manière prédominante de femmes. Mes entretiens se sont déplacés des organisations vers les domiciles des femmes et ont abordé leur trajectoire de vie, leurs usages du temps (travail domestique, de *care* et de production, et leurs superpositions), l'utilisation de leurs revenus et de ceux de leurs maris ou compagnons, la division sexuelle du travail au niveau familial et leurs représentations des rôles féminins et masculins. Outre les publications académiques personnelles (A4, C8, C9, C10) et en collaboration (A13, C21), les résultats de cette enquête ont été divulgués en Bolivie dans un Cahier du CPMGA destiné aux actrices et acteurs de la société civile (B4).

### ***II.1.3 Typologie des « entreprises solidaires » en contexte d’informalité et de précarité du travail : contexte local et comparaison internationale (A16, C13, R4, S18)***

En 2013, deux collègues belges du réseau européen EMES sur l’Emergence de l’entreprise sociale en Europe, Marthe Nyssens et Jacques Defourny, ont lancé un projet collaboratif visant à produire une typologie des entreprises sociales au niveau international. Il est parti d’une comparaison entre l’approche européenne de l’entreprise sociale et celles de l’entrepreneuriat social et de l’utilisation de ressources marchandes à des fins sociales aux Etats-Unis (Defourny & Nyssens, 2013). Intitulé *International Comparative Social Enterprises Model* (ICSEM), il a réuni un vaste réseau d’environ 200 chercheurs issus d’une cinquantaine de pays.

J’y ai participé à deux niveaux. Tout d’abord, par une proposition méthodologique que j’ai élaborée avec Jean-Louis Laville (S18), puis retravaillée et approfondie avec un groupe de 12 chercheurs de différents pays (A16 ; C13). A partir notamment des expériences latino-américaines, cette proposition a eu pour but de donner une place centrale au projet politique des entreprises sociales. Nous avons proposé neuf critères politiques, sociaux et économiques pour distinguer les entreprises sociales de type solidaire, de celles, axées sur l’innovation sociale marchande (Austin *et al.*, 2006 ; Dees, 1998 ; Salamon, 2004), le *social business* (Yunus, 2007) ou l’approche du « bas de la pyramide » (Prahalad, 2004) (pour une perspective critique, voir aussi Laville, Guérin *et al.*, 2020). J’ai ensuite contribué à cet effort méthodologique en l’ancrant dans une analyse contextualisée en Bolivie, en collaboration avec Fernanda Wanderley du CIDES-UMSA (R4).

Ce second travail a eu pour objectif de préciser ces neuf critères en proposant des variables opérationnelles catégorisables, construites à partir du cas bolivien et pouvant être étendues à des contextes similaires. Nous avons caractérisé ce contexte par des relations de travail hautement informelles et précaires dans de petites unités économiques, dont la fabrique résulte des interactions entre les clivages historiques de genre, de race et de classe. Notre démarche a été guidée par un double regard, soucieux de ne pas perdre de vue ces conditions critiques, tout en reconnaissant l’ancrage du principe de solidarité dans les institutions communautaires rurales et urbaines en Bolivie, qui constitue précisément une réponse à la précarité du travail.

Notre élaboration des variables s’est basée sur un réexamen de huit études de cas d’organisations boliviennes (groupes informels, associations et coopératives liées au MESyCJ

à El Alto, associations de producteurs et productrices de l'Altiplano au nord du département de La Paz), présentant divers degrés de consolidation économique et compositions par sexe (organisations uniquement féminines, masculines et mixtes). Nous avons quantifié les neuf indicateurs initiaux sur cet échantillon et les avons analysés qualitativement, en les situant dans notre approche plus large des inégalités socio-économiques en Bolivie (Wanderley F., 2009 et 2013) et de la formation historique de l'économie solidaire dans ce pays (M1). Ce travail a conduit à reformuler une partie des critères initiaux, en mettant en avant le principe de réciprocité dans l'organisation économique et la conception du commun dans la participation politique, en plus de préciser les variables permettant d'observer et de quantifier ces critères.

Méthodologiquement, cette typologie a eu vocation non pas à remplacer celle de l'entreprise sociale issue du contexte européen et nord-américain proposée par les coordinateurs du projet ICSEM, mais à la compléter dans les contextes marqués par l'informalité et la précarité du travail. Elle n'est donc pas universalisable, mais *a priori* généralisable à ce type de contexte, sous réserve d'adaptation éventuelle selon le principe de théorisation ancrée. Notre démarche a débouché sur la question de la définition de critères de niveau meso et macro, permettant une typologie des contextes préalable à celle des organisations. Fernanda Wanderley a poursuivi cet effort avec Marthe Nyssens et le sociologue brésilien Luiz Gaiger, effort qui a abouti à un ouvrage collectif sur la théorie, les modèles et les pratiques d'entreprise sociale en Amérique latine (Gaiger, Nyssens & F. Wanderley, 2019).

#### ***II.1.4 Crise de la reproduction sociale : vers une intégration de la recherche et de l'action (A26, C34, C40)***

Un quatrième et dernier moment de ma recherche en Bolivie a eu lieu en 2016-2018, dans le cadre du projet « Feminist Analysis of Social and Solidarity Economy : Views from Latin America and India », financé par le *Swiss Network for International Studies* (SNIS). Ce projet déployé en Bolivie, au Brésil, en Argentine et en Inde a eu pour objectif de développer une analyse féministe de l'économie solidaire centrée sur sa capacité à réorganiser la reproduction sociale. Il a été coordonné par Christine Verschuur, de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID, Genève).

En Europe, ce projet a fait suite à ma collaboration avec cette collègue dans un contrat de recherche postdoctorale sur « Genre, développement rural et alimentation » sous sa responsabilité, au Pôle Genre et Développement de l'IHEID, en 2009-2010. Ce projet s'est aussi

situé dans mon insertion au Centre d'Etudes en Sciences Sociales sur les Mondes Africains, Américains et Asiatiques (CESSMA), à Paris, comme chargée de recherche à l'IRD à partir de 2014, et de l'approfondissement des échanges avec Isabelle Guérin (IRD-CESSMA), autour d'une approche de genre et féministe de l'économie solidaire. Ainsi, ce projet, au montage duquel Isabelle Guérin et moi-même avons participé au titre de « *principal investigators* », a croisé les travaux de Christine Verschuur sur la crise du modèle néolibéral de la reproduction sociale (Verschuur & Catarino, 2013), avec ceux d'Isabelle Guérin (Guérin, 2003 ; Guérin, Hersent et Fraisse, 2011) et les miens sur le genre dans l'économie solidaire. Dans chaque pays, le projet s'est déployé sur la base de partenariats académiques et avec des organisations locales (ONG, organisations féministes, syndicats, associations, réseaux de femmes...) visant à intégrer la recherche à l'action de ces organisations. Les études de cas qui en ont résulté ont été croisées par rapport à la problématique et à une grille d'analyse communes qui a été reformulée au fur et à mesure du projet, selon une méthode proche de la théorisation ancrée.

En Bolivie, j'ai ancré ce projet dans la continuité de mes collaborations au CIDES-UMSA, où j'ai formé une équipe locale avec Fernanda Wanderley, Ivonne Farah, Fernanda Sostres et Gabriela Ruesgas. La problématique générale du projet s'est inscrite dans des enquêtes et actions de terrain de ces collègues, notamment un projet de renforcement de l'équité de genre dans les mouvements et les politiques publiques d'économie sociale et solidaire<sup>6</sup>. Préoccupées par l'objectif du gouvernement d'Evo Morales de diriger ces politiques vers d'hypothétiques « Organisations économiques communautaires » (*Organizaciones económicas comunitarias*, OECOM), sujets de l'économie social-communautaire reconnues dans la Constitution de 2009, nous avons attiré l'attention sur l'enjeu de renforcement des associations de producteurs existant dans les communautés rurales (Farah, 2017 ; A13). Le projet en Bolivie s'est déroulé auprès d'associations féminines et mixtes, dans le secteur de la production agricole et de l'artisanat, avec lesquelles le CIDES menait des actions de renforcement de l'équité de genre. Il s'est concentré dans la municipalité rurale de Batallas, dans une région pauvre de l'Altiplano au nord du département de La Paz, marquée par des stratégies de multi-activités et de migrations circulaires vers El Alto (Tassi *et al.*, 2012 ; Colque *et al.*, 2015 ; Tassi *et al.*, 2015). Notre travail a intégré une dimension d'interaction entre recherche et ac-

---

<sup>6</sup> Coordonné par Ivonne Farah et financé par une agence espagnole de coopération au développement (projet CIDES-HEGOA).

tion, dans le sens où notre recherche a informé les actions locales du CIDES et où la construction de nos relations d'enquête s'est appuyée sur ces actions locales.

L'enquête a abordé les pratiques, l'organisation et la politisation de la reproduction sociale et ses intersections avec le travail associé et les économies solidaires du niveau local au niveau national. Au niveau local, l'enquête a inclus une trentaine d'entretiens auprès de femmes et hommes chef.fes de foyer appartenant à des associations de producteurs et productrices (mixtes et féminines), ainsi que des « ateliers de recherche » de type groupes focaux auprès de ces associations et d'organisations territoriales, des entretiens avec des informateurs clés et la collecte documentaire. Les entretiens et ateliers dans les communautés rurales ont été réalisés en aymara avant d'être retranscrits en espagnol par un sociologue (homme) de langue aymara, choisi pour son expérience dans des projets de genre et développement. Des entretiens avec des leaders des mouvements syndical, féministe et d'économie solidaire au niveau départemental et national ont de plus permis de saisir, à partir des trajectoires personnelles de ces leaders, les continuités et les ruptures entre les niveaux d'action et de politisation de la reproduction sociale. J'ai contribué à cette enquête en coordonnant sa mise en place avec Ivonne Farah et en participant à une partie des entretiens et en coordonnant, toujours avec Ivonne Farah, l'analyse des données et la rédaction des publications (C34, C40 ; voir aussi A26).

## **II.2 Economie solidaire et féministe au Brésil : recherche et action en période de turbulence politique**

### ***II.2.1 Institutionnalisation de l'économie solidaire, inflexions et ruptures (A24, C27)***

Mes recherches sur l'économie solidaire au Brésil ont d'abord été motivées par le rayonnement international du mouvement, puis de la politique fédérale d'économie solidaire, initiée en 2003, lors du premier gouvernement du Parti des travailleurs (gouvernement Lula). Mes recherches dans ce pays n'ont toutefois débuté qu'en 2014, se situant alors dans le contexte de la campagne présidentielle pour la réélection de Dilma Rousseff, « dauphine » de Lula au sein du Parti des Travailleurs. Ce mandat allait ouvrir un moment critique de l'histoire du Brésil, qui se solderait deux ans plus tard par un coup d'Etat parlementaire et par la destitution de la présidente. Dans ce contexte, j'ai été menée à questionner l'évolution, puis les conditions de continuité des politiques d'économie solidaire et de résistance des initiatives dans la sphère de la société civile.

Mon choix du Brésil s'est également inscrit dans le cadre institutionnel de ma prise de fonction à l'IRD, qui m'a conduite à mettre en place de nouveaux partenariats académiques. Une collègue de l'IRD et sociologue du travail, Isabel Georges (IRD-DEVSOC), avait établi une convention de partenariat avec le Programme de postgraduation en sociologie de l'Université fédérale de São Carlos (PPGS-UFSCar), dans l'état de São Paulo. Plusieurs professeurs de ce Programme contribuaient au débat en sociologie du travail et en sociologie politique sur l'économie solidaire et certains étaient actifs au sein du Noyau multidisciplinaire intégré d'études, formation et intervention en économie solidaire de cette université (NuMi-EcoSol/UFSCar). Ce Noyau fait partie d'un réseau d'universités brésiliennes visant l'exécution de projets d'appui aux initiatives d'économie solidaire intégrée à la production de connaissances académiques et issues des pratiques sociales (Unitrabalho). Parmi les professeurs intégrant ce Noyau, Fábio Sanchez avait par ailleurs été directeur de cabinet du Secrétaire national d'économie solidaire, Paul Singer, avant de rejoindre l'UFSCar en 2012. Il avait peu avant défendu une thèse de doctorat sur la signification théorique et politique des rapports de travail dans l'économie solidaire face aux transformations du travail salarié (Sanchez, 2012).

De notre convergence d'intérêts sur la dimension politique de l'économie solidaire et de posture épistémologique et méthodologique, axée sur la co-construction de savoirs académiques et issus de la pratique sociale, est née une première collaboration (2014-2015) sur « Economie solidaire, transversalités et intersections : entre institutionnalisation, construction de sujets politiques et crises ». Adoptant un double regard, critique et possibiliste, cette recherche a interrogé le sens des politiques d'économie solidaire, entre émancipation par le travail et gestion de la pauvreté, et leur place dans les politiques du gouvernement du Parti des travailleurs. Notre approche s'est centrée sur les relations entre pouvoirs publics et acteurs de la société civile et sur le statut de ces derniers – sujets de ces politiques ou simples bénéficiaires – à partir d'une reconstitution de l'histoire de ces acteurs et de cette relation, attentive aux facteurs de continuité, d'inflexion et de rupture et à l'interaction des niveaux d'action publique.

Notre enquête s'est centrée sur Osasco, une ville industrielle d'environ 700 000 habitants dans la périphérie ouest de la mégapole de São Paulo, connue, d'une part, pour ses

problèmes de désindustrialisation et de chômage<sup>7</sup> et, d'autre part, pour sa politique ambitieuse d'économie solidaire (*Programa Osasco Solidária* ; Cazzuni et al., 2008 ; Guerra et al., 2008 et 2012). Entre 2005 et 2012, un Centre public, un Incubateur municipal, un Forum et une Loi municipale d'économie solidaire avaient été créés. Après un changement de couleur politique de la mairie, en 2013, le Programme *Osasco Solidária* avait été formellement maintenu, mais le budget avait diminué et une nouvelle coordinatrice avait été nommée.

A partir des contacts de Fábio Sanchez avec le Réseau brésilien de gestionnaires de politiques publiques d'économie solidaire, notre enquête a débuté par des entretiens auprès des responsables institutionnels du Programme *Osasco Solidária* et d'ONG d'appui, pour s'étendre progressivement aux acteurs de la société civile. L'enquête a aussi compris l'observation des espaces de dialogue (Forum, Conseil d'économie solidaire), des visites aux organisations de base, des entretiens avec les membres, ainsi que la révision des textes instituant le Programme. En août 2015, le dialogue avec les responsables institutionnels puis l'ensemble de cette enquête ont brutalement été interrompus, lorsque la coordinatrice du Programme a été démise de ses fonctions, au moment où le Ministère du travail et de l'emploi changeait de couleur politique au niveau fédéral. Le Programme *Osasco Solidária* a alors été ré-orienté vers la promotion des microentreprises.

Au plan méthodologique, cet épisode a interrogé notre choix d'enquête *in situ* sur des politiques « en train de se défaire ». Au plan théorique, j'ai retiré de cette expérience une réflexion transversale sur la nature, hétérogène, des sujets politiques de l'économie solidaire (initiatives, gestionnaires publics et organisations d'appui), sur l'interaction complexe entre les niveaux d'action publique et les dimensions politique et économique de leur construction et sur ses points de fragilité (A24, C27).

### ***II.2.2 Economie solidaire féministe, entre politique publique et société civile (A24, A29, C41, C42, C43, C44)***

Un des principaux objectifs du coup d'Etat parlementaire contre Dilma Rousseff, en août 2016, a été d'imposer une refonte néolibérale radicale de l'Etat (programme *Uma Ponte para o Futuro*, « Un pont pour le futur »). Mis en œuvre par Michel Temer, vice-président de Dilma Rousseff devenu président, ce programme a inclus une vaste réforme des retraites, du

---

<sup>7</sup> Environ 20 000 emplois industriels ont été supprimés à Osasco entre 1985 et 2003, correspondant à une contraction du secteur de -46,1% (Guerra & Oliveira, 2009, p. 16).

marché du travail (Dari Krein *et al.*, 2018) et l'institution d'un plafond des dépenses sociales inscrit dans la Constitution. Il a aussi signifié la fin des politiques fédérales d'économie solidaire, avec un fort impact sur les politiques locales, dont une partie importante du budget provenait d'appels d'offre du Secrétariat national à l'économie solidaire (SENAES). Le Secrétaire, Paul Singer, a d'abord été remplacé par un commis de police à la retraite, sans lien avec le mouvement d'économie solidaire, puis, en novembre 2016, le SENAES a été supprimé et remplacé par un Sous-Secrétariat d'Economie solidaire orienté en réalité vers l'assistance sociale (Arcanjo & Oliveira, 2017).

Dans ce contexte, l'exécution de certains projets du SENAES, dont le démarrage était imminent au moment de la destitution de Dilma Rousseff, a été transférée en urgence par les membres de son gouvernement à des Universités fédérales, grâce à un terme dit « d'exécution décentralisée ». L'un de ces projets, intitulé « Economie féministe et solidaire. Renforcement de l'autonomie économique des femmes » (*Economia feminista e solidária. Fortalecendo a autonomia econômica das mulheres*) avait été préparé par l'ONG féministe SOF, avec laquelle je démarrais à cette époque un autre projet de recherche dans le champ de l'agroécologie (présenté ci-dessous, voir II.3.1). Le projet « Economie féministe et solidaire... » avait pour sujet et bénéficiaire l'Association des femmes dans l'économie solidaire de São Paulo (*Associação das Mulheres na Economia Solidária de São Paulo*, AMESOL), que la SOF soutenait et accompagnait depuis sa création en 2013. L'exécution de ce nouveau projet a été confiée à l'UFSCar, avec Fábio Sanchez comme coordinateur. Ce projet a compris un volet de soutien aux initiatives de l'AMESOL, réalisé par la SOF ; et un volet de recherche (2018-2019) dont j'ai été la principale responsable (C41, C42, C43, C44 ; voir aussi A24, A29 et Schwenck, 2019).

Les événements politiques de 2016 et la transformation de l'Etat brésilien qui s'en est suivie ont donc déterminé un lieu, complexe, de notre nouvelle recherche : comme partie de la politique fédérale d'économie solidaire, objet de notre recherche précédente et, qui plus est, en voie d'extinction ; et dans un collectif de recherche (UFSCar/SOF/IRD) reposant sur nos relations bilatérales préalables (IRD/UFSCar et IRD/SOF), mais aussi dicté par le cadre institutionnel (terme d'exécution décentralisé) et la situation politique. Lors du début effectif du projet, en décembre 2017, j'étais la seule personne à avoir collaboré avec les différentes parties prenantes (SOF et UFSCar) dans des projets antérieurs (voir II.2.1 ci-dessus et II.3.1 ci-dessous). Des conflits, liés aux différences de position et d'objectifs entre l'UFSCar et la

SOF (Sanchez, 2022), et alimentés par les difficultés administratives de la gestion du projet sous le gouvernement Temer, ont vu le jour. Cette situation a conduit Fábio Sanchez à se concentrer sur la gestion du projet, me laissant la responsabilité principale pour la définition et la réalisation l'enquête de terrain, en dialogue avec la SOF et avec la participation d'étudiantes du PPGS/UFSCar (Beatriz Schwenck, Fernanda Cristina Mello et Milena Lima e Silva).

Notre proposition de recherchaction, présentée et approuvée lors d'une réunion plénière de l'AMESOL, a été tournée vers l'objectif central de cette association de favoriser l'autonomie économique et politique des femmes, à l'intersection entre la sphère domestique, les espaces d'économie solidaire et les mouvements sociaux. Nous avons proposé de préciser les conditions de cette autonomie, à partir d'une enquête par entretiens et observation, en général participante, dans ces différents lieux ; et par la restitution progressive de nos analyses auprès d'un Comité local de recherche composé de femmes de l'AMESOL pouvant infléchir l'orientation de l'enquête au fur et à mesure de sa réalisation. Ainsi, la mise en œuvre de la recherchaction a été guidée par le principe d'alignement de la question de recherche (conditions d'autonomie des femmes) avec l'objectif de transformation des actrices sociales (cette même autonomie) ; et par celui d'échanges « en temps réel » sur l'enquête.

Notre enquête a compris une quinzaine d'entretiens collectifs auprès d'initiatives d'économie solidaire, sur les trajectoires familiales, de travail et de politisation de leurs membres et autant d'entretiens individuels, auprès d'autres femmes de l'AMESOL, sur leur perception et le sens de cette association. Treize entretiens auprès de productrices et du public de la foire mensuelle d'économie solidaire féministe de l'AMESOL ont par ailleurs approfondi le fonctionnement et la signification de cette foire. Nous avons également observé les activités mises en place par la SOF dans le cadre de notre projet (formations, réunions de l'association, organisation de la foire). Deux ateliers de cartographie participative<sup>8</sup> ont permis de situer les lieux fréquentés par les femmes et leurs trajets quotidiens sur des cartes de la mégapole et de discuter leurs formes et difficultés de mobilité, dans une perspective critique des conditions de reproduction sociale de ces femmes. Enfin, des entretiens avec l'équipe de la SOF et des interlocuteurs clés nous ont renseigné sur leur vision de l'AMESOL et de l'approche féministe de l'économie solidaire. Le Comité local de recherche s'est réuni à cinq

---

<sup>8</sup> Réalisés grâce à la collaboration de Joana Barros, professeure adjointe en Démocratie et droit à la ville de l'Université fédérale de São Paulo (Schwenck & Barros, 2022).

reprises en 2018 et au premier semestre 2019 et une présentation-débat d'une première version de la publication finale (C41, C42, C43, C44) a eu lieu en mai 2019.

Cette méthode et cette construction collective ont permis de révéler l'entrelacement quotidien des relations et des pratiques solidaires de ces femmes, en connectant la sphère domestique – et ses relations de pouvoir – avec les initiatives économiques et l'organisation politique, dans le contexte de nébuleuse de projets à vocation sociale qui caractérise la périphérie de São Paulo. Le texte issu de la recherche, d'une centaine de pages, comprenant de nombreuses citations d'entretiens ainsi que des photos, a provoqué un choc sur les femmes de l'AMESOL, en mettant en évidence le caractère collectif de leurs trajectoires individuelles, dans leurs dimensions inséparables d'oppression et d'agentivité (voir chapitre 2, partie III.2). En même temps, le double statut de ces femmes dans notre projet, à la fois sujets de la recherche et bénéficiaires des interventions de la SOF, a pu limiter l'expression d'une critique de leur relation avec la SOF. L'absence de statut légal de l'AMESOL, qui permettrait d'avoir accès à des financements sans passer par la SOF, est un point de tension dans cette relation. Nous avons pu l'aborder dans des entretiens individuels, sous couvert d'anonymat. Nous l'avons aussi évoqué et problématisé lors de réunions collectives avec la SOF, où les coûts en temps et en argent de la formalisation ont surtout été mis en avant. Ce processus n'a pas abouti à la préparation de ce statut.

Cette recherche se poursuit depuis 2020 dans la recherche doctorale de Beatriz Schwenck (« Réflexion sur l'autonomie des femmes : territoire, solidarité, économie et politique au Brésil ») que je codirige avec la professeure brésilienne Bárbara de Castro<sup>9</sup>.

### ***II.2.3 Finances solidaires et banques communautaires de développement (A19)***

Une dernière recherche sur l'économie solidaire au Brésil a porté sur des Banques communautaires de développement. Les finances solidaires ont participé au développement de l'économie solidaire au Brésil à partir de la fin des années 1990. La Banque Palmas, une association créée en 1998 dans une périphérie pauvre de la ville de Fortaleza, au nord-est du Brésil, a joué un rôle pionnier en alliant monnaie sociale et services financiers solidaires depuis une approche de développement territorial (França Filho et Silva Júnior, 2009 ; França Filho, 2013). Cette expérience a donné naissance au modèle de Banque communautaire de

---

<sup>9</sup> Sociologue du travail, professeure de l'Université d'état de Campinas (Unicamp), Barbara de Castro maintient des échanges avec la SOF dans ses champs de travail.

développement (BCD), soutenu par le SENAES à partir de 2003 et a abouti à la formation du Réseau brésilien de BCD, qui comptait une centaine d'entités en 2016, dont une grande partie située dans la région nord-est (SENAES, 2012).

L'expérience des finances solidaires brésiliennes, en particulier les BCD, a suscité un intérêt académique et politique au niveau international. Elle offre en effet un contrepoint possible en matière d'inclusion financière, face aux limites avérées du modèle dominant de microcrédit individuel à destination des populations pauvres et de l'éducation financière, visant à modifier les comportements « à risque » de ces populations (Guérin, 2015 ; Servet, 2015). En mettant en circulation des monnaies sociales, adossées au crédit, les BCD dynamisent et transforment la nature des échanges locaux, permettant une co-construction de l'offre et de la demande, qui répond aux besoins des habitants en s'écartant du principe de concurrence (J. Blanc, 2007 ; voir également Saiag, 2015 pour un parallèle avec l'Argentine).

Cet intérêt a conduit ma collègue Isabelle Guérin à proposer des enquêtes croisées en Inde, au Brésil et en France pour le projet « Financiarisation des économies domestiques : une approche interdisciplinaire et comparative » (2015-2017), en collaboration avec Jeanne Lazarus (Science Po Paris-Centre de Sociologie des Organisations). Ce projet a bénéficié d'un financement dans le cadre d'un appel à projets de l'Initiative D'EXcellence (IDEX) du consortium « Université Sorbonne Paris Cité ». Il a eu pour objectif général d'analyser l'effet de l'offre croissante de services financiers sur les ménages : rapprochement avec les marchés financiers, nouvelles possibilités de sécurisation et de circulation de l'argent et nouveaux risques de surendettement. L'expérience brésilienne des BCD a donc intéressé ce projet par son potentiel d'inclusion financière et monétaire et de réappropriation citoyenne de la finance, n'excluant pas la critique de cette expérience.

J'y ai participé en tant que membre de l'équipe de recherche sur le Brésil. Celle-ci a été fondée sur un partenariat avec les professeurs Genauto França Filho et Osia Vasconcelos, tous deux en poste au Brésil (respectivement à l'Université fédérale de Bahia (UFBA) et à l'Université fédérale du Recôncavo da Bahia), tout en ayant eu un parcours en France. Ces collègues ont joué un rôle central, d'une part, par leur connaissance des débats français et brésiliens sur l'économie solidaire, les monnaies sociales et l'inclusion financière et, d'autre part, par leur engagement dans le Réseau brésilien des BCD. A partir de l'Incubateur technologique d'économie solidaire de l'UFBA, ils ont contribué à de multiples projets d'extension universitaire auprès de BCD, articulant conceptualisation de ces expériences, appui concret et

formation des étudiant.es (voir par exemple França Filho & Torres, 2009 ; Rigo *et al.*, 2015 ; Vasconcelos, 2018). Les relations de confiance qui en ont résulté nous ont permis d'enquêter auprès de trois BCD du nord-est du Brésil (Banque Palmas à Fortaleza, Ceará ; Ilhamar à Matarandiba, Bahia ; et Olhos d'Água à Igaci, Alagoas).

Notre première enquête, en juillet 2016, peu avant la destitution de Dilma Rousseff, a porté sur la gouvernance, le modèle d'action et les pratiques de trois BCD du nord-est du Brésil, depuis une approche organisationnelle et territoriale. Pour cela, nous avons réalisé des entretiens, groupes focaux et réunions avec des coordinateurs et des agents de crédit des BCD, des clients, ainsi que d'autres habitant.es et des leaders locaux des territoires concernés. L'enquête auprès des habitants a porté sur leurs pratiques financières, en les situant dans les grandes étapes de leur parcours de vie. Cette partie de l'enquête a concerné non seulement des adhérent.es des BCD, mais aussi des non adhérents, opérant un déplacement par rapport aux relations locales de nos partenaires brésiliens qui a favorisé une mise en perspective critique. Au total, une quarantaine d'entretiens ont été menés en binôme, interprétés et discutés collectivement. Une publication cosignée (A19) a mis en évidence un modèle de gestion des ressources financières comme commun dans les BCD, comme voie novatrice d'inclusion financière et monétaire, tout en reconnaissant les difficultés pour faire prévaloir la solidarité et la démocratie sur les tendances marchandes et bureaucratiques. L'approche organisationnelle et territoriale a permis de faire ressortir les multiples compromis entre les BCD, les habitant.es et les partenaires institutionnels nécessaires à ce type de gestion.

Alors qu'une seconde enquête au Brésil était prévue, en plus d'un séjour de terrain croisé avec l'Inde, la fin de l'IDEx d'Université Sorbonne Paris Cité en 2016, au terme d'une période probatoire de quatre ans, a forcé les coordinatrices de notre projet à un remaniement soudain. Les séjours de terrain prévus n'ont pas pu être réalisés, empêchant non seulement la poursuite des enquêtes, mais aussi la restitution de nos résultats et le débat avec les acteurs locaux. Cette étape, inhérente à notre pratique scientifique et aux relations dont nous avions bénéficié, a finalement été réalisée hors du cadre du projet et par nos seuls partenaires brésiliens. L'incohérence de la politique universitaire française a ici clairement fragilisé notre travail.

## **II.3 Agroécologie et féminisme au Brésil : consolidation de la recherche**

### ***II.3.1 Agroécologie et reproduction sociale depuis une épistémologie féministe (A21, A23, A29, C31, C33, C39)***

Le Brésil a fait partie, avec la Bolivie, l'Argentine et l'Inde, des pays que nous avons retenus pour une recherche de terrain dans le cadre du projet « Feminist Analysis of Social and Solidarity Economy : Views from Latin America and India », avec Christine Verschuur et Isabelle Guérin (voir II.1.4 ci-dessus). J'ai développé cette recherche au Brésil en partenariat avec Miriam Nobre, Sheyla Saori, Gláucia Marques et Vivian Franco, toutes agronomes et militantes féministes dans l'ONG SOF.

Au début du projet, en avril 2016, la SOF était depuis un an l'entité exécitrice d'une politique fédérale d'assistance technique en agroécologie spécialement dédiée aux femmes dans 12 municipalités de la région du Vale do Ribeira. L'ONG avait co-construit cette politique, au cours d'une longue campagne de lobby coordonnée par un « Groupe de Femmes » fondé en 2004 au sein de l'Articulation nationale d'agroécologie. Ce Groupe avait thématisé l'exploitation du travail non rémunéré des femmes dans l'agriculture dite « familiale »<sup>10</sup> et la nécessité de reconnaître ce travail et les savoirs des paysannes dans la construction de l'agroécologie (Telles *et al.*, 2018 ; Cardoso *et al.*, 2019 ; A29 ; voir chapitre 3, III.3). Afin de valoriser le travail non rémunéré des femmes, la SOF a impulsé une organisation collective, du niveau communautaire à celui de la région du Vale do Ribeira, contribuant à une réorganisation solidaire de la reproduction sociale telle que nous souhaitions l'aborder dans le projet. Obtenu au début du second mandat de Dilma Rousseff (2015-2016), la politique fédérale d'assistance technique en agroécologie dédiée aux femmes s'est poursuivie jusqu'à son échéance prévue en 2017, mais dans un contexte de plus en plus incertain, où les perspectives de continuité d'appui aux paysannes ont progressivement basculé du côté des ONG. Mon partenariat avec la SOF pour ce projet a donc de nouveau situé notre recherche à l'intersection entre mouvement social, politique publique « en train de se défaire » et académie.

Le choix de cette instance a par ailleurs étendu notre regard, du travail reproductif comme

---

<sup>10</sup> Au Brésil, l'agriculture familiale est une catégorie reconnue par l'Etat, qui désigne un type d'agriculture pratiquée par de petits propriétaires ruraux, dont la main-d'œuvre est essentiellement constituée par le noyau familial. Elle s'oppose à l'agriculture patronale, qui fait appel à des travailleurs contractuels fixes ou temporaires sur de moyennes ou grandes propriétés.

travail essentiellement domestique et communautaire dans des contextes non agricoles, au travail agricole tourné vers l'autosuffisance (*householding* au sens de Karl Polanyi (1983)). Nous avons abordé la reproduction sociale comme reproduction non seulement de la force de travail, mais des formes de vie, humaine animale et végétale, visées par les pratiques agroécologiques. Nous nous sommes ainsi inscrites dans les approches de la reproduction élargie de la vie et du continuum de *care* socio-environnemental (A21 ; C31 ; C33; Puleo 2001 et 2013 ; Guétat-Bernard et Saussey, 2014 ; Larrère, 2015 ; Laugier, 2015 ; Laugier, Falquet & Molinier, 2015 ; Prévost, 2019).

Cette position nous a placées dans une approche de la soutenabilité à partir du type d'agriculture, agroécologique, développée par ces femmes. Au cours des années 1980, à la suite notamment du rapport de l'ONU « Notre avenir à tous » (rapport Brundtland, de 1987), l'agroécologie a émergé comme approche scientifique et technique pour une agriculture soutenable (Wezel *et al.*, 2009). La soutenabilité dans l'agriculture et l'élevage a d'abord été définie comme une propriété d'agroécosystèmes (comme écosystèmes cultivés, pouvant être considérés à différentes échelles) protégeant les ressources naturelles (Conway, 1987). Dans le mouvement agroécologique au Brésil, l'approche a pris une tournure clairement politique, à travers l'affirmation d'une soutenabilité « écosociale » (Siliprandi, 2009) et « contre-hégémonique » par rapport à la modernisation agricole, impliquant une nouvelle relation entre les êtres humains et leur environnement (Fonini & Lima, 2013). Dans ce cadre, la soutenabilité au niveau des agroécosystèmes a été revendiquée comme l'œuvre du paysannat, que la modernisation agricole avait tenté d'effacer, et de la combinaison de savoirs paysans et scientifiques, dans une nouvelle relation entre Université et société.

L'approche féministe de l'agroécologie, affirmée notamment par le Groupe de femmes de l'Articulation nationale d'agroécologie, a à son tour critiqué la conception du paysannat aveugle au genre. Elle a attiré l'attention sur les tâches accomplies par les paysannes pour assurer la soutenabilité des agroécosystèmes, telles que la préparation des sols, la plantation, la cueillette, l'élevage d'animaux, ainsi que la transformation des produits et l'artisanat. L'alimentation, comme responsabilité féminine et comme *nexus* du rapport société – environnement, ainsi que les relations économiques non uniquement marchandes, telles que troc, réciprocité, circuits de proximité et marchés publics, ont été au cœur de cette démonstration (Fonini & Lima, 2013). La spécificité du lien des paysannes à la nature, construit historiquement et à travers le travail pour lequel elles sont socialement responsables,

a aussi été affirmée (Siliprandi, 2009).

Cette construction politique de la soutenabilité dans le mouvement agroécologique et féministe au Brésil a imprimé une éthique singulière de l'environnement, qui a résonné auprès des paysannes du Vale do Ribeira au contact avec la SOF. Au plan méthodologique, j'ai abordé la soutenabilité, ainsi que la solidarité, la reproduction sociale et l'émancipation à partir du point de vue et des pratiques de ces paysannes. A la problématique de l'invisibilité de ces pratiques, cette recherche a ajouté celle d'une compréhension plus fine de leur contenu, par lequel une organisation soutenable de la reproduction, basée sur le *care* socio-environnemental, peut être déployée.

Cette démarche m'a conduite à initier un dialogue avec les agronomes de la SOF, visant à décrire les pratiques et les techniques agricoles, telles que gestion des semences et de la diversité cultivée, de la fertilité des sols, destination de la production, en lien avec les types d'échange économique et l'organisation des femmes, et à les qualifier du point de vue de l'organisation de la reproduction. Si la collaboration avec ces collègues, plutôt qu'avec des agronomes universitaires, a d'abord résulté du processus contingent de construction de notre projet, elle s'est aussi avérée pertinente et nécessaire pour accéder aux savoirs des paysannes, dépréciés comme peu productifs et ignorés par la plupart des agronomes. Ce n'est que grâce au savoir-faire de ces collègues dans l'animation de groupes de parole, inspirés de l'éducation populaire, combinée à leur connaissance du travail des paysannes, que nous avons pu observer les pratiques et saisir les savoirs de ces femmes, qui ne cessaient de répéter qu'elles ne produisaient et ne savaient rien. En creusant le contenu du travail et sa matérialité, dans une approche féministe mettant les conditions de subsistance des femmes au premier plan, nous avons aussi voulu dépasser une approche féministe matérialiste, qui affirme la division sexuelle du travail comme fondement des rapports sociaux de sexe, sans toutefois examiner concrètement le contenu de ce travail (Herrero, 2016 ; Pruvost, 2019).

Au plan épistémologique, notre recherche a donné la priorité à l'action (recherchaction) en construisant des savoirs sur les conditions du changement organisationnel, économique, politique et technique visé par la politique exécutée par la SOF. Parallèlement, nous avons maintenu un regard critique sur les tensions induites par ce processus, comme l'impact de l'accès des femmes à des marchés, furent-ils solidaires, sur la diversité et la quantité de cultures destinées à l'autoconsommation ; le risque d'accroissement de la violence domestique ; et les inégalités entre femmes. J'ai aussi observé des tensions entre certaines agricul-

trices et la SOF, agacées par la lenteur des réunions et des processus, fatiguées par le travail agricole ou mues par le désir de revenus plus rapides, se manifestant par l'éloignement d'un petit nombre d'entre elles.

Cette démarche s'est basée sur une enquête multiscalaire à partir de la municipalité de Barra do Turvo, où se concentraient environ 70 femmes réparties dans huit collectifs, qui ont donné naissance en 2017 au RAMA (Réseau agroécologique de femmes agricultrices). L'enquête, que j'ai coordonnée, est partie de l'observation participante et de conversations avec les agricultrices lors des réunions et des visites de terrain de la SOF et s'est poursuivie par des entretiens semi-structurés avec des femmes et des hommes de leurs familles. Une recherche de type ethnographique dans des communautés, où j'ai logé et participé aux activités des femmes (pépinière, travail agricole, réunions du collectif, de l'association communautaire, Pastorale des enfants, visites aux malades...) m'a permis de situer leur travail dans les rapports sociaux locaux et a été complétée par des entretiens avec des informateurs clés au niveau communautaire. Des ateliers de recherche avec les collectifs et des réunions avec l'ensemble du réseau de femmes ont approfondi le sens de l'organisation collective. Un dernier volet au niveau national, par observation participante lors des rencontres des mouvements agroécologique et féministe et par entretiens avec des leaders, m'a permis de comprendre l'affirmation d'une position féministe dans le mouvement d'agroécologie et son interaction avec les actions au niveau local (A21, A23, C33, C39).

La méthode que nous avons commencé à construire dans ce projet a donc allié recherche et interdisciplinarité entre socioéconomie et agroécologie. Elle a en réalité ouvert la voie à une reformulation de mes sujets de recherche, dans le sens d'une approche féministe des pratiques économiques solidaires située dans les enjeux, conflictuels, autour du rapport à la nature et à l'environnement (A23). Ses implications théoriques, empiriques et épistémologiques sont au cœur de mon projet de recherche actuel (voir partie Projet).

### ***II.3.2 Jeunes femmes de la campagne « traçant leur chemin » : agroécologie et reproduction sociale en perspective générationnelle (R5, R6)***

De l'enquête précédente est aussi né un questionnement sur la dimension indissociablement générationnelle et genrée de la crise de la reproduction sociale dans le Vale do Ribeira. La précarité des conditions de vie, la pression foncière et de conflits socio-environnementaux ont, de longue date, poussé les jeunes des deux sexes des communautés pauvres de la région vers les périphéries des grandes villes. Cette tendance n'est donc pas

nouvelle, ni propre à la région, même si elle a été aggravée par le démantèlement des politiques de soutien à l'agriculture paysanne et par l'augmentation des conflits depuis 2016 (S62). Elle s'est caractérisée, à l'échelle du Brésil, par des migrations circulaires entre villes et campagnes, qui se sont inscrites à l'échelle du cycle de vie des individus et de familles multistituées entre les communautés rurales et les périphéries urbaines (M.N. Wanderley, 2013). Nous avons observé que les pressions à la migration sont décuplées dans le cas des filles, qui reproduisent le travail domestique et agricole non rémunéré de leurs mères, voient les garçons favorisés dans l'accès au foncier et le patrimoine agricole et subissent un contrôle parental souvent étroit sur leurs déplacements, leur corps et leur sexualité (voir aussi Castro, 2009 ; Breitenbach & Troian, 2020). Elles vivent non seulement les difficultés liées à leur classe sociale et leur appartenance ethnique, mais aussi celles liées au genre et souhaitent donc, plus encore que les garçons, quitter leur communauté.

En 2018, pour mieux comprendre et agir sur cette réalité, j'ai organisé en partenariat avec la SOF des discussions initiales avec un groupe d'une quinzaine d'adolescentes dans les communautés où le RAMA était en train de se consolider. Ces discussions ont confirmé le rêve de la plupart de ces jeunes de partir étudier en ville, mais aussi celui de certaines filles de transformer leurs communautés de l'intérieur, en développant la communication et la commercialisation, l'organisation communautaire et des innovations techniques. Nous avons traduit ces possibilités dans un projet de recherche intitulé « Jeunes femmes de la campagne traçant leur chemin », qui a obtenu un financement d'un an (2018-2019) de l'Ambassade de France au Brésil, au titre des actions de coopération. Le projet a eu pour objectif d'élargir les possibilités pour ces jeunes de développer des projets de vie insérés dans leurs communautés, contribuant à la transition agroécologique autant qu'à leur autonomie personnelle. Il a inclus des ateliers de communication pour produire des matériaux de divulgation sur l'*« agriculture »* dans chaque communauté ; la visite de deux établissements d'enseignement supérieur proposant des formes adaptées d'enseignement ; et l'insertion des jeunes dans les activités du RAMA telles que réunions, travaux agricoles, formations techniques et politiques.

La recherche s'est positionnée en appui à l'objectif général du projet, en proposant de construire et de partager des savoirs oraux et écrits avec les jeunes au fur et à mesure de son déroulement. Elle s'est basée sur l'observation et la systématisation des actions du projet ; sur des groupes de discussion thématique ; sur des entretiens semi-structurés avec huit jeunes (cinq femmes et trois hommes) de Barra do Turvo ayant déjà migré en ville (Curitiba) ; et sur

l'application d'un questionnaire auprès de 80 élèves de troisième année (équivalent de la Terminale) des deux lycées de la municipalité, portant sur leurs projets professionnels et personnels et leur perception de l'agriculture familiale et de l'agroécologie. Notre réflexion a aussi été nourrie par l'observation des échanges entre les jeunes et les étudiants des établissements d'enseignement supérieur visités et par deux présentations de ces visites et des résultats du questionnaire dans les lycées (R5, R6).

Méthodologiquement, l'approfondissement de notre question théorique sur la dimension générationnelle de la reproduction sociale nous a donc menées à développer une relation avec des adolescentes, posant à nouveaux frais les questions de la communication et de la confiance dans les relations d'enquête. Notre réponse a consisté à nous placer au plus près des jeunes et du projet de transformation sociale, afin de susciter cette confiance par notre propre engagement et d'accéder à une compréhension de leurs difficultés intimes (discrimination dans les lycées, sexualité, relations avec les parents, attrait et rejet simultané du mode de vie de leurs communautés, rêves de vie en ville). L'assiduité des jeunes aux activités du projet et la répercussion de leur voyage (visites aux établissements d'enseignement supérieur) dans les lycées et les communautés, renversant le stigmate ("bêtes", "incapables") dont elles étaient victimes, ont montré leur adhésion à notre proposition pendant la durée du projet. Malgré cela, le groupe s'est délité l'année suivante, lorsque plusieurs filles sont parties travailler dans la périphérie de Curitiba sans parvenir ni à étudier, ni, du moins dans l'immédiat, à œuvrer pour une transformation de leur communauté leur permettant d'y revenir. La durée du processus de transformation sociale a aussi été un enseignement de ce projet. En 2022, la SOF a finalement créé son propre cours de formation technique et politique en agroécologie destiné à ce public, dans un partenariat avec une institution locale (*Instituto federal de Registro*) permettant de le faire reconnaître dans le cursus de formation brésilien.

#### ***II.3.3 Vulnérabilité, solidarité et résilience face à la pandémie de Covid-19 : enquête en période de distanciation sociale (A30, C44, C45, C46, C52, B10, B11, B13, V5)***

L'irruption de la pandémie de Covid-19 au Brésil en mars 2020 a coïncidé avec l'élection, en octobre de l'année précédente, de Jair Bolsonaro sur un programme néolibéral et autoritaire. Prônant le désengagement de l'Etat, il a minimisé la gravité de la pandémie, critiqué les mesures de distanciation sociale prises par certains gouvernements locaux, affirmé sa priorité absolue pour « l'économie » assimilée aux intérêts du capital et appelé à des manifestations pour la fermeture du Congrès et de la Cours suprême fédérale (en mars 2020). La mise en

place, dans les mois suivants, d'un revenu minimum d'urgence a été le fruit d'un ample réseau de mobilisation de la société civile (Rede Brasileira de Renda Básica, 2020), soutenu par des députés à l'encontre du président (A30, C52).

Dans ce contexte, les initiatives locales de solidarité ont apporté des réponses décisives à la pandémie, alors que l'inaction du gouvernement puis son entrave à la vaccination concentraient le mécontentement d'une partie croissante de la population et alimentaient la polarisation politique. En juin 2020, j'ai proposé à la SOF, ainsi qu'au professeur Alair de Freitas du Département d'économie rurale de l'Université fédérale de Viçosa (UFV, Minas Gerais) et à un groupe de collègues agronomes et militantes féministes du Centre de Technologies Alternatives de la Zona da Mata (CTA-ZM, à Viçosa) de lancer une enquête auprès des agricultrices engagées dans des collectifs d'agroécologie avec lesquelles nous étions en contact. Intitulée « Vulnérabilité et résilience des agricultrices agroécologiques face à la pandémie de Covid-19 », cette enquête a visé à documenter la situation et les réponses de ces agricultrices à la situation générée par la pandémie, avec le soutien d'alliés dans les mouvements sociaux, à un moment où l'autoconfinement ne laissait filtrer que très peu d'informations (B10, B11, B13). Elle a été réalisable à très court terme, d'une part, en s'insérant dans des projets en cours de ces deux ONG et, d'autre part, du fait des faibles coûts d'une enquête à distance qui ont pu être couverts par mon enveloppe financière annuelle de l'IRD.

Comme la SOF, le CTA-ZM est une ONG brésilienne qui exécute des projets en faveur des femmes dans l'agroécologie et qui participe à l'organisation et l'animation du mouvement agroécologique et féministe brésilien. Située à Viçosa, ville universitaire de la région rurale de la Zona da Mata, elle développe des projets en partenariat avec les organisations de la région, tout en maintenant des liens avec l'UFV. Ces relations de confiance sur le long terme, combinées à celles que nous avions construites avec la SOF auprès des agricultrices du Vale do Ribeira, a permis à notre collectif de recherche de pouvoir réaliser des entretiens individuels avec une cinquantaine d'agricultrices de ces deux régions, la plupart par téléphone. Les entretiens ont abordé la manière dont la pandémie transformait la vie des femmes et de leurs familles dans plusieurs domaines (agricole, économique, domestique, éducation et santé) et l'impact de cette transformation sur la division sexuelle et générationnelle du travail familial ; la contribution des femmes à la résilience de l'agriculture paysanne ; et leur lecture politique de la pandémie à différents niveaux. Notre approche de la

résilience a donc été surtout collective, comme capacité créative de réponse et de transformation sociale à partir de l'échelle locale.

Les conditions exceptionnelles de lancement de cette enquête n'ont pas permis de processus préparatoire avec les agricultrices sur cette grille d'entretien. La contribution de la recherche à l'action a d'abord pris la forme de modestes réponses de notre part à des demandes immédiates des agricultrices, comme des informations sur l'accès à l'aide d'urgence du gouvernement ou sur l'interruption des services médicaux et les alternatives locales. A partir d'août 2020, nous avons diffusé nos premiers résultats lors de réunions à distance, sous forme de podcasts via des groupes Whatsapp puis d'une vidéo (V5, en février 2021). Par ces médias, nous avons tenté de rétablir une dimension sensible minimale autour de la communication de nos résultats. Ils ont porté sur l'augmentation de la production agricole destinée à la consommation familiale et à la vente, l'apparition ou l'amplification de circuits locaux de commercialisation, ainsi qu'une autonomie de décision accrue des femmes, alors que la division sexuelle du travail au niveau familial restait inerte et que la charge de travail des femmes augmentait. Malgré nos efforts, l'absence de contact direct avec les agricultrices a limité le débat sur ces résultats et leur appropriation. Cette situation a révélé en creux l'importance des conditions d'intercommunication pour une politisation comme appropriation collective des savoirs. Ce déficit d'appropriation a aussi été dû à l'absence de méthodes collectives d'enquête, de type ateliers, utilisés dans nos recherches précédentes comme instruments de construction de savoirs partagés et de politisation.

L'enquête a aussi comporté plusieurs biais. Nos entretiens se sont concentrés sur les agricultrices ayant un accès à Internet ou à la téléphonie rurale, ce qui a globalement exclu les plus précaires. Faute de relations de confiance suffisante, nous n'avons pu non plus interviewer les hommes par téléphone, nous contentant du témoignage des femmes à leur sujet. Par ailleurs, si notre connaissance du contexte et nos relations de confiance préalables ont permis d'obtenir des données fiables à distance auprès des femmes, ces relations n'ont guère été renouvelées, marquant une limite évidente de ce type de méthode à moyen terme. Finalement, le dispositif a surtout permis de recueillir des réponses objectives à nos questions (niveaux et diversité de la production, organisation du travail, commercialisation, état et besoins de santé, école à la maison et situation des jeunes ; C44, C45, C46), de maintenir le lien et d'accompagner la situation des agricultrices pendant ce moment critique et ainsi de soutenir leurs actions et de faciliter la reprise de nos collaborations post-covid.

## Conclusion

Méthode, posture épistémologique et théorisation sont intimement liées dans ma pratique scientifique. Axé sur le dévoilement de pratiques économiques peu visibles, voire occultées, mon effort de théorisation suppose des relations avec les sujets de ces pratiques. Ces relations exigent à leur tour des collectifs et des positions singulières dans les processus de changement social et une méthodologie réflexive sur les biais que ces positions peuvent induire et sur les moyens de les contrôler, tels que confrontation des points de vue des acteurs sociaux, triangulation des données et effort pour combiner regards critique et possibiliste sur le changement social. La construction progressive de cette méthode et la théorisation par itération entre la littérature et mon expérience d'enquête caractérisent ma « fabrique » de la recherche et constitue un résultat important de mon travail.

La qualité des savoirs construits dans ces processus constitue un premier niveau de cette fabrique. Indispensables pour révéler les pratiques non marchandes et pour explorer la complexité de l'économie insérée dans la société, mes données qualitatives reposent sur des observations multiscalaires et multi-acteurs qui se nuancent et se consolident par croisements successifs. L'articulation entre échelles micro et meso ou macro permet celle entre sphère domestique, mondes vécus et pratiques solidaires, d'une part, et économie politique plus large du territoire, d'autre part, indispensable pour situer la portée de ces pratiques depuis un double regard, possibiliste et critique, guidé par les enjeux d'émancipation et de soutenabilité. Dans cette théorisation à partir du singulier, la montée en généralité s'opère par analyse détaillée de plusieurs instances (organisations ou collectifs d'économie solidaire ou d'agroécologie) de la question théorique dans le même contexte ou dans des contextes comparables du point de vue de la question posée. Les savoirs construits ne sont pas seulement des théories réfutables, mais destinées à être précisées et corrigées au fur et à mesure de l'analyse de nouvelles instances.

Cette démarche suppose une temporalité longue de l'enquête et des objets/sujets de recherche, à travers une succession et une articulation des projets de recherche financés. L'adaptation aux conditions de ces projets a donc constitué une partie intégrante de ma pratique scientifique. L'interruption ou l'inflexion de mes recherches dû à ces financements, à des cas de force majeure (pandémie de Covid-19) ou au changement social lui-même (politiques en train de se défaire, turbulences politiques) ont été récurrents et de fait inhérents à ces conditions, à plus forte raison dans l'option méthodologique de la recherche.

Cette option s'est progressivement imposée dans mes recherches en lien avec le mouvement féministe comme une position scientifiquement et politiquement cohérente, mais aussi comme un prix à payer pour une compréhension de l'intérieur des processus d'émancipation et des logiques de soutenabilité. Dans sa forme la plus intégrée, cette option signifie la construction d'une recherche tournée vers la transformation sociale depuis la formulation de la problématique et du collectif de recherche, jusqu'aux modalités pratiques de construction et de mise en débat des savoirs. Elle permet d'être au plus près des sujets, de pratiques et de voix autrement invisibles ou inaudibles et de processus de changement social pouvant opérer à bas bruit et présenter des aspects contradictoires. Elle participe à l'effort prôné par les courants féministes et décoloniaux d'une épistémologie attentive à la part du sensible et aux positions sociales dans le dévoilement – ou l'occultation – de pans de la réalité des subalternes.

En même temps, ce dévoilement s'opère au prix de collectifs de recherche complexes, dont les asymétries de position, les ambivalences et certains angles morts peuvent être minimisés, mais non entièrement éliminés. En couplant mes projets auprès des femmes dans l'économie solidaire et l'agroécologie au Brésil avec des actions de la SOF en faveur de ces femmes, nous avons créé les conditions d'une cohérence entre recherche et action, mais nous avons simultanément placé ces femmes dans une double position de sujets de la recherche et de bénéficiaire de ces actions. Leur vision – éventuellement critique – de la SOF est un aspect que je me suis efforcée de percevoir, notamment grâce à des entretiens individuels, mais qui se situe dans l'ombre de notre construction collective. Les tenants et les aboutissants pour ces femmes de la participation à nos dispositifs (intérêt pour les problématiques, adhésion aux formats proposés, usages des processus et projets de recherche) et leurs conditions matérielles, notamment en temps, sont des aspects critiques de notre démarche, qui demandent une attention et des ajustements permanents.



## **Chapitre 2 – Pluralité économique, émancipation et soutenabilité.**

### **Un cadre néo-polanyien tourné vers l’analyse des pratiques**

#### **Introduction**

Rendre compte de la solidarité dans les pratiques et les institutions de l’économie populaire et de leur potentiel d’émancipation dans le contexte contemporain de la marchandisation et de la financiarisation, requiert un cadre d’analyse de la pluralité économique. C’est par un entremêlement de principes, marchands et non marchands, au niveau local, mais aussi aux niveaux plus larges de détermination de l’économie politique et des processus d’institutionnalisation des économies solidaires dans certains pays, que ce potentiel prend forme. Loin de découler seulement de règles d’autogestion ou de formes organisationnelles associatives ou coopératives, il dépend de configurations spécifiques de pratiques, d’institutions et de principes économiques traversés généralement par de fortes tensions. Ces tensions et la façon dont elles sont, ou non, résolues, dépendent à leur tour de la rencontre, ou de l’absence de rencontre, entre acteurs étatiques, des économies solidaires et des économies dominantes, dans des espaces institués par le gouvernement ou autonomes au sein de l’économie populaire. Dans ces configurations complexes et multiscalaires, le marché à travers la logique de concurrence peut accroître les inégalités et favoriser les formes d’oppression, voire d’exploitation, et déboucher sur des régimes politiques misant sur l’autoritarisme pour maintenir ces rapports sociaux inégalitaires. Pour autant, les économies solidaires ne sont pas des économies sans marché. La place et le type d’institutions marchandes doit être examiné avec soin.

L’approche plurielle de l’économie développée par Karl Polanyi dans sa critique du réductionnisme marchand (Polanyi, 1975 et 1983) constitue un point de départ précieux pour analyser l’encastrement des marchés dans la société et retrouver la place des pratiques non marchandes. Le dépassement du réductionnisme marchand constitue en effet une condition indispensable pour saisir la pluralité des principes activés dans les pratiques solidaires et pour les distinguer notamment du *business social*, axé sur la redistribution souvent discrétionnaire de revenus marchands à des fins supposées sociales ou écologiques (Laville *et al.*, 2020).

Utiliser le cadre introduit par Polanyi dans les années 1930 à 1960, principalement à partir de l’histoire et de l’anthropologie économique de sociétés anciennes, suppose toutefois

de l'actualiser en tenant compte des enjeux actuels. Lier ce cadre à la démocratisation de l'économie à partir d'espaces publics de délibération, au sens de Jürgen Habermas (Habermas, 1993), situés à différents niveaux, constitue un premier élargissement. Par ailleurs, à la critique des impasses sociales et politiques de la société de marché élaborée par Polanyi, s'ajoutent aujourd'hui les critiques féministes et socio-environnementales de cette société. L'enjeu de soutenabilité entretient des liens étroits, mais complexes avec l'émancipation. Les paysannes du RAMA, au Vale do Ribeira au Brésil, sont par exemple directement exposées aux dégâts socio-environnementaux du système de marché, tels qu'insécurité foncière, inégalités et pollution des eaux, et à la nécessité de les réparer. En résistant à ce système, avec l'aide d'allié.es politiques comme l'ONG féministe SOF, elles peuvent lier émancipation et soutenabilité. Toutefois, en assurant le travail de *care* socio-environnemental qui répare ces dégâts, elles contribuent aussi à la reproduction de ce système de marché destructeur. Les liens entre émancipation et soutenabilité et les choix politiques permettant de prioriser l'un ou l'autre critère et parfois les deux à la fois doivent être examinés de manière spécifique.

Par ailleurs, le cadre polanyien demande à être opérationnalisé pour la recherche de terrain. Dans ma pratique scientifique, cet effort a reposé sur l'itération entre analyse de pratiques et institutions de solidarité dans les économies populaires à la lumière du cadre polanyien et interprétation de ces pratiques et institutions pour actualiser ce cadre. J'ai porté une attention particulière à la combinaison des échelles d'analyse, pour éviter l'idéalisation des pratiques « alternatives » par une analyse trop locale, autant que le déni des alternatives par une focalisation sur les mécanismes macro-économiques de domination et d'exploitation. Ces deux écueils constituent en réalité les manifestations opposées d'une même difficulté à appréhender « l'impureté » des processus de transformation sociale (Frère & Laville, 2022) et la complexité des processus de dégradation et de mobilisation écologiques (Larrère & Larrère, 2020). Afin notamment de rendre compte des conditions d'émancipation de femmes subalternes, j'ai cherché à élaborer un cadre de compréhension de processus de transformation de l'économie pouvant être incomplets, timides et même ambivalents (E8, E9 ; voir aussi Guérin, Hersent et Fraisse, 2011).

Ce chapitre présente ma construction de ce cadre néo-polanyien élaboré par itération entre théorisation et recherche empirique en Bolivie et au Brésil. Dans la première partie, je précise le concept clé de principe d'intégration économique, son articulation avec l'analyse des institutions et des pratiques et en quoi le principe de concurrence porte un risque de dérive

autoritaire et se différencie des institutions de marché, qui orientent les pratiques. Dans la seconde partie, j’élabore ma définition opérationnelle des principes non marchands de réciprocité, de redistribution et de *householding*<sup>11</sup>, que j’ancre dans mes enquêtes de terrain. La troisième partie est consacrée à l’institutionnalisation des économies solidaires en Bolivie et au Brésil, aux espaces de construction des politiques publiques et à la manière dont les différents principes d’intégration économique ont été compris et cadrés par les acteurs étatiques et à leurs liens avec les acteurs des économies solidaires. Sur cette base, dans la quatrième et dernière partie, je montre comment j’ai appliqué ce cadre d’ensemble à mes enquêtes, en tenant compte des tensions entre principes d’intégration économique et de l’ancrage des économies solidaires à différents niveaux institutionnels.

## I. Pluralité économique *versus* néolibéralisme autoritaire : une question de principes, d’institutions et de pratiques

### I.1 Concept de principe d’intégration économique (M1, E4, C15, S62)

L’actualisation de la critique sociale et environnementale de la société de marché par Karl Polanyi et sa théorisation de la redistribution, de la réciprocité, du *householding* et du marché, au sens de concurrence, comme principes d’intégration économique, ont formé la colonne vertébrale de mon cadre d’analyse économique. Elaborée dans le contexte de montée en puissance des régimes fascistes en Europe durant les années 1930, la critique de Polanyi de l’économie et la société de marché a été centrée sur la contradiction que constitue la perte de liberté réelle dans les sociétés dites libérales, basées sur un système prétendument autorégulé de marché (Polanyi, 1983). Polanyi a argumenté que la libéralisation du travail, de la nature, et de la monnaie, autrement dit, leur transformation en marchandises qui ne peuvent être que fictives, a entraîné leur destruction. Le paupérisme, l’accroissement des inégalités et les dévastations environnementales ont alors sapé les possibilités de liberté réelle pour le plus grand nombre, générant des réactions contradictoires de protection de la société. La « solution fasciste » (Polanyi, 1983, p. 305) en Europe continentale dans les années 1930 a alors consisté en une réponse radicale et destructrice aux contradictions insolubles de ce système de marché, fondée sur la privation des institutions démocratiques.

---

<sup>11</sup> Sur les difficultés de traduction de ce terme en français, voir II.2 ci-dessous.

Ce processus fait écho à la situation contemporaine. Depuis les années 1980, la marchandisation fondée sur la financialisation croissante de la vie sociale a entraîné des inégalités croissantes (Chesnais, 2004 ; Servet, 2006 ; Guérin, 2015). La doctrine néolibérale, d'abord axée de manière pragmatique sur la conciliation entre le marché et la société dans les années 1990, a évolué vers une posture de plus en plus autoritaire, visant à imposer ces injustices (Dardot & Laval, 2009 ; Fraser, 2017). Au Brésil, l'autoritarisme politique a refait surface avec le coup d'Etat parlementaire qui a mené à la destitution de Dilma Rousseff en 2016. Il s'est basé sur une matrice militaire jamais démobilisée, sur une gestion en grande partie pénale de la pauvreté et des problèmes urbains, à travers l'emprisonnement de masse, et sur une normalisation violente des sexualités et des rôles sociaux assignés aux femmes et aux hommes. La conciliation entre le marché et la société, qui avait été expérimentée par la nouvelle classe moyenne au cours des années 2000, sous la forme d'une ascension sociale en échange de l'assimilation à des consommateurs, a laissé la place à l'*ubérisation* du travail et au surendettement. Avec l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro, l'environnement est devenu la cible de politiques de privatisation et de marchandisation, en même temps que les femmes, à la faveur de ces politiques et de la pandémie de Covid-19, ont été réassignées au rôle de *care* (S62 ; Andrade *et al.*, 2021 ; Nobre, 2021 ; voir aussi Chirio, 2017 ; Lavinas, 2017 ; Delcourt, 2020 ; Feltran, 2020).

L'incapacité avérée des économistes orthodoxes raisonnant en équilibre de marché à concevoir l'enchaînement de processus aboutissant à cette crise, économique, politique et morale, conduit à chercher une pensée alternative chez des auteurs comme Polanyi (Postel & Sobel, 2013). Face aux impasses de la société de marché, Polanyi, dans le chapitre 4 de *la Grande Transformation* (Polanyi, 1983), puis dans ses ouvrages postérieurs d'anthropologie économique (Polanyi, Arensberg & Pearson, 1957 ; Polanyi & Rotstein, 1966) et d'économie politique (Polanyi, 1977), s'est tourné vers la démonstration de l'existence historique d'une pluralité de principes économiques. Il a identifié la réciprocité, la redistribution et le *householding* comme des principes d'intégration économique de même niveau de généralité que le marché-concurrence et a démontré leur nécessité pour surmonter les contradictions de la société de marché. Par intégration économique, il a désigné le processus par lequel « [...] l'économie acquiert unité et stabilité, c'est à dire l'interdépendance et la récurrence de ses éléments » (Polanyi, 1975, p. 244).

En m'appuyant sur cette conception, j'ai considéré le concept de principe d'intégration économique comme une forme idéal-typique d'interdépendance entre personnes et groupes sociaux participant au processus économique. Par cette conception, je me suis éloignée de celle, courante mais plus limitée, des principes comme simples modalités de l'échange. Cette conception élargie est indispensable pour appréhender le rôle structurel, y compris dans les rapports de production, des principes non marchands (M1 ; E4 ; voir aussi Servet, 2013).

Dans le cas du principe de marché-concurrence, l'interdépendance découle de la logique de mise en concurrence et de recherche du gain. Dans un texte engageant à dépasser l'opposition entre les cadres d'analyse des sciences économiques et de la sociologie, Laurent Thévenot a souligné que le marché de concurrence pure et parfaite ne constitue qu'un modèle d'action-coordination parmi d'autres (Thévenot, 1995). Dans mes travaux théoriques avec Jean-Michel Servet, j'ai donc appelé marché-concurrence ou simplement concurrence le principe d'intégration économique fondé sur la recherche du gain comme modèle d'action et la concurrence pure et parfaite comme modèle de coordination. Ce point de départ théorique m'a menée, d'une part, à caractériser l'ensemble des principes d'intégration économique comme des formes idéal-typiques d'interdépendance répondant à des modèles d'action-coordination (voir II ci-dessous) ; et d'autre part, à distinguer le principe de marché-concurrence des multiples lieux et institutions désignés dans le langage courant comme des marchés et où s'entremêlent en réalité plusieurs principes d'intégration économique (E4 ; voir aussi C15). Cette distinction est un point théorique clé pour opérer un décentrement de l'idéologie du marché tout-puissant (Zelizer, 1993), en ouvrant un espace d'analyse des marchés réellement existants et de leur place dans la démocratisation de l'économie et les processus d'émancipation.

## **I.2 Principe de marché-concurrence *versus* institutions de marché (A4, A6, A8, C16)**

Dans mes recherches en Bolivie, j'ai analysé l'histoire, la structure d'ensemble et le fonctionnement local d'institutions de marché réellement existantes. J'ai situé l'omniprésence contemporaine de ces institutions dans la continuité des politiques d'ajustement structurel dans ce pays (1985-2005), qui ont entraîné non seulement la libéralisation des échanges commerciaux et financiers extérieurs, mais aussi l'émergence de pratiques marchandes locales, comme nouvel horizon social pour des millions de Boliviens pauvres (Calderón & La-

serna, 1995). Après 2006, ces pratiques n'ont pas été remises en cause par le Mouvement vers le socialisme d'Evo Morales. Malgré la reconnaissance de l'économie social-communautaire dans le modèle d'économie plurielle inscrit dans la Constitution de 2009, la politique économique de ce gouvernement a en réalité institué un capitalisme d'Etat, bien plus qu'elle n'a éradiqué les institutions de marché au niveau local (Wanderley, 2009 ; Ruesgas, 2014). Ces pratiques ont continué de dominer, s'inscrivant par ailleurs dans l'histoire ancienne d'une première expansion marchande à l'époque coloniale et républicaine (de 1880 à 1952), qui avait renouvelé les lignes de fracture ethniques, de classe et de genre (Harris, 1983 ; Rivera Cusicanqui, 1996). De ce processus a résulté une hétérogénéité structurelle de l'économie bolivienne, au sens de fortes inégalités qui ont limité la diversification productive et l'élargissement de la demande intérieure, avant et après l'extension marchande des années 1980 (A4, A6, C16).

Dans mes enquêtes à El Alto, dans le cadre de ma thèse de doctorat (2005-2009) puis de mon projet post-doctoral « Solidarités et intégration de l'économie : de la sphère économique à la sphère domestique » (2010-2011), j'ai constaté l'incomplétude persistante des structures de marchés locaux et nationaux, se traduisant par des marchés oligopolistiques, notamment dans des secteurs importants pour l'artisanat comme le textile, le cuir et la laine (M1 ; voir aussi Arze Vargas & Rojas Callejas, 1997a et 1997b). Dans ces conditions, le mécanisme d'ajustement des prix à la demande a peu joué. Au contraire, les échanges ont été fortement insérés dans différents types de réseaux sociaux, où le principe de marché-concurrence, s'il n'est pas absent, s'est en permanence articulé, selon des configurations diverses, aux principes de reciprocité, de redistribution et de *householding*. Déceler l'incomplétude des marchés est donc un prérequis pour révéler les autres principes d'intégration économique.

Du côté des marchés d'approvisionnement, si les grandes entreprises ont misé sur les quantités demandées et des liens personnels avec les fournisseurs, les micro et petites entrepreneurs ont souvent opté pour un commerce « de fourmis » consistant à assurer eux-mêmes les trajets au long de chaînes d'approvisionnement. Si certains de ces réseaux se sont étendus jusqu'en Chine, édifiant de nouvelles fortunes issues d'une mondialisation populaire (Tassi *et al.*, 2012), la plupart ont en réalité été précaires et d'extension réduite. C'est notamment ce que j'ai observé dans le cas de femmes indigènes des classes populaires, que leur faible contrôle de ces réseaux contraignait à des arrêts de production fréquents, compensés par des « pe-

tits boulots » intermittents (ménages, ventes informelles, travail pour un membre de la famille, etc.). Les organisations d'économie solidaire et de commerce équitable ont répondu à cette contrainte en constituant des fonds de roulement collectifs leur permettant de nouer des relations avec les fournisseurs et d'améliorer leur accès aux marchés d'approvisionnement (A8, C16).

Du côté des marchés de vente, les organisations d'économie solidaire ont aussi différé des nombreuses associations de vendeurs qui se sont contentées de réguler la concurrence en contrôlant l'accès de nouveaux arrivants aux places de marché, entretenant une logique de bas prix et de basse qualité (Wanderley, 2004 ; Barragán, 2009). Mes enquêtes ont montré que, contre cette tendance, les organisations d'économie solidaire ont centralisé les produits de leurs membres, contrôlé la qualité et les ont vendus à des prix plus élevés dans des espaces différenciés, estampillés commerce équitable ou biologique. Elles ont ainsi limité la concurrence interne en mettant ces produits en commun et en assumant collectivement le risque de commercialisation. Ce faisant, elles n'annulent donc pas la logique de concurrence, qui demeure à l'extérieur de l'économie solidaire, mais elles misent sur une sortie par le haut (prix et qualité), en l'articulant à l'institution de communs grâce à la redistribution et à la réciprocité entre producteurs du réseau solidaire. Dans l'ensemble, c'est donc le contrôle de principes non marchands et l'extension de réseaux sociaux de nature diverse (grandes entreprises, commerce de fourmis, économie solidaire) qui déterminent les inégalités dans les institutions de marché, lesquelles ne forment pas un système autorégulé, mais des segments en partie désarticulés et historiquement déterminés (C16).

Polanyi lui-même a détaillé différentes institutions de marché qui ont organisé le commerce au cours de l'histoire et qui n'ont pas obéi au principe de marché-concurrence, mais ont été encastrées, c'est à dire étayées (Le Velly, 2007) par diverses relations sociales et politiques obéissant à plusieurs principes d'intégration économique : commerce de longue distance lié aux expéditions militaires depuis l'Antiquité, commerce local sur des places de marché dans les villes du Moyen-Âge, commerce interne à travers de places de marché interconnectées dans un territoire contrôlé par un Etat à la Renaissance (Polanyi, 1983, chapitre 5). Il a pointé l'erreur de jugement de nombre de ses contemporains depuis Adam Smith, qui ont assimilé l'existence de ces institutions à travers l'histoire à celle d'un système généralisé d'économie de marché. Toute forme de commerce ou d'échange n'est pas fondée sur le principe de marché-concurrence. Envisager le commerce au-delà du marché et percevoir les li-

mites empiriques du mécanisme de concurrence reste indispensable aujourd’hui pour rendre compte des pratiques solidaires et des alternatives à la société de marché.

### **I.3 Hybridité des institutions et des pratiques, justifications et prix (A6, A8, A23, E1, E4, E7, M1)**

Dans mes textes et ouvrages collectifs visant à actualiser le cadre d’analyse de Polanyi (E1, E4, E7 ; voir aussi M1), j’ai donc argumenté en faveur d’un cadre d’appréhension de la pluralité de l’économie à partir des principes d’intégration économique. Les institutions et les pratiques, comme ici celles de type marchand, sont hybrides, au sens où elles sont traversées par plusieurs principes, dont la configuration doit être mise à jour. Au plan opérationnel de l’enquête de terrain, la question est alors celle de l’identification des principes présents dans les institutions et les pratiques.

Chaque principe renferme des valeurs et une idéologie – au sens premier de logique des idées – qui définissent un modèle d’interdépendance. L’analyse de la pluralité économique au niveau des principes d’intégration demande donc de considérer les idéologies, politiques et culturelles, que les groupes sociaux mobilisent pour instituer l’économie. Pour cela, j’ai proposé d’articuler l’approche des régimes d’ajustement et de justification proposé par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (Boltanski & Thévenot, 1991 ; Thévenot, 1995) au cadre polanyien des principes d’intégration économique. En partant des opérations ordinaires de jugement – sur la grandeur des personnes et des choses – et de leur jonction avec les ordres institués (modèle des cités), cette approche permet d’adjoindre un cadre systématique d’analyse interprétative de l’action à celui des institutions et des principes. Il permet de comprendre comment les actrices et acteurs sociaux activent et réinventent les principes d’intégration économique dans leur contexte culturel et d’évaluer la portée – simple jugement au sein d’un groupe restreint ou justification partagée, voire instituée – de leur proposition.

J’ai montré comment, à El Alto, la cosmovision andine présentée comme une tradition commune aux cultures précolombiennes (Yampara, 2004) perdurant parmi les migrants aymaras, est mobilisée par les leaders de l’économie solidaire et du commerce équitable afin de structurer les organisations, d’encourager et de justifier les pratiques de réciprocité. « L’institutionnalité de l’ayllu » (communauté andine originaire), fondée sur des divisions territoriales créant des parties symétriques subordonnées à une entité de niveau supérieur (Albó, 2002 ; Soria Choque, 2003), est ainsi invoquée pour fonder des structures également symé-

triques et complémentaires dans des organisations et des réseaux urbains (A6, A8). Dans l'agroécologie au Brésil, l'adhésion des agriculteurs aux principes de réciprocité et de *householding* dans des réseaux de troc de semences, de produits et de savoir-faire, est justifiée par une critique collective de la dépendance vis-à-vis de marchés agricoles dominés par l'agronégoce et de l'acculturation du monde paysan (Luzzi, 2007 ; Da Costa, 2017). Dans les réseaux féministes, cette construction est renforcée par un discours sur la valeur du travail non rémunéré et du rôle social des femmes comme garantes de la biodiversité (via la conservation et la reproduction des semences) et dans la souveraineté alimentaire (Jalil, 2009 ; Zuluaga *et al.*, 2018 ; A23).

Le niveau d'analyse des logiques d'ajustement et de justification est indispensable dans l'enquête de terrain pour transcender l'analyse des économies solidaires aux seuls niveaux organisationnels et des modalités des échanges. L'analyse est limitée, voire confine à l'aporie, lorsqu'elle ne tient pas compte des valeurs et des rapports sociaux justifiant et contenant les modalités organisationnelles et d'échange. Comme le souligne le sociologue brésilien Luis Gaiger dans le cas du principe de réciprocité,

« [...] le concept de réciprocité se résume souvent à son sens commun, de gestes bilatéraux répétés de rétribution ou à ‘une relation mutuelle réversible entre deux sujets’ (Sabolin, 2008 : 137) [...]. Cependant, si nous faisons abstraction des valeurs et des liens sociaux qui soutiennent la réciprocité, celle-ci finit par être identifiée à une sorte d'échange symétrique visant l'équilibre. [...] La réciprocité peut être établie par nécessité, mais elle ne dure que quand elle devient une question de principe, reflétant un état de confiance et d'alliance [...]. » (Gaiger, 2020, p. 17, tp).

Les modalités d'échange constituent les « mécanismes fonctionnels » (*ibid.*) des principes d'intégration économique et leur dimension la plus directement observable. Mais cette dimension est insuffisante pour comprendre pleinement l'encastrement de l'économie dans la société. Deux sens de ce concept chez Polanyi doivent être distingués : l'encastrement comme simple étayage des principes d'intégration économique dans des organisations et des relations d'échange ; et l'encastrement comme degré d'insertion de l'économie dans les rapports sociaux (Le Velly, 2007). L'étayage relève d'une pensée du contexte et des organisations et est observable dans les modalités d'échange. Tout principe d'intégration économique, y compris celui de concurrence, est nécessairement étayé par des organisations et des relations d'échange, comme l'a également montré la nouvelle sociologie économique nord-américaine (Granovetter, 1985 ; Zelizer, 1993). Mais ce premier sens ne permet pas de saisir le degré

d'insertion ou de désinsertion de l'économie vis-à-vis des rapports sociaux, y compris de production. Ce second sens, qui fonde le programme de recherche de Polanyi sur la place de l'économie dans la société, relève d'une pensée des ordres sociaux, à travers les normes, valeurs et justifications qui forgent les institutions et les principes d'intégration économique (Juan, 2006 ; Le Velly, 2007).

En considérant ce second sens du concept d'encastrement, j'affirme que rétablir l'analyse des principes d'intégration économique comme logiques d'interdépendance, ancrées dans des valeurs et des justifications partagées, est indispensable à une économie politique, non réduite à une analyse des mécanismes d'échange et de circulation (E4). Mon regard critique à ce niveau se traduit alors par une analyse attentive au poids de l'institué, aux normes, valeurs et justifications qui dépassent les individus, orientent leurs comportements et forgent les prix. A l'inverse, le regard possibiliste est tourné vers les capacités instituantes qui font évoluer ces normes, valeurs et justifications et qui peuvent provenir non seulement des pouvoirs publics, mais aussi de la société civile organisée dans des rapports d'association (Laville, 2010) et dans des contre-publics subalternes (Fraser, 1990 ; voir partie III ci-après).

Dans ce cadre, je considère que les prix constituent un point de cristallisation des différences entre les valeurs émanant des normes sociales et autres institutions. Loin d'exprimer une valeur objective des biens ou des services, les prix reflètent un type d'évaluation collective sur la grandeur des personnes et des choses propres à une logique de justification, qui prennent effet à travers de dispositifs, dont le marketing est l'un des meilleurs exemples (J. Blanc, 2001). Particulièrement dans des contextes comme celui de la Bolivie où les structures et le système de marché sont incomplets, la formation des prix par la confrontation de l'offre et de la demande est limitée et laisse des espaces importants à d'autres logiques de justification et d'évaluation. L'économie solidaire et le commerce équitable tentent de faire reconnaître des prix qui reflètent une revalorisation sociale des producteurs et productrices, souvent indigènes, des classes populaires, dans une société profondément inégalitaire. J'ai montré que cette revalorisation se base sur une objectivation critique de la formation des prix sur les marchés conventionnels (inférieurs aux coûts de production), sur le marquage des produits (certification de commerce équitable ou biologique) et sur l'action collective (organisations productives et réseaux de commercialisation) visant à instituer d'autres formes d'évaluation de ces produits (A6, A8).

## **II. Distinguer et actualiser les principes non marchands**

Avec la montée en puissance du néolibéralisme à la fin des années 1970, la prise de conscience des dégâts sociaux et environnementaux du modèle productiviste et du rôle du travail de *care* réalisé notamment par des femmes subalternes, de nombreux courants de pensée ont attiré l'attention sur l'importance des pratiques économique non marchandes. Citons, de manière non exhaustive : le mouvement anti-utilitarisme en sciences sociales (Godbout & Caillé, 1992 ; Caillé, 1995 ; Nodier, 1995) ; l'économie solidaire en France (Eme & Laville, 1996 ; Laville, 2003, 2010 ; Chanial & Laville, 2005; Gardin, 2006 ; Servet, 2007 et 2013 ; Dacheux & Goujon, 2011 ; Hiez & Lavillunière, 2013, Lipietz, 2017) ; au Brésil (França Filho, 2002 ; Singer, 2002 ; Lemaître, 2009 ; Gaiger, 2020) ; l'économie sociale au Québec (Favreau, 1994 ; Lévesque & Mendell, 1999) et en Argentine (*economía social* ; Palomino, 2003 ; Coraggio, 2007, Vázquez, 2013) ; la *Human Economy* anglo-saxonne (Hart, Laville & Cattani, 2010) ; la décroissance (Ariès, 2005 ; Latouche, 2006) ; diverses approches économiques et politiques des communs (Ostrom, 1990 ; Dardot & Laval, 2014) ; ainsi que les approches féministes de l'économie solidaire (Guérin, 2003 ; Charlier, 2006 ; Guérin, Hersent & Fraise, 2011 ; Degavre & Saussey, 2015), des économies communautaires (Gibson-Graham, 2016), des communs (Federici, 2010), de l'écologie politique (Nelson, 1997) et du *care* (Fisher & Tronto, 1990 ; Zelizer, 2008 ; Molinier, Laugier & Paperman, 2009 ; Salazar *et al.*, 2012 ; Carrasco & Tello, 2013).

Au sein de cette vaste littérature, mes travaux ont visé une caractérisation fine et normativement ouverte des institutions et pratiques économiques non marchandes. Axé sur l'actualisation de la théorisation de ces institutions et pratiques par l'enquête de terrain, mon objectif a été, de nouveau, de proposer un cadre d'analyse opérationnel, permettant de distinguer différentes logiques non marchandes et de situer la solidarité et les possibilités d'émancipation dans leur entremêlement.

### **II.1 Distinguer et actualiser les principes de réciprocité et de redistribution à partir de Polanyi et Mauss (A8, A9, A10, C10, M1)**

Comment distinguer en pratique les principes de réciprocité et de redistribution ? Pour définir ces principes, Polanyi s'est appuyé sur les recherches ethnographiques de Richard Thurnwald, Bronislaw Malinowski et Margaret Mead (Polanyi, 1983, chapitre 4). Il est parti des modèles institutionnels identifiés par ces auteurs, notamment en Mélanésie occidentale,

pour distinguer le principe de réciprocité encastré dans les structures symétriques de ces sociétés organisées par moitié, du principe de redistribution reposant sur des structures centralisées. Sa démonstration a visé à montrer que de tels modèles institutionnels et principes de comportement guident l'économie de manière efficace dans ces sociétés. Cependant, Polanyi n'a pas exclu que les principes puissent être institutionnalisés à l'aide d'autres modèles (Polanyi, 1983, p. 85-86), ouvrant la voie à une actualisation de sa théorie. Par ailleurs, axée sur l'institutionnalisation de l'économie, son approche a peu approfondi l'explication des comportements, tendant à baser la réciprocité sur un « type de bonne volonté » défini par Aristote (Polanyi, 1975), laquelle suppose une disposition positive (C10). Cette approche normative a rendu difficile l'apprehension des formes négatives de réciprocité (Servet, 2007) et a pu conduire Polanyi à sur-évaluer le potentiel du principe de réciprocité, face à sa critique de la société de marché.

A l'encontre de cette tendance, Marcel Mauss dans *L'Essai sur le Don*, a produit une théorie nuancée de la triple obligation de donner, de rendre et de recevoir dépassant l'opposition entre intérêt et désintéressement. Partageant avec Polanyi la contestation de l'explication de l'action économique par le seul intérêt matériel individuel, Mauss s'est centré sur la logique de l'échange, ses motifs et ses représentations et a établi un lien entre réalités sociales et psychiques, qui est absent chez Polanyi (Mauss, 1968). L'analyse maussienne de l'obligation contribue à une compréhension normativement ouverte du don – ni intéressé, ni désintéressé – qui est, tout au mieux, allusive chez Polanyi. En revanche, l'attention pour les structures, symétriques ou centralisées, essentielle dans l'analyse de Polanyi, n'apparaît chez Mauss que de manière incidente, ce qui a pu le conduire à se laisser « mystifier » par la théorie indigène de l'esprit du don (Lévi-Strauss, 1985, p. XXXVIII). La faible attention pour les structures chez Mauss explique sans doute aussi son absence de distinction entre réciprocité et redistribution. Dans son analyse du *potlatch* comme forme de don agonistique, Mauss a caractérisé l'échange par la centralité des *big men*, la création et le maintien de hiérarchies et la logique de redistribution. Toutefois, Mauss n'a pas distingué ce type d'échange fondé sur la redistribution, des échanges réciproques : tous deux ont été considérés comme des manifestations de la catégorie générale du don.

A ma connaissance, ce point n'a pas été relevé par les héritiers de Mauss, qui ont souvent assimilé par la suite le don à la réciprocité, en lui attribuant de plus une valeur positive qui est absente chez Mauss (Godbout & Caillé, 1992 ; Nodier, 1995). Ces travaux ont par ail-

leurs intégré une partie de l'héritage de Polanyi, mais en plaçant les mobiles ou « pôles de l'action » au centre de l'analyse, au détriment des institutions et des structures. Appliquée aux principes d'intégration économique, cette insistance sur les mobiles individuels de l'action a conduit à sous-estimer le rôle des institutions et à déplacer le propos vers la critique morale du désencaissement de l'économie. Comme l'a relevé Viviana Zelizer, ce type de posture peut, de manière paradoxale, entériner en la naturalisant l'existence d'un marché qu'il entend dénoncer (Zelizer, 1993).

Ma contribution à ce débat a donc consisté, d'une part, à actualiser l'héritage de Polanyi en maintenant la distinction entre principes de réciprocité et de redistribution et la primauté de l'analyse institutionnelle ; et, d'autre part, à intégrer l'apport de Mauss par la logique d'obligation, son caractère normativement ouvert et la « réalité psychique » des faits sociaux, appréhendée à travers les logiques de justification de l'action (Bolstanki & Thévenot, 1991). Sur cette base – principes distincts, normativement ouverts, appropriés par les actrices et acteurs selon leurs propres idéologies – mon effort d'actualisation a porté sur le principe de réciprocité qui avait été défini dans le cadre étroit des structures symétriques de sociétés organisées par moitié.

A partir de mes enquêtes sur l'économie solidaire à El Alto, j'ai élargi le modèle institutionnel qui fonde le principe de réciprocité de la symétrie vers celui, plus général, de complémentarité (M1, A8, A9, A10 ; voir aussi Servet, 2007 et 2013). J'ai observé ce modèle dans la structuration d'organisations et de réseaux d'économie solidaire, qui instituent des divisions internes visant la complémentarité sur le plan des types de production (évitement de la concurrence), des savoirs, des matières premières et des chaînes de production. La réciprocité fondée sur la complémentarité est normativement ouverte : elle ne signifie pas l'égalité, ni encore moins l'émancipation, pas plus d'ailleurs que la soutenabilité. Les rapports peuvent être équitables ou au contraire entretenir les hiérarchies, notamment par une division sexuelle du travail et des paiements inégaux (Weiner 1980 ; Degavre & Saussey, 2015). L'adoption de critères environnementaux (ex. dans le choix des matières premières, des techniques de production) n'est pas non plus garantie, même si les logiques de justification de la réciprocité, comme la tradition culturelle andine, peuvent dans certains cas établir un lien étroit.

Dans mes enquêtes, j'ai donc distingué différentes modalités – plus ou moins égali-taires et soutenables – du principe de réciprocité entendu dans ce sens large et j'ai attiré l'attention sur son articulation avec le principe de redistribution. A El Alto, les organisations

d'économie solidaire et de commerce équitable illustrent l'entremêlement de ces deux principes à travers une structuration par niveaux qui encadrent un empilement de logiques d'action individuelle et collective. Les groupes de production se connectent avec des organisations de second niveau, qui centralisent les produits pour les commercialiser, redistribuent les revenus et, dans certains cas, des matières premières et des ressources issues de projets. Elles-mêmes appartiennent souvent à des organisations dites de troisième, voire de quatrième niveau, qui vendent les produits à une échelle plus large – nationale voire internationale, dans des circuits de type commerce équitable ; proposent des formations techniques et politiques ; et assurent une fonction de lobby et de captation de projets et de politiques publiques (Betancourt, 1999 ; Commandeur, 1999 ; CIOEC, 2009). Redistribution et réciprocité s'articulent constamment dans ces structures complexes dont les leaders assurent la cohésion par la circulation des ressources matérielles (revenus, matières premières, équipements) et immatérielles (savoirs, informations) et par la justification selon laquelle le « soutien » reçu (redistribution) oblige à la « solidarité » (réciprocité entre producteurs) (A8, A9, A10).

## **II.2 Affirmer et actualiser le principe de *householding* (C10, B4, A23)**

D'abord introduit dans *La Grande Transformation*, et traduit en français par « administration domestique » (Paris, Gallimard, 1983 ; éd. originale 1944), le quatrième principe d'intégration économique de Polanyi, le *householding*, a disparu des *Systèmes Economiques dans l'Histoire et dans la Théorie* (Polanyi, Arensberg & Pearson, 1975, éd. originale 1957). Il est réapparu dans un ouvrage posthume peu connu, *Dahomey and the Slave Trade* (Polanyi & Rotstein, 1966). La place variable de ce principe dans l'œuvre de Polanyi explique sans doute que la triade « réciprocité, redistribution et échange » présentée dans « The Economy as Instituted Process », l'un des rares textes uniquement conceptuels de Polanyi, a finalement été retenue par la plupart de ses exégèses. En accord avec des relectures féministes (Degavre & Lemaître, 2008 ; Degavre & Nyssens, 2008) et en anthropologie économique de Polanyi (Halperin, 1991 ; Gregory, 2009), j'ai plaidé pour le maintien et l'actualisation de ce principe qui, loin d'être limité à des sociétés archaïques, est à l'œuvre, sous des formes sans cesse renouvelées, dans les sociétés contemporaines. En outre, j'ai questionné sa traduction en français (et dans les autres langues latines) comme « administration domestique », qui induit l'idée, absente en anglais, que ce principe se baserait sur une forme d'administration. Quand bien même cette dernière peut être entendu au sens large, comme le gouvernement d'une maisonnée, cette traduction rapproche le principe de *householding* de celui de redistribution (cen-

tralisation puis redistribution de ressources par une administration ou un gouvernement), ce qui a probablement contribué à son assimilation à ce dernier (C10).

Polanyi a eu recours à la philosophie d'Aristote pour caractériser le principe de *householding*, alors qu'il s'était basé sur les modèles institutionnels identifiés dans des ethnographies des sociétés de Mélanésie occidentale pour caractériser ceux de réciprocité et de redistribution. Il a repris la distinction du penseur grec entre la production pour son propre usage et la chrématistique (du grec *kremata*, richesses mobiles), c'est à dire l'« art de gagner de l'argent » affranchi des liens sociaux qui devient, dans la Grèce de son époque (IVe siècle A.C.), « sans bornes et sans limites ». Toutefois, la définition du principe de *householding* comme production pour son propre usage ne spécifie pas de modèle institutionnel. Polanyi a avancé que ce principe de comportement reposait sur le modèle du « groupe clos » et a donné en exemples plusieurs types « d'unités autarciques » comme la famille, le village et le manoir. Cependant, il a noté que « la nature du noyau institutionnel est indifférente » (sex, lieu, pouvoir politique...) et que « l'organisation interne du groupe ne compte pas », pouvant être démocratique ou despote (Polanyi, 1983, p. 83-84). Enfin, il a estimé que « la pratique qui consiste à pourvoir aux besoins de son propre foyer n'apparaît en réalité comme un trait de la vie économique qu'à un niveau d'agriculture plus avancé » (Polanyi, 1983, p. 83), une restriction qu'il n'a pas appliquée aux principes de réciprocité et de redistribution, et qui peut expliquer le degré de généralité moindre qu'il attribuera à ce principe dans les *Systèmes Economiques dans l'Histoire et dans la Théorie*.

Si le *householding* caractérise les formes « plus avancées » et en même temps autarciques d'économie (en particulier agricole), quelle est son actualité ? Au moins depuis les révolutions agraires européennes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et les révolutions vertes de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle dans les pays dits alors « du Tiers Monde », la logique des cultures commerciales a partout avancé sur celle des cultures vivrières. Les économies paysannes ne peuvent se comprendre aujourd'hui hors du contact avec le marché capitaliste financiarisé, même si ce contact est d'intensité et de nature variable. Rhoda Halperin a formulé la même observation dans son ethnographie des résistances paysannes dans les Appalaches aux Etats-Unis, attirant l'attention sur la coordination entre éléments des processus économiques capitalistes et précapitalistes (Halperin, 1991). De même, l'ethnographie de Chris Gregory sur les fratries (*brotherhoods*) en Inde centrale l'a conduit à définir une forme non autarcique du concept de *householding*, pouvant être encastrée dans le marché (Gregory, 2009).

Dans mon enquête à El Alto sur les femmes dans l'économie solidaire depuis la sphère domestique, j'ai mis en évidence l'interpénétration entre le principe de *householding* et les autres principes d'intégration économique, y compris le marché-concurrence. J'ai montré que l'économie de ces femmes et de leurs familles repose sur des règles de production et de partage des ressources pour leur propre usage, quand bien même elles participent à des échanges, y compris marchands, à travers les organisations d'économie solidaire. Le principe de marché-concurrence est présent dans les organisations d'économie solidaire, tout en étant soumis à la logique d'usage dans les structures familiales caractéristique de l'économie populaire (Coraggio, 1994 et 2006 ; Sarria Icaza & Tiriba, 2006 ; Hinkelammert & Mora, 2009). Il n'annihile pas la logique d'usage, qui peut dominer tant que les ressources issues des échanges avec l'extérieur sont soumises à la satisfaction des besoins des membres du groupe (B4, C10).

Le fait qu'un groupe tire une partie de sa subsistance d'échanges avec l'extérieur ne détruit donc pas la logique d'usage, aussi longtemps que l'argent et les marchés en restent des accessoires. Le critère distinctif du principe de *householding* n'est pas l'autarcie, bien que Polanyi ait retenu cette configuration dans *La Grande Transformation*, mais l'existence d'un groupe où domine la logique de partage du travail et des ressources pour l'usage de ses membres. Le type de partage peut être équitable ou inégalitaire, voire despotique, et l'usage des ressources peut être soutenable ou non. Le principe de *householding* ainsi défini est normativement ouvert. Par ailleurs, l'institution d'un tel groupe peut découler de diverses relations de parenté (filiation, alliances matrimoniales), mais aussi de communautés d'appartenance élective. C'est ce que j'ai montré par la suite au Brésil dans le réseau agroécologique RAMA, où des semences, boutures et connaissances, sont échangées dans une visée d'autosuffisance, qui combine production pour l'usage du réseau et vente de l'excédent agricole. Un tel groupe, quand bien même il prend la forme d'un réseau dispersé et sans fondement de parenté, constitue une structure qui donne unité et stabilité au processus économique. Il définit une modalité spécifique d'intégration économique dominée par le principe de *householding*, qui n'est réductible ni à la réciprocité, fondée sur la complémentarité, ni à la redistribution, basée sur la centralisation, ni au marché-concurrence. Ce n'est donc ni l'autarcie, ni le foyer, mais le groupe produisant pour son propre usage qui fonde ce principe (A23).

### **III. Lier pratiques économiques et processus politiques : institutionnalisation et capacité instituante**

Aborder les économies solidaires depuis un cadre d'économie plurielle demande d'analyser de près les principes d'intégration économique qui les orientent. Au sein du collectif Farinet (Jérôme Blanc, Isabelle Guérin, Isabelle Hillenkamp, Solène Morvant-Roux et Hadrien Saiag), nous avons affirmé une approche de la pluralité économique fondée sur les trois niveaux d'analyse que constituent les principes, les institutions et les pratiques (E4 ; voir aussi A8, avec Hadrien Saiag). Les principes, en tant que formes idéal-typiques d'interdépendance, prennent effet à travers les valeurs, les justifications et les normes ancrées dans les institutions, qui leur donnent un contenu éthique et une direction spécifiques. Les institutions constituent le tissu concret, travaillé par les forces sociales, dans lequel les principes s'inscrivent et où ils se côtoient les uns les autres. De la congruence entre principes, institutions et pratiques dépend le renforcement ou au contraire la fragilisation de ces dernières.

En Bolivie et au Brésil, mes enquêtes ont été marquées par le contexte d'ambitieux processus d'institutionnalisation des économies solidaires par les Etats au cours des années 2000 et 2010. Le degré d'alignement entre principes d'intégration économique, institutions et pratiques solidaires a alors été déterminé par un jeu complexe entre ces processus et par la capacité des actrices et acteurs des économies solidaires à faire reconnaître leurs propres modes de fonctionnement. Ce contexte m'a amenée à étendre mon cadre d'analyse de l'économie à une approche proprement politique de la pluralité, axée sur les processus et les espaces où les principes d'intégration économique sont disputés. Ce cadre comprend les espaces publics étatiques, où les catégories légales et d'action publique et les politiques publiques sont instituées. Il inclut de plus les institutions propres à l'économie populaire, ainsi que ses espaces publics autonomes et ceux de rencontre avec les acteurs étatiques, où les institutions sont disputées. Dans cette approche élargie de l'action publique, les capacités instituantes sont donc situées dans les espaces de la société civile, y compris les contre-publics subalternes, et non uniquement dans ceux de l'Etat (Laville *et al.*, 2005 ; Laville, 2010).

#### **III.1 Economies solidaires et social-communautaire en Bolivie : fabrique d'un biais indigéniste (M1, R4, A13)**

En Bolivie, dans le contexte du Processus de changement affiché par les gouvernements d'Evo Morales (de 2006 à 2019), les économies solidaires ont connu une opportunité

historique de reconnaissance par l'Etat, en même temps qu'un risque de réduction à des économies indigènes. L'Assemblée constituante (2006 à 2009) a d'abord ouvert une fenêtre d'opportunité, durant laquelle divers mouvements et plateformes d'économies solidaires se sont positionnées. La reconnaissance de l'économie « sociale-communautaire » (*economía social-communitaria*) dans la Constitution de 2009 a marqué une victoire en demi-teinte : à la fois avancée historique par rapport à la tentative de réduction de l'économie au principe de concurrence durant la période néolibérale ; et limitation de la diversité des économies solidaires à la seule économie social-communautaire. Après 2013, cette limitation est devenue patente, lorsque le gouvernement a approuvé une loi ne reconnaissant que deux catégories : les Organisations économiques communautaires (*Organizaciones económicas comunitarias*, OECOM) et les Organisations économiques paysannes (*Organizaciones económicas campesinas*, OECA) (loi n° 338 de janvier 2013).

Mes recherches au long de cette période, durant ma thèse de doctorat (2005 à 2009) puis en partenariat avec Fernanda Wanderley, dans le cadre du projet *International Comparative Social Enterprises Model* (2013 à 2015), ont interrogé ce processus. Nous avons montré que la catégorie d'OECA, qui a d'abord signifié Organisation économique associée (*Organización económica asociada*), et pas seulement paysanne, s'est consolidée dans les années 1990 (Betancourt, 1999). Les OECAs ont désigné des coopératives et associations dans le secteur agricole, de l'élevage et de l'artisanat et elles ont été présentes en milieu rural comme urbain. Dans les communautés rurales, les OECAs ont regroupé des habitant.es partageant une même spécialité productive, typiquement dans l'agriculture ou l'élevage, et elles ont organisé la commercialisation, l'achat d'intrants et d'équipements. Dans les périphéries urbaines, les OECAs ont été en majeure partie féminines, issues de trajectoires d'action collective des femmes, comme les « clubs de mères » et les associations de voisinage, souvent étroitement liées aux paroisses locales et aux réseaux catholiques d'action sociale (Sandoval & Sostres, 1989 ; Zapp, 1994). Deux plateformes, la Coordination d'Intégration des OECAs (*Coordinación de Integración de Organizaciones Económicas Asociadas*, puis *Campesinas*, CIOEC) et le Réseau national bolivien de commercialisation communautaire (*Red Nacional de Comercialización Comunitaria*, RENACC), ont organisé les OECA du niveau local au niveau national. Elles ont articulé actions politique et économique, à partir d'espaces de la société civile au contact avec les pouvoirs publics. Au niveau municipal, dans le cadre de politiques de décentralisation et de partenariat public-privé, à partir de 1994, ces espaces ont visé la construction de marchés solidaires au niveau local et la participation des OECAs aux marchés publics

d'aliments (Commandeur, 1999). Dans l'ensemble, les solidarités dans les OECAs ont été basées sur une articulation entre intérêts individuels et collectif, à travers l'accès à des marchés publics ou solidaires (M1, R4).

Après l'élection d'Evo Morales, les plateformes de représentation des OECAs se sont fédérées dans le Mouvement d'économie solidaire et de commerce équitable (MESyCJ), qui a tenté de porter des propositions communes à l'Assemblée constituante (Plataforma Permanente Multisectorial para la Economía Solidaria y el Comercio Justo en Bolivia, 2007). Répondant au discours du parti gouvernemental sur l'économie social-communautaire d'origine indigène, elles ont affirmé une ascendance paysanne des OECAs, cherché à justifier le type de solidarité qui y est pratiquée et à établir des alliances avec les confédérations indigènes. Cette tentative de rapprochement a été limitée par un Pacte d'unité (*Pacto de unidad*), liant le parti gouvernemental à ces confédérations. La reconnaissance de deux catégories séparées, d'OECA – désormais organisation économique paysanne – et d'OECOM, dans la loi de 2013, et l'appui préférentiel du gouvernement à cette dernière, a délégitimé les organisations urbaines en même temps qu'elle a marqué les limites de ce rapprochement. Alors que les OECA ont été fondées sur des solidarités électives, sur la base d'un intérêt collectif construit dans l'organisation des activités de production, de commercialisation et de financement, les OECOM ont été définies par le gouvernement et les confédérations indigènes comme des organisations de base territoriale, devant impliquer l'ensemble des habitants d'une communauté dans un même objectif économique.

Dans le projet *International Comparative Social Enterprises Model*, nous n'avons pu identifier aucune organisation répondant à ces critères dans les municipalités rurales du Nord de l'Altiplano où nous avons réalisé notre enquête. Un entretien, en 2014, auprès du Vice-Ministre chargé de mettre en place une politique de soutien aux OECAs et OECOMs au sein du Ministère de Développement productif et d'Economie plurielle, a confirmé que « l'effort de re-sémantisation » de l'économie par le gouvernement n'avait pas pour l'heure abouti à une « définition opérationnelle de la catégorie d'OECOM ». Cette catégorie a témoigné d'une transformation radicale du rapport de force politique dans l'Etat bolivien en relation avec la période néolibérale. Mais, en posant l'hypothèse de solidarités ethniques et de base territoriale, liées à la naissance ou au mariage dans une communauté et opposées au marché, elles ont enfermé cette catégorie dans une définition étroite qui l'a déconnectée des pratiques et des relations de solidarité existantes (R4, A13).

L’expérience bolivienne montre le processus par lequel un biais, ici indigéniste, dans l’institutionnalisation des économies solidaires par l’Etat a émergé et s’est consolidé. Ce biais a survécu d’un processus politique dans lequel l’alliance entre acteurs gouvernementaux et confédérations indigènes a dominé l’espace politique, écartant les acteurs issus d’autres trajectoires, comme ceux liés au Mouvement d’économie solidaire et de commerce équitable. Les confédérations indigènes se sont imposées comme représentantes des économies solidaires, délégitimant les formes de solidarité pratiquées dans les autres trajectoires, de l’économie solidaire et du commerce équitable, des organisations de femmes des secteurs populaires et de l’action sociale de l’Eglise catholique. Ces trois dernières catégories ont vu leur capacité instituante fortement réduite, alors que le biais indigéniste se consolidait dans la catégorie d’OECOM. Peu à peu, l’ensemble des économies solidaires ont été marginalisées par une politique gouvernementale tournée de plus en plus ouvertement vers un capitalisme d’Etat, axé sur de nouvelles entreprises publiques et sur le contrôle des ressources naturelles, y compris sur les terres indigènes (Perrier-Bruslé, 2012, Ruesgas, 2014). La redistribution de ressources publiques, sous forme de transferts monétaires, est devenu le principe dominant de cette économie, aux côtés des principes de *householding* et de marché-concurrence, jamais abandonnés dans l’économie populaire. Les limitations dans l’articulation entre espaces publics institués et autonomes, représentant différentes trajectoires et types d’économies solidaires, a fortement impacté la pluralité économique (A13).

Par un processus comparable en Equateur, l’institutionnalisation de l’économie populaire et solidaire, initiée par l’Assemblée nationale constituante (en 2007 et 2008), pendant les gouvernements de Rafael Correas (de 2007 à 2017), a induit d’importants décalages par rapport aux trajectoires historiques des acteurs de cette économie. Les cadres de l’économie marchande, de la formalisation, de la productivité et de la professionnalisation ont prédominé chez les acteurs étatiques, poussant ceux de l’économie populaire solidaire à différentes stratégies, allant de la coopération, à la distanciation et à la résistance (Ruiz-Rivera, 2019).

### **III.2 Economie solidaire au Brésil : entre émancipation, dépendance et biais de genre des politiques (A24, C27, C47, C48, C49)**

Au Brésil, l’institutionnalisation de l’économie solidaire à travers de politiques locales, puis fédérales (de 2003 à 2016), a reposé sur des espaces également complexes de relations entre gestionnaires publics, organisations d’appui et organisations de travailleurs et tra-

vailleuses de l'économie solidaire. Les organisations d'appui, telles que fédérations syndicales, organisations sociales de l'Eglise catholique progressiste, ONG et mouvements sociaux ont été à l'origine du Forum brésilien d'économie solidaire, qui a, à son tour, donné naissance au Secrétariat national à l'économie solidaire (SENAES) puis à une politique fédérale (Lemaître, 2009). Le Forum a alors été chargé à la fois de renforcer le mouvement d'économie solidaire depuis la base et d'articuler ses demandes en vue de l'élaboration de la politique publique. Les Forums, aux différents niveaux de politiques d'économie solidaire (fédéral à local), et l'ensemble des espaces de délibération et de contrôle social, tels que Conseils, Plénières et Coordinations d'économie solidaire ont été institués comme espaces tripartites entre gestionnaires publics (*Gestores públicos*), entités d'appui et de promotion (*Entidades de Apoio e Fomento*) et « initiatives » économiques solidaires (*Empreendimentos Econômicos Solidários, EES*). Les EES ont été définies comme des organisations permanentes, possédant ou non un registre légal ; collectives, de type supra-familial ; réalisant des activités économiques de production (biens, services, crédit), de commercialisation ou de consommation solidaire ; dont les membres exercent collectivement la gestion des activités et l'allocation des résultats de l'activité économique (SENAES, 2013, p. 1).

Cette architecture a traduit la vision de l'économie solidaire comme mode de production et de distribution, reposant sur ses propres institutions économiques et politiques, suscitées par le mode de production capitaliste, mais pouvant se développer de manière autonome vis-à-vis de lui. Paul Singer, militant syndical, professeur d'économie à l'Université de São Paulo, puis Secrétaire national d'économie solidaire plébiscité par le Forum brésilien (de 2003 à 2016), a développé cette vision, qui s'est diffusée à travers de multiples canaux dans le mouvement d'économie solidaire. Elle pose la gestion démocratique, implantée au niveau des EES et d'un « secteur » intégré d'économie solidaire, articulant EES et institutions financières, de commercialisation, de diffusion de savoirs et de relations avec le gouvernement, comme condition clé d'un développement autonome (Singer, 2000). Au niveau des EES, la gestion démocratique repose sur l'autogestion par les travailleurs, selon le principe que « tous ceux qui travaillent dans l'entreprise participent à sa gestion et tous ceux qui participent à sa gestion travaillent dans l'entreprise » (Singer, 2006, p. 294). Dans le secteur de l'économie solidaire, la composition tripartite des espaces de co-construction et de contrôle social des politiques publiques doit permettre la gestion démocratique.

Afin de démocratiser l'économie, cette vision a misé sur une articulation ambitieuse entre espaces publics autonomes de la société civile dans les EES et espaces tripartites, à la frontière entre société civile et gouvernement. Elle a de plus supposé des relations de réciprocité horizontales entre travailleurs, leur permettant de s'émanciper de la domination du capital caractéristique des entreprises soumises à l'hétérogestion du travail par le capital. La force du modèle brésilien d'économie solidaire, devenu une des principales références au niveau international (Vaillancourt, 2013 ; Utting, 2015), réside dans la cohérence de ce modèle d'économie proprement politique. Cependant, sa mise en pratique a reposé sur des équilibres fragiles : vis-à-vis des autres politiques économiques et sociales, qui sont restées tournées vers le marché du travail conventionnel et l'assistance sociale ; et de manière interne, entre ses trois composantes – gestionnaires publics, entités d'appui et de promotion et ESS (Sanchez, 2012). L'autonomie des travailleurs et travailleuses des EES vis-à-vis des gestionnaires publics et des entités d'appui et de promotion, la consolidation des EES, leurs possibilités réelles d'émancipation et la solidité des politiques d'économie solidaire ont été des débats constants (C27 ; voir aussi Medeiros & Dubeux, 2005 ; Schwengber *et al.*, 2005 ; França Filho, 2006)

Dans la recherche sur « Economie solidaire, transversalités et intersections : entre institutionnalisation, construction de sujets politiques et crises », à Osasco (périphérie de São Paulo) avec Fábio Sanchez, j'ai abordé ces questions depuis le niveau local, en restituant les trajectoires et points de vue de ces trois parties prenantes. Les membres des EES – chômeurs et travailleurs informels, hommes et surtout femmes pauvres, racisées pour la plupart – sont le plus souvent arrivés dans le Forum, le Centre public et l'Incubateur municipal du Programme municipal *Osasco Solidária* par le biais de l'assistance sociale. Ils n'ont pas été à l'origine de ce Programme, qui a résulté de l'action d'organisations d'appui, notamment Caritas, d'un réseau de gestionnaires publics en économie solidaire et des ressources financières émanant des appels d'offre du SENAES. Les espaces du Programme ont été dominés par ces acteurs, qui ont axé l'économie solidaire sur l'autogestion dans des associations et coopératives de travailleurs, comme forme organisationnelle privilégiée des EES.

Pour les travailleurs et travailleuses, le Programme *Osasco Solidária* a signifié un changement en pratique de leur mode de génération de revenus, leur permettant de s'émanciper du marché du travail et de relations de travail dans les entreprises conventionnelles marqués par le racisme, le sexism, l'exclusion et l'humiliation. Il leur a aussi permis d'être reconnus comme sujets de politique publique, transformant radicalement leur rapport à

l'Etat en relation avec leur statut antérieur de chômeurs et d'assistés. Cependant, les travailleuses et travailleurs ont aussi été dépendants des ressources captées par les gestionnaires publics et les entités d'appui et de promotion et obligés de suivre le modèle d'EES pour y accéder. La composition tripartite du Forum municipal d'économie solidaire, différente d'un mouvement de travailleurs, a alimenté cette dépendance. Celle-ci n'a pas empêché les critiques, notamment d'un groupe de travailleuses se présentant comme l'*« équipe de la terreur »* (*turma do terror*). Lors des réunions, ces femmes ont défié les gestionnaires publics, les accusant ouvertement de « vouloir montrer une chose [les EES] qui n'existe pas » dans la réalité et faisant valoir que le modèle de travail à plein temps et à horaires fixes dans les EES est incompatible avec leur travail domestique et leur éloignement du centre-ville (A24, C27).

Pour les travailleuses et travailleurs, cette expérience a mêlé émancipation et dépendance sans nécessaire soumission. Toutefois, l'expression de leur point de vue n'a pas remis en cause le modèle diffusé et institué à l'échelle du Brésil par le SENAES. A Osasco comme dans d'autres territoires ou municipalités, notamment São Paulo, un mouvement fort et autonome d'économie solidaire ne s'est pas formé (Schwengber *et al.*, 2005). A Osasco, ce déficit s'est traduit par un soutien local limité lorsque le gouvernement municipal a remis en cause l'orientation du Programme, en 2015. Combinée à d'autres facteurs de fragilité, notamment la difficulté à garantir la continuité du programme par une loi municipale pérenne d'économie solidaire et la désignation des cadres sur la base de « postes de confiance » (*cargos de confiança*), plutôt que de concours de la fonction publique locale, cette situation a finalement conduit au licenciement de la coordinatrice et à la réorientation d'*Osasco Solidária* vers la promotion des micro-entreprises.

Cet exemple illustre la complexité de la démocratisation des principes économiques fondée sur l'articulation entre espaces publics autonomes et institués du niveau local au niveau national. A Osasco et dans divers autres territoires du Brésil, cette démocratisation a avancé et a contribué à l'émancipation des travailleuses et travailleurs. Cependant, elle a aussi été limitée par le déficit d'autonomie de ces derniers pour faire évoluer le modèle d'économie solidaire en tenant compte des contraintes et pratiques découlant de leur position sociale. Comme dans le cas bolivien, l'écart entre pratiques et institutions a abouti à Osasco à une normalisation de la politique d'économie solidaire, ici par le modèle marchand et entrepreneurial de la micro-entreprise

Ma recherche auprès de l'Association de femmes dans l'économie solidaire de São Paulo (AMESOL), en partenariat avec l'UFSCar (Fabio Sanchez, Beatriz Schwenck, Fernanda Cristina Mello et Milena Lima e Silva) et la SOF (Maria Fernanda Marcelino et Vera Machado), a approfondi l'analyse des écarts entre pratiques et politique d'économie solidaire. En nous plaçant auprès des femmes de cette association, nous avons montré l'omniprésence de pratiques solidaires : échange d'idées et de savoir-faire dans la fabrication de produits artisanaux, échange de contacts pour la commercialisation, voire commercialisation pour le compte d'autres femmes lors du marché mensuel de l'AMESOL, garde d'enfants à tour de rôle pendant ce marché, mutualisation de l'achat de matières premières et de l'usage d'équipements, prêts, voire dons d'argent en cas de maladie ou d'accident. Ces pratiques solidaires, récurrentes et consistantes, sont l'essence de l'AMESOL, sans lesquelles la trentaine d'initiatives qui le composent ne pourraient pas exister, de l'avis de plusieurs productrices. Ces pratiques s'étendent aussi au-delà de l'association, le long de réseaux informels d'économie politique liés aux politiques locales d'économie solidaire, ainsi qu'aux mouvements sociaux (féministe, noir, des travailleurs sans terre, etc.). Ces pratiques répondent de manière fluide aux opportunités offertes par ces réseaux, telles que marchés et commandes lors d'événements politiques, tout en s'adaptant aux capacités de production et de déplacement des femmes.

Pourtant, ces pratiques solidaires ne répondent pas à la catégorie d'EES, qui requiert que la solidarité soit contenue dans des organisations tournées vers la production ou la consommation, autogérées, permanentes et collectives de type suprafamilial. Nous avons pointé le biais de genre de cette catégorie, qui reflète l'expérience d'organisations masculines, notamment les coopératives de production et les fabriques récupérées, dans lesquelles l'emploi coopératif à temps plein fondé sur l'autogestion remplace l'emploi salarié fondé sur l'hétérogestation (Singer, 2002 et 2006). Cette catégorie exclut les initiatives de femmes des périphéries urbaines comme celles de l'AMESOL, que leur responsabilité pour le travail domestique et de *care*, décuplé par des conditions de vie précaires (maladie, chômage, accidents), empêchent d'avoir une activité productive à heures fixes, hors de leur domicile et donc « permanente » au sens du SENAES. De ce fait, les initiatives d'économie solidaire de ces femmes sont pour la plupart informelles, de petite taille et fréquemment interrompues par ces responsabilités ; elles s'appuient de manière *ad hoc* sur les réseaux de proximité, familiaux et féminins, en fonction des commandes, des besoins de transport et de *care* ; et sur ceux, plus larges, liés aux politiques d'économie solidaire et aux mouvements sociaux (A24, C47, C48, C49 ; voir aussi Schwenck, 2019).

Le type de pratiques solidaires, basées sur la réciprocité et le *householding*, à la frontière entre l'association et les relations familiales et communautaires, sur la redistribution au sein de l'association et des réseaux de soutien, et sur la construction de marchés solidaires, ont été ignorées par le mode d'institutionnalisation de l'économie solidaire au Brésil. Le mouvement féministe (SOF, Marche Mondiale des Femmes) a politisé ces questions au sein de l'AMESOL, mais celles-ci ont difficilement été entendues dans les espaces des politiques d'économie solidaire. Cette limite reflète la relation inégale entre les contre-publics subalternes constitués par ces femmes et les espaces institués des politiques publiques. Elle résulte aussi d'un choix d'autonomie de ce mouvement féministe vis-à-vis des pouvoirs publics, fondamentalement différent du mouvement d'économie solidaire, qui a recherché l'inclusion dans les espaces étatiques (A24).

Dans ce contexte, la démonstration des pratiques solidaires des femmes par notre recherche a constitué une affirmation politique de première importance pour l'AMESOL, en reconnaissant la légitimité de leurs pratiques et de leur appartenance aux économies solidaires, au sens substantif. Elle a aussi suscité des craintes, étant donné que notre projet lui-même dépendait d'un financement destiné au renforcement des EES au sens du SENAES. De manière réflexive, notre projet a donc mis en tension la catégorie d'EES avec la reconnaissance de pratiques solidaires par notre groupe d'universitaires brésiliens et français, dans des espaces de dialogue avec des femmes subalternes. La décision des femmes de l'AMESOL de signer de leurs noms les nombreux témoignages du livre issu de ce projet (Sanchez *et al.*, 2022) a marqué une importante auto-affirmation de leur légitimité comme sujets des économies solidaires.

### **III.3 Economie solidaire, agroécologie et biais de genre au Brésil : regards croisés (A23, A29, C33)**

Le constat du biais de genre des politiques d'économie solidaire m'a finalement conduite à approfondir l'analyse de la place des femmes et d'organisations féministes dans le processus d'institutionnalisation des économies solidaires au Brésil. Dans l'enquête du projet « Feminist Analysis of Social and Solidarity Economy : Views from Latin America and India », en partenariat avec la SOF, j'ai abordé le cas du mouvement d'agroécologie, où une alliance féministe a réussi à influencer les politiques publiques (A23, C33). La thèse de doctorat de Beatriz Schwenck approfondit par ailleurs les conditions d'autonomie économique et

politique des organisations de femmes dans l'économie solidaire (Schwenck, 2020 ; voir chapitre 1, II.2.2). Dans un article commun, nous avons croisé l'analyse de ces deux expériences, de sorte à identifier les conditions clés pour la prise en compte de la position des femmes et du principe de *householding* dans l'institutionnalisation des économies solidaires (A29).

Mon enquête auprès des leaders et dans les espaces de rencontre de l'alliance féministe du mouvement agroécologique a montré que ses racines remontent aux années 1980 et 1990 et sont constituées par deux principales composantes. La première correspond aux organisations et aux mouvements dits « autonomes », c'est à dire non mixtes, de paysannes (*cAMPONeSAS*) et de travailleuses rurales (*trabalhadoras rurais*) qui se sont mobilisées autour de demandes non prises en compte dans les organisations mixtes. Alors que ces organisations, telles que syndicats et Mouvement des travailleurs sans terre du Brésil (MST), revendiquaient l'accès à la terre, aux droits sociaux et aux politiques agricoles, les obstacles rencontrés spécifiquement par les femmes dans ces domaines (titres de propriété au nom des hommes, non reconnaissance comme travailleuses et sujets de droits) n'étaient pas abordés. A la fin des années 1990, la « Marche des Margaridas » a agrégé ces demandes locales en une « action de masse », qui a interpellé le gouvernement et la société lors de rencontres à Brasilia qui ont réuni jusqu'à 100 000 femmes, en 2000, 2003, 2007, 2011, 2015 et 2019 (Jalil, 2009 ; Butto Zarzar, 2017 ; Prévost, 2019). La seconde composante correspond à des militantes féministes dans des ONG, notamment la SOF, qui se sont structurées en réseau et ont consolidé une double critique : des dégâts socio-économiques et environnementaux de l'agriculture intensive et patronale ; et des inégalités de pouvoir au sein des structures de l'agriculture familiale, occultant le travail domestique, agricole et de *care* non rémunéré (cultures vivrières, plantes médicinales, maintien des ressources en eau, diversité des semences, etc.) socialement assigné aux femmes (Nobre, 2015).

Ces deux composantes ont convergé en une alliance féministe au début des années 2000, dans le contexte des mobilisations qui ont mené à la première élection du Président Lula. Cette alliance a renforcé la Marche des Margaridas et a donné naissance au Groupe de femmes de l'Articulation nationale d'agroécologie. Ce Groupe a obtenu la participation des femmes dans toutes ses instances et la parité de représentation entre hommes et femmes lors des rencontres (Siliprandi, 2015). A partir de là, l'agroécologie a été affirmée dans ces espaces comme modèle alternatif à l'agriculture intensive et patronale et à la domination masculine, y compris dans l'agriculture familiale. Durant le cycle politique du Parti des travailleurs,

ces mobilisations ont abouti à des politiques publiques co-construites avec les leaders paysannes, les militantes féministes et les autres acteurs sociaux. Par exemple, un quota de 50% de femmes bénéficiaires et de 30% d'agentes femmes exécutant la Politique nationale d'assistance technique et d'extension rurale en agroécologie a été institué. La reconnaissance des paysannes et travailleuses rurales comme sujets de politiques publiques et comme productrices de valeur dans les espaces proximité des maisons (potager, basse-cour, verger...) a été un point clé de cette construction. Ces politiques ont aussi connu des limites, notamment dans leur portée quantitative. Malgré cela, la critique radicale de la double domination, de classe et de genre, construite par cette alliance a exercé une pression continue sur les espaces institutionnels et sur le gouvernement. Cette pression a contenu le risque de normalisation des initiatives d'agroécologie par l'Etat et a contribué à l'autonomie politique de l'ensemble du mouvement agroécologique, dans la mesure où elle a en permanence affirmé la valeur du travail de *care* et le principe de *householding*, évitant une réduction techniciste et marchande de l'agroécologie (Filipak, 2017 ; Moreira *et al.*, 2018).

Ces conditions n'ont pas été réunies dans le mouvement d'économie solidaire, où un Groupe de femmes, alliant travailleuses, militantes et membres d'ONG, ne s'est constitué au sein du Forum brésilien qu'en 2008. Bien qu'il ait été animé par un objectif similaire, de rendre visible le travail de *care* effectué par les femmes dans la sphère familiale et ses impacts sur leur participation à l'économie hors de cette sphère, ce Groupe n'a pas bénéficié d'une base comparable dans des espaces de la société civile. Ses membres ont eu pour stratégie de pénétrer l'Etat, notamment en occupant des postes ou en effectuant des missions de咨询ance auprès du gouvernement. Elles ont obtenu la première et unique politique fédérale visant à soutenir spécifiquement les femmes dans l'économie solidaire : le projet « Brésil local : économie solidaire et économie féministe » (de 2010 à 2012). Ce projet a permis des actions dans neuf états brésiliens (sur les 26 existants) et la création du Réseau d'économie solidaire féministe (RESF). Toutefois, ce Groupe n'a pas pu contenir le biais androcentrique de la catégorie d'EES, ni renforcer le mouvement d'économie solidaire dans sa relation avec l'Etat. Le soutien aux pratiques économiques solidaires des femmes, ancrées dans le principe de *householding*, s'est concentré dans des actions locales, comme dans le cas de l'AMESOL (A29).

## **IV. Tenir compte de la complexité : pluralité économique et niveaux institutionnels**

### **IV.1 Des configurations plurielles sous tension : ancrage socioéconomique et sociopolitique (A19, A22, E4)**

La distinction entre les quatre principes d'intégration économique, combinée à l'analyse des processus d'institutionnalisation des économies solidaires, permet finalement de revenir vers les pratiques et les organisations locales, en les abordant dans un cadre d'économie plurielle, institutionnelle et politique. Vues depuis les acteurs des économies solidaires, les différentes institutions nées de ces processus mettent à disposition des ressources, telles que marchés publics, solidaires, articulations et réseaux d'économie politique. Elles s'articulent avec leurs propres espaces et ressources, générant des entremêlements singuliers des différents principes d'intégration économique. Emancipation et soutenabilité ne sont garantis par aucun des quatre principes. Ils dépendent de modalités spécifiques de chacun d'eux et de ces entremêlements singuliers.

Mon approche normativement ouverte des quatre principes converge avec l'argument de Nancy Fraser, selon lequel l'émancipation entretient des relations dialectiques avec le processus de marchandisation autant qu'avec celui de protection, formant un « triple mouvement », plutôt que le double mouvement, de marchandisation et protection de la société, identifié par Polanyi. Les marchés, selon Fraser, peuvent être émancipateurs, « par exemple, lorsque [ils] sont introduits dans les économies dirigistes bureaucratisées ou lorsque le marché du travail s'ouvre aux anciens esclaves » (Fraser, 2013, p. 60). C'est aussi le cas lorsque des marchés solidaires permettent à des groupes subalternes de générer des revenus. La nature des institutions de marché, non réductible au principe de marché-concurrence, doit toujours être examinée avec soin (E4 et partie I ci-dessus). Symétriquement, le contenu éthique et normatif des institutions, étatiques, ainsi que communautaires et familiales, sur lesquelles s'appuient les protections, doivent être interrogés pour mettre à jour les multiples formes, telles que dépendance, exclusion ou encore oppression, par lesquelles différentes formes de domination se perpétuent (A22). La même vigilance vaut pour la soutenabilité. Au nom du progrès, les économies de marché, autant que les économies planifiées du XX<sup>e</sup> siècle, axées sur la redistribution étatique, ont détruit l'environnement. Qu'une gestion des ressources en communs, pou-

vant mobiliser les principes de *householding* et de réciprocité, soit durable, dépend du strict respect d'un ensemble de règles et de sanctions (Ostrom, 1990).

L'insertion des organisations d'économies solidaires dans différentes institutions et principes d'intégration économique et le résultat de cette insertion, dépend d'un ancrage, socio-économique et socio-politique. Fondé notamment sur les réseaux de proximité et d'économie politique, sur les alliances avec des ONG, des mouvements sociaux et des gestionnaires publics, cet ancrage détermine la capacité des organisations à mobiliser ressources, institutions et principes de manière spécifique. Le concept d'ancrage permet ainsi d'aborder l'encastrement de l'économie, au sens d'étayage dans les relations sociales, en adoptant le point de vue des organisations. Il rend compte des relations spécifiques entre les principes d'intégration économique apparaissant aux différents niveaux institutionnels. Ces relations peuvent consister en un renforcement mutuel, comme entre principes de réciprocité et de redistribution dans les organisations d'économie solidaire et de commerce équitable d'El Alto (partie II), mais aussi générer des tensions, lorsque les principes entrent en contradiction les uns avec les autres. Ainsi, mon approche de l'économie plurielle débouche sur une analyse multiscalaire de la manière dont les ressources, institutions et principes sont mobilisés, permettant de saisir les multiples conditions de démocratisation de l'économie populaire grâce à des relations de solidarité et à des espaces de délibération à différents niveaux.

Dans la recherche avec Isabelle Guérin, Genauto França Filho et Ósia Vasconcelos auprès des banques communautaires de développement (BCD) au Brésil, nous avons analysé ces niveaux en considérant l'objectif de gestion solidaire et démocratique des ressources financières en commun des BCD. Nous avons mis en évidence les dispositifs visant à instituer des espaces locaux de délibération nécessaires à ce type de gestion, tels qu'éducation populaire, projets et monnaies sociales inscrites dans le tissu socio-économique, dans une vision de développement local et de réappropriation citoyenne de la monnaie (J. Blanc, 2006 et 2009). En même temps, nous avons constaté leur interaction avec le consumérisme et le surendettement, les stratégies individualistes et les protections hiérarchiques présentes dans l'économie populaire des quartiers où les BCD sont implantées (voir aussi Narring, 2022). Au-delà du niveau local, nous avons pointé les tensions dans les sources de financement, notamment celles liées au SENAES, où, dans le contexte de la fin du gouvernement de Dilma Rousseff en 2016, des critères marchands et bureaucratiques dans l'octroi de subventions ont pris le dessus sur les principes solidaires et démocratiques initiaux. A ces deux niveaux, des territoires et

des partenaires plus larges des BCD, nous avons mis en évidence les combinaisons entre principes d'intégration économique et les efforts d'acteurs qui cherchent, au prix de tensions permanentes, à faire prévaloir la gestion solidaire et démocratique sur les logiques et pratiques contraires. Nous avons argumenté que cette construction repose sur un ancrage indissociablement socioéconomique et sociopolitique des BCD à ces deux niveaux. Nous avons mis en évidence le processus continu, multiscalaire et à l'issue indéterminée de délibération et de légitimation, tant auprès des habitants et avec eux, qu'avec les partenaires institutionnels, qui forge cet ancrage et renouvelle la capacité instituante des BCD (A19).

Au plan théorique, nous avons donc affirmé une approche opposée à celle, néoclassique, de l'équilibre présumé des forces du marché, selon laquelle les institutions (notamment le droit de propriété) amélioreraient la coordination marchande. Notre approche a aussi divergé de la théorie des coûts de transaction, qui suppose que l'évolution institutionnelle minimiserait ces coûts (Coase, 1988 ; Williamson, 1979). Par son attention portée aux forces politiques qui modèlent les institutions dans un sens indéterminé, ce cadre s'éloigne de fait de toute approche fonctionnelle des institutions. Il s'inscrit, avec Polanyi, dans une acceptation de la contingence historique, nécessaire pour éviter l'écueil économiste d'une lecture déterministe de l'évolution institutionnelle (Maucourant & Plociniczak, 2007).

#### **IV.2 Articuler principes d'intégration économique et niveaux d'ancrage, analyser la démocratisation de l'économie (A21, A23, A28, A30, E8)**

Dans la recherche auprès du Réseau agroécologique de femmes agricultrices RAMA, en partenariat avec la SOF, nous avons appliqué ce cadre pour produire une analyse multiscalaire, inséparablement matérielle et politique, des conditions de transformation d'une économie de subsistance grâce à la pluralité économique. Notre analyse est partie des conditions précaires de ces femmes, comme résultat de limitations (foncières, d'accès aux marchés, techniques) propres aux communautés subalternes de la région et à la condition féminine locale (espaces agricoles de petite taille autour des maisons, faible autonomie de décision, violence domestique). Le principe de *householding* prévalait dans des pratiques de subsistance familiale ou communautaire souvent oppressives et faiblement articulées aux autres principes économiques. La réciprocité était limitée à des relations de proximité, alors que l'accès aux marchés, sous la forme de la vente des produits agricoles dans les programmes brésiliens d'achat public (Programme d'acquisition d'aliments, Programme national d'alimentation scolaire),

n'était mis en œuvre que dans certaines communautés et était en train d'être démantelé par le gouvernement de Michel Temer (à partir de 2016).

Face à cette situation, la démocratisation des rapports sociaux *via* la conception, féministe, de l'agroécologie portée par la SOF a consisté à organiser les femmes depuis le niveau local pour construire progressivement d'autres relations économiques permettant d'augmenter et de diversifier la production, la consommation et les revenus. Le travail non rémunéré des femmes, destiné à l'autosuffisance, a d'abord été valorisé au plan symbolique, notamment à l'aide de Carnets agroécologiques où cette production a été notée et additionnée afin de démontrer son importance (Alvarenga *et al.*, 2018). L'accès à plusieurs canaux de commercialisation *ad hoc*, tels que marchés et magasins d'économie solidaire et groupes de consommation responsable, a par ailleurs été mis en place. Cette construction a reposé sur les contacts de la SOF, mais aussi sur une nouvelle organisation des paysannes dans des espaces de proximité (groupes locaux et RAMA) visant l'apprentissage de l'organisation collective. Jamais exempts de différends, voire de conflits, ces espaces ont néanmoins permis de définir des critères d'équité dans la répartition des commandes et dans les prix, qui ont fondé de nouvelles relations entre paysannes et avec les consommateurs articulant réciprocité et marché-concurrence. La réciprocité entre paysannes a été soutenue par la SOF, qui a redistribué des ressources (humaines, techniques, financières) qu'elle a elle-même tirées des politiques publiques, puis de projets de coopération internationale. Le RAMA a de plus bénéficié de ressources directes du gouvernement municipal (mise à disposition d'un camion), obtenues au prix de la démonstration permanente de l'importance de l'organisation des femmes pour la municipalité, en plus du soutien des réseaux de consommateurs (prix « équitables », participation à l'effort logistique). Notre recherche a participé à cette démonstration, en fournissant des chiffres (ventes, production) mettant en évidence le travail des femmes, que nous avons présentés aux décideurs politiques locaux.

La démocratisation de l'économie de subsistance, axée sur le principe de *householding*, s'est appuyée sur plusieurs relations au niveau local, qui ont permis des formes de réciprocité et de redistribution. Les relations de solidarité entre paysannes et de la SOF envers les paysannes, bien qu'inscrite dans des différences de position sociale, a stabilisé les principes de réciprocité et de redistribution par un engagement sur la durée, ancré dans des valeurs de justice sociale et dans l'objectif de construction du mouvement féministe. La relation de soutien des pouvoirs publics municipaux vis-à-vis du RAMA est par contre restée soumise

aux intérêts politiques locaux et est demeurée instable. Parallèlement, les pratiques marchandes ont été développées, mais le principe de marché-concurrence a été soumis aux décisions collectives au sein du RAMA et avec des consommateurs engagés, ce qui a permis aux femmes d'obtenir des prix globalement justes de leurs produits et des relations d'échange plus solides. Dans la recherche sur « Vulnérabilité et résilience des agricultrices agroécologiques face à la pandémie de Covid-19 », en partenariat avec la SOF et le RAMA, ainsi qu'avec le Centre de technologies alternatives (CTA) et l'Université fédérales de Viçosa (Minas Gerais), nous avons constaté la solidité de ces relations. Dans les deux régions, les marchés solidaires de produits agroécologiques ont résisté à l'interruption de la plupart des canaux conventionnels de vente sous l'effet de la pandémie au premier semestre 2020. Consommateurs, paysannes et militants locaux se sont mobilisés pour maintenir la l'approvisionnement, dont le volume a été décuplé pendant l'année 2020 (A21 ; A23 ; A30 ; E8).

Dans le cas du RAMA, l'articulation complexe de différents principes économiques au niveau local s'est, à son tour, appuyée sur le travail de mobilisation politique entrepris par la SOF dans des espaces publics et politiques plus larges. Le Groupe de femmes de l'Articulation nationale d'agroécologie, dont la SOF est un membre actif, a obtenu une reconnaissance de la spécificité et de la valeur du travail agricole des femmes dans la politique fédérale d'assistance technique en agroécologie pour les femmes (voir III.3 ci-dessus). Les Carnets agroécologiques, qui ont mis en valeur la production des femmes, ont fait partie d'une politique pour le renforcement des « Jardins productifs agroécologiques » (*Quintais produtivos agroecológicos*) obtenue par ce Groupe, fruit de son ancrage politique. Au niveau du Vale do Ribeira, la SOF a de plus noué des alliances avec des organisations mixtes d'agroécologie et avec un mouvement local de « communautés et peuples traditionnels », qui ont permis d'affirmer politiquement la capacité des populations à prendre soin de l'écosystème forestier à travers leurs pratiques agricoles. Le RAMA s'est progressivement positionné dans une écologie politique revendiquant la valeur du travail de *care* socio-environnemental, opposé à la fois à la marchandisation du territoire et aux politiques de conservation environnementale excluant les populations locales (Bim, 2012 ; Bernini, 2015). Dans ce contexte, les paysannes du RAMA ont affirmé leur vision de la soutenabilité, basée sur le *care* et sur une économie plurielle et solidaire (A23 ; A28 ; E8).

Dans ce cas également, ancrage sociopolitique et socioéconomique au niveau local et aux niveaux plus larges du territoire, des mouvements sociaux et des politiques publiques se

sont renforcés, permettant de consolider une économie plurielle et solidaire. Face à la situation initiale de précarité et d'oppression, le processus de transformation a consisté à accroître collectivement l'autonomie des paysannes par le développement de relations de solidarité égalitaire. Ce processus, même s'il reste inabouti – toujours sujet, notamment, à des renégociations des rapports de genre et à une surcharge de travail des femmes – n'en est pas moins significatif. Il s'est basé sur une conception collective de l'autonomie et de l'émancipation des femmes grâce à une économie solidaire. Il a affirmé simultanément l'importance des revenus monétaires et de la valorisation de la production destinée à l'autoconsommation, dans une vision de l'économie avec marché, mais non réduite au marché. D'un point de vue théorique, il montre la possibilité d'infléchir des relations d'interdépendance oppressives vers des relations plus égalitaires en se fondant sur une articulation des quatre principes économiques et sur une démocratisation de chacun d'eux dans des espaces aux différents niveaux de définition des rapports sociaux (A21 ; A23).

## Conclusion

Déceler les pratiques solidaires et analyser leur place face aux modèles dominant du néolibéralisme autoritaire au Brésil et du capitalisme d'Etat en Bolivie demande un cadre d'économie plurielle qui décentre les marchés en les soumettant à l'analyse empirique et rétablit les principes économiques non marchands. L'approche substantive et institutionnelle de l'économie de Karl Polanyi offre pour cela un point de départ et une trame interdisciplinaire féconde. Interdisciplinaire, cette trame permet d'arrimer des contributions issues de l'anthropologie, de la sociologie et de la philosophie économiques et politiques, ainsi que de l'économie et de l'écologie politiques et féministes qui ont aiguisé la critique de Polanyi, notamment sa vision parfois idéalisée des principes non marchands et de la protection de la société.

Mes enquêtes auprès d'actrices et d'acteurs de l'économie solidaire et de l'agroécologie en Bolivie et au Brésil mettent en évidence les multiples failles des logiques de marché-concurrence et l'omniprésence des principes de réciprocité, de redistribution et de *householding* dans les pratiques locales. L'observation de ces pratiques m'a alors permis de proposer une actualisation des principes. Maintenant la distinction établie par Polanyi entre réciprocité et redistribution, j'ai élargi le modèle institutionnel qui fonde le principe de réciprocité de la symétrie vers celui, plus général, de complémentarité. Constatant

l'interpénétration entre le principe de marché-concurrence et celui de *householding*, j'ai de même élargi la définition du *householding* du critère d'autarcie vers celui de l'existence d'un groupe où domine la logique de partage du travail et des ressources pour l'usage de ses membres. Mon opérationnalisation a été guidée par la recherche de principes normativement ouverts, pouvant être, selon les configurations, positifs ou négatifs du point de vue des critères d'émancipation et de soutenabilité.

J'ai donc affirmé une approche politique, nécessairement contingente et à l'issue indéterminée de l'économie institutionnelle, déclinée aux trois niveaux d'analyse des principes d'intégration économique, des institutions et des pratiques. Cette approche considère les systèmes de valeurs et de justifications partagées qui fondent les principes dans la durée et peuvent structurer les rapports de production, à l'opposé d'une analyse mécanique des principes comme simples modalités d'échange et de circulation. Un double regard, critique et possibiliste, permet de déceler à la fois la manifestation des institutions dominantes et des rapports de domination, et les capacités de renégociation des rapports de force et de transformation des institutions. Les normes, valeurs et justifications sont au cœur de cette analyse institutionnelle, politique et dynamique, attentive aux contenus éthiques, aux tensions et aux rapports de force qui la font évoluer en pratiques.

Ce cadre a orienté mon analyse des processus d'institutionnalisation des économies solidaires en Bolivie et au Brésil. A partir d'une approche élargie de l'action publique, située dans les pouvoirs publics et dans les espaces autonomes de la société civile, j'ai montré comment les valeurs, normes, justifications et institutions qui délimitent les économies solidaires ont été disputées. J'ai mis en évidence les articulations politiques qui ont permis la reconnaissance des économies solidaires par les Etats, mais qui ont produit simultanément des biais, indigéniste en Bolivie et masculiniste au Brésil, qui ont déligitimé certains acteurs, actrices et formes de solidarité. A la difficulté, en Bolivie, à reconnaître la place des institutions de marché dans les organisations d'économie solidaire, fait écho celle, au Brésil, à envisager les pratiques solidaires au-delà des organisations autogérées de travailleurs et travailleuses. Les expériences de ces deux pays montrent néanmoins les possibilités d'économie proprement politique. Dans le cas de l'agroécologie au Brésil, une alliance entre des militantes féministes et des paysannes dans des contrepublics subalternes, a réussi à faire pression sur l'Etat pour tracer une voie alliant soutenabilité et émancipation des femmes par une reconnaissance de la valeur de leur travail de *care* socio-environnemental réalisé à partir de la sphère domestique.

De manière transversale, mon analyse a attiré l'attention sur plusieurs types de tension traversant l'économie plurielle : tensions sur les pratiques par défaut de reconnaissance et d'institutionnalisation ; tensions entre les logiques d'évaluation propres à chaque principe et à ses logiques de justification et se reflétant dans les prix ; tensions entre les principes exigeant des efforts permanents des acteurs des économies solidaires pour faire prévaloir leur logique à différents niveaux. Face à ces tensions, le concept d'ancre, inséparablement socioéconomique et sociopolitique, permet de rendre compte de la manière dont les acteurs construisent les espaces, relations sociales, valeurs et institutions qui ancrent leur économie à différents niveaux. Ce cadre met en évidence à quel point cet ancrage est fragile, loin de pouvoir être acquis par de simples statuts, formes organisationnelles ou politiques publiques. Il reste qu'il est possible d'infléchir des relations d'interdépendance oppressives vers des relations plus égalitaires en se fondant sur une articulation des quatre principes économiques et une démocratisation de chacun d'eux, sous des conditions que la rechercheaction peut contribuer à dévoiler et à renforcer.



## **Chapitre 3 – Reproduction et institutions de type domestique. Des protections aux solidarités**

### **Introduction**

En se centrant sur les initiatives de femmes dans l'économie solidaire et l'agroécologie, mon approche plurielle de l'économie a rencontré les études féministes qui ont théorisé la reproduction sociale, le travail et les institutions domestiques, et le travail de *care*. Divers champs et disciplines – de l'économie, de la sociologie et de l'anthropologie économiques, féministes et décoloniales – partant de l'Académie ou de la société civile, dans différents contextes et aires linguistiques, ont contribué à ce débat. Convergeant sur la nécessité de reconnaître le travail non rémunéré socialement assigné aux femmes, ces approches ont par ailleurs différé sur des points clé, comme les possibilités de transformation du système de reproduction sociale, la nature des institutions domestiques et la ou les origines de la domination masculine.

Au sein de ce vaste champ, ma démarche a consisté à identifier les approches utiles à la compréhension des conditions d'émancipation des femmes, de leurs liens avec ce que serait une reproduction sociale soutenable et à les mettre en dialogue entre elles et avec mon cadre d'analyse de la pluralité économique. Cette démarche a supposé un travail de généalogie et de traduction linguistique et interculturelle, entre des approches ancrées dans des courants théoriques et des débats politiques dans plusieurs régions du monde, et d'identification des controverses entre ces courants. Ce chapitre est organisé autour de deux principales lignes de ce dialogue, à partir de va-et-vient entre la littérature et mes résultats d'enquêtes, comme base d'une théorisation ancrée dans plusieurs contextes.

La première ligne de dialogue concerne la critique de la reproduction sociale – au sens de l'« ensemble des activités et des relations grâce auxquelles notre vie et notre capacité de travail se reproduisent jour après jour » (Federici, 2012, p. 18) – et les chemins de sa transformation. La critique de l'articulation injuste entre production capitaliste et reproduction sociale, basée sur l'extorsion de travail gratuit des femmes, a été formulée par des féministes matérialistes européennes dans les années 1970. Elle a été renouvelée par la suite par des autrices et auteurs, notamment latino-américains, qui ont pointé une crise plus large de la soutenabilité et de la reproduction de la vie, humaine et non humaine, en même temps que de nou-

veaux lieux de transformation sociale et d'action politique. Dans la première partie de ce chapitre, je reconstitue les différentes facettes de ce débat, en me centrant sur les courants européens et latino-américains, et je situe ma contribution théorique et empirique à partir des enquêtes menées dans plusieurs projets collectifs auprès d'initiatives féminines solidaires en Bolivie et au Brésil.

Ces contextes m'ont par ailleurs menée à interroger le concept d'institution domestique. L'anthropologie, notamment marxiste (par exemple Rey, 1973 ; Meillassoux, 1975 ; Godelier, 1982 et 2004) et féministe (par exemple Mead, 1963 ; Weiner, 1980 ; Leacock & Safa, 1986 ; Collier & Yanagisako, 1987) a depuis longtemps démontré la diversité des systèmes de parenté et la manière dont ils entretiennent les inégalités de genre. En décortiquant la manière dont les pratiques de production et de reproduction génèrent le sexe, la race et la sexualité (Bear *et al.*, 2023), cette littérature a montré que les systèmes de parenté sont à la fois constitutifs de et constitués par l'économie, au sens substantif. Cette littérature m'amène à adopter une définition large des institutions *de type* domestique, comme institutions ancrées dans de multiples arrangements familiaux et communautaires, qui organisent l'économie à partir de la reproduction sociale. Les institutions de type domestique sont donc loin de se réduire au seul cas du foyer et elles ne sont pas nécessairement séparées des institutions de type économique et politique. Partant de cette littérature, mes travaux abordent les conséquences de cette diversité d'institutions de type domestique sur la reproduction sociale et ses possibilités de transformation, dans des contextes où sphères domestique, économique et politique ne peuvent être séparées.

Dans la seconde partie de ce chapitre, je montre, à partir de mes enquêtes en Bolivie et au Brésil, comment les institutions de type domestique se déploient à l'échelle de circuits urbano-ruraux renouvelés par la crise de la reproduction sociale. Je mets en évidence l'entremêlement de dimensions domestique, économique et parfois politique dans ces institutions, ainsi que de fonctions de protection et de domination, dont l'interaction forme la trame sur laquelle toute possibilité d'émancipation s'articule nécessairement. Ce cadre d'analyse me permet finalement de renouveler le double regard, critique et possibiliste sur la reproduction sociale et de la vie, en précisant différents mécanismes d'oppression et d'exploitation des femmes subalternes et les marges de manœuvre dans les économies solidaires.

## I. Renouveler le double regard sur la reproduction

### I.1. Politiser le travail domestique et reproductif

Au cours des années 1970, des féministes matérialistes dans plusieurs pays européens ont produit un important corpus théorique qui a pointé la naturalisation du travail domestique réalisé par les femmes comme fondement de la domination masculine. Ces théoriciennes ont déconstruit les mécanismes sociaux et le processus historique par lequel la famille nucléaire et la femme au foyer, responsable de ce travail réalisé gratuitement au nom de l'amour, du devoir maternel et d'une nature présumée féminine, ont été instituées comme parties intégrantes et nécessaires du mode de production capitaliste. En France, Christine Delphy a d'abord théorisé ce problème sous la forme d'une articulation entre modes de production domestique et capitaliste. Elle a montré l'existence d'un mode d'appropriation spécifique du travail *gratuit* des femmes, dit mode d'appropriation domestique, qui alimente le mode d'appropriation capitaliste en lui fournissant une main d'œuvre nourrie, blanchie et finalement prête à l'emploi. Loin d'être périphérique au capitalisme, le travail domestique constitue donc une immense source de plus-value, qui est extraite en plus de celle créée par les travailleurs salariés (Delphy, 1998 ; voir aussi Dalla Costa & James, 1973 ; Chabaud-Rychter, Fougeyrollas-Schwebel & Sounthonnax, 1985). Cette critique a rapidement été approfondie au sein du mouvement féministe français de l'époque non comme une simple articulation, mais comme une véritable division – au sens de séparation et de hiérarchisation – sexuelle du travail, constituant le fondement des rapports sociaux de sexe (Kergoat & Hirata, 2007). En Italie, l'anthropologue Paula Tabet a étendu cette critique de la théorie économique à celle de la sexualité, en montrant comment, dans le système capitaliste et patriarcal, la sexualité même des femmes constitue une prestation économique, ce qu'elle a théorisé comme un échange économico-sexuel (Tabet, 1987).

Egalement dans les années 1970, la sociologue italienne Silvia Federici a repris le concept marxiste de reproduction sociale pour analyser la manière dont les inégalités de genre se perpétuent dans le mode de production capitaliste. A partir de sa redéfinition de ce concept comme ensemble des activités et des relations grâce auxquelles notre vie et notre capacité de travail se reproduisent jour après jour, elle a, elle aussi, affirmé que l'apparente séparation entre production capitaliste et reproduction sociale masque en réalité une étroite articulation entre ces deux termes et une dépendance du premier vis-à-vis du second (Federici, 2012).

Notons que cette reformulation diffère de celle de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron à la même époque, pour qui la reproduction sociale désigne la reproduction des hiérarchies sociales à travers la transmission du capital culturel, sur la base notamment des stratégies scolaires (Bourdieu & Passeron, 1965 ; 1970). Ces deux pans de la littérature n'ont pas, à ma connaissance, dialogué, constituant deux dédoublements parallèles du concept de reproduction sociale hérité des cadres de pensée marxistes. Parallèlement en Amérique du nord, une importante littérature féministe a retracé le processus historique d'émergence de sphères séparées du domestique, de l'économique et du politique et a discuté les concepts de genre et de reproduction sociale (voir par exemple Laslett & Brenner, 1989 ; Waller & Jennings, 1991).

Chez Federici et dans le courant féministe, le concept de reproduction sociale pointe l'occultation du travail reproductif découlant de la fausse séparation avec le travail productif. L'invisibilité est la condition de l'exploitation du travail reproductif, dévalorisé comme non productif et supposément non économique. Plusieurs autrices et auteurs ont par la suite étudié l'organisation sociale du travail reproductif, mettant en évidence les multiples circuits, espaces et institutions – domestiques, communautaires, associatifs, des services sociaux, marchands – où il est réalisé, selon des configurations propres à chaque société (Razavi, 2007 ; Guimarães, 2018 ; voir aussi Esping-Andersen, 1990, Barrientos, 2004 et Martínez Franzoni, 2008 pour une approche par les régimes de bien-être).

Par ailleurs, cette critique a été étendue en considérant que l'extorsion du travail domestique (dit aussi « ménager ») des femmes au foyer constitue un cas particulier d'exploitation du travail des sans salaires. La sociologue et écrivaine italienne Marirosa Della Costa et l'écrivaine et militante féministe nord-américaine Selma James ont attiré l'attention sur l'extorsion du travail des populations alors colonisées. Affirmant que ce travail, pas ou mal rémunéré, constituait une source cachée de plus-value au même titre que le travail domestique des femmes, elles ont ébauché une critique globale de la reproduction sociale, préfigurant les approches intersectionnelles croisant genre, classe et race ou ethnie (Dalla Costa & James, 1973 ; Toupin, 2016). Ce type d'approche a donc élargi la critique de l'extraction de plus-value par le mode de production capitaliste, du travail domestique aux autres formes de travail non rémunéré (Verschuur, 2013), en particulier l'agriculture de subsistance (Razavi, 2002), articulant division sexuelle et internationale du travail.

Ces critiques ont été connectées avec de multiples courants politiques, dont les ramifications se renouvellent jusqu'à aujourd'hui et dont il ne peut s'agir ici de rendre compte dans

toute leur complexité. Je me contenterai pour mon propos d'en identifier deux principales. Une première position a consisté à refuser la naturalisation des rôles d'épouse et de mère en exigeant le partage des tâches domestiques, l'accès pour les femmes aux métiers masculins et la liberté sexuelle, s'accompagnant pour certain.es du choix de ne pas avoir d'enfants. Large-ment dominant en France, ce courant a eu tendance à se présenter comme universel. En mis-sant sur l'émancipation par le travail salarié, il a implicitement acté la réduction de la sphère domestique à la consommation privée (Pruvost, 2019). Il a alors parfois tendu à minimiser, voire à nier les capacités de résistance dans cette sphère, en « sautant par-dessus la cuisine », selon l'expression de la féministe québécoise Louise Toupin, discréditant tout féminisme axé sur la valorisation des économies de subsistance. Paradoxalement, il a couru le risque d'accepter une « privatisation des solutions » lorsque le partage des tâches repose sur le bon vouloir des partenaires (Toupin, 2016, p. 187).

Contre cette tendance, d'autres militantes, notamment Mariarosa Dalla Costa, Selma James et Silvia Federici, au sein du Collectif féministe international, fondé en 1972, se sont engagées pour une transformation de l'organisation du travail domestique. Cette position a pris sens dans des contextes où l'accès des femmes au travail salarié était limité, par exemple en Italie ; ou bien où les femmes, notamment les Afro-américaines aux Etats-Unis, ont affirmé qu'elles préféraient être payées pour s'occuper de leurs propres enfants plutôt que de ceux des autres (Federici, 2012). Loin de consolider la figure de la femme au foyer en l'essentialisant, comme cela leur a parfois été reproché, ces militantes ont en réalité cherché à subvertir ce rôle en exigeant des Etats un salaire pour ce travail (Dalla Costa & James, 1973). Leur proposition s'est concrétisée dans une « Campagne internationale de salaire au travail ménager » (1972-1979), coordonnant des actions dans plusieurs pays. Partant de la conception de l'Etat comme « représentant du capital collectif, l'authentique Homme bénéficiaire de ce travail [ménager] » (Federici, 2012, p. 26), elles en ont fait le principal levier pour transformer le système salarial du capitalisme (Federici, 2012 ; Toupin, 2016). Si ce second courant a politisé le travail domesti-que, c'est donc en empruntant le chemin de la transformation de l'Etat. Ce qui n'a guère été envisagé ou, du moins, est resté peu visible à l'époque, est la possibilité de transformer les institutions domestiques à partir d'organisations économiques non capitalistes, sans cesser d'agir sur l'Etat, mais comme partie du processus de changement et non comme nécessaire point de départ.

## I.2. Réorganiser la reproduction sociale à partir de pratiques solidaires (C33, C34, C36, C38, C44)

Dans le projet « Feminist Analysis of Social and Solidarity Economy : Views from Latin America and India », nous nous sommes positionnées dans ce renouvellement théorique et politique de la démocratisation de la reproduction sociale à partir des économies solidaires. A travers des enquêtes en Bolivie, au Brésil, ainsi qu'en Argentine et en Inde, avec Christine Verschuur et Isabelle Guérin et en partenariat avec des équipes locales, nous nous sommes inscrites dans la critique de la division sexuelle du travail étendue aux différentes relations non salariales et à la division internationale du travail. Nous avons considéré que les politiques néolibérales, instaurées dans ces pays dans les années 1990, ont mené l'extorsion de travail et de ressources à un niveau de crise de la reproduction, qui s'est notamment traduit par des migrations du *care*, poursuivant cette extorsion à un niveau national voire international (Salazar *et al.*, 2009 ; Verschuur & Catarino, 2013 ; Bhattacharya, 2020). En même temps, nous avons focalisé nos enquêtes auprès d'initiatives de femmes dans les économies solidaires (associations, réseaux d'agroécologie, centres communautaires, syndicats de travailleuses informelles) organisant, en pratique, des réponses à cette crise. Tout en tenant compte des structures de domination limitant ces initiatives, nous avons fait l'hypothèse qu'elles peuvent, sous certaines conditions, constituer des espaces concrets de réorganisation solidaire de la reproduction sociale. Nous avons théorisé cette possibilité comme la construction de rapports sociaux solidaires, fondés sur un mode spécifique d'appropriation de la valeur, différent à la fois de l'appropriation domestique de travail gratuit et de l'appropriation capitaliste de la plus-value du travail par le capital.

Au Brésil, mon enquête auprès du RAMA, en collaboration avec la SOF, a mis en lumière un double processus de reconnaissance de la valeur d'usage et de la valeur d'échange du travail agricole, domestique et de *care* des paysannes. Il s'est appuyée sur les Carnets agroécologiques, introduits par le Groupe de femmes de l'Articulation nationale brésilienne d'agroécologie (voir chapitre 2, IV.2). A l'aide de ces Carnets, les paysannes du RAMA, accompagnées par la SOF et par des jeunes filles de leurs communautés, ont enregistré durant l'année 2017 l'équivalent monétaire de leur production destinée respectivement à l'autoconsommation, aux donations, au troc et à la vente. Ces chiffres ont ensuite été compilés au niveau national avec les données d'autres réseaux locaux. Ils ont montré que l'équivalent monétaire de la production de ces paysannes a varié, en fonction notamment de la saison agri-

cole, de 638 R\$ à 940 R\$ par femme et par mois (environ 128 à 188 €, un montant comparable au salaire minimum de l'époque, de l'ordre de 900 R\$). Plus de la moitié des annotations dans les Carnets (51% du nombre et 28% en équivalent monétaire de la valeur totale) a concerné la production destinée à l'autoconsommation et a été basée sur une grande diversité de produits consommés en petite quantité (Alvarenga *et al.*, 2018 ; voir aussi Telles, 2018 ; Cardoso *et al.*, 2019 ; Weitzman *et al.*, 2020).

Les chiffres de ces Carnets ont été repris lors de nombreuses discussions et formations organisées par ce Groupe de Femmes, du niveau local au niveau national. Dans ces espaces autonomes du mouvement féministe, l'importance du travail des paysannes pour la reproduction sociale, à travers la qualité et la sécurité de l'alimentation et le maintien de la diversité biologique et culturelle, a été reconnu. Les paysannes ont aussi été amenées à questionner leur autonomie de décision sur cette production et la répartition du travail à l'intérieur de la famille et à s'organiser pour améliorer leur insertion dans certains marchés, comme les marchés publics d'aliments et différents types de marchés solidaires (voir chapitre 2, partie IV.2). Dans ces marchés, des espaces réguliers de discussion de l'offre, de la demande et des prix ont été mis en place, à travers de visites croisées entre paysannes et consommateurs. Ils ont permis d'opérationnaliser un système de commercialisation de l'excédent de la production diversifiée des paysannes – comprenant une offre d'environ 250 produits dans le cas des ventes aux groupes de consommation – à des prix tenant compte du temps de travail des paysannes et du pouvoir d'achat des consommateurs. Ces dispositifs ont permis d'accroître significativement les ventes et les revenus des paysannes, même s'ils se sont, dans certains cas, avérés insuffisants pour écouter la totalité de la production. Globalement, ils n'ont pas entamé la production destinée à la reproduction, grâce à l'autoconsommation et aux échanges non monétaires (C33).

Dans l'enquête « Vulnérabilité et résilience des agricultrices agroécologiques face à la pandémie de Covid-19 », en partenariat avec Natalia Lobo de la SOF au Vale do Ribeira, nous avons constaté que cette position s'est maintenue et amplifiée durant la pandémie de Covid-19. Entre le second semestre 2019 et août 2020, le revenu mensuel moyen des ventes du RAMA aux groupes de consommation est passé de 225 R\$ par femme (environ 45 €) à 510 R\$ (un peu plus de 100 €). Parallèlement, nous avons constaté une augmentation rapide des surfaces cultivées par les femmes – de l'ordre de 150 % dans les champs et les potagers entre mars et novembre 2020 – et des quantités consommées par les familles (C45). La même

enquête à la Zona da Mata dans l'Etat de Minas, en partenariat avec Liliam Telles, Thalita Rody, Nayara Lopes de Castro et Cecilia Santiago du Centre de Technologies Alternatives (CTA), a également montré une augmentation de la production de paysannes organisées dans des collectifs locaux d'agroécologie. Comme dans le cas du RAMA, cette production a été tirée par une augmentation des ventes, à travers de réseaux familiaux, militants et de politiques locales – allant jusqu'à un facteur 3 dans certains cas – et de la production destinée à la consommation familiale (C44).

Ces cas mettent en lumière les processus par lesquels un mode spécifique d'appropriation de la valeur du travail reproductif des femmes peut émerger. Ils montrent le rôle joué par des alliés politiques, comme ici la SOF, le CTA, le Groupe de femmes de l'Articulation nationale d'agroécologie, ainsi que la Marche des Margaridas (voir chapitre 2, III.3), pour mettre en œuvre les dispositifs concrets d'ancre nécessaire à différents niveaux. Ces dispositifs concernent les circuits de commercialisation solidaire, mais aussi les espaces de délibération et de formation où les inégalités et l'exploitation du travail des paysannes sont critiquées et où d'autres modes de répartition de la valeur du travail sont organisés de manière pratique. La possibilité de rapports sociaux solidaires repose sur ces alliances et sur ces espaces de démocratisation de l'économie.

Cet argument a été confirmé par d'autres enquêtes dans le cadre du projet « Feminist Analysis of Social and Solidarity Economy... ». En Argentine, Marisa Fournier et Erika Loritz ont accompagné des centres communautaires de la périphérie de Buenos Aires, où des femmes du quartier accueillent des enfants dont les mères travaillent à l'extérieur de leur foyer. Ces collègues ont montré comment ces mères de famille, soutenues par des militantes féministes, sont passées du statut de voisines gardant les enfants à titre gratuit, à celui de travailleuses de ces centres, obtenant des subsides publics pour le paiement de leurs salaires et l'alimentation des enfants. En sortant du cadre familial pour s'ancrer dans les centres communautaires, le travail de *care* réalisé par ces femmes a échappé au mode d'appropriation domestique et sa valeur a été reconnue, socialement et monétirement (Fournier & Loritz, 2021). Inversement, l'enquête que j'ai menée en partenariat avec Ivonne Farah, Fernanda Sostres et Gabriela Ruesgas auprès d'associations de productrices à Batallas, en Bolivie, a montré en creux les limites posées par un déficit d'alliances et de relais au sein de la société civile et de l'Etat. Durant le gouvernement d'Evo Morales (2006-2018), des politiques sociales conséquentes ont été implémentées en Bolivie, mais elles ont misé prioritairement sur des transferts

monétaires visant à accroître le pouvoir d'achat de biens de première nécessité sur le marché. Une approche intégrale de la solidarité sociale, sensible au genre et pouvant transformer les modes d'appropriation du travail et les structures de la reproduction sociale, n'a pas été mise en œuvre. Durant cette période, des organisations historiques de femmes paysannes et indigènes, comme la Confédération « Bartolina Sisa », ont par ailleurs gagné une visibilité sur la scène politique nationale. Cependant, elles ont été soumises à une domination par le parti gouvernemental et par les centrales syndicales masculines, qui a limité leur capacité à articuler les femmes depuis la base et à questionner les inégalités économiques et de participation politique (C34; voir aussi Rousseau, 2011 et II.1 ci-dessous).

Dans l'ensemble, j'ai, avec mes collègues et partenaires de ces différents projets, contribué à un renouvellement de l'approche de la reproduction sociale, par une réorganisation solidaire à partir des initiatives de femmes, impliquant une diversité de sujets et de niveaux d'action. Cette approche affirme que les initiatives locales constituent l'espace de pratique de rapports solidaires, mais non le seul espace et la seule échelle de transformation sociale qui les rend possibles. De multiples niveaux institutionnels et conditions – économiques, d'alliances et de transformation des territoires à différentes échelles, de subjectivation politique, d'accès aux politiques publiques et de transformation de ces dernières par un travail de l'Etat – sont nécessaires pour que cette pratique et ces rapports sociaux solidaires émergent (C36).

Cette approche n'ignore pas l'Etat. Elle reconnaît les risques de son désengagement et de report du travail de reproduction sociale sur les initiatives solidaires de femmes, qui peut être proclamé au nom de la reconnaissance de leurs compétences de *care* et de leur *empowerment* (Destremau, 2013 ; Destremau & Georges, 2017). Contre une telle instrumentalisation des revendications des femmes, la co-responsabilité entre Etat, organisations de la société civile, communautés et familles et la redistribution des ressources restent indispensables à la justice sociale et à la reconnaissance des différences entre femmes (Fraser, 2012 ; Salazar *et al.* 2012). Cela suppose une incidence sur les structures patriarcales de l'Etat, pour contrecarrer le biais de genre des politiques publiques, comme l'a illustré l'alliance féministe dans l'agroécologie au Brésil (chapitre 2, IV.2). Dans cette approche de la reproduction sociale, l'Etat demeure un espace clé d'incidence politique, même s'il n'est plus le point de départ et l'horizon de toutes les luttes sociales (C38).

Ces résultats marquent une importante évolution théorique et politique dans le débat féministe et dans la pensée critique. Ils modifient l'horizon de la transformation sociale, du dépassement du mode de production capitaliste, vers une transformation de l'intérieur par des initiatives de femmes subalternes et leurs allié.es politiques dans les mouvements sociaux, notamment féministes, qui soutiennent les économies solidaires. L'échelle et les sujets de l'émancipation et leurs modes d'action s'en trouvent transformés, portés sur les formes graduées et interstitielles de transformation de la société, de l'économie et de l'Etat. Le débat sur le dépassement de la séparation entre production et reproduction sociale passe de la critique du mode de production capitaliste à la construction d'une économie plurielle fondée sur des rapports solidaires comme mode d'appropriation de la valeur.

Ces résultats rejoignent d'autres courants de pensée sur la pluralité économique depuis une perspective féministe, notamment les *diverse economies* (Gibson-Graham, 2008) et la politisation du « travail de la vie » (*Life's Work*) (Mitchell, Marston & Katz, 2003). En croisant ces deux approches, Oona Morrow et Kelly Dombroski ont, elles aussi, affirmé que tout horizon post-capitalisme exige d'« ouvrir » le concept de reproduction sociale pour dépasser la vision de la subordination de la reproduction sociale à la production capitaliste marchande (Morrow & Dombroski, 2015). Silvia Federici, dans ses écrits des années 2010, a pour sa part montré le potentiel de démocratisation d'une réorganisation la reproduction sociale comme communs, en s'appuyant sur les espaces historiques de résistance des femmes (Federici, 2010). Gibson-Graham a précisé la construction d'économies communautaires basées sur une politique du lieu (*politics of place*) (Gibson-Graham, 2005 et 2016) et Geneviève Pruvost a attiré l'attention sur l'enjeu de réappropriation des espaces-temps du quotidien à partir du maillage du territoire (Pruvost, 2021). En mettant en évidence une voie d'émancipation des femmes fondée sur la démocratisation et la valorisation de l'économie de subsistance, mes travaux font écho aux critiques en acte de femmes qui réinventent leurs rôles de genre loin des réseaux dominants d'activisme féministe, comme les « écoféministes vernaculaires » dans des alternatives écologiques en France (Pruvost, 2019 ; Rimlinger, 2021). Ils se situent dans un féminisme de la subsistance, étroitement lié à la critique postcoloniale, qui a revendiqué le rôle positif de femmes subalternes dans les économies non capitalistes (Mies & Shiva, 1993 ; Verschuur & Destremau, 2012 ; Sánchez García *et al.*, 2015 ; Farah & Gil, 2012 ; Farah & F. Wanderley, 2017 ; Lucas dos Santos, 2018 ; Pruvost, 2021 ; Mies & Bennholdt, 2022).

### **I.3. De la reproduction sociale à la reproduction de la vie : solidarité et soutenabilité (A23, A27, A28, A29, C31, C33)**

Mes enquêtes avec la SOF auprès du RAMA au Vale do Ribeira ont fait surgir un second axe de renouvellement du débat sur la reproduction : celui de la dimension non seulement sociale, mais plus largement socio-environnementale de ce débat. Au contact de ce contexte – celui d'une région de forêt atlantique traversée par de multiples conflits fonciers et environnementaux – notre questionnement sur la réorganisation solidaire de la reproduction sociale s'est progressivement étendu à celui d'une réorganisation solidaire *et* soutenable de la reproduction de la vie.

Nous avons retracé l'imbrication entre dimensions sociale et environnementale dans l'histoire longue du Vale do Ribeira. A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, les territoires indigènes de la région ont été envahis par des colons portugais attirés par la présence de minerais et qui y ont peu à peu amené des esclaves africains. Cette double exploitation, des ressources naturelles et de la main d'œuvre esclave et indigène, s'est poursuivie au long de plusieurs cycles économiques jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. A ce moment historique – celui de l'abolition de l'esclavage au Brésil (en 1888) – les propriétaires de la région ont quitté leurs exploitations pour des activités plus lucratives, abandonnant la plupart de leurs esclaves sur place. Des « quartiers noirs », formés d'anciens esclaves, ont vu le jour, dont certains ont subsisté en quasi-autarcie jusqu'au dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle (A23 ; Queiroz, 1973 ; Sanchez, 2004 ; Bim, 2012).

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la « modernisation conservatrice » au Brésil, fondée sur une alliance entre propriétaires terriens et bourgeoisie, s'est traduite par de grands investissements dans le secteur primaire qui ont renouvelé les formes de cette double exploitation (Souza Pires & Ramos, 2009). Au Vale do Ribeira, certains quartiers « noirs », avec l'aide d'alliés politiques dans le mouvement noir (*movimento negro*), lié à la théologie de la libération, ont résisté à cette pénétration, par exemple en empêchant la construction de barrages hydroélectriques sur leurs terres (Da Silva, 2019). Dans d'autres quartiers en revanche, les habitants se sont convertis en main d'œuvre bon marché dans les nouvelles exploitations agricoles et minières. Nos entretiens auprès de femmes de ces familles montrent comment les relations de servitude économique et sexuelle se sont installées et perpétuées, notamment à l'intérieur des fazendas où elles étaient logées. L'exploitation de ces femmes a pris la forme d'une exploitation économico-sexuelle, au sens de Paula Tabet (1987).

Ce modèle d'exploitation a touché ses limites dans une crise socio-environnementale, où déforestation, contamination des sols et des eaux, travail servile, misère, intoxication par les pesticides et les résidus miniers et violences contre les femmes sont inséparablement liés (Bombardi, 2019 ; Iorio & Coelho, 2023). Nous l'avons désignée comme une crise de reproduction de la vie, humaine et non humaine, où les injustices socio-environnementales ont rendu les tentatives d'émancipation du travail servile et de l'exploitation économico-sexuelle inséparables de positionnements en faveur de la soutenabilité et de la justice environnementale (C33). Notre point de vue a convergé avec celui d'économistes féministes, notamment espagnoles et latino-américaines, qui ont proposé d'étendre l'analyse du conflit capital / travail à celle du conflit capital / vie. Leur critique a débouché sur une proposition d'économie politique ayant pour finalité la soutenabilité de la vie, en lieu et place du profit (Carrasco, 2014 ; Orozco, 2014 ; Osório-Cabrera, 2016). Cette approche a conduit des autrices et auteurs de ce courant à affirmer la nature comme échelle indispensable dans l'analyse de la soutenabilité, en lien avec les échelles de la sphère domestique, des communautés, de l'Etat et du marché. La nature a alors été abordée à travers du concept marxiste de métabolisme social, c'est à dire la chaîne de médiations sociales, culturelles et technologiques par lesquelles les flux et les stocks de matière fournissent des biens et des services adaptés à des besoins (Carrasco & Tello, 2012). Je développe pour ma part une approche non utilitariste de la nature, qui reconnaît son caractère incommensurable (Méral, 2021) et décortique sa « fabrique », inséparablement matérielle, symbolique et sensible, à partir de la pluralité économique et des mondes vécus des actrices et des acteurs sociaux (A28 et partie Projets).

Depuis cette perspective, j'ai, dans mes enquêtes en partenariat avec la SOF, analysé la soutenabilité à partir de l'échelle du RAMA et des pratiques de *care* qui y sont développées. Nous avons montré comment, au-delà de la vente des produits, l'organisation solidaire dans le réseau et dans le mouvement agroécologique entretient un flux d'échanges non monétaires de semences, boutures, petits animaux et savoir-faire basé sur le principe de réciprocité, qui a notamment accru la diversité végétale et animale et amélioré la qualité des sols. Cette même organisation solidaire a, par exemple, aussi permis que les femmes entrent en contact avec un réseau d'échanges de technologies communautaires pour la construction de fosses septiques, afin de garantir la qualité des eaux et de réduire les maladies infectieuses. Nous avons argumenté que ce type de pratiques contribuent à la reproduction des écosystèmes locaux en même temps qu'à celle des familles et des communautés ; qu'elles participent d'une même logique de *care* qui, au niveau de ces femmes, est inséparablement social et environ-

nemental, matériel et sensible ; et qu'elles témoignent d'une capacité de réorganisation solidaire *et* soutenable de la reproduction de la vie (C33).

Notre analyse de la réorganisation solidaire et soutenable de la reproduction de la vie s'est donc située dans le débat sur le *care*, par une approche à partir des pratiques, dont le concept de *care* socio-environnemental permet de saisir l'unité et la logique d'ensemble (Lauzier *et al.*, 2015 ; Guétat-Bernard & Saussey, 2014 ; Larrère, 2017 ; Prévost, 2019). L'approche sensible et éthique du *care* (Zielinski, 2010) a souvent été rejetée par le courant féministe matérialiste, notamment en France, y voyant un risque d'affaiblissement par une moralisation de la critique de la reproduction sociale et des rapports de genre. Cette opposition a sans doute été moins présente en Amérique latine, où l'analyse du *care* s'est ancrée dans celle de la division sexuelle et internationale du travail (Esquivel, 2012). En abordant la réorganisation solidaire et soutenable de la reproduction de la vie à partir des pratiques de *care* socio-environnemental des paysannes, nous nous sommes placées dans cette optique et dans l'approche inséparablement matérielle, symbolique et sensible des socio-natures.

C'est également depuis la perception des membres du RAMA et d'autres initiatives locales, notamment une association mixte de « producteurs agroforestiers », la Cooperafloresta, que nous avons abordé les actions déployées par l'Etat au titre de la soutenabilité. Ces actions, via des politiques de protection environnementale, se sont d'abord appuyées sur une conception de la nature comme espace sauvage (*wilderness*) à préserver hors de toute présence humaine (Larrère & Larrère, 2018). Des parcs ont été créés, au mépris de la présence de communautés locales, comme le Parc de Jacupiranga, sur le territoire où sont établis les membres de la Cooperafloresta et du RAMA. Nos entretiens auprès des habitant.es ont montré que cette politique s'est traduite par des actions répressives continues et parfois violentes de la police environnementale à leur égard. Dénonçant un « racisme environnemental », elles et ils se sont mobilisés pour le retrait du Parc de Jacupiranga, obtenant finalement, en 2008, non son retrait mais sa réorganisation sous la forme d'une « Mosaïque » d'aires protégées autorisant certains usages, dont l'agroécologie et l'agroforesterie (A28 ; voir aussi Bim, 2012 ; Bernini, 2015).

Depuis les années 2010, des politiques et actions de conservation environnementale, publiques et privées, dans la région se sont complexifiées avec le déploiement de dispositifs de paiements pour services écosystémiques. Des ONG « vertes » se sont faites les intermédiaires de l'Etat et de firmes multinationales auprès des communautés locales, leur proposant

des paiements contre des services comme la réintroduction d'espèces et le maintien sur pied de la forêt. Nos entretiens ont montré que si l'opportunité de revenus a pu initialement séduire les habitant.es, ils et elles ont ensuite déchanté en constatant la perte d'autonomie sur leurs propres terres et en découvrant, notamment dans des réunions avec la SOF, la part disproportionnée de ces paiements captée par les ONG et par l'Etat (Saori, 2020 ; voir aussi Bidaud, 2012 ; Frogier, Mérat & Muradian, 2016).

De manière continue, les actions de préservation et de conservation fondées sur la conception de la nature sauvage ont soulevé non seulement des questions sur le modèle global de soutenabilité, en compensant les activités polluantes sans transformer le modèle économique dominant (Michon, 2015), mais aussi sur les injustices locales. Les habitant.es des espaces à protéger ont été considérés soit comme des destructeurs en puissance, devant être expulsés ou du moins encadrés par des règles strictes d'habitat et d'usage des ressources ; soit comme une main d'œuvre et des détenteurs de ressources foncières bon marché pour produire des services écosystémiques. La perception de l'injustice de cette relation a conduit les habitant.es à affirmer leur propre vision de la soutenabilité, dans des organisations comme le RAMA et la Cooperafloresta, où une gestion collective locale des écosystèmes cultivés, tels que systèmes agroforestiers et systèmes de polyculture-élevage, est pratiquée (A28 ; voir aussi Steenbock *et al.*, 2013). L'analyse de la soutenabilité depuis le niveau des initiatives révèle ainsi ces conflits et les raisons des mobilisations agroécologiques pour la reproduction de la vie.

En somme, mon approche, théorique et politique, de la reproduction soutenable de la vie, s'est inscrite dans les courants de l'écoféminisme, de la justice environnementale et de l'environnementalisme ordinaire. Ces approches ont en commun l'attention portée aux manières discrètes, voire invisibles, dont les sujets subalternes et notamment des femmes signifient la nature et entretiennent leur environnement, par des pratiques et des éthiques éloignées, voire opposées à celles de l'Etat et du marché (Schlosberg, 2009 ; Loftus, 2012 ; Pruvost, 2013 ; N. Blanc & Paddeu, 2018). Je me situe à la jonction entre le courant écoféministe qui investigue les liens, historiques et contingents, entre exploitation de la nature et des femmes ; et l'analyse des perceptions locales de la justice et de l'environnement à partir des pratiques quotidiennes, dans l'agriculture et la préparation des aliments. Face à l'environnementalisme dominant de la *wilderness*, cette démarche rétablit la dimension politique du rapport des paysannes à la nature, construite à partir de ces pratiques et de l'organisation collective, comme

ici le RAMA. Elle partage avec les féministes radicales des années 1970 l'objectif d'effacer la distinction entre vie publique et vie privée. Toutefois, alors que ces féministes cherchaient à « faire entrer la politique dans la chambre à coucher » (Larrère, 2017, p. 31), pour les paysannes et leurs alliées dans le mouvement féministe, il s'agit de faire de la politique à partir des maisons, des jardins et des communautés. Ce sont ces lieux qui constituent les espaces d'action de ces femmes et qu'il ne peut s'agir de quitter au nom d'une critique féministe bourgeoise de la naturalisation des femmes (*ibid.*).

A la croisée de plusieurs débats, mon approche a participé d'un double élargissement de l'approche féminisme matérialiste de la reproduction sociale : en partant des initiatives dans les économies solidaires ; et en tenant compte du continuum socio-environnemental et du lien entre émancipation et soutenabilité dans la reproduction de la vie. Ce second élargissement requiert une attention pour les pratiques, les techniques et les gestes qui reproduisent la vie, allant au-delà de l'analyse abstraite du travail et des modes d'appropriation de sa valeur. Il se poursuit en retracant les circuits de socialisation et les espaces de politisation, comme ici ceux des organisations agroécologiques et féministes, où les savoirs circulent et où les gestes et techniques sont signifiés, dans une visée d'autonomie des savoir-faire et des modes de production (C33 ; A27 ; A29 ; voir aussi Demeulenaere, 2013 ; Pruvost, 2019). Il se prolonge par une économie et une écologie politiques des territoires qui articulent disputes pour les modes d'appropriation de la valeur et rapports à la nature (voir partie Projets).

## **II. Elargir le concept d'institution domestique, lier protection et émancipation**

L'analyse détaillée des institutions de type domestique constitue un second angle d'approche et d'approfondissement du débat sur la reproduction. Dans de nombreux contextes, comme les communautés rurales et les périphéries urbaines du Brésil et de la Bolivie où se sont déroulées mes enquêtes, ces institutions s'encastrent non dans de simples foyers, mais dans des structures et des arrangements familiaux et communautaires, qui forment le soubassement complexe de la reproduction. Qualifier précisément ces institutions, dans la lignée de la littérature en anthropologie et à l'aide de données empiriques, est indispensable pour saisir les structures de domination spécifiques à chaque contexte. Cette analyse critique

constitue une précondition pour identifier les possibilités d'émancipation situées dans des brèches, souvent peu visibles, de ces structures.

## **II.1. Diversité des institutions de type domestique et fondements des rapports de genre (A26, C29, C34)**

Dans la littérature féministe matérialiste occidentale des années 1970, le foyer apparaît comme le lieu d'extorsion de travail reproductif assuré par les femmes à titre gratuit. Cette critique s'est fondée sur l'hypothèse d'une séparation entre une sphère domestique du foyer et une sphère économique des entreprises capitalistes (et des administrations publiques qui permettent leur fonctionnement), où les travailleurs vendent leur force de travail. Dans cette configuration, l'extorsion du travail gratuit des femmes dans la sphère domestique, combinée à l'extraction de la plus-value du travail dans la sphère économique capitaliste, fonde la division sexuelle du travail et les rapports de genre comme rapports sociaux de sexe (voir I.1 ci-dessus).

Pointant l'inégalité économique induite par les rôles sociaux de sexe – le rôle masculin de gagne-pain (*bread-winner*) et le rôle féminin de travail domestique, plus tard relié au travail de *care* – cette critique est restée centrée sur la norme dominante de la famille nucléaire et sur ses formes dérivées – famille monoparentale ou recomposée. Elle ne s'est guère intéressée aux contextes où des structures familiales et communautaires plus larges régulent des sphères domestique, économique, voire politique pouvant être indissociablement mêlées. Ce type de configuration, où les frontières entre les sphères s'effacent, constitue un défi à cette théorie. Mes enquêtes dans des contextes ruraux et péri-urbains en Bolivie et au Brésil m'ont confrontée à de telles configurations, exigeant un effort de re-théorisation des institutions locales et des rapports sociaux de sexe.

Dans l'enquête dans les communautés rurales de Batallas, sur l'Altiplano bolivien, en partenariat avec Ivonne Farah, Gabriela Ruesgas et Fernanda Sostres, nous avons d'abord constaté l'existence de structures familiales et communautaires élargies persistant comme piliers d'une activité agricole orientée vers la subsistance. Ces structures régulent l'accès à la terre et l'organisation du travail et possèdent des fonctions inséparables de production et de reproduction sociale. Leur logique persiste en dépit du développement d'activités non agricoles dans le commerce et les transports. Dans ces communautés, sphères domestique et économique et modes d'appropriation domestique et capitaliste du travail ne peuvent être claire-

ment distingués. Pour autant, cette situation ne signifie nullement une égalité entre hommes et femmes. Elle engage à une analyse spécifique de la domination masculine et de la manière dont la reproduction sociale et de la vie est organisée (C34 ; voir aussi Farah, 2019).

La littérature bolivienne a analysé ces structures familiales et communautaires et leurs racines anciennes des inégalités de genre dans les communautés andines. Maria Eugenia Choque Quispe, intellectuelle aymara, a critiqué l'interprétation courante de la complémentarité hommes-femmes dans ces cultures comme un principe de dualité basé sur la symétrie et l'équité. Elle a affirmé que « le travail en commun et harmonieux ne représente qu'un aspect des rapports de genre » et que la complémentarité hommes-femmes contient en réalité une forme subtile de hiérarchisation du masculin et du féminin. Celle-ci repose sur le fait que « la femme en tant que concept, est considérée ici comme économiquement importante, mais politiquement insignifiante » (Choque Quispe, 2007, p. 6-7 ; voir aussi Perruchon, 1997 et Choque Quispe, 2009). L'anthropologue britannique Olivia Harris a de même conclu, à partir de l'ethnographie d'un *ayllu* (communauté indigène, en l'occurrence *ayllu laymi*), que « s'il existe des éléments des relations sociales *laymi* qui doivent être qualifiés de 'patriarcaux', ceux-ci ne se situent pas principalement dans le foyer en tant qu'unité ». L'inégalité de genre apparaît dans l'organisation politique communautaire, et non dans celle du foyer (Harris, 2000, p. 173). La sociologue bolivienne Silvia Rivera Cusicanqui a étendu cette analyse « [...] de la distribution et l'exercice du pouvoir aux différents niveaux de la structure segmentaire des *ayllus*, des fédérations ethniques et de l'Etat » (Rivera Cusicanqui 2010, p. 187).

L'espace politique communautaire, et non une institution domestique séparée et subordonnée à la sphère économique capitaliste marchande, est ici à l'origine des inégalités de genre, qui se renouvellent à différentes échelles de la société bolivienne. Dans notre enquête à Batallas, nous avons identifié ces mêmes fondements et nous avons montré qu'ils s'appliquent à l'organisation de femmes paysannes et indigènes « Bartolina Sisa ». Cette confédération nationale a été créée en 1980, comme pendant féminin à la Confédération syndicale unique de travailleurs paysans et indigènes (CSUCTB) « Tupak Katari », fondée l'année précédente à l'issue d'un congrès de la puissante Centrale ouvrière bolivienne. Au-delà de l'apparente symétrie entre ces organisations féminine et masculine, leur histoire et leur pouvoir sont significativement différentes. La CSUTCB a été le fruit de l'organisation et de la reconnaissance politique de syndicats agraires (*sindicatos agrarios*) qui ont émergé dès les années 1930, sur le modèle des syndicats ouvriers et dans le contexte des luttes de la classe paysanne pour la

réforme agraire. En 1952 et 1953, la Révolution puis la réforme agraire qui ont résulté de ces luttes, ont été accompagnées de la création de près de 20 000 syndicats agraires, au fur et à mesure de l'expropriation des *haciendas*. Ces syndicats sont devenus les principales organisations politiques et économiques locales et les interlocuteurs de l'Etat dans la quasi-totalité des communautés rurales nouvellement reconnues (Antezana, 1982). La participation aux syndicats agraires a été réservée aux hommes, considérés chefs de famille et possédant l'accès à la terre. Durant toute cette période, les paysannes n'ont pas eu d'organisation comparable au niveau local. L'émergence des « Bartolinas Sisas » au début des années 1980, et leur renforcement sur la scène politique nationale après l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, relève d'une affirmation politique et non d'un processus organique.

Au niveau local, notre enquête à Batallas, en 2017 et 2018, a mis en évidence qu'à la différence des Tupak Katari, les Bartolinas Sisas n'étaient pas représentées dans la plupart des communautés rurales, n'apparaissant qu'au niveau des « sous-centrales syndicales », c'est à dire de groupements de communautés. Les représentantes des Bartolinas au niveau de ces sous-centrales étaient, dans le meilleur des cas, élues par les membres des Tupak Katari, et non par les paysannes elles-mêmes, quand elles n'étaient pas simplement désignées, sans aucune forme de consultation ni de légitimité locale, pour rendre ce « service ». Cette subordination de l'organisation politique des femmes à celle des hommes se poursuit jusqu'au niveau national, où nos entretiens avec des leaders des Bartolina Sisa ont pointé l'instrumentalisation de leur organisation par le parti d'Evo Morales et par les Tupak Katari. L'exclusion des femmes de la pleine participation politique, masquée par des organisations féminines et masculines en apparence symétriques, se renouvelle donc jusqu'à aujourd'hui comme fondement des inégalités de genre du niveau communautaire jusqu'aux plus hautes sphères politiques (C34).

En même temps que nous avons mis à jour le renouvellement de cette forme de domination masculine, nous avons aussi identifié de nouveaux mécanismes, liés à la division sexuelle du travail, par lesquels les inégalités de genre se sont accentuées dans les communautés étudiées. Nous avons montré que la marginalisation d'une partie de l'agriculture paysanne, réduite à une agriculture de subsistance dans des parcelles de plus en minuscules (*minifundio*) sur l'Altiplano bolivien, coïncide avec sa féminisation (voir aussi Colque & Soria, 2014) ; et que les nouvelles activités génératrices de revenus dans le commerce et les transports, quand bien même elles sont précaires, sont accaparées par les hommes ou permises uniquement aux

jeunes femmes avant leur mariage. Reposant sur la multi-activité et la multi-résidence, entre Batallas et la ville d’El Alto ou d’autres centres urbains de l’Altiplano, voire du Pérou voisin, ces activités deviennent incompatibles avec le rôle de mère et d’épouse pour les femmes mariées (C34). Anciens et nouveaux fondements des inégalités de genre, dans l’exclusion de la participation politique et dans la division sexuelle du travail, se superposent ainsi dans des configurations complexes, rendant l’appréhension des institutions domestiques et économiques et du système de reproduction sociale multi-dimensionnelle. Au Guatemala, la féministe Lorena Cabnal a de même constaté qu’un nouveau « patriarcat colonial » et capitaliste s’est uni avec le « patriarcat originel ancestral » des communautés précoloniales (Cabnal, 2010).

Dans un texte théorique avec Luciane Lucas dos Santos, du Centre d’Etudes Sociales de l’Université de Coimbra (Portugal), j’ai situé ce type de configuration dans la critique post-coloniale du féminisme occidental. Faisant le lien avec les analyses intersectionnelles (Oyewùmí, 2004 ; Brah & Phoenix, 2004 ; Rio, 2012 ; Lugones, 2016), nous avons insisté sur le fait que la séparation entre sphère domestique définie par un foyer, d’une part, sphère économique assimilée à une entreprise capitaliste et sphère politique centrée sur l’Etat, d’autre part, correspond à une configuration singulière. Celle-ci résulte de l’évolution historique du capitalisme, qui ne peut être tenue pour universelle quand bien même ce système revêt aujourd’hui une dimension globale. D’autres fondements de la domination masculine existent – comme l’exclusion des femmes de la sphère politique dans les communautés andines en Bolivie – ce qui renforce la critique de la domination masculine, mais contredit les schémas d’explication universels. En France même, la focalisation de certaines féministes sur les risques de la *houseification* dans des foyers réduits à leur fonction de consommation, a occulté la persistance et la recréation de maisonnées, où production et reproduction sociale sont inséparables et où de nouveaux rôles de genre se forgent en même temps que des alternatives économiques et écologiques (Pruvost, 2013 ; 2019). Considérer les institutions de type domestique au-delà du cas singulier du foyer comme unité de consommation et des séparations constitutives de la modernité occidentale est un prérequis théorique et politique pour identifier la multiplicité de rapports d’oppression, autant que des brèches d’émancipation (A26, C29).

## **II.2. Institutions de type domestique : protection, domination et émancipation (C34)**

J'appelle donc institutions *de type* domestique diverses institutions, ancrées dans des structures familiales et communautaires non réduites au foyer, qui organisent la reproduction sociale. Je considère que la reproduction sociale peut être basée sur l'extraction de travail gratuit des femmes et articulée à une sphère distincte de production capitaliste, ou être au contraire insérée dans une économie plurielle. Cette seconde configuration ne présume en rien des modes d'appropriation de la valeur et de la nature des rapports sociaux, qui peuvent être solidaires ou basés sur des formes spécifiques de domination et d'exploitation.

Préciser ces rapports demande d'appréhender les recompositions à différentes échelles des structures ou arrangements familiaux et communautaires, soumis à diverses pressions sur les systèmes de reproduction. A Batallas ces pressions ont résulté de la marginalisation de l'agriculture paysanne et indigène face à l'agriculture industrielle, de la perte de terres au profit de cette dernière et de la fragmentation du foncier (Colque *et al.*, 2015). Elles ont entraîné des stratégies de multi-activité et de multi-résidence, surtout masculines, entre Batallas et El Alto, en même temps qu'une surcharge de travail reproductif pour les femmes qui ont pris la tête des ménages dans les communautés rurales. Pour saisir ces structures et ces processus dynamiques, une analyse détaillée des institutions de type domestique, économique et politique qui les régulent est nécessaire.

A Batallas, les syndicats agraires, et non les seules institutions familiales, modèlent la reproduction sociale. Outre leur fonction politique, de gouvernance locale et d'interlocution avec les gouvernements municipaux et avec l'Etat, les syndicats agraires ont une fonction de régulation de l'économie agraire, étroitement articulée avec les normes et les structures familiales à travers l'accès à la terre. Cet accès est obtenu par les hommes, considérés comme chefs de famille, en échange de leur participation à un système local de charges syndicales exercées à tour de rôle (*cargos rotativos*), et sous condition qu'eux-mêmes ou, à défaut, d'autres membres de leur famille résident dans la communauté. Grâce à ce système, les syndicats agraires exercent un contrepoids décisif au risque de déstructuration des communautés généré par les migrations, la multi-résidence et la multi-activité. Cependant, notre enquête a aussi montré que ce système limite les questions traitées par les syndicats agraires aux demandes collectives et matérielles, telles que la construction d'infrastructures pour l'économie agraire. D'autres questions essentielles pour la reproduction sociale, comme la disponibilité et

la qualité des services d'éducation, de santé et de crèches, qui constituent une préoccupation constante des femmes, ne sont typiquement pas perçues par les syndicats comme faisant partie de leurs responsabilités en tant qu'instance de gouvernance locale. Les syndicats agraires assurent une protection des structures familiales et communautaires traditionnelles liées à l'économie agraire, mais leur action comporte un biais masculin considérable, qui limite leur portée.

La composition, masculine, des syndicats et les rôles sociaux de sexe, responsables de ces limitations n'ont que peu évolué. L'accès des femmes au foncier, qui pourrait accroître leur participation aux syndicats, a bénéficié d'avancées législatives dans les années 1990 (Vega Ugalde, 2017). Toutefois, à Batallas, nous avons constaté que cet accès se réduit à de très petits terrains, délaissés par les hommes pour les nouvelles activités génératrices de revenus. Par conséquent, lorsque certaines femmes participent aux réunions des syndicats, c'est soit comme représentantes d'une agriculture de subsistance en crise, soit comme remplaçantes de leur père ou de leur mari, absent pour cause de déplacement ou de résidence en ville. Leur capacité à influencer l'agenda des syndicats est infime (C34).

Au plan théorique, les syndicats agraires constituent des institutions de type non seulement politique et économique, mais aussi domestique, dans la mesure où ils organisent, à leur manière, la reproduction sociale. Cette organisation de la reproduction obéit à une logique de protection des communautés à travers l'économie agraire, qui contribue à leur subsistance, mais entérine dans le même mouvement la domination masculine fondée sur l'exclusion des femmes de la participation politique. Cette exclusion a, à son tour, fortement restreint la reconnaissance des droits des femmes et le développement de services sociaux susceptibles d'alléger leur travail reproductif. La réduction des institutions domestiques aux seuls foyers passerait à côté de ces acteurs majeurs de la reproduction des communautés que sont ici les syndicats agraires et de leur rôle dans le maintien de l'imbrication entre protection et domination. Ce rôle éclaire aussi le fait que pour les femmes et certains hommes de ces communautés, les possibilités de transformation se situent tout au plus dans un infléchissement égalitaire des rapports de domination, et non dans une remise en cause radicale des syndicats, qui risquerait de détruire les protections qu'ils pourvoient. Les possibilités d'émancipation sont ici étroitement liées à la transformation des formes de protection hiérarchique, mais ne sont pas opposées à elles.

L'action des associations de productrices et producteurs de Batallas participe, modestement, à cet infléchissement des protections et de la domination masculine. Les associations mixtes, orientées vers la transformation et la commercialisation de la production agricole, génèrent des revenus, ce qui favorise l'affirmation de leurs membres comme travailleurs et travailleuses, sujets de droits à la protection sociale. Par ce biais, les questions de la disponibilité de services sociaux et la co-responsabilité entre familles, communautés, municipalité et Etat en matière de reproduction sociale peuvent émerger, souvent, dans les espaces de gestion directe de ces services, au niveau communautaire (par exemple les crèches) ou municipal (dans le cas des écoles et des centres de santé). Des associations féminines, dans le domaine agricole et artisanal, offrent par ailleurs des espaces souvent fragiles, mais néanmoins précieux d'expression des souffrances vécues par les femmes, telles que surcharge de travail, violence domestique et abandon par leur mari, parti en ville et jamais revenu. Par manque d'allié.es politiques dans des ONG, des mouvements sociaux ou des partis politiques, ces espaces aboutissent difficilement à des actions telles que dénonciations ou organisation solidaire du travail reproductif. Ils constituent néanmoins des lieux de parole significatifs, où l'oppression et les souffrances des femmes peuvent être reconnues comme un problème collectif, ouvrant la voie à leur politisation (C34).

Des cas similaires d'infléchissement d'institutions de type domestique à la fois protectrices et oppressives dans le contexte indien ont été documentés dans le projet « Feminist analysis of social and solidarity economy practices: views from Latin America and India ». Au Kerala, la *Self-Employed Women Association* (SEWA) s'est consacrée à faire reconnaître les droits sociaux de femmes de basse caste travaillant comme employées domestiques, comme stratégie d'émancipation de protections familiales particulièrement oppressives (Nandi, 2021). Dans la ville d'Udupi, au Karnataka, la rupture de liens de protection fondé sur un échange inter-caste de poisson (fourni par des femmes de basses castes) et de riz (fourni par les castes plus élevées), a exposé les femmes de basse caste à la concurrence d'entreprises capitalistes de pêche et de vente de poisson réfrigéré. Ces femmes ont recréé des solidarités au sein d'une vaste association regroupant des femmes vendeuses de poisson de 36 marchés de la région et ont cherché protection auprès des pouvoirs publics locaux (Thara, 2021). L'histoire longue des institutions de type domestique, connectant le niveau des foyers avec celui de structures sociales non réductibles au capitalisme, comme les communautés andines et les castes indiennes, permet d'identifier précisément les lieux d'oppression et les conditions de leur transformation. Au-delà des spécificités locales, démocratiser les institutions de type domestique

sans détruire les protections qu’elles pourvoient est une condition nécessaire à une réorganisation du système de reproduction.

### **II.3. Reproduction et émancipation en perspective générationnelle (R5, R6)**

L’élargissement du cadre d’analyse de la reproduction sociale est enfin temporel, du fait de la durée des processus. Le projet de rechercheaction « Jeunes femmes de la campagne traçant leur chemin », que j’ai mené à Barra do Turvo (Vale do Ribeira) en partenariat avec la SOF, a procédé de cet élargissement. Partant des pressions sur la reproduction de la vie dans la région – conflits socio-environnementaux, difficultés de l’agriculture familiale, migrations circulaires ville-campagne – nous avons cherché à saisir la dimension générationnelle de cette problématique et de la participation des jeunes aux initiatives locales d’agroécologie. Pour cela, nous sommes parties de la position des jeunes ruraux – conçus comme un groupe d’âge partageant une identité sociale (Castro, 2009) – et de la signification, pour les filles, d’une organisation comme le RAMA. Les actions du projet (communication, formation, visites d’établissement d’enseignement ; voir chapitre 1, II.2.3.2) nous ont permis d’entrer en dialogue étroit avec un groupe de quinze jeunes filles rurales, de suivre huit jeunes (hommes et femmes) dans leur parcours de migration et d’appliquer un questionnaire auprès des 80 élèves de dernière année des deux lycées de Barra do Turvo.

Le questionnaire a d’abord mis en évidence l’ampleur des migrations circulaires entre villes et campagnes. Un quart environ des lycén.nes ont déclaré avoir déjà vécu en ville, généralement dans la banlieue de Curitiba, avant de venir ou de revenir à Barra do Turvo. Les garçons ont plus souvent eu des périodes de travail en ville que les filles (32 % et 20 % respectivement), alors qu’à l’âge adulte 36,7% des foyers à Barra do Turvo sont dirigés par des femmes<sup>12</sup>. La famille rurale biparentale est donc loin de constituer ici une expérience partagée par l’ensemble des jeunes. Pourtant, nous avons constaté que ce modèle forge leurs représentations d’avenir, lesquelles se réfère aux rôles sociaux de sexe traditionnels – celui de pourvoyeur de revenus pour les garçons et de mère de famille pour les filles. L’adolescence est un moment clé de construction de ces rôles, lorsque, indépendamment des trajectoires des parents, les garçons sont à la fois encouragés à la mobilité et soumis à la pression de gagner de l’argent, alors que les filles subissent un contrôle sur leur mobilité, leur corps et leur sexualité et doivent contribuer au travail domestique. Dans leur communauté, les garçons effectuent des

---

<sup>12</sup> Statistiques de Genre, Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE), <http://www.ibge.gov.br/apps/snig/v1/?loc=0>, accès: 19/12/2018.

travaux agricoles rémunérés et peuvent recevoir des terres et des animaux de leur famille, alors que les filles s'intéressent peu au travail agricole et lorsqu'elles le font, elles n'ont typiquement accès qu'à un espace réduit, auprès de leur mère. Cet espace est, précisément, celui que le RAMA re-signifie en affirmant la valeur de la production des femmes pour l'autoconsommation et en développant des circuits de commercialisation de l'excédent de production. Cette revalorisation a modifié la perception de ces activités – autrement tenues par les filles et les femmes elles-mêmes comme insignifiantes – mais ce changement est lent et loin de s'être généralisé à l'ensemble des familles et des lycéen.nes.

La dévalorisation du rural, notamment dans les lycées, et les différentes pressions subies par ces jeunes expliquent que la majeure partie d'entre eux rêvent de partir, pour « se former », « travailler en ville » et « fonder une famille » et que cette proportion soit encore plus élevée chez les filles : 68% des lycéennes et 46% des lycéens selon notre questionnaire. Lors de notre enquête à Curitiba, nous avons suivi les réseaux familiaux et communautaires de jeunes partis de Barra do Turvo quelques années plus tôt. Nous avons découvert des foyers constitués de frères et sœurs ou d'autres parents, comme oncles, tantes et cousins ; des parcelles abritant plusieurs foyers d'une famille élargie ; et des regroupements d'habitants d'une communauté dans une même rue ou un même quartier. Ces différentes échelles de proximité soutiennent les réseaux familiaux et communautaires et facilitent les contacts pour l'accès à l'emploi des garçons, le plus souvent dans la construction civile. Ils organisent aussi le travail des filles : travail domestique, au sein du nouveau foyer, peu voire pas rémunéré, dans le réseau familial ou communautaire plus large et plus rarement hors de ce réseau, dans le petit commerce ou à l'usine.

L'accès direct de ces jeunes au marché du travail lors de leur arrivée en ville s'est avéré rare, particulièrement pour les filles, soumises à une triple discrimination, du fait de leur origine paysanne, de leur couleur de peau et de leur sexe. Rares aussi sont ceux et celles qui ont réalisé leur rêve de formation, étant donné l'éloignement des établissements d'enseignement par rapport aux banlieues où ils et elles résident, les horaires de travail, la charge de travail domestique des filles et le risque d'agression dans la rue lors des déplacements pour suivre des cours du soir. L'ascension professionnelle en ville et les rêves de certain.es de revenir dans leur communauté d'origine avec un nouveau statut et des projets de transformation (transition agroécologique, commercialisation, organisation collective) s'en sont trouvé bloqués. La plus grande liberté sexuelle par rapport à la campagne est finalement

la dimension de l'expérience urbaine qui a le mieux répondu aux expectatives de départ des filles, mais qui s'est souvent soldée par des grossesses suivies du départ du père. L'envoi des enfants à une femme de la famille, souvent la grand-mère, dans la communauté d'origine ou le retour comme mère célibataire font partie des suites courantes de ces expériences. C'est aussi parmi ces mères célibataires revenues quelques années plus tôt à Barra do Turvo que se trouvent plusieurs jeunes femmes qui participent au RAMA (R5, R6).

Ce cas confirme que les perspectives et les stratégies des jeunes, y compris leur participation, ou non, au RAMA, dépendent de ces réseaux familiaux et communautaires urbano-ruraux et des normes domestiques et économiques qui les gouvernent. A l'arrivée en ville des jeunes des deux sexes, les réseaux familiaux et communautaires ont joué un rôle de protection *a minima* face à la violence et à la précarité des conditions de vie, en leur offrant un toit et en les insérant dans des segments déterminés du marché du travail. Ces segments ont reflété à la fois la position subalterne de ces migrant.es dans le marché du travail urbain et la division sexuelle du travail, qui a été reproduite par l'emploi domestique des filles (Destremau & Lautier, 2002). Comme dans le cas des syndicats agraires de Batallas, protection et domination constituent deux facettes inséparables des réseaux familiaux et communautaires comme institutions de type domestique et économique. Les possibilités d'émancipation immédiate ont d'abord été sexuelles. A plus long terme, quelques jeunes sont parvenus à se stabiliser et à améliorer leur situation en ville. La plupart, hommes et femmes, vivent cependant « l'extrême difficulté de demeurer dans l'un ou l'autre des domiciles », urbain ou rural, comme l'a également conclu une étude auprès d'environ 600 jeunes dans le nord-est du Brésil (M.N. Wanderley, 2013, p. 85). Les périodes en ville et dans la maison paternelle ou dans un nouveau foyer dans la communauté d'origine alternent, renouvelant les circuits de migration urbano-ruraux et la dynamique de reproduction sociale sous tension déjà vécue par la génération antérieure (voir aussi Bhattacharya, 2020).

Globalement, la socialisation des jeunes ruraux entretient une perception dévalorisée du mode de vie à la campagne et une perception survalorisée de celle en ville (Castro, 2009). La participation au RAMA et à des activités (marchés, rencontres politiques, formations, participation à des manifestations politiques et culturelles) des mouvements agroécologique et féministe auxquels le RAMA est associé, a constitué une expérience différenciée et marquante pour les jeunes filles. Elle a contredit ces perceptions, contesté l'autorité masculine et affirmé le statut des paysannes comme travailleuses et sujets politiques (voir aussi Ferrari, 2021).

Notre projet lui-même a fait partie des espaces où le RAMA a été présenté comme un espace de valorisation du travail des femmes et de soutien mutuel pouvant pallier le manque de protection familiale et en contester la nature inégalitaire. Cependant, un espace comme le RAMA ne modifie que lentement les institutions patriarcales qui pèsent sur les jeunes filles et il leur apparaît d'abord comme une option moins prometteuse que le départ pour la ville. Ce n'est en réalité qu'après l'échec de la période en ville et le retour dans la communauté que certaines décident de s'engager dans le RAMA. Cet engagement doit donc être analysé dans la durée, à l'échelle des étapes de cycles de vie des individus, dans le cas présent comme option de retour à la communauté et passage à l'âge adulte et non comme étape constitutive de la jeunesse comme nous l'avions imaginé initialement. Les possibilités de réorganisation solidaire de la reproduction dépendent non seulement des organisations qui infléchissent les institutions de type domestique et économique, comme ici le RAMA, mais aussi des trajectoires de vie des personnes qui s'y engagent, comme ici les jeunes femmes.

#### **II.4. Articuler institutions de type domestique, économie plurielle et reproduction sociale (A14, C10)**

Finalement, l'analyse approfondie des institutions de type domestique, qui sont souvent simultanément des institutions de type économique, permet de préciser celle de l'économie plurielle, à travers les quatre principes d'intégration issus du cadre polanyien. Tenir compte de la reproduction, à travers ces institutions, complète tout approche de l'économie plurielle articulant sphères marchande et non marchande. Inversement, l'économie plurielle offre un cadre de pensée indispensable pour ouvrir l'analyse de la reproduction sociale à des configurations différentes de l'articulation entre modes de production capitaliste et domestique et pour évaluer précisément la possibilité de rapports sociaux solidaires.

Dans mon enquête à El Alto sur l'économie solidaire depuis la sphère domestique, j'ai montré que l'économie des femmes et de leurs familles repose sur une articulation en tension entre la logique de production pour leur propre usage (*householding*) et celle d'insertion dans les marchés (soumis à des degrés divers au principe de concurrence), à laquelle les organisations d'économie solidaire participent. J'ai argumenté que le principe de *householding* domine tant que les ressources issues des échanges avec l'extérieur sont soumises à la logique de satisfaction des besoins des membres du groupe familial, sans toutefois garantir une quelconque équité à l'intérieur de ce groupe (voir chapitre 2, partie II.2).

L'analyse de ces groupes familiaux, comme institutions de type domestique, permet de préciser ces conditions. Mon enquête a montré qu'ils reposent sur un entrelacement d'espaces, consistant typiquement en des parcelles urbaines abritant un ou plusieurs foyers d'une famille élargie, connectés à des réseaux dans la ville et dans les communautés rurales d'origine et au sein desquels les individus peuvent circuler. Les parcelles urbaines sont en même temps des espaces économiques. Souvent, les familles récemment arrivées dans la ville les consacrent en quasi-totalité aux cultures vivrières et à l'élevage d'animaux. Cette dimension économique passe de plus par le maintien des liens avec la communauté d'origine, y compris par les familles établies à El Alto depuis deux, voire trois générations, qui continuent d'assurer leur fonction dans les syndicats agraires et conservent leur accès à la terre et à une partie des récoltes (voir aussi Sandoval & Sostres, 1989 ; Durán *et al.*, 2007 ; Antequera Durán, 2010). Les habitations et les parcelles urbaines sont de plus le lieu de diverses activités artisanales (tissage, confection, préparation d'aliments, menuiserie, réparation mécanique...) et commerciales (échoppe, vente ambulante, approvisionnement avec l'aide du réseau familial) impliquant la main d'œuvre familiale. Elles abritent également des activités financières telles que prêts informels, gages immobiliers sur une ou plusieurs pièces de la maison (*anticrético*) et épargne familiale (C10).

Le principe de *householding* dans l'économie populaire à El Alto repose sur ces espaces familiaux et communautaires organisés en réseaux urbano-ruraux, au sein desquels réciprocité et redistribution sont en permanence mobilisés. Simultanément, ces espaces sont la base de l'insertion de ces groupes familiaux dans les marchés, à travers les circuits d'approvisionnement et les espaces de vente auxquels ils donnent accès, dans un contexte où les structures de marché sont incomplètes et où le mécanisme d'ajustement des prix à la demande est limité (voir chapitre 2, partie I.2). De l'étendue et de la solidité de ces réseaux dépend la capacité de leurs membres à s'assurer une demande et des prix suffisants sur les marchés et de faire prévaloir la logique de production pour la satisfaction des membres du groupe (*householding*), en évitant d'être soumis à la spirale destructrice de la concurrence, entraînant basse qualité, bas prix et faibles marges de revenus. Or, mon enquête montre que, dans la plupart des cas, cet équilibre est précaire : hommes et femmes sont insérés dans des activités à leur compte de petite taille, dans des secteurs fortement compétitifs, comme la vente au détail, la production à petite échelle – dont celle dans les organisations d'économie solidaire – et les transports. Les réseaux familiaux et communautaires ne sont pas toujours suffisants pour

amortir les aléas inhérents à la logique de concurrence, pouvant entraîner des périodes de manque de revenus, d'aliments et autres produits de première nécessité (C10).

De plus, le fonctionnement de ces réseaux, combiné à celui des marchés créent des inégalités de revenus entre hommes et femmes. Une estimation à partir des données statistiques des revenus de la population indigène sur le marché du travail urbain, en contrôlant le niveau d'éducation, montre que le rapport entre le revenu des femmes et des hommes est d'environ 70%. Par exemple, le revenu moyen des femmes indigènes avec un niveau d'éducation primaire était de 879 Bs. environ contre 1210 Bs. pour les hommes, soit un rapport de 72% (chiffres de 2005, F. Wanderley, 2009, p. 117). Mon estimation auprès de trente artisanes, membres d'organisations d'économie solidaire, et de leurs maris, a confirmé cet écart, tout en montrant des variations considérables entre les femmes. Certaines gagnaient, en 2010, entre 400 et 800 Bs. (55 à 110 US\$ de l'époque) dans les ateliers manuels (comme le tissage et la production d'objets en feutrine), avec d'importantes variations saisonnières ; alors que d'autres gagnaient jusqu'à 1200 Bs. (155 US\$) dans le cas d'ateliers de tissage semi-mécanisés. Leurs maris, compagnons ou fils gagnaient 1 000 Bs. comme policiers ou employés d'usine ; 1 500 à 2 000 Bs. comme chauffeurs de minibus, électriciens, charpentiers ou maçons.

J'ai identifié deux facteurs expliquant les bas revenus des femmes dans certaines organisations d'économie solidaire et les variations entre les femmes. D'une part, une partie de ces organisations restent cantonnées à des activités artisanales à faible mécanisation soumises à une forte concurrence. D'autre part, les organisations d'économie solidaire soit ignorent les inégalités de genre, soit, pour celles en contact avec des ONG féministes, dénoncent les violences domestiques faites aux femmes (Gaygua & Castillo, 2008 ; Rance, 2009), sans toutefois parvenir à modifier la division sexuelle du travail domestique ni les politiques sociales. Les faibles revenus de certaines femmes traduisent le temps partiel qu'elles consacrent au travail rémunéré du fait de leur charge de travail domestique. Ils constituent la pointe émergée d'une configuration globalement injuste et oppressive pour les femmes du principe de *householding* dans les groupes et réseaux familiaux et communautaires, s'accompagnant d'une insertion dans des marchés à forte concurrence. Pour les modifier, les organisations d'économie solidaire doivent à la fois remettre en cause la place des femmes dans ces groupes et réseaux et s'insérer dans des marchés où la concurrence est moins forte, en augmentant la qualité de leurs produits ou en construisant elles-mêmes de nouveaux marchés. Une telle transformation

suppose à son tour des relations de réciprocité et de redistribution égalitaire, hors des réseaux familiaux et communautaires (A14).

L'infléchissement égalitaire du principe de *householding*, grâce aux relations de réciprocité et de redistribution, est un point déterminant, qui différencie entre elles les organisations analysées ici. Il les distingue aussi globalement du RAMA, où réciprocité et redistribution sont particulièrement développées et où les normes patriarcales dans les structures familiales et communautaires ont été questionnées, quand bien même elles n'évoluent que lentement. Cet infléchissement est aussi une condition de participation à des marchés plus équitables. Cette approche, critique et possibiliste des institutions de type domestique et de la reproduction dans l'économie plurielle, rejoint de nouveau l'approche des *diverse economies* et de la politisation du « travail de la vie » d'Oona Morrow et Kelly Dombroski. Pour dépasser la vision de la subordination de la reproduction sociale à la production capitaliste marchande, ces autrices « ouvrent » le concept de reproduction sociale en considérant une diversité de logiques de travail (génération de revenus, mais aussi *provisioning, caring*) et de formes de compensation de ce travail (salarié, payé alternativement, non payé). Le résultat de leur recherche empirique dans deux contextes très différents – celui de la ville de Xining au nord-est de la Chine et celui de Boston – est une « contre-topographie » des multiples lieux liés du travail de la vie où ce dépassement peut être observé (Morrow & Dombroski, 2015).

## Conclusion

Prendre en compte les institutions de type domestique est indispensable à une analyse de l'économie tournée vers les possibilités d'émancipation des femmes. Trop souvent, ces institutions sont reléguées à un niveau infra-économique et infra-politique dans les cadres, y compris progressistes, d'analyse économique, occultant les rapports de domination et les formes insoutenables de reproduction sociale. L'émancipation est alors abordée soit par une approche de l'économie solidaire limitée aux organisations productives ; soit comme un *empowerment* par le seul accès au marché. Dans les deux cas, le rôle des marchés et de la concurrence est surestimé, négativement ou positivement ; et les freins liés au confinement des femmes à la sphère domestique, à leur surcharge de travail et à leur manque d'autonomie sont sous-estimés.

L'imbrication entre les institutions de type domestique et l'économie, la diversité des structures sur lesquels elles s'appuient et qu'elles renouvellent en même temps que les inéga-

lités de genre, sont bien connues des anthropologues, notamment féministes, et sont au cœur de mes enquêtes. Mes enquêtes en Bolivie et au Brésil s'inscrivent dans cette problématique et illustrent des configurations où la sphère domestique ne se réduit pas à une sphère de travail gratuit des femmes et de consommation. Production et reproduction sociale ne se déroulent pas dans des sphères domestique et économique séparées bien qu'articulées, mais elles sont réellement inséparables.

Ce type de configuration a des conséquences empiriques et théoriques importantes. Empiriquement, les institutions de type domestique doivent être identifiées hors d'une pseudo-sphère domestique *stricto sensu*. Théoriquement, mes travaux mettent en évidence que ces institutions ne fonctionnent pas comme de simples courroies de transmission du mode de production capitaliste dans la sphère domestique, en permettant l'extorsion de travail gratuit des femmes. Elles sont plus complexes et maintiennent leurs propres rapports de domination, qui sont en même temps des sources de protection. Les réseaux familiaux et communautaires urbano-ruraux en Bolivie et au Brésil, mais aussi les syndicats agraires dans les communautés rurales de Bolivie, organisent les stratégies de reproduction sociale et les pratiques économiques des familles, en même temps qu'ils fournissent des protections qui sont indispensables, mais globalement oppressives pour les femmes. Ces institutions de type domestique s'appuient sur des formes, plurielles, d'économie où redistribution, reciprocité et *householding* s'articulent avec la concurrence, aucun de ces principes économiques n'étant nécessairement égalitaire. Les possibilités de réorganisation solidaire et soutenable de la reproduction et d'émancipation des femmes dépendent de la transformation de l'ensemble de ce système. Au plan théorique, il faut donc « ouvrir » la reproduction sociale à la diversité institutionnelle et au pluralisme économique pour saisir ces autres mécanismes de domination et les possibilités de transformation.

Ces possibilités résident notamment dans des actions collectives dans des organisations solidaires qui infléchissent ces institutions sans détruire les protections qu'elles fournissent. Ces processus de transformation s'inscrivent dans les géographies complexes des circuits migratoires des populations des marges rurales et urbaines soumises aux pressions sur la reproduction sociale et de la vie. Ils se déroulent aussi dans le temps long des processus de changement, marqués par la résistance des organisations sociales, comme par exemple les syndicats agraires, et par l'inertie des institutions, notamment celle qui régissent la participation politique des femmes et la division sexuelle du travail. Les logiques des individus aux

différentes périodes de leur cycle de vie renforcent la nécessité de considérer ces processus dans leur durée et dans les rapports entre générations, au-delà de l'échelle des individus.

Cette épaisseur temporelle de la reproduction sociale et de l'émancipation rompt évidemment avec l'approche dominante de la théorie économique, axée sur un ajustement et sur un équilibre virtuellement immédiat du marché. A l'inverse de cette approche atemporelle, le cadre que j'ai développé met l'accent sur l'histoire longue des institutions et sur les multiples étapes et conditions nécessaires à leur transformation. Il met en lumière le potentiel d'initiatives de femmes subalternes pour cette transformation et attire l'attention sur les multiples connexions nécessaires, avec des allié.es dans la société civile et à l'intérieur de l'Etat. Il décortique les dispositifs instituant des modes solidaires d'appropriation de la valeur du travail et démocratisant les pratiques de *householding* en les connectant à des formes de réciprocité et de redistribution et à des marchés plus équitables. Il articule approche de l'économie plurielle attentive aux institutions de type domestique et approche de la reproduction ouverte sur la pluralité de modes d'appropriation de la valeur et de principes d'intégration économique. En partant des structures de domination et d'exploitation du travail, ce cadre restitue une perspective temporelle indispensable pour percevoir, depuis un regard possibiliste, les processus nécessairement lents d'émancipation et de transformation de ces structures.

Enfin, ce cadre tient compte du lien entre domination de la nature et des subalternes, entre conflits sociaux et environnementaux et entre disputes pour l'émancipation et pour la soutenabilité, pointé par la littérature écoféministe et sur la justice environnementale. Il intègre ce continuum socio-environnemental en étendant la problématique de la reproduction sociale à celle de la vie, humaine et non humaine. Mon effort de construction de ce cadre a consisté dans l'intégration – et non dans la simple juxtaposition – des dimensions économique, politique et environnementale de la reproduction, dans une analyse à partir des pratiques et des institutions. Ancrée dans mes enquêtes au Vale do Ribeira et, plus récemment, à la Zona da Mata (Minas Gerais), autre région rurale du Brésil marquée par les conflits socio-environnementaux et les résistances dans l'agroécologie, ma démarche a consisté à mobiliser des concepts et des approches permettant de saisir ce continuum. Le cadre qui en a résulté aborde la soutenabilité à travers les pratiques de reproduction fondée sur le *care*, les disputes sur le modèle de conservation environnementale et les mobilisations pour la justice environnementale. Ici aussi, la dimension temporelle, à travers le rythme des changements environ-

némentaux et celui des organisations qui lui répondent, doit impérativement être pris en compte.

## Conclusion

Les expériences d'économies solidaires en Bolivie et au Brésil sont porteuses d'enseignements sur les possibilités d'émancipation et de soutenabilité. Toujours – et peut-être de plus en plus – insérées dans des formes de protection et de domination, notamment patriarcale et ethnique, dans des logiques de concurrence et dans des modes de fonctionnement autoritaires, ces expériences montrent néanmoins une voie possible de démocratisation de l'économie, alliée dans certains cas à une éthique pratique de la soutenabilité. Dans une démarche de théorisation à partir du singulier, je retire sept enseignements transversaux de ces expériences locales, qui constituent autant de fondements du double regard, critique et possibiliste, que je porte sur elles.

### **I. Distinguer différents types de solidarité, préciser la portée des processus d'émancipation**

#### **I.1 Solidarités communautaires de base ethnique opposées au « marché »**

En Bolivie, le processus d'institutionnalisation de l'économie social-communautaire impulsé par l'Assemblée constituante a interagi de manière complexe avec les différents types de solidarité existant dans l'économie populaire. L'alliance entre le parti gouvernemental d'Evo Morales et les confédérations indigènes qui l'ont porté au pouvoir a entériné une vision épurée de solidarités ethniques ancrées dans les communautés rurales et indigènes et opposées au « marché ». L'affirmation politique des nations indigènes et de la légitimité de leurs économies a contribué à une réparation historique des inégalités ethniques dans ce pays, porteuse d'émancipation. Toutefois, en ignorant la diversité des marchés concrets, en les assimilant au principe de concurrence et en les conspuant au nom d'une critique ethnique du néolibéralisme, ce processus politique a finalement enfermé les solidarités indigènes dans une lecture particulièrement étroite. En refusant de reconnaître la pénétration historique de différents types de marchés dans ces communautés, ce processus a débouché sur une catégorie d'action publique – l'Organisation économique communautaire – qui ne correspond guère aux institutions et aux pratiques locales. Le potentiel d'émancipation de ce processus politique a alors été limité par la difficulté à identifier et à constituer de telles organisations.

## I.2 Solidarités articulant réciprocité, redistribution et concurrence

Bien que marginalisées politiquement, les trajectoires des Organisations économiques paysannes et de l'économie solidaire et du commerce équitable en Bolivie n'ont pas disparu. Ces organisations ont en commun d'être basées sur des solidarités électives, plutôt qu'ethniques et communautaires, en fonction de l'appartenance à un secteur d'activité économique, tel qu'agriculture, élevage ou artisanat. En s'insérant dans des segments de marché, notamment du commerce équitable et biologique, ces organisations ont articulé de diverses manières le principe de concurrence à ceux de réciprocité et de redistribution. Elles ont institué des produits en commun, amélioré leur qualité, limité la concurrence interne, permis d'accéder à des prix et des revenus plus élevés et favorisé la reconnaissance de leurs membres comme travailleuses et travailleurs, sujets de droits à la protection sociale. Elles ont articulé réciprocité entre membres d'organisations de base et redistribution de ressources par des organisations faitières et des ONG. Ces solidarités ont démocratisé l'accès aux marchés et les rapports de production, tout en restant limitées par la forte concurrence dans l'économie populaire, par des politiques sociales basées sur des transferts monétaires plutôt que sur la reconnaissance de droits et par des inégalités de genre persistantes dans les structures familiales.

S'attaquer aux inégalités de genre pour démocratiser l'organisation de la reproduction sociale aurait supposé de mettre en cause les institutions de type domestique, au fondement du *householding*. Ancré dans les espaces et les réseaux familiaux urbano-ruraux qui assurent la production pour l'usage en même temps que pour les marchés, ce principe repose, en Bolivie, de manière disproportionné sur le travail des femmes subalternes. Cette charge de travail les restreint généralement à des activités à faible valeur ajoutée et à forte concurrence, exercées à temps partiel et dans un rayon limité autour des maisons. Les organisations d'économie solidaire tentent de diminuer la concurrence, mais ne s'attaquent pas à la division sexuelle du travail au niveau familial. La résistance des institutions de type domestique et des structures familiales et communautaire, la difficulté à combattre la structure patriarcale de l'Etat, même plurinational, et le manque d'une articulation forte entre femmes dans les organisations des économies solidaires et mouvement féministe expliquent cette situation. Le pouvoir de ces institutions, tels les syndicats agraires dans les communautés rurales, cumulant fonctions de gouvernance locale, de reproduction sociale et de protection des communautés à travers l'agriculture de subsistance, a rendu cette transformation particulièrement ardue. Ces institutions maintiennent deux grandes formes de domination masculine, fondées sur l'exclusion des

femmes de la participation politique et sur la division sexuelle du travail. Les espaces de parole dans des associations de productrices ou des groupes de femmes et les campagnes d'ONG féministes contre les violences faites aux femmes n'ont pas réussi à les transformer. L'émancipation s'est finalement concentrée sur les rapports de travail par la construction collective de marchés plus équitables.

Au Brésil, le processus d'institutionnalisation de l'économie solidaire impulsé par le Forum et par le Secrétariat national à l'économie solidaire (SENAES) a généré une dynamique ambitieuse de démocratisation du mode de production capitaliste. Cette démocratisation s'est fondée sur des initiatives économiques solidaires (EES, *empreendimentos econômicos solidários*) autogérées par les travailleuses et travailleurs. Ces initiatives ont été articulées avec des marchés, des institutions financières et des politiques publiques adossées à des espaces tripartites de co-construction et de contrôle social, entre travailleuses et travailleurs des EES, gestionnaires publics et entités d'appui et de promotion. Cette architecture a cherché à connecter des espaces publics démocratiques autonomes dans les EES avec les espaces institués par les pouvoirs publics, du niveau local au niveau national. Elle a construit des solidarités entre travailleuses et travailleurs des EES, articulant principes de réciprocité, de redistribution via les politiques publiques et les entités d'appui et de promotion et de concurrence dans les marchés. L'expérience de rapports de travail aliénants, humiliants, discriminatoires, voire d'exploitation économique, a été transformée par les EES.

Cependant, cette construction s'est avérée fragile dès lors que ces travailleuses et travailleurs, souvent issus de l'assistance sociale, dépendants des ressources des politiques publiques, n'ont pas formé un mouvement fort et autonome hors des espaces tripartites. Sans cette base, les efforts de militantes féministes dans le Forum et au gouvernement pour faire reconnaître le travail de *care* réalisé dans la sphère familiale et son impact sur la participation des femmes à l'économie hors de cette sphère ont eu des résultats limités. Ils n'ont pas pu éviter le biais de genre de la catégorie d'EES, passant à côté des pratiques solidaires des femmes ancrées dans le principe de *householding* et dans la sphère domestique – et non dans les EES. Comme dans le cas bolivien, le pouvoir émancipateur des EES s'est concentré sur les rapports de production et de travail.

### I.3 Economies solidaires féministes incluant le *householding*

Comme en Bolivie également, les limites du processus politique au niveau des espaces institués par l'Etat n'ont pas empêché d'autres formes de politisation, dans les espaces autonomes des économies solidaires et des mouvements sociaux, et des pratiques solidaires hors des EES. Des organisations locales de femmes, connectées au mouvement féministe, ont développé des pratiques solidaires basées sur la réciprocité et le *householding*, à la frontière avec les réseaux d'entraide familiaux et de proximité, par lesquels les femmes assurent leur responsabilité dans la reproduction sociale. Cette réorganisation solidaire de la reproduction sociale a été renforcée par la redistribution de ressources issues de projets et de politiques publiques, ainsi que par des réseaux plus larges, issus des mouvements sociaux, formant souvent la base de marchés solidaires. Ces pratiques ont aussi été politisées par les militantes féministes dans des ONG et dans les mouvements sociaux, revendiquant une double émancipation des femmes, du marché du travail conventionnel et des rapports domestiques.

Des rapports sociaux solidaires, fondés sur une reconnaissance de la double valeur, d'échange et d'usage, du travail des femmes, et sur un mode démocratique d'appropriation de cette valeur, se sont consolidés dans des collectifs de femmes dans l'agroécologie au Brésil. Cette transformation s'est ancrée dans les collectifs de paysannes, mais aussi dans des organisations allié.es telles qu'ONG et mouvements féministes, et dans des espaces de l'Etat durant le cycle du Parti des travailleurs. A la différence de l'économie solidaire, les paysannes et les militantes féministes ont développé une organisation et des alliances solides dans des espaces autonomes du mouvement agroécologique, qui leur a permis de se positionner vis-à-vis des acteurs étatiques lorsque l'opportunité politique s'est présentée. Durant le cycle politique du Parti des travailleurs, cette alliance leur a permis de pénétrer les structures de l'Etat, tout en maintenant une forte pression depuis la société civile. Elles ont obtenu des politiques publiques et ont évité qu'une quelconque catégorie d'action publique, risquant d'exclure les pratiques et les organisations des paysannes, ne soit instituée. L'expérience de collectifs locaux, comme le RAMA au Vale do Ribeira et d'autres à la Zona da Mata de Minas Gerais, montre comment cet ancrage socio-politique et socio-économique au niveaux local, régional et national a finalement permis de transformer l'économie agricole de subsistance des paysannes en une économie solidaire basée sur une démocratisation des quatre principes d'intégration économique.

## **II. Distinguer différentes approches et pratiques de soutenabilité**

L’imbrication des dimensions socio-environnementales au sein des collectifs de femmes dans l’agroécologie au Brésil conduit à élargir ces conclusions vers les conditions de réorganisation solidaire *et* soutenable de reproduction de la vie. Les pratiques d’économie solidaire des paysannes, axées sur une production vivrière diversifiée, et donc sur la qualité et la sécurité de l’alimentation, ainsi que sur la qualité des eaux et des sols, sont en même temps des pratiques de *care* socio-environnemental. La valorisation sociale et monétaire de ces pratiques ouvre une voie singulière d’émancipation et de soutenabilité. La soutenabilité recherchée est économique, au sens substantif, à travers une production destinée d’abord à l’autoconsommation, puis à la commercialisation de l’excédent de production. Elle est aussi sociale, à travers les critères d’équité élaborés par les paysannes dans leurs espaces d’organisation et ceux de discussion avec les consommateurs, guidant le modèle, solidaire, d’appropriation de la valeur de leur travail. La soutenabilité recherchée est enfin écologique, à travers la construction d’une socio-nature au plan individuel, par le travail, les gestes et les techniques agroécologiques, mais aussi et surtout au plan collectif, par les espaces d’échanges et de construction de ces techniques, ainsi que des relations économiques et de politisation qui les soutiennent.

Cette conception, pratique, collective et politique, de la soutenabilité s’oppose à celles des politiques publiques et d’actions du secteur privé au titre de la protection de la nature. Ces conceptions sont basées soit sur une vision de la nature sauvage, dans des actions de préservation qui ont résulté dans l’expulsion des habitants des zones à préserver ; soit sur une vision utilitariste de la nature, dans des actions de conservation de plus en plus basées sur des mécanismes marchands de compensation environnementale. Dans les deux cas, la nature est considérée comme un donné, dans une approche positiviste, déconnectée de sa fabrique sociale. La contradiction entre ces visions des socio-natures et celle des paysannes et paysans alimente des conflits et une perception d’injustice, qui se convertit en mobilisations dans l’agroécologie, mais aussi en colère, en découragement et dans des migrations.

### **III. Tenir compte de la dimension temporelle des institutions et des processus économiques et politiques**

Mon analyse de l'économie instituée, de la reproduction, de l'émancipation et des socio-natures s'appuie sur une approche dynamique et indéterminée de la transformation sociale. M'éloignant de toute hypothèse fonctionnaliste, j'aborde l'évolution des institutions de manière contingente à l'histoire économique, politique, sociale et parfois intime. Cette évolution correspond rarement à un minimum de coûts de transaction ou à un équilibre entre offre et demande. Mes recherches à El Alto mettent en évidence que les marchés concrets, ou institutions de marché, ne forment pas un système autorégulé par le principe de concurrence et par l'ajustement des prix à l'offre et à la demande. Le vide entre ces segments de marché incomplets, généré par les fractures ethniques, de classe et de genre en Bolivie, est occupé par diverses institutions non marchandes, qui encastrent l'économie dans la société. L'économie solidaire et le commerce équitable, qui misent sur des solidarités et sur l'institution de produits comme communs, en font partie.

Au lieu d'équilibres de marché, mon cadre attire le regard sur les tensions, permanentes, dans l'économie plurielle et sur les ancrages que les actrices et acteurs sociaux construisent sur le long terme pour tenter de les stabiliser. Les tentatives d'ancrage démocratique des économies solidaires, par exemple par les Banques communautaires de développement au Brésil, répondent à cette nécessité. Les Banques articulent espaces publics locaux dans les quartiers populaires, où les pratiques solidaires, axées sur la gestion des ressources financières comme des communs, sont confrontées à des logiques différentes, voire opposées des habitant.es ; et espaces de contact avec les acteurs étatiques, où ces pratiques et valeurs doivent également être justifiées et défendues face aux approches dominantes – dans ce cas marchandes et bureaucratiques.

Les processus de démocratisation de l'économie, de réorganisation de la reproduction sociale et d'émancipation des rapports de domination sont lents. Ils se heurtent à l'inertie, voire à la résistance des institutions et sont de plus soumis aux relations entre les générations et aux contraintes propres aux étapes de vie des individus. Au Brésil, les jeunes ruraux de Barra do Turvo qui tentent leur chance à Curitiba bénéficient d'un appui de leur parentèle qui les accueillent et les aident à trouver un travail en ville. Ces réseaux familiaux urbano-ruraux protègent les jeunes, en même temps qu'ils reproduisent la domination masculine, en desti-

nant les filles au travail domestique, et celle basée sur les discriminations raciales et de classe, en plaçant les jeunes dans des segments subalternes du marché du travail. Un collectif d'agroécologie comme le RAMA, fondé sur l'entraide entre femmes et sur une contestation de la domination masculine, pourrait représenter une alternative pour les filles de paysannes. Ce n'est pourtant qu'à l'âge adulte, après des expériences infructueuses en ville, que certaines entrent dans le collectif.

Cette approche temporelle suppose à son tour un temps long de l'enquête et donc d'articuler des projets – aux conditions financières et institutionnelles spécifiques – et de maintenir des relations avec des chercheur.es locaux et avec les sujets des processus de transformation. La construction de ces collectifs et de positionnement *ad hoc*, répondant aux contingences de ces processus, font partie de ma pratique de la recherchaction, comme recherche tournée vers la transformation sociale.

#### **IV. Vers une théorie politique de la valeur et des prix**

Mon approche de l'économie plurielle comme économie instituée, soumise à des tensions permanentes résultant de l'interaction entre les quatre principes d'intégration économique, tourne le dos à la théorie de la formation des prix sur le marché. En Bolivie, où les structures de marché sont incomplètes et particulièrement loin de former un quelconque système autorégulé, les organisations d'économie solidaire et de commerce équitable tentent de faire reconnaître des prix qui reflètent une revalorisation sociale des producteurs et produc-trices. Cette évaluation alternative se base sur une critique objective des prix sur les marchés conventionnels – inférieurs à leurs coûts de production – sur un marquage de leurs produits – par exemple à travers le commerce équitable – et sur l'organisation collective, tournée vers la construction d'autres marchés.

Plus largement, je m'éloigne de différentes théories économiques qui attribuent des fondements positifs à la formation des prix et de la valeur, telles la théorie de la valeur-travail dans l'économie classique et dans l'approche marxiste et la théorie marginaliste de la valeur de Léon Walras, Carl Menger et Stanley Jevons. Je m'oriente vers une théorie politique de la valeur, d'usage et d'échange, comme résultat de rapports sociaux et de modes d'appropriation construits dans différents types d'espaces, le plus souvent non démocratiques. J'aborde les prix comme des mesures de la valeur d'échange résultant du rapport de force entre actrices et acteurs sociaux défendant différents modes d'appropriation de cette valeur et faisant appel à

des logiques de justification pour en démontrer le bien-fondé. Cette orientation théorique, qui reste largement à préciser, croise la position des économistes féministes matérialistes sur les modes d'appropriation de la valeur, avec ma conception des prix comme points de cristallisation des différends sur la valeur des personnes exprimés dans la valeur des choses, elle-même inspirée des régimes de justification de Luc Boltanski et Laurent Thévenot (Boltanski et Thévenot, 1991 ; Thévenot, 1995).

## **V. Tenir compte de géographies complexes, développer une approche multiscalaire**

A l'épaisseur temporelle des processus de transformation, s'ajoute la complexité des géographies des territoires des économies solidaires, articulant différentes échelles. Ces géographies sont, d'une part, forgées par les circuits migratoires des populations des marges rurales et urbaines, elles-mêmes causées en grande partie par les pressions sur la reproduction de la vie. Connectant les territoires ruraux, comme l'Altiplano nord de la Bolivie et le Vale do Ribeira au Brésil, aux périphéries urbaines, ces circuits conditionnent à leur tour la place de l'économie dans les réseaux et arrangements familiaux et communautaires. La géographie de ces circuits requiert des analyses multisetituées et mutiscalaires, de l'échelle micro-locale à celle des migrations.

Simultanément, les territoires sont maillés et transformés par les économies solidaires. Les pratiques tournées vers la soutenabilité de la reproduction de la vie, étayées par des relations d'échange et par des réseaux d'entraide, de proximité et à des niveaux plus larges d'alliance politique, forment des contre-topographies, dont les possibilités autant que les limites apparaissent d'abord à l'échelle domestique et communautaire. Au-delà de cette échelle, les réseaux d'alliance politique des économies solidaires produisent de plus des géographies contingentes à l'implantation des organisations et des mouvements sociaux et de certaines politiques publiques. Suivre ces géographies est aussi nécessaire, dès lors que les réseaux d'alliance constituent un maillon décisif de l'ancre socio-économique et socio-politique des économies solidaires. Lorsque ce maillon est faible, comme dans le cas des organisations de femmes et féministes en Bolivie, les possibilités d'émancipation sont limitées, voire compromises.

## **VI. Aller au-delà de l'approche de l'économie informelle**

L'économie populaire est souvent ramenée au débat sur l'économie informelle. Centré sur les formes et les cadres légaux, ce débat tend à placer l'analyse des processus d'institutionnalisation du seul côté des acteurs étatiques. Les actrices et acteurs de l'économie populaire sont alors, à la limite, envisagés comme de simples réceptacles de ces cadres légaux. Ce type d'approche a nourri des oppositions idéologiques, entre partisans de la formalisation comme condition d'un travail décent et tenants du contournement d'une régulation jugée excessive, car supposée entraver l'entrepreneuriat informel (De Soto, 1986).

En me situant dans l'approche de l'économie populaire et en reconnaissant des capacités instituantes à ses actrices et acteurs, je cherche à dépasser ce débat en rééquilibrant l'analyse des processus d'institutionnalisation. J'aborde ces processus comme des rencontres, toujours inégales, entre actrices et acteurs des espaces étatiques et d'espaces publics autonomes de cette économie, où des capacités instituantes peuvent se déployer. Ce cadre ouvre la voie à une analyse non normative de la manière dont les actrices et acteurs de l'économie populaire disputent, s'approprient, contournent ou sont exclu.es des institutions et des normes légales. Il met en lumière comment les biais des catégories d'action publique, comme l'OECOM en Bolivie et l'EES au Brésil, ont été produits. Il conduit par ailleurs à ne pas négliger analytiquement les pratiques solidaires marginalisées par les cadres légaux ou délaissées par l'interruption des politiques de soutien aux économies solidaires.

## **VII. (Re)trouver la place de l'économie non marchande et de ses sujets**

Les trois niveaux, des pratiques, des institutions et des principes d'intégration économique, qui structurent mon cadre d'analyse de la pluralité économique place les pratiques solidaires au premier plan. J'attire le regard sur la manière dont ces pratiques débordent le cadre des organisations économiques, pour s'ancrer dans la sphère domestique et dans des réseaux informels, suffisamment souples pour répondre aux nécessités et aux contingences de la reproduction de la vie. Mon cadre révèle la part non marchande de ces pratiques, qui répondent aux principes de réciprocité, de redistribution ou de *householding*. Ce faisant, je pointe le risque d'accroissement des inégalités induit par le principe de concurrence, et son lien intrinsèque avec l'autoritarisme, autant que le risque de maintien de formes d'oppression

et de domination contenu dans les principes non marchands. Démocratiser l'économie par des pratiques solidaires suppose d'infléchir les quatre principes d'intégration économique vers des formes égalitaires.

Pour examiner de près la sphère non marchande, j'ai construit des positions de recherche au plus près des actrices et acteurs sociaux, dans des collectifs de recherchaction. Ce type de position m'a donné accès à des pratiques économiques peu visibles, car non marchandes et généralement non monétaires, et aux voix de femmes subalternes qui ne s'expriment souvent que dans des relations de confiance et d'intimité. De la sorte, j'ai recherché une compréhension de l'intérieur des processus d'émancipation, des éthiques et des pratiques de soutenabilité, en considérant qu'ils peuvent être peu intenses et parfois même contradictoires.

Je suis consciente des limites de ce type de position, du fait de la distance sociale irréductible qui me sépare des sujets de mes recherches, des limites de la réflexivité et des zones d'ombre de toute recherche engagée, rendant difficile l'expression de critiques vis-à-vis de cet engagement. J'assume néanmoins ce choix, pour deux principales raisons. Tout d'abord, pour l'accès irremplaçable aux sujets de mes recherches que cette position me procure. En contrepartie, je m'efforce d'objectiver ma perception à leur égard, en incluant d'autres acteurs sociaux et d'autres sources de données dans mes enquêtes et en développant une posture épistémologique réflexive et un cadre d'analyse orientés systématiquement par le double regard, critique et possibiliste. J'assume également le choix d'une recherchaction engagée pour l'émancipation et la soutenabilité, dans un horizon de justice épistémique. Consciente là aussi des distances sociales qui maintiennent cet horizon hors d'atteinte, je tente néanmoins de m'en rapprocher en problématisant les usages de la recherchaction au sein de nos collectifs – non seulement chercheur.es en France, en Bolivie et au Brésil, mais aussi sujets de nos recherches. Je tente, dans les limites de temps et de ressources de nos projets, de faire une place à leurs priorités. Les rencontres contribuant à la formation et l'articulation politique, la production de matériels – audiovisuels, de représentation graphique – traduisant nos résultats dans un langage approprié, voire l'inclusion délibérée de personnes opprimées – des femmes en général – dont le lien avec les économies solidaires est fragile, mais pour qui la recherchaction signifie avant tout un processus d'attention et de *care*, font partie de cet effort.

## Annexes

### I. Glossaire des économies solidaires

**Agroécologie** : activités de production agricole tournées vers l’autonomie productive et la soutenabilité des agroécosystèmes à travers l’application de concepts écologiques. L’agroécologie constitue un segment des économies solidaires lorsqu’elle est basée de manière spécifique sur l’agir démocratique et la solidarité égalitaire.

**Commun** : institution contenant des règles d'accès à une ressource préalablement dé-limitée, d'usage en commun de cette ressource et de contrôle de cet usage (Ostrom, 2010).

**Domestique (*institutions de type*)** : diverses institutions, ancrées dans des structures, familiales et communautaires, non réduites au foyer, qui organisent la reproduction sociale.

**Economie plurielle** : approche de l’économie encastrée dans la société et axée sur la pluralité de principes qui guident cet encastrement (principes de marché-concurrence, réciprocité, redistribution et *householding* selon Karl Polanyi).

**Economie populaire** : « l’ensemble des activités économiques et des pratiques sociales développées par les groupes populaires en vue de garantir, par l’utilisation de leur propre force de travail et des ressources disponibles, la satisfaction des besoins de base, matériels autant qu’immatériels » (Sarria Icaza & Tiriba, 2006, p. 259).

**Economie solidaire (au singulier)** : segment spécifique des économies solidaires, institué dans les politiques publiques ou des organisations de la société civile de certains pays.

**Economies solidaires (au pluriel)** : divers segments de l’économie populaire de type solidaire constituant une voie d’émancipation des structures de domination par un agir démocratique. Ainsi les économies solidaires désignent un « ensemble d’activités économiques soumis à la volonté d’un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l’intérêt individuel et le profit matériel » (Laville, 2006, p. 303).

**Economie substantive** : approche de l’économie qui dérive de la dépendance des humains envers la nature et les autres humains pour la satisfaction de leurs besoins matériels. Elle s’oppose à l’approche formelle de l’économie, qui dérive du caractère logique de la relation fins-moyens (Polanyi, 1975).

Espace public : espace de débat permettant de mettre en cause les inégalités et les dominations sans avoir recours à la violence.

*Householding (principe de)* : principe selon lequel l'interdépendance entre personnes participant au processus économique découle d'un groupe produisant pour son propre usage. Les relations au sein de ce groupe peuvent être égalitaires ou non.

*Marché-concurrence (principe de)* : principe selon lequel l'interdépendance entre personnes ou groupes participant au processus économique découle de la mise en concurrence et de la recherche du gain.

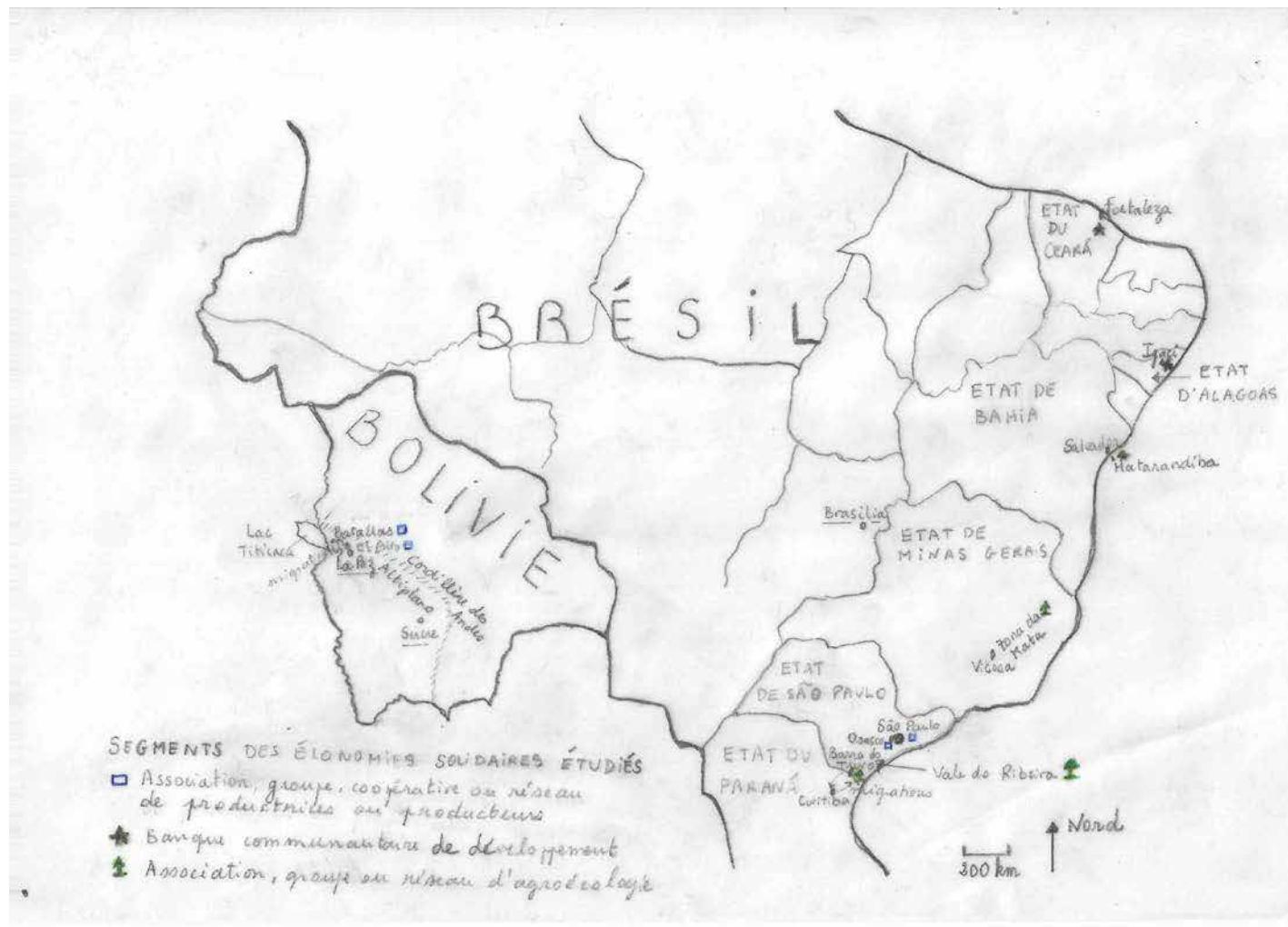
*Réciprocité (principe de)* : principe selon lequel l'interdépendance entre personnes ou groupes participant au processus économique découle de complémentarités instituées. Ces complémentarités peuvent être égalitaires ou non. La symétrie en constitue un cas particulier.

*Redistribution (principe de)* : principe selon lequel l'interdépendance entre personnes ou groupes participant au processus économique découle d'une relation instituée entre un centre et une périphérie.

Reproduction sociale : « ensemble des activités et des relations grâce auxquelles notre vie et notre capacité de travail se reproduisent jour après jour » (Federici, 2012, p. 18)

Solidarité : principe par lequel des personnes se reconnaissent comme parties, différentes, mais interdépendantes et d'égale valeur d'un groupe social (Servet, 2013).

## II. Carte des économies solidaires étudiées en Bolivie et au Brésil





## Références bibliographiques

- Albó Xavier (2002), *Pueblos indios en la política*, La Paz, Plural.
- Alvarenga Camila , Alves Luciana Medeiros , Cardoso Elisabeth , de Castro Nayara , Saori Sheyla et Telles Liliam (2018), *Caderneta agroecológica e os quintais: Sistematização da produção das mulheres rurais no Brasil*, Minas Gerais, Centro de Tecnologias Alternativas da Zona da Mata.
- Andrade Daniel Pereira, Côrtes Mariana et Almeida Silvio (2021), « Neoliberalismo autoritário no Brasil », *Caderno CRH*, vol. 34, pp. 1-25.
- Antequera Durán Nelson (2010), *Itinerarios urbanos. Continuidades y circuitos urbano-rurales como característica de las ciudades bolivianas*, Seminario internacional "Ciudades en transformación: modos de vida y territorialidades", La Paz, 8-11 de junio de 2010, CIDES-UMSA y LaSUR – EPFL.
- Ariès Paul (2005), *Décroissance ou barbarie*, Lyon, Golias
- Arze Vargas Carlos et Rojas Callejas Bruno (1997), *Sondeos a Productores Confeccionistas de Chamarras de Cuero en las Ciudades de La Paz y El Alto*, La Paz, CEDLA.
- (1997), *Sondeos a Productores Confeccionistas de Chamarras de Tela en las Ciudades de La Paz y El Alto*, La Paz, CEDLA.
- Austin James E, Leonard Herman B, Reficco Ezequiel et Wei-Skillern Jane (2006), « Social entrepreneurship: it's for corporations too », in Nicholls A. (dir.), *Social entrepreneurship: New models of sustainable social change*, Oxford, Oxford University Press, pp. 169-80.
- Barragán Rossana (2009), « Organización del trabajo y representaciones de clase y etnidad en el comercio callejero de la ciudad de La Paz », in Wanderley Fernanda (dir.), *Estudios urbanos. En la encrucijada de la interdisciplinariedad*, La Paz, Plural, pp. 207-42.
- Bear Laura, Ho Karen, Tsing Anna Lowenhaupt et Yanagisako Sylvia (2023), « Gens: Un manifeste féministe pour l'étude du capitalisme », *Terrain [En ligne], Lectures et débats*.
- Bechara Sánchez Fábio José (2012), « Além da informalidade, aquém dos direitos: Reflexões sobre o trabalho desprotegido », Doutorado em Sociologia, Universidade de São Paulo, São Paulo, Programa de Pós-graduação em Sociologia, 200 p.
- Bernini Carina Inserra (2015), « A Produção da "Natureza Conservada" na Sociedade Moderna: Uma análise do Mosaico do Jacupiranga, Vale do Ribeira-SP », Tese de doutorado em Geografia, Universidade de São Paulo, São Paulo, Departamento de Geografia, 290 p.
- Betancourt Ana Cristina (1999), *Sistematización de la experiencia de RENACC. La comercialización comunitaria en el nuevo contexto*, Santa Cruz de la Sierra, PADER / COSUDE, 75 p.
- Bhattacharya Tithi (dir.) (2020), *Avant 8 heures après 17 heures. Capitalisme et reproduction sociale*, Toulouse, blast.
- Bidaud Cécile (2012), « REDD+, un mécanisme novateur ? Le cas de la forêt de Makira à Madagascar », *Revue Tiers Monde*, vol. 211, n° 3, pp. 111-30.
- Bim Ocimar (2012), « Mosáico do Jacupiranga – Vale do Ribeira, São Paulo: conservação, conflitos e soluções socioambientais », Université de São Paulo, São Paulo, Thèse de maîtrise en géographie.
- Bitelman Marina Farkas (2008), « A Disseminação das Políticas Públicas Locais de Economia Solidária no Brasil: Os casos de São Paulo e Osasco », Mestrado em Administração Pública e Governo, Fundação Getulio Vargas, Escola de Administração de Empresas de São Paulo, São Paulo.
- Blanc Jérôme (2001), *Une si douce captivité... Marketing et fidélisation versus marché et concurrence*, Forum de la Régulation, Paris, 11-12 octobre 2001.

- (2006), « Les enjeux démocratiques des dispositifs de monnaies sociales », in Humbert Marc et Caillé Alain (dir.), *La démocratie au péril de l'économie*, Rennes, PUR (Economie et Société), pp. 263-75.
- (2007), « Les monnaies sociales : dynamique et logiques des dispositifs », *RECMA. Revue internationale de l'économie sociale*, vol. 303, pp. 30-43.
- (2009), « Usages de l'argent et pratiques monétaires », in Steiner Philippe et Vatin François (dir.), *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF (à paraître).
- Blanc Nathalie et Paddeu Flaminia (2018), « L'environnementalisme ordinaire. Transformer l'espace public métropolitain à bas bruit », *EspacesTemps.net* [en ligne].
- Boltanski Luc et Thévenot Laurent (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- Bombardi Larissa Mies (2019), *A Geography of Agrotoxins use in Brazil and its Relations to the European Union*, São Paulo, FFLCH - USP.
- Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude (1965), *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris.
- (1970), *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris.
- Brah Avtar et Phoenix Ann (2004), « Ain't IA woman? Revisiting intersectionality », *Journal of international women's studies*, vol. 5, n° 3, pp. 75-86.
- Breitenbach Raquel et Troian Alessandra (2020), « Permanência e sucessão no meio rural: o caso dos jovens de Santana do Livramento/RS », *Ciências Sociais Unisinos*, vol. 1, n° 56, pp. 26-37.
- Burt Ronald (1983), *Corporate Profits and Cooptation : Networks of Market Constraint and Directorate Ties in the American Economy*, New York, Academic Press.
- Butto Zarzar Andrea Lorena (2017), « Movimentos sociais de mulheres rurais no Brasil: a construção do sujeito feminista », Tese de doutorado, Universidade Federal de Pernambuco, Recife, Programa de Pós-Graduação em Sociologia, 277 p.
- Cabral Lorena (2010), « Acercamiento a la construcción de la propuesta de pensamiento epistémico de las mujeres indígenas feministas comunitarias de Abya Yala », in *Momento de paro. Tiempo de rebelión. Miradas feministas para reinventar la lucha*, Minervas Ediciones, pp. 116-34.
- Caillé Alain (1995), « Présentation », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 6, pp. 4-14.
- (2007), *Anthropologie du don : le tiers paradigme*, Paris, La Découverte.
- Calderón Fernando et Laserna Roberto (1995), *Paradojas de la Modernidad. Sociedad y cambios en Bolivia*, La Paz, CERES.
- Callorda Ela, Degavre Florence et Lévesque Benoît (2020), *Innovations sociales transformatrices et perspective multi-niveaux sur les transitions soutenables. Dialogue entre deux approches complémentaires du changement social*, 7th EMES International Research Conference on Social Enterprise, EMES Selected Conference Papers.
- Cardoso Elisabeth, Jalil Laeticia, Alvarenga Camila, Telles Liliam et Weitzman Rodica (2019), *Guia metodológico da Caderneta Agroecológica*, Recife, EDUFPRE.
- Carrasco Cristina (dir.) (2014), *Con voz propia. La economía feminista como apuesta teórica y política*, Madrid, La Oveja Roja.
- (2014), « La economía feminista: ruptura teórica y propuesta política », in Carrasco Cristina (dir.), *Con voz propia. La economía feminista como apuesta teórica y política*, La Oveja Roja, pp. 25-48.
- Carrasco Cristina et Tello Enric (2012), « Apuntes para una vida sostenible », in Freixenet Mateo Maria (dir.), *Ciutats i persones. Sostenibilitats. Politiques publiques des del féminisme i l'écologisme*, Barcelona, Institut de Ciències Polítiques i Socials, pp. 11-53.

- (2013), « Apuntes para una vida sostenible », *Tejiendo alianzas para una vida sostenible. Consumo crítico, feminismo y soberanía alimentaria*, pp. 11-44.
- Castro Elisa Guaraná de (2009), « Juventude rural no Brasil: processos de exclusão e a construção de um ator político », *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud*, vol. 7, n° 1, pp. 179-208.
- Cattani Antonio David (2006), « Utopie », in Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 652-61.
- Cazzuni Dulce Helena, Faé Praxedes Sandra, Patrone Maria Paula et Guimarães Gonçalo (dir.) (2008), *Osasco construindo uma economia mais justa e solidaria*, Osasco, Prefeitura do Município de Osasco, Secretaria de Desenvolvimento, Trabalho e Inclusão.
- Chabaud-Rychter Danielle, Fougeyrollas-Schwebel Dominique et Sonthonnax Françoise (1985), *Espace et temps du travail domestique*, Paris, La Librairie des méridiens-Klincksieck.
- Chanial Philippe et Laville Jean-Louis (2005), « L'économie sociale et solidaire en France », in Laville Jean-Louis, Magnen Jean-Philippe, et al. (dir.), *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Toulouse, Erès, pp. 47-74.
- Charlier Sophie (2006), « L'économie solidaire au féminin : quel apport spécifique pour l'*empoderamiento* des femmes ? Une étude de cas dans les Andes boliviennes », Thèse de doctorat en sciences sociales, Université catholique de Louvain-la-Neuve, Institut d'études du développement, 300 p.
- Chesnais François (dir.) (2004), *La finance mondialisée : racines sociales et politiques, configuration, conséquences*, Paris, La Découverte.
- Chirio Maud (2017), *La Politique en uniforme: l'expérience brésilienne, 1960-1980*, Presses universitaires de Rennes.
- Choque Quispe María Eugenia (2007), « Equidad de Género en las culturas aymaras y qhichwa », [En ligne], [http://machaca.cebem.org/documents/capacitacion\\_2007\\_equidad\\_genero.pdf](http://machaca.cebem.org/documents/capacitacion_2007_equidad_genero.pdf) (accès: 01.10.2013).
- (2009), *Participación política de la mujer indígena: retos y desafíos*, Programa Inclusión de Género, Raza y Etnia en Programas de Pobreza, Quito, UNIFEM Región Andina.
- Coase Ronald H. (1988 (1937)), *The firm, the market and the law*, Chicago/London, The University of Chicago Press.
- Collier Jane Fishburne et Yanagisako Sylvia Junko (dir.) (1987), *Gender and kinship: Essays toward a unified analysis*, Stanford University Press.
- Colque Gonzalo et Soria Galvarro Floriana (2014), *Inclusión en contextos de exclusión. Acceso de las mujeres campesinas e indígenas a la tierra*, La Paz, Fundación Tierra.
- Colque Gonzalo, Urioste Miguel et Eyzaguirre José Luís (2015), *Marginalización de la agricultura campesina, seguridad y soberanía alimentaria*, La Paz, Fundación Tierra.
- Commandeur Dick (1999), *Las organizaciones económicas campesinas en su contexto. Teoría y análisis con experiencias de la Asociación de Productores de Trigo de Cochabamba*, Sucre, SNV.
- Conway Gordon R (1987), « The properties of agroecosystems », *Agricultural systems*, vol. 24, n° 2, pp. 95-117.
- Coordinadora de integración de las organizaciones campesinas de Bolivia (CIOEC) (2006), *Propuesta para la Asamblea Constituyente*, La Paz, CIOEC.
- Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas de Bolivia (CIOEC-BO) (2009), *1er Censo de Organizaciones Económicas Campesinas, Indígenas y Originarias. "Aporte de las OECAs al índice de desarrollo productivo"*, La Paz.

- Coraggio José Luís (1994), « La construcción de una economía popular: vía para el desarrollo humano », *Revista de Economía y Trabajo*, vol. II, n° 3.
- (2006), « Économie du travail », in Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 313-25.
- (2007), « Une autre économie est-elle possible sans une (autre) politique ? Enseignements à partir de l'Amérique latine », *Revue Tiers-Monde*, n° 190, pp. 401-16.
- Cornut Pierre et Swyngedouw Erik (2000), « Approaching the society-nature dialectic : a plea for a geographical study of the environment », *Belgeo*, vol. 1-4, pp. p. 37-46.
- Cortegoso Ana Lucia, Pompermaier Henrique Mesquita, Oliveira Filho Marco Aurélio Maia Barbosa et Pinto de Godoy Tatiane Marina (dir.) (2016), *Economia solidária. A experiência da UFSCar em uma década de ensino, pesquisa e extensão*, São Carlos, EdUFSCar.
- Cucchetti Humberto et Stites Mor Jessica (2017), « Introduction: reconversions militantes et fabrique du pouvoir d'État en Amérique latine », *Revue internationale des études du développement*, vol. 2, n° 230, pp. 11-28.
- Cunha Gabriela Cavalcanti (2012), « Outras políticas para outras economias: contextos e redes na construção de ações do governo federal voltadas a economia solidaria (2003-2010) », Doutorado em Sociologia, Universidade de Brasília, Brasília, Departamento de Sociologia, 472 p.
- Da Costa Manoel Baltasar Baptista (2017), *Agroecologia no Brasil: História, princípios e práticas*, São Paulo, Expressão Popular.
- Dacheux Eric et Goujon Daniel (2011), *Principes d'économie solidaire*, Paris, Ellipses.
- Dalla Costa Mariarosa et James Selma (1973), *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Genève, Librairie Adversaire.
- Dardot Pierre et Laval Christian (2009), *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte.
- (2014), *Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte.
- Dari Krein José , Gimenez Denis Maracci et dos Santos Anselmo Luis (dir.) (2018), *Dimensões críticas da reforma trabalhista no Brasil*, Campinas, Curt Nimuendajú.
- De Soto Hernando (1993), *L'autre sentier. La révolution informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte.
- de Sousa Santos Boaventura (2011), « Épistémologies du Sud », *Études rurales*, pp. 21-49.
- de Souza Ramos Carlos Henrique (dir.) (2019), *Lume: aplicação da metodologia Lume em agroecossistemas familiares assessorados pelo Pró-Semiárido.* , Salvador, Vento Leste.
- Dees J Gregory (1998), « Enterprising nonprofits: What do you do when traditional sources of funding fall short », *Harvard business review*, vol. 76, n° 1, pp. 55-67.
- Defourny Jacques et Nyssens Marthe (2013), *L'approche EMES de l'entreprise sociale dans une perspective comparative*, SOCENT Working Paper 2013/01, in partnership with EMES network.
- Degavre Florence et Lemaître Andreia (2008), « Approches substantives de l'économie : des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale », *Interventions économiques*, vol. 38, pp. 1-16.
- Degavre Florence et Nyssens Marthe (2008), « L'innovation sociale dans les services d'aide à domicile. Les apports d'une lecture polanyienne et féministe », *Revue française de socio-économie*, n° 2, pp. 79-98.

- Degavre Florence et Saussey Magalie (2015), « Sécuriser l'existence des femmes et résister. Raisons d'agir des initiateurs et initiatrices d'organisations de l'économie sociale et solidaire », in Verschuur Christine, Guérin Isabelle et Hillenkamp Isabelle (dir.), *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? Homo oeconomicus, mulher solidaria*, Paris, L'Harmattan, pp. 155-75.
- Delphy Christine (1998), *L'ennemi principal : économie politique du patriarcat (tome 1)*, Paris, Syllèphe.
- Demeulenaere Elise (2013), « Les semences entre critique et expérience : les ressorts pratiques d'une contestation paysanne », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, vol. 4, n° 94, pp. 421-41.
- Destremau Blandine (2013), « Au four, au moulin... et à l'empowerment. La triple captation et l'exploitation du travail des femmes dans le développement », in Maruani Margaret (dir.), *Travail et genre dans le monde*, Paris, La Découverte, pp. 89-97.
- Destremau Blandine et Georges Isabel (dir.) (2017), *Le care, face morale du capitalisme. Assistance et police des familles en Amérique latine*, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Owford, Wien, Peter Lang.
- Destremau Blandine et Lautier Bruno (2002), « Femmes en domesticité, les domestiques du Sud, au Nord et au Sud », *Revue Tiers-Monde*, vol. 170, pp. 249-64.
- Dewey John (1994), *Logique. La théorie de l'enquête*, Paris, PUF.
- Dos Santos Luciane Lucas (2018), « Deve a economia feminista ser pós-colonial? Colonialidade económica, género e epistemologias do Sul », *Revista Crítica do CES*, vol. 114, pp. 161-86.
- Durán Jaime, Arias Karen et Rodríguez Marcelo (2007), *Casa aunque sea en la punta del cerro. Vivienda y desarrollo de la ciudad del Alto*, La Paz, PIEB.
- Eme Bernard (2006), « Espaces publics », in Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 358-66.
- Eme Bernard et Laville Jean-Louis (1996), « Donner sa place à l'économie solidaire », *Projets*, n° 247 [Tisser le social. Qu'est-ce qui fait le lien ? Ce qui se dénoue et se renoue. Innover], pp. 59-66.
- Escobar Arturo (2003), « "Mundos y conocimientos de otro modo". El programa de investigación de modernidad/colonialidad latinoamericano », *Tábula rasa*, vol. 1, pp. 51-86.
- Esquivel Valeria (dir.) (2012), *La economía feminista desde América latina. Una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región*, Santo Domingo, República Dominicana, ONU Mujeres.
- Etzioni Amitai (2003), « Toward a New Socio-Economic Paradigm », *Socio-Economic Review*, vol. 1, n° 1, pp. 105-18.
- Fals Borda Orlando (2007), « La Investigación-Acción en convergencias disciplinarias », *LASAFORUM*, vol. XXXVIII, n° 4, pp. 17-22.
- Fals Borda Orlando et Anisur Rahman Muhammad (1991), *Action and knowledge: Breaking the monopoly with participatory action research*, Rowman & Littlefield Publishers.
- Farah H Ivonne (2019), « Introducción. [Numéro thématique : "Los complejos caminos de la reproducción social"] », *Umbrales*, vol. 35, pp. 7-23.
- Farah H Ivonne et Wanderley Fernanda (2017), « Un regard sur le féminisme et l'autre économie », in Laville Jean-Louis, Pleyers Geoffrey, et al. (dir.), *Mouvements sociaux et économie solidaire*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 123-39.
- Farah H. Ivonne (2017), « Economía solidaria y compromisos con la equidad de género. Experiencias y debates desde países andinos y País Vasco », in La Paz, CIDES - UMSA /Hegoa - UPV. Imprenta WA-GUI, pp. 288.

- Farah Ivonne et Gil Mauricio (2012), « Modernidades alternativas: una discusión desde Bolivia », *Umbrales*, vol. 24, pp. 173-202.
- Farah Ivonne et Salazar Cecilia (2007), *La desigualdad entre mujeres*, La Paz, Universidad Mayor de San Andrés, Postgrado en Ciencias del Desarrollo.
- Faria Nalu et Nobre Miriam (dir.) (2003), *A produção do viver: ensaios de economia feminista*, São Paulo, SOF, Cuadernos Semperviva.
- Favreau Louis (1994), « L'économie solidaire à l'américaine : le développement économique communautaire », in Laville Jean-Louis (dir.), *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Hachette Littératures, pp. 91-135.
- Federici Silvia (2010), « Feminism And the Politics of the Commons », in Hughes Craig, Peace Stevie et Van Meter Kevin (dir.), *Uses of a WorldWind, Movement, Movements, and Contemporary Radical Currents in the United States*, Oakland, AK Press, pp. 283-94.
- (2012), *Revolution at point zero: Housework, reproduction, and feminist struggle*, Oakland, Brooklyn, PM press, Common Notions.
- Feltran Gabriel (2020), « “The revolution we are living” », *HAU Journal of Ethnographic Theory*, vol. 10, n° 1.
- Ferrari Eugênio Alvarenga (2021), « Juventudes do campo e agroecologia: A condição juvenil campesina na Zona da Mata de Minas Gerais », Thèse de doctorat en éducation, Université Fédérale Fluminense, Niteroi (Brésil), 298 p.
- Filipak Alexandra (2017), « Políticas públicas para mulheres rurais no Brasil (2003-2015): análise a partir da percepção de mulheres rurais e de movimentos sociais mistos », Doutorado em Ciências Sociais, Universidade Estadual Paulista, Faculdade de Filosofia e Ciências, 267 p.
- Fisher Berenice et Tronto Joan (1990), « Toward a feminist theory of caring », in Abel Emily et Nelson Margaret (dir.), *Circles of care: Work and identity in women's lives*, Albany, Suny Press, pp. 35-62.
- Fonini Regiane et Lima José Edmilson de Souza (2013), « Agrofloresta e alimentação: o alimento como mediador da relação sociedade-ambiente », in Steenbock Walter, Costa e Silva L da, et al. (dir.), *Agrofloresta, ecologia e sociedade*, Curitiba, Kairós, pp. 197-231.
- Fournier Marisa et Loritz Erika (2021), « Argentina: Collectivizing Care, Reinventing Work and Solidarity », in Verschuur Christine, Guérin Isabelle et Hillenkamp Isabelle (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy. Latin America and India*, London, New York, Palgrave MacMillan, pp. 169-86.
- França Filho Carvahlo Genauto (2013), *Bancos Comunitários de Desenvolvimento (BCD's) como expressão de finanças solidárias: por uma outra abordagem da inclusão financeira*, Fortaleza, Arte Visual.
- França Filho Carvahlo Genauto et Silva Junior Jeova Torres (2009), « Bancos comunitários de desenvolvimento (BCD) », in Cattani Antonio David, Laville Jean-Louis, et al. (dir.), *Dicionário internacional da outra economia*, Coimbra, Editorial Almedina, pp. 31-36.
- França Filho Carvalho Genauto de (2002), « Terceiro Setor, Economia Social, Economia Solidária y Economía Popular: traçando fronteiras conceituais », *Bahia Análise & Dados*, vol. 12, n° 1, pp. 9-19.
- França Filho Genauto Carvalho (2006), « Políticas públicas de economia solidária no Brasil: características, desafios e vocação », in Laville Jean-Louis, Magnen Jean-Philippe, et al. (dir.), *Ação Pública e economia solidária – uma perspectiva internacional*, Salvador, Porto Alegre, EDUFRRGS/EDUFBA, pp. 259-67.

- Fraser Nancy (1990), « Rethinking the Public Sphere: a contribution to the critique of actually existing democracy », *Social Text*, n° 25/26, pp. 56-80.
- (2012), *Le féminisme en mouvements. Des années 1960 à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte.
- (2013), « Marchandisation, protection sociale, émancipation : vers une conception néo-polanyienne de la crise capitaliste », in Hillenkamp Isabelle et Laville Jean-Louis (dir.), *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès, pp. 39-63.
- (2017), « The end of progressive neoliberalism », *Dissent (online)*, vol. 2, n° 1.
- Freire Paulo (1987), *Pedagogia do oprimido*, Rio do Janeiro, Paz e Terra.
- (1996), *Pedagogia da autonomia: saberes necessários à prática docente*, São Paulo, Paz e Terra.
- Frère Bruno et Laville Jean-Louis (2022), *La Fabrique de l'émancipation: Repenser la critique du capitalisme à partir des expériences démocratiques, écologiques et solidaires*, Paris, Seuil.
- Friedman Milton (1953), « The Methodology of positive economics », in *Essays in Positive Economics*, Chicago, University of Chicago Press.
- Froger Géraldine, Mérat Philippe et Muradian Roldan (2016), « Controverses autour des services écosystémiques », *L'Économie politique*, vol. 69, n° 1, pp. 36-47.
- Gaiger Luis Inácio (2020), « A Reciprocidade e os coletivos de auto-organização da vida comum: uma resposta ao capitalismo de crise », *Otra Economía*, vol. 13, n° 24, pp. 3-24.
- Gaiger Luiz Inácio, Nyssens Marthe et Wanderley Fernanda (2019), *Social enterprise in Latin America: theory, models and practice*, Routledge.
- Gaiger Luiz Inácio Germany (2003), « A economia solidária diante do modo de produção capitalista », *Caderno CRH, Salvador*, n° 39, pp. 181-211.
- Gardin Laurent (2006), *Les initiatives solidaires : la réciprocité face au marché et à l'Etat*, Ramonville Saint-Agne, Erès.
- Georges Isabel et Dos Santos Yumi Garcia (2016), *As 'novas' políticas sociais brasileiras na saúde e na assistência : produção local do serviço e relações de gênero*, Belo Horizonte, Fino Traço.
- Georges Isabel et Leite Marcia de Paula (dir.) (2012), *Les nouvelles configurations du travail et l'économie sociale et solidaire au Brésil*, Paris, L'Harmattan.
- Georges Isabel et Rizeck Cibele (2012), « À la périphérie des droits : travail, précarité et politiques publiques », in Georges Isabel et Leite Marcia de Paula (dir.), *Les nouvelles configurations du travail et l'économie sociale et solidaire au Brésil*, Paris, L'Harmattan, pp. 63-85.
- Gibson-Graham JK (2016), « Building community economies: women and the politics of place », in Harcourt Wendy (dir.), *The Palgrave handbook of gender and development*, Springer, pp. 287-311.
- Gibson-Graham J.K. (2005), « Surplus Possibilities: Postdevelopment and Community Economies », *Singapore Journal of Tropical Geography*, vol. 26, n° 1, pp. 4-26.
- Gibson-Graham Julie Katherine (2008), « Diverse economies: performative practices for other worlds' », *Progress in Human Geography*, vol. 32, n° 5, pp. 613-32.
- Glaser Barney et Strauss Anselm (1967), *The discovery of grounded theory: strategies for qualitative research*, New York, Aldine.
- Glissman Stephen (1998), *Agroecology : ecological Processes in Sustainable Agriculture*, Chelsea, MI, Ann Arbor Press.
- Godbout Jacques, en collaboration avec Caillé, Alain (1992), *L'esprit du don*, Paris, La Découverte.
- Godelier Maurice (1982), *La production des grands hommes : pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*, Paris, Fayard.

- (2004), *Métamorphoses de la parenté*, Paris, Fayard.
- Granovetter Mark (1985), « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, n° 91, pp. 481-510.
- Gregory Chris (2009), « Whatever happened to householding? », in Hann Chris et Hart Keith (dir.), *Market and Society. The Great Transformation Today*, Cambridge, New York, Melbourne, Madrid, Cape Town, Singapore, São Paulo, Cambridge University Press, pp. 133-59.
- Grisa Catia et Schneider Sergio (2014), « Três Gerações de Políticas Públicas para a Agricultura Familiar e Formas de Interação entre Sociedade e Estado no Brasil », *Revista de Economia e Sociologia Rural (Piracicaba, SP)*, vol. 52, n° 1, pp. 125-46.
- Guaygua Germán et Castillo Beatriz (2008), *Atrapadas en redes sociales. Prevención de la violencia familiar en El Alto, Químe Cochabamba y Santa Cruz*, La Paz, CPMGA.
- Guérin Isabelle (2003), *Femmes et économie solidaire*, Paris, La Découverte, M.A.U.S.S.
- (2008), « L'argent des femmes pauvres : entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales », *Revue française de socio-économie*, n° 2, pp. 59-78.
- (2015), *La microfinance et ses dérives. Emanciper, discipliner ou exploiter ?*, Paris, Demopolis.
- Guérin Isabelle, Hersent Madeleine et Fraisse Laurent (dir.) (2011), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Paris, Érès, IRD.
- Guerra Alexandre, Cazzuni Dulce et Coelho Rodrigo (dir.) (2008), *Inclusão social com geração de ocupação e renda. Uma cidade cada dia melhor*, Osasco/SP SDTI/PMO e DIEESE.
- Guerra Alexandre, Cazzuni Dulce, Coelho Rodrigo et Faé Sandra (dir.) (2012), *Desenvolvimento, Trabalho e Inclusão. Alternativas para Superação da Pobreza*, Osasco/SP SDTI/PMO e DIEESE.
- Guétat-Bernard Hélène et Saussey Magali (dir.) (2014), *Genre et savoirs. Pratiques et innovations rurales au Sud*, Marseille, IRD Éditions.
- Habermas Jürgen (1993), *L'espace public*, Paris, Payot.
- Halperin Rhoda (1991), « Karl Polanyi's concept of householding: resistance and livelihood in an appalachian region », *Research in economic anthropology*, vol. 13, pp. 93-116.
- Haraway Donna (2007), « Savoirs situés: la question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle », in D. Haraway, *Manifeste cyborg et autres essais*, Paris, Exils Editeurs, pp. 107-43.
- Harding Sandra (1993), « Rethinking standpoint epistemology. What is 'strong objectivity'? », in Alcoff Linda et Potter Elizabeth (dir.), *Feminist Epistemologies*, New York, Routledge, pp. 49-82.
- Harris Olivia (1983), *La economía étnica y el mercado: el ayllu laymi del norte de Potosí*, Simposio "Penetración y expansión del mercado del siglo XVI a XX", Archivo Nacional de Bolivia, Sucre, 28-30 de julio de 1983.
- (1995), « Ethnic Identity and Market Relations: Indians and Mestizos in the Andes », in Larson Brooke et Harris Olivia (dir.), *Ethnicity, Markets, and Migration in the Andes*, Durham and London, Duke University Press, pp. 351-90.
- (2000), *To make the Earth Bear Fruit. Essays on Fertility, Work and Gender in Highland Bolivia*, London, Institute of Latin American Studies.
- Hart Keith (2010), « Informal Economy », in Hart Keith, Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), *The Human Economy. A Citizen's Guide*, Cambridge, Polity Press, pp. 142-53.
- Hart Keith, Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.) (2010), *The Human Economy. A Citizen's Guide*, Cambridge, Polity Press.

- Herrero Yayo (2016), « Economía ecológica y economía feminista, el diálogo necesario y urgente », *Revista de Economía Crítica*, vol. 22, pp. 144-61.
- Hiez David et Lavillunière Eric (dir.) (2013), *Vers une théorie de l'économie sociale et solidaire*, Bruxelles, Larcier.
- Hinkelammert Franz J. et Mora Jiménez Henry (2009), « Por una economía orientada hacia la reproducción de la vida », *Iconos. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 33, pp. 39-49.
- Hirata Helena et Kergoat Danièle (2007), « Novas configurações da divisão sexual do trabalho », *Cadernos de Pesquisa*, vol. 37, n° 132, pp. 595-609.
- Hirschman Albert O. (1971), « Political economics and possibilism », in *A bias for hope. Essays on Development and Latin America*, New York, Yale University Press.
- Hylton Forrest, Choque Lucila et Britto Lina (2005), *La Guerra del Gas contada desde las Mujeres*, El Alto, Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza.
- Iorio Gustavo et Coelho Tádzio Peters (2023), « Tenebrosas transações: a relação orgânica entre território e acumulação sob o padrão exportador de especialização produtiva no Brasil », *Revista da ANPEGE*.
- ITCP-USP ITCP-Unicamp, ITCP-FGV, NuMi-EcoSol e IncopUnesp-Assis (2013), *Articulando: Sistematização de Experiências de Incubadoras Universitárias de Cooperativas Populares*, São Paulo, ITCP-USP.
- Jalil Laeticia (2009), « A look at the Women Farmers' Movement (MMC) in Brazil. Getting food sovereignty and women's », *LEISA Magazine*, vol. 25, n° 3, pp. 16-17.
- Juan Salvador (2006), « Le combat de l'Organisation et de l'Institution », *SociologieS*, vol. 1, pp. revue en ligne de l'AISLF.
- Kabeer Naila (2011), « Gendered Poverty Traps: Inequality and Care in a Globalised World », *European Journal of Development Research*, vol. 23, pp. 527-30.
- Laperrière Anne (1997), « La théorisation ancrée (*grounded theory*) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées », in Poupart Jean, Deslauriers Jean-Pierre, et al. (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Québec, Gaétan Morin, pp. 309-32.
- Larrère Catherine (2015), « La nature a-t-elle un genre? Variétés d'écoféminisme », *Cahiers du genre*, n° 2, pp. 103-25.
- (2017), « L'écoféminisme ou comment faire de la politique autrement », *Multitudes*, vol. 2, n° 67, pp. 29-36.
- Larrère Catherine et Larrère Raphaël (2018), *Penser et agir avec la nature: une enquête philosophique*, Paris, La découverte.
- (2020), *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophique*, Premier Parallèle.
- Laslett Barbara et Brenner Johanna (1989), « Gender and social reproduction: Historical perspectives », *Annual review of sociology*, vol. 15, n° 1, pp. 381-404.
- Latouche Serge (2006), *Le pari de la décroissance*, Fayard.
- Laugier Sandra (2015), « Care, environnement et éthique globale », *Cahiers du genre*, n° 2, pp. 127-52.
- Laugier Sandra, Falquet Jules et Molinier Pascale (2015), « Genre et inégalités environnementales: nouvelles menaces, nouvelles analyses, nouveaux féminismes », *Cahiers du Genre*, n° 2, pp. 5-20.
- Laville Jean-Louis (2003), « Avec Mauss et Polanyi, vers une théorie de l'économie plurielle », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 21, pp. 237-49.

- (2005), « Action publique et économie : un cadre d'analyse », in Laville Jean-Louis, Magnen Jean-Philippe, et al. (dir.), *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Toulouse, Erès, pp. 17-46.
- (2006), « Economie solidaire », in Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 303-12.
- (2010), *Politique de l'association*, Paris, Seuil.
- Laville Jean-Louis, Guérin Isabelle, Juan Maïté et Subirats Joan (dir.) (2020), *Du social business à l'économie solidaire. Critique de l'innovation sociale*, Toulouse, Erès.
- Lavinas Lena (2017), *Takeover of social policy by financialization*, New York, Palgrave Macmillan.
- Le Velly Roman (2007), « Le problème du désencastrement », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 29, pp. 181-96.
- Leacock Eleanor et Safa Helen I. (dir.) (1986), *Women's work: development and the division of labor by gender*, New York, Westport Connecticut, London, Bergin & Garvez Publishers.
- Leite Marcia de Paula, Araújo Ángela Maria et Lima Jacob Carlos (2015), *O trabalho na economia solidária. Entre a precariedade e a emancipação*, São Paulo, Annablume.
- Lemaître Andreia (2009), « Organisations d'économie sociale et solidaire. Lecture de réalités Nord et Sud à travers l'encastrement politique et une approche plurielle de l'économie », Thèse de doctorat en sciences sociales et politiques, Conservatoire national des arts et métiers, Université catholique de Louvain, Paris, Louvain-la-Neuve, 460 p.
- Lévesque Benoît et Mendell Marguerite (1999), *L'économie sociale au Québec: éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche*, Cahiers du CRISES. Collection «Working Papers» No 9908.
- Lévi-Strauss Claude (1985), « Introduction à l'œuvre de Mauss », in Mauss Marcel (dir.), *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF.
- Lima Jacob Carlos (2012), « Coopératives, travail associé, autogestion et économie solidaire : constitution d'un champ de recherche au Brésil », in Georges Isabel et Leite Marcia de Paula (dir.), *Les nouvelles configurations du travail et l'économie sociale et solidaire au Brésil*, Paris, L'Harmattan, pp. 63-85.
- Lipietz Alain (2017), « Du mouvement écologique à l'économie solidaire en France », in Laville Jean-Louis, Pleyers Geoffrey, et al. (dir.), *Mouvements sociaux et économie solidaire*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 217-33.
- Loftus Alex (2012), *Everyday environmentalism: creating an urban political ecology*, University of Minnesota Press.
- Lugones Maria (2007), « Heterosexualism and the Colonial/Modern Gender System », *Hypatia*, vol. 1, n° 22, pp. 186-219.
- Luzzi Nilsa (2007), « O debate agroecológico no Brasil: uma construção a partir de diferentes atores sociais », Tese de Mestrado, Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, Instituto de Ciências Humanas e Sociais, 182 p.
- Martínez Franzoni Juliana (2008), « Welfare Regimes in Latin America: Capturing Constellations of Markets, Families, and Policies », *Latin American Politics and Society*, vol. 50, n° 2, pp. 67-100.
- Maucourant Jérôme et Plociniczak Sébastien (2007), « Penser l'économie, les institutions et la dynamique institutionnelle à partir de Karl Polanyi », in Lafaye de Michaux Elsa, Mulot Éric et Ould-Ahmed Pepita (dir.), *Institutions et développement. La fabrique institutionnelle des trajectoires de développement*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 89-112.

- Mauss Marcel (1968 [1923]), « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, pp. 143-279.
- Mead Margaret (1963), « Mœurs et sexualité en Océanie », *Revue Française de Sociologie*, vol. 4, n° 2, pp. 224.
- Medeiros Alzira et Dubeux Gervais Ana Maria (2005), « Recife : une politique publique en construction », in Laville Jean-Louis, Magnen Jean-Philippe, et al. (dir.), *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Toulouse, Erès, pp. 203-24.
- Medeiros Alzira, Vilaça Mônica, Nunes José et Dubeux Ana (dir.) (2018), *Economia solidária, educação popular e pedagogia da autogestão: reprendendo a aprender pelas veredas da descolonização do saber no Nordeste*, Olinda, MXM Graf. e Ed., Caderno pedagógico. Col. Educação popular e economia solidária no Nordeste.
- Medina Javier (2008), *Ch'ulla y Yanantin: las dos matrices de civilización que constituyen a Bolivia*, La Paz, Garza Azul.
- Meillassoux Claude (1975), *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, F. Maspero.
- Mendell Marguerite (2013), « Karl Polanyi et le processus institué de démocratisation économique », in Hillenkamp Isabelle et Laville Jean-Louis (dir.), *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Ramonville - Saint-Agne, Erès, pp. 149-68.
- Méral Philippe (2021), « 5. La place controversée de l'évaluation monétaire au sein du courant d'économie écologique : retour sur une histoire tumultueuse », *Cahiers d'économie politique*, vol. 79, n° 1, pp. 123-52.
- Michon Geneviève (2015), *Agriculteurs à l'ombre des forêts du monde: agroforesteries vernaculaires*, Marseille/Paris, IRD Éditions/Actes Sud.
- Mies Maria (1979), *Towards a methodology of women's studies*, Institute of Social Studies, n° 77.
- Mies Maria et Bennholdt Veronika (2022), *La subsistance : une perspective écoféministe*, Paris, La Lenteur.
- Mies Maria et Shiva Vandana (1993), *Ecofeminism*, London, Zed books.
- Mitchell Katharyne, Marston Sallie A et Katz Cindi (2003), « Life's work: An introduction, review and critique », *Antipode*, vol. 35, n° 3, pp. 415-42.
- Mohanty Chandra Talpade (1984), « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses », *Boundary 2*, vol. 12, n° 3, pp. 333-58.
- Molinier Pascale, Laugier Sandra et Paperman Patricia (2009), *Qu'est-ce que le "care"?: souci des autres, sensibilité, responsabilité*, Payot & Rivages Paris.
- Moreira Sarah Luiza de Souza, Ferreira Ana Paula et Siliprandi Emma (2018), « Memórias das mulheres na agroecologia do Brasil », in Zuluaga Sánchez Gloria Patricia, Catacora-Vargas Georgina et Siliprandi Emma (dir.), *Agroecología en femenino. Reflexiones a partir de nuestras experiencias*, La Paz, Bolivia, SOCLA, CLACSO, pp. 61-74.
- Morrow Oona et Dombroski Kelly (2015), « Enacting a postcapitalist politics through the sites and practices of life's work », in Meehan Katie et Strauss Kendra (dir.), *Precarious worlds: Contested geographies of social reproduction*, pp. 82-98.
- Movimiento al Socialismo—Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos (MAS-IPSP) (2006), *Refundar Bolivia para vivir bien. Propuesta para la Asamblea Constituyente*, Temáticos Coordinación de Programas y Proyectos: Responsable de Sistematización de Ejes, 20 p.

- Nandi Rajib (2021), « Solidarity at the Crossroads: Struggles and Transformations of Domestic Workers in Kerala », in Verschuur Christine, Guérin Isabelle et Hillenkamp Isabelle (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy. Latin America and India*, London, New York, Palgrave MacMillan, pp. 145-67.
- Narring Timothée (2022), « Une ethnographie de l'endettement des milieux populaires de Vitoria (Brésil, Espírito Santo), au sein et au-delà des favelas (2016-2021) », Thèse de doctorat en Sociologie et anthropologie, Université de Paris Cité, Paris.
- Nelson Julie A (1997), « Feminism, ecology and the philosophy of economics », *Ecological Economics*, vol. 20, n° 2, pp. 155-62.
- Niederle Paulo André, Sabourin Eric, Job Schmitt Claudia, De Avila Mario Lucio, Petersen Paulo et Santos de Assis William (2019), « A trajetória brasileira de construção de políticas públicas para a agroecologia », *Redes*, vol. 1, n° 24, pp. 270-91.
- Nobre Miriam (2006), « Femmes et économie solidaire (1) », in Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 398-409.
- (dir.) (2021), *Um meio tempo preparando outro tempo: cuidados, produção de alimentos e organização de mulheres agroecológicas na pandemia*, São Paulo, SOF Sempreviva Organização Feminista.
- Nodier Luc Marie (1995), « Définition de l'utilitarisme », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 6, pp. 15-30.
- Noiriel Gérard (1994), « John Dewey, Logique. La théorie de l'enquête », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, vol. 17, n° 1, pp. 168-69.
- Ortiz Marielsa et Borjas Beatriz (2008), « La Investigación Acción Participativa: aporte de Fals Borda a la educación popular », *Espacio abierto*, vol. 17, n° 4, pp. 615-27.
- Osório-Cabrera Daniela (2016), « Economía(s) Solidaria(s) y sostenibilidad de la vida: o cómo construir modos de vida vivibles. La experiencia en La Base, Barcelona », *Revista de Economía Crítica*, n° 22, pp. 178-98.
- Ostrom Elinor (2010), *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Louvain-la-Neuve, De Boeck.
- Oyewumi Oyeronke (2004), « Conceptualizing gender: the eurocentric foundations of feminist concepts and the challenge of African epistemologies », *African Gender Scholarship: concepts, methodologies and paradigms*, vol. 1, pp. 1-8.
- Palomino Hector (2003), « Las experiencias actuales de autogestión en Argentina », *Nueva Sociedad*, vol. 184, pp. 114-28.
- Pérez Orozco Amaia (2014), *Subversión feminista de la economía: aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*, Madrid, Traficante de Sueños.
- Perrier-Bruslé Laetitia (2012), « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions: analyse d'un conflit socio-environnemental », *EchoGéo*.
- Perruchon Marie (1997), « Llegar a ser una Mujer-Hombre », Michel Perrin y Marie Perruchon, comp., *Complementariedad entre hombre y mujer: Relaciones de género desde la perspectiva amerindia*. Quito: Abya Yala, pp. 47-75.
- Petersen Paulo, da Silveira Luciano Marçal, Fernandes Gabriel Bianconi et de Almeida Sílvio Gomes (2017), *Método de análise econômico-ecológica de Agroecossistemas*, Rio do Janeiro, AS-PTA, ANA, 246 p.
- Pires Alvaro (1997), « De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales », in Poupart Jean, Deslauriers Jean-Pierre, et al. (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Québec, Gaétan Morin, pp. 3-54.

- Plataforma Permanente Multisectorial para la Economía Solidaria y el Comercio Justo en Bolivia (2007), *Propuesta de Economía Solidaria y Comercio Justo en Bolivia*, La Paz.
- Polanyi Karl (1975), « L'économie en tant que procès institutionnalisé », in Polanyi Karl, Arensberg Conrad M. et Pearson Harry (dir.), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Paris, Larousse université, pp. 239-60.
- (1975 [1957]), « L'économie en tant que procès institutionnalisé », in Polanyi Karl, Arensberg Conrad M. et Pearson Harry (dir.), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Paris, Larousse université, pp. 239-60.
- (1977), *The livelihood of man*, New York, San Francisco, London, Academic Press.
- (1983 [1944]), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- Polanyi Karl, Arensberg Conrad M. et Pearson Harry W. (1975 [1957]), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Paris, Larousse université.
- Polanyi Karl avec la collaboration de Rotstein Abraham (1966), *Dahomey and the Slave Trade: An Analysis of an Archaic Economy*, Seattle, University of Washington Press.
- Prahad Coimbatore Krishna (2004), *The fortune at the bottom of the pyramid. Eradicating poverty through profits.* , FT Press.
- Prévost Héloïse (2019), « Pour un empowerment socio-environnemental. Sociologie d'un mouvement féministe alternatif au Brésil », Thèse de doctorat en sociologie, Université de Toulouse, 597 p.
- Primavesi Ana (1997), *Agroecologia: ecosfera, tecnosfera e agricultura*, São Paulo, Nobel.
- Pruvost Geneviève (2013), « L'alternative écologique. Vivre et travailler autrement », *Terrain*, n° 60, pp. 36-55.
- (2017), « Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014) », *Politix*, vol. 1, n° 117, pp. 35-62.
- (2019), « Penser l'écoféminisme. Féminisme de la subsistance et écoféminisme vernaculaire », *Travail, genre et sociétés*, n° 2, pp. 29-47.
- (2021), *Quotidien politique: Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte.
- Puleo Alicia H (2001), « Anjos do ecossistema », *Análises feministas: outro olhar sobre a economia e a ecologia*, pp. 29-50.
- (2013), *Ecofeminismo para otro mundo posible*, Ediciones Catedra
- Universitat de València
- Instituto de la Mujer.
- Queiroz Maria Isaura Pereira de (1973), *Bairros Rurais Paulistas: Dinâmica das relações bairro rural-cidade*, São Paulo, Livraria Duas Cidades.
- Quijano Anibal (2000), « Colonialidad del poder y clasificación social », *Journal of World-Systems Research*, vol. XI, n° II, pp. 342-86.
- Rance Susanna (dir.) (2009), *Abriendo el paquete envuelto: violencias y derechos en la ciudad de El Alto*, El Alto, Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza
- Solidaridad Internacional Bolivia.
- Rancière Jacques (1995), *La mésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée.
- (2012 [1990]), *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard.

- Rede Brasileira de Renda Básica (2020), *Problemas centrais na implementação do auxílio emergencial, Texto para discussão n°4 - 2020*, www.rendabasica.com.br.
- Rey Pierre-Philippe (1973), *Les alliances de classes : "sur l'articulation des modes de production"*, Paris, F. Maspero.
- Rigo Ariadne Scalfoni, França Filho Genuato Carvalho et Leal Leonardo Prates (2015), « Moedas Sociais nos Bancos Comunitários de Desenvolvimento: a Experiência das Conchas em Matarandiba/BA », *Revista interdisciplinar de gestão social*, vol. 4, n° 2, pp. 15-31.
- Rimlinger Constance (2021), « Féminin sacré et sensibilité écoféministe. Pourquoi certaines femmes ont toujours besoin de la Déesse », *Sociologie*, vol. 12, n° 1, pp. 77-91.
- Rio Cecilia (2012), « Whiteness in feminist economics: The situation of race in bargaining models of the household », *Critical Sociology*, vol. 38, n° 5, pp. 669-85.
- Rivera Cusicanqui Silvia (1996), *Bircholas. Trabajo de mujeres: explotación capitalista y opresión colonial entre las migrantes aymarás de La Paz y El Alto*, La Paz, Mama Huaco.
- (2010), *Violencias (re) encubiertas en Bolivia*, La Paz, Mirada Salvaje, Editorial Piedra Rota.
- Rousseau Stéphanie (2011), « Indigenous and Feminist Movements at the Constituent Assembly in Bolivia », *Latin American Research Review*, vol. 46, n° 2, pp. 5-28.
- Ruesgas Requena Silvia Gabriela (2014), « El Estado y su apoyo al fortalecimiento productivo y de las dinámicas de transformación y comercialización de las organizaciones productivas campesinas: EMAPA y su relación con los pequeños productores de trigo de Cochabamba y Tarija », Maestría en Planificación y Economía Política del Desarrollo, CIDES-UMSA, La Paz.
- Ruiz-Rivera María-José (2019), « Arraigo político y lógicas de acción en tensión en el Ecuador y en Bolivia », Docteur en sciences politiques et sociales, Université catholique de Louvain, Louvain-La-Neuve, Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, 387 p.
- Sabatini Fabio (2009), « Social capital as social networks: A new framework for measurement and an empirical analysis of its determinants and consequences », *Journal of Socio-Economics*, vol. 38, n° 3, pp. 429-42.
- Saiag Hadrien (2015), *Monnaies locales et économie populaire en Argentine*, Paris, Karthala.
- Salamon Lester M (dir.) (2004), *The state of nonprofit America*, Washington DC, Brookings Institution Press.
- Salazar Cecilia, Jiménez Elizabeth et Wanderley Fernanda (2009), *Migración, cuidado y sostenibilidad de la vida*, La Paz, Plural.
- Salazar Cecilia, Sostres Fernanda, Wanderley Fernanda et Farah H. Ivonne (2012), *Cuaderno del Cuidado. Integrando los Derechos de las Mujeres y la Infancia*, La Paz, Conexión CIDES-UMSA.
- Sanchez Fábio José Bechara (2004), « Identidade e Conflito: A construção política dos "remanescentes de quilombo" do Vale do Ribeira », Mestrado em Sociologia, Universidade de São Paulo, São Paulo, 159 p.
- Sánchez Fábio José Bechara (2012), « Além da informalidade, aquém dos direitos: Reflexões sobre o trabalho desprotegido », Doutorado em Sociologia, Universidade de São Paulo, São Paulo, Programa de Pós-graduação em Sociologia, 200 p.
- Sánchez García Carmen, Tapia Mealla Luís, Gil Quiroga Mauricio et Farah Henrich Ivonne (dir.) (2015), *La politización en la diferencia. Experiencias y diálogos políticos de las mujeres en Bolivia*, La Paz, Instituto Sociedades en Transformación (ISET) y Conexión Fondo de Emancipación.
- Sandoval Godofredo et Sostres María Fernanda (1989), *La ciudad prometida. Pobladores y Organizaciones Sociales en El Alto*, La Paz, SYSTEMA-ILDIS.

- Saori Sheyla (2020), « Economia verde e a financeirização da natureza no Vale do Ribeira: as respostas das comunidades e das mulheres para as mudanças climáticas », in Ana Isla Miriam Nobre, Renata Moreno, Sheyla Saori, Yayo Herrero (dir.), *Economia feminista e ecológica: resistências e retomadas de corpos e territórios*, São Paulo, SOF Sempreviva Organização Feminista, pp. 70-92.
- Sardá de Faria Maurício (2011), *Autogestão, Cooperativa, economia solidária. Avatares do Trabalho e do Capital*, Florianópolis, Universidade Federal de Santa Catarina.
- Sarria Icaza Ana Mercedes (2006), « Les politiques publiques pour l'économie solidaire au Rio Grande do Sul (Brésil) », in Auroi Claude et del Castillo Isabel (dir.), *Économie solidaire et commerce équitable : acteurs et actrices d'Europe et d'Amérique latine*, Genève, Louvain-la-Neuve, IUED, Presses universitaires de Louvain, pp. 247-59.
- Sarria Icaza Ana Mercedes et Tiriba Lia (2006), « Économie populaire », in Laville Jean-Louis et Cattoni Antonio David (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 258-68.
- Schiochet Valmor (2009), *Institucionalização das Políticas Públicas de Economia Solidária. Breve Histórico e Desafios*, Brasília, IPEA/Ministério do Trabalho.
- Schlosberg David (2009), *Defining environmental justice: Theories, movements, and nature*, Oxford University Press.
- Schmitt Claudia Job (2010), « Economia Solidária e Agroecologia: convergências e desafios na construção de modos de vida sustentáveis », *Mercado de trabalho*, vol. 42, pp. 55-64.
- Schwenck Beatriz (2019), « Solidariedade e a vida das mulheres na Grande São Paulo: A experiência da Associação de Mulheres na Economia Solidária do estado de São Paulo, Brasil », *Otra Economía*, vol. 12, n° 22, pp. 120-32.
- (2020), « Mulheres tecendo uma rede solidária em meio à pandemia: reflexões sobre economia e feminismo em tempos de crise e isolamento social », in *COVID19 e Sociedade* Campinas, Unicamp, IFCH.
- Schwenck Beatriz et Barros Joana (2021), « "Eu não estou no mapa..." Empreendendo desde a periferia: desafios para as mulheres », in Sanchez Fabio (dir.), *Economia feminista e solidária: fortalecendo a autonomia econômica das mulheres*, São Carlos, Diagrama Acadêmico, pp. 129-44.
- Schwengber Angela Maria (2003), « Economia solidária - de estratégia de resistência a estratégia de desenvolvimento », in Emílio Marli, Teixeira Marilane, et al. (dir.), *Trabalho e cidadania ativa para as mulheres. Desafios para as políticas públicas*
- São Paulo, Prefeitura de São Paulo, Coordenadora Especial da Mulher, pp. 117-22.
- Schwengber Angela Maria, Faé Praxedes Sandra et Zoqui Parra Henrique (2005), « São Paulo : le programme Opportunité Solidaire », in Laville Jean-Louis, Magnen Jean-Philippe, et al. (dir.), *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Ramonville - St Agne, Erès, pp. 167-88.
- Secretaria Nacional de Economia Solidária - SENAES/MTE (2013), « Sistema Nacional de Informações de Economia Solidária – SIES – disponibiliza nova base de dados », *Boletim Informativo, Edição Especial*.
- Secretaria Nacional de Economia Solidária - SENAES/MTE et Gestores Rede de Gestores de Políticas Públicas de Economia Solidária - Rede de (s/d), *Economia Solidária na Política Pública Municipal*.
- Secretaria Nacional de Economia Solidária Ministério do Trabalho e Emprego (SENAES/MTE) (2012), *Avances e Desafios para as políticas públicas de Economia Solidária no Governo Federal 2003/2010*, Brasília, 204 p.
- Servet Jean-Michel (2006), *Banquiers aux pieds nus. La microfinance*, Paris, Odile Jacob.

- (2007), « Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi. Contribution à une définition de l'économie solidaire », *Revue Tiers Monde*, n° 190, pp. 255-73.
- (2013), « Le principe de réciprocité aujourd'hui. Un concept pour comprendre et construire l'économie solidaire », in Hillenkamp Isabelle et Laville Jean-Louis (dir.), *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès, pp. 187-213.
- (2014), « De nouvelles formes de partage : la solidarité au delà de l'économie collaborative », *Institut Veblen pour les réformes économiques*.
- (2015), *La vraie Révolution du microcrédit*, Paris, Odile Jacob.
- Siliprandi Emma (2009), « Mulheres e Agroecologia: a construção de novos sujeitos políticos na agricultura familiar », Tese de doutorado, Universidade de Brasília, Brasília, Centro de Desenvolvimento Sustentável, 290 p.
- (2015), *Mulheres e agroecologia: transformando o campo, as florestas e as pessoas*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ.
- Silva Silvane Aparecida da (2019), « O protagonismo das mulheres quilombolas na luta por direitos em comunidades do Estado de São Paulo (1988-2018) », Tese de Doutorado em História, Pontifícia Universidade Católica de São Paulo.
- Singer Paul (1999), *Uma utopia militante. Repensando o socialismo*, Petrópolis, Editora Vozes.
- (2000), « Economia solidária: um modo de produção e distribuição », in Singer Paul et Souza André Ricardo de (dir.), *A Economia Solidária no Brasil: A autogestão como resposta ao desemprego*, São Paulo, Contexto, pp. 11-28.
- (2002), *Introdução à economia solidária*, São Paulo, Editora Fundação Perseu Abramo, 127 p.
- (2002), « A recente ressurreição da economia solidária no Brasil », in Santos Boaventura de Souza (dir.), *Producir para viver: os caminhos da produção não capitalista*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, pp. 81-129.
- (2006), « Économie solidaire (1) », in Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Galimard, pp. 290-302.
- (2014 [1998]), *Globalização e desemprego. Diagnóstico e alternativas*, São Paulo, Editora contexto.
- Smelser Neil J. et Swedberg Richard (dir.) (2005), *The Handbook of Economic Sociology*, Princeton, Oxford et New York, Princeton University Press et Russel Sage Foundation.
- Solínis Germán (2002), « La investigación vinculada a la acción », in Hainard François et Verschuur Christine (dir.), *Empoderamiento de las Mujeres en las crisis urbanas. Género, medio ambiente y barrios marginados*, Madrid, IEAPALA, pp. 17-26.
- Soria Choque Vitaliano (2003), « Las Predicciones y la Espiritualidad del Pacha », in Ticona Alejo Esteban (dir.), *Los Andes desde los Andes. Aymaranakana, Qhichwanakana Yatxatawipa, Lup'iwi-pa*, La Paz, Yachaywasi, pp. 189-206.
- Sousa Santos Boaventura de et Rodríguez Garavito César (2013), « Alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation », in Hillenkamp Isabelle et Laville Jean-Louis (dir.), *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès, pp. 127-47.
- Souza Pires Murilo José et Ramos Pedro (2009), « O termo modernização conservadora: sua origem e utilização no Brasil », *Revista econômica do Nordeste*, vol. 40, n° 3, pp. 411-24.
- Spivak Gayatri (1988), « Can the subaltern speak? », in Nelson Cary et Grossberg Larry (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, pp. 271-313.

- Steenbock Walter, Costa e Silva Letícia da, Ozelame da Silva Rodrigo, Rodrigues Almir Sandro, Pérez-Cassarino Julian et Fonini Regiane (2013), *Agrofloresta, ecología e sociedad*, Curitiba, Kairos.
- Stefanoni Pablo (2003), « Los indígenas urbanos como actores político-sociales. El Alto, ciudad aymara y rebelde », [En ligne], [www.fisyp.rcc.com.ar](http://www.fisyp.rcc.com.ar) (accès: 09.05.2005).
- Steiner Philippe et Vatin François (dir.) (2009), *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF.
- Stengers Isabelle (1999), *L'invention des sciences modernes*, Paris, Flammarion.
- Tabet Paola (1987), « Du don au tarif. Les relations sexuelles impliquant une compensation », *Les Temps modernes*, vol. 42, n° 490, pp. 1-53.
- Tassi Nico, Arbona Juan Manuel, Ferrufino Giovanna et Rodríguez-Carmona Antonio (2012), « El desborde económico popular en Bolivia. Comerciantes aymaras en el mundo global », *Nueva Sociedad*, vol. 241, pp. 93-105.
- Tassi Nico, Hinojosa Alfonso et Canaviri Richard (2015), *La economía popular en Bolivia: tres miradas*, La Paz, Centro de Investigaciones Sociales.
- Telles Liliam , Jalil Laeticia, Cardoso Elisabeth et Alvarenga Camila Rafaela (2018), « Cadernetas Agroecológicas e a contribuição econômica das agricultoras agroecológicas no Brasil », in Zuluaga Sánchez Gloria Patricia, Catacora-Vargas Georgina et Siliprandi Emma (dir.), *Agroecología en femenino. Reflexiones a partir de nuestras experiencias*, La Paz, Bolivia, SOCLA, CLACSO, pp. 141-58.
- Thara Kaveri (2021), « Alternative Market Systems: Mutual Dependence for Collective Welfare in a Fish Market in Udupi », in Verschuur Christine, Guérin Isabelle et Hillenkamp Isabelle (dir.), *Social Reproduction, Solidarity Economy, Feminisms and Democracy. Latin America and India*, London, New York, Palgrave MacMillan, pp. 187-210.
- Théret Bruno (1999), « Vers un socialisme civil ? L'épreuve de la contrainte démographique de différenciation de la société », in Bernard Chavance Éric Magnin, Ramine Motamed-Nejad, Jacques Saipir (dir.), *Capitalisme et socialisme en perspective : évolution et transformations des systèmes économiques*, Paris, La Découverte, pp. 43-78.
- Thévenot Laurent (1995), « Rationalité ou normes sociales : une opposition dépassée ? », in Gérard-Varet Louis-André et Passeron Jean-Claude (dir.), *Le modèle et l'enquête. Les usages du principe de rationalité dans les sciences sociales*, Paris, EHESS, pp. 150-89.
- Ticona Alejo Esteban (2003), « El Thakhi entre los Aimara y los Quechua o la Democracia en los Gobiernos Comunales », in Ticona Alejo Esteban (dir.), *Los Andes desde los Andes. Aymaranakana, Qhichwanakana Yatxatawipa, Lup'iwipa*, La Paz, Yachaywasi, pp. 125-44.
- Toupin Louise (2016), « Le salaire au travail ménager, 1972-1977 : retour sur un courant féministe évanoui », *Recherches féministes*, vol. 29, n° 1, pp. 179-98.
- Utting Peter (dir.) (2015), *Social and Solidarity Economy. Beyond the Fringe*, London, Zed Books, UNRISD.
- Vaillancourt Yves (2013), « L'économie sociale et solidaire en Amérique latine depuis Rio+ 20 », *Vie économique*, vol. 5, n° 1.
- Vargas Soler Juan Carlos (2008), « Consideraciones en torno a las propuestas de constitución y desarrollo de otra economía en América latina », *Otra Economía*, vol. II, n° 3, pp. 93-111.
- Vasconcelos Ósia Alexandrina (2018), « Finances solidaires en France et au Brésil: le rôle des initiatives citoyennes dans le développement de l'économie solidaire au-delà de la dimension financière », Thèse de doctorat en sociologie, Conservatoire national des Arts et Métiers, Université fédérale de Bahia, Paris, Salvador (Brésil).

Vázquez Gonzalo (2013), « Self-Managed Work, Social Protection, and Community Development: The Case of the UST Cooperative (Argentina) », in Hillenkamp Isabelle, Lapeyre Frédéric et Lemaitre Andreia (dir.), *Securing Livelihoods. Informal Economy Practices and Institutions*, Oxford, Oxford University Press, pp. 64-77.

Vega Ugalde Silvia (2017), « La economía solidaria y comunitaria en Ecuador y Bolivia. Interpellaciones a la experiencia de los gobiernos de Rafael Correa y Evo Morales », Thèse de doctorat en sciences sociales, spécialisation en Etudes andines, Faculté latino-américaine de Sciences sociales, FLACSO Ecuador.

Vergès Pierre (1997), « Représentations sociales de l'économie : une forme de connaissance », in Jodelet Denise (dir.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, pp. 407-28.

Verschuur Christine et Catarino Christine (dir.) (2013), *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale*, Paris, Genève, L'Harmattan, The Graduate Institute, Cahiers Genre et Développement n°9.

Verschuur Christine et Destremau Blandine (2012), « Féminismes décoloniaux, genre et développement », *Revue Tiers Monde*, vol. 209, pp. 7-18.

Vilaça Mônica, Nunes José, Ferreira Ingrid et Barbosa Katiana (dir.) (2018), *Economia solidária, mulheres e juventudes: reprendendo a aprender pelas veredas da descolonização do saber no Nordeste*, Olinda, MXM Graf. e Ed., Caderno pedagógico. Col. Educação popular e economia solidária no Nordeste.

Waller William et Jennings Ann (1991), « A Feminist Institutional Reconsideration of Karl Polanyi », *Journal of Economic Issues*, vol. 25, n° 2, pp. 485-97.

Wanderley Fernanda (2003), *Inserción laboral y trabajo no mercantil. Un abordaje de género desde los hogares*, La Paz, Plural.

--- (2004), « Reciprocity without cooperation. Small producer networks and political identities in Bolivia », Ph.D. Dissertation, Columbia University, New York, Graduate School of Arts and Sciences, 191 p.

--- (2009), *Crecimiento, empleo y bienestar social ¿Por qué Bolivia es tan desigual?*, La Paz, CIDES-UMSA, Plural Editores, IRD.

--- (2013), *¿Qué pasó con el proceso de cambio en Bolivia? Ideales acertados, medios equivocados, resultados trastocados. Una lectura de las políticas públicas para la transformación productiva, pluralidad económica e inclusión social en un contexto de bonanza*, La Paz, CIDES-UMSA, Plural editores.

Wanderley Maria de Nazareth Baudel (2013), *Juventude rural: vida no campo e projetos para o futuro*, Recife, UFPE.

--- (2018), *Uma singularidade histórica : o olhar de uma pesquisadora brasileira sobre o mundo rural francês*, Recife, UFPE.

Weiner Annette B (1980), « Reproduction: a replacement for reciprocity », *American Ethnologist*, vol. 7, n° 1, pp. 71-85.

Weitzman Rodica, Telles Liliam, Alvarenga Camila, Cardoso Elisabeth, Jalil Laeticia et Martins Aline (dir.) (2020), *Cadernetas agroecológicas e as mulheres do semiárido de mãos dadas fortalecendo a agroecologia : resultados do uso das cadernetas nos projetos apoiados pelo FIDA no Brasil de agosto de 2019 a fevereiro de 2020*, Salvador, Fundo Internacional de Desenvolvimento Agrícola (FIDA).

Wezel Alexander, Bellon Stéphane, Doré Thierry, Francis Charles, Vallod Dominique et David Christophe (2009), « Agroecology as a science, a movement and a practice. A review », *Agronomy for sustainable development*, vol. 29, n° 4, pp. 503-15.

- Williamson Oliver E. (1979), « Transaction Cost Economics: The Governance of Contractual Relations », *Journal of Law and Economics*, n° 22, pp. 233-61.
- Yampara Simon (2004), « ¿Desarrollo / progreso o Suma Qamaña de los Ayllus Andinos? », in Archondo Rafael , Cajías Guadalupe et Camargo Manuel Enrique (dir.), *¿A dónde vamos? Progreso en diferentes culturas*, La Paz, PIEB, pp. 81-88.
- Yunus Muhammad (2007), *Creating a world without poverty: Social business and the future of capitalism*, United States, Public Affairs.
- Zapp Jorge (1994), *Empresas virtuales populares*, Bogota, Presencia.
- Zask Joëlle (2015), *Introduction à John Dewey*, Paris, La Découverte.
- Zelizer Viviana (1993), « Pour une approche sociologique du marché », *Problèmes économiques*, n° 2314, pp. 1-7.
- (2008), « L'économie du care », *Revue française de socio-économie*, n° 2, pp. 13-25.
- Zielinski Agata (2010), « L'éthique du care. Une nouvelle façon de prendre soin », *Études*, vol. 413, n° 12, pp. 631-41.
- Zuluaga Sánchez Gloria Patricia, Catacora-Vargas Georgina et Siliprandi Emma (2018), *Agroecología en femenino. Reflexiones a partir de nuestras experiencias*, La Paz, Bolivia, SOCLA, CLACSO.



## Liste des acronymes

AMESOL : Association de femmes dans l'économie solidaire de São Paulo (*Associação de Mulheres na Economia Solidária de São Paulo*, Brésil)

CESSMA : Centre d'Etudes en Sciences Sociales sur les Mondes Africains, Américains et Asiatiques (Paris)

CPMGA : Centre de promotion de la Femme « Gregoria Apaza » (*Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza, Bolivie*)

CIDES-UMSA : Programme de 3<sup>e</sup> Cycle en Sciences du Développement, Université Mayor de San Andrés (*Postgrado en Ciencias del Desarrollo, Universidad Mayor de San Andrés*, La Paz, Bolivie)

CTA : Centre de technologies alternatives de la Zona da Mata (*Centro de Tecnologias Alternativas da Zona da Mata*, Brésil)

EES : initiative économique solidaire (*Empreendimento Econômico Solidário*, Brésil)

IHEID : Institut de hautes études internationales et du développement (Genève)

MESyCJ : Mouvement d'économie solidaire et de commerce équitable (*Movimiento de Economía Solidaria y Comercio Justo*, Bolivie)

OECA : Organisation économique paysanne (*Organización económica campesina*, Bolivie)

OECOM : Organisation économique communautaire (*Organización económica comunitaria*, Bolivie)

RAMA : Réseau agroécologique de femmes agricultrices (*Rede de Mulheres Agricultoras Agroecológicas*, Barra do Turvo, Brésil)

SENAES : Secrétariat national à l'économie solidaire (Brésil)

SOF : Organisation féministe « Sempreviva » (*Sempreviva Organização Feminista*, Brésil)

UFSCar : Université fédérale de São Carlos (Brésil)

UFV : Université fédérale de Viçosa (Brésil)



# Table des matières

## Introduction

<b>I.</b> Objet de recherche et parcours professionnel	<b>1</b>
<b>II.</b> Problématique et position de recherche en Bolivie et au Brésil	<b>3</b>
<b>III. Cadre théorique</b>	<b>8</b>
<b>IV. Organisation du mémoire</b>	<b>10</b>

## Chapitre 1 – Méthode et enquêtes

<b>Introduction</b>	<b>13</b>
<b>I. Entre absences et émergences : repères méthodologiques et épistémologiques</b>	<b>14</b>
I.1 Pour une socioéconomie des pratiques marchandes et non marchandes : théorisation ancrée dans les données qualitatives (A12, M1)	14
I.2 Pour un double regard, critique et possibiliste (A22, C35, C41)	16
I.3 Vers la construction d'une position de recherche : du double regard à la « recherchaction » (A21, A24, C50)	19
<b>II. En temps et en lieux : l'enquête au cœur de la recherche</b>	<b>22</b>
II.1 Economies solidaires et féministe en Bolivie : de l'engagement dans le mouvement à l'articulation entre recherche et action	23
II.1.1 Economie plurielle et réciprocité depuis les pratiques : enquête engagée dans le Mouvement d'économie solidaire et de commerce équitable (M1)	23
II.1.2 Approche depuis la sphère domestique : déplacement théorique et méthodologique (A4, A13, B4, C8, C9, C10, C21)	25
II.1.3 Typologie des « entreprises solidaires » en contexte d'informalité et de précarité du travail : contexte local et comparaison internationale (A16, C13, R4, S18)	27
II.1.4 Crise de la reproduction sociale : vers une intégration de la recherche et de l'action (A26, C34, C40)	28
II.2 Economie solidaire et féministe au Brésil : recherche et action en période de turbulence politique	30
II.2.1 Institutionnalisation de l'économie solidaire, inflexions et ruptures (A24, C27)	30
II.2.2 Economie solidaire féministe, entre politique publique et société civile (A24, A29, C41, C42, C43, C44)	32
II.2.3 Finances solidaires et banques communautaires de développement (A19)	35
II.3 Agroécologie et féminisme au Brésil : consolidation de la recherchaction	38
II.3.1 Agroécologie et reproduction sociale depuis une épistémologie féministe (A21, A23, A29, C31, C33, C39)	38
II.3.2 Jeunes femmes de la campagne « traçant leur chemin » : agroécologie et reproduction sociale en perspective générationnelle (R5, R6)	41
II.3.3 Vulnérabilité, solidarité et résilience face à la pandémie de Covid-19 : enquête en période de distanciation sociale (A30, C44, C45, C46, C52, B10, B11, B13, V5)	43
<b>Conclusion</b>	<b>46</b>

## Chapitre 2 – Pluralité économique, émancipation et soutenabilité.

### Un cadre néo-polanyien tourné vers l'analyse des pratiques

<b>Introduction</b>	<b>49</b>
<b>I. Pluralité économique <i>versus</i> néolibéralisme autoritaire : une question de principes, d'institutions et de pratiques</b>	<b>51</b>
I.1 Concept de principe d'intégration économique (M1, E4, C15, S62)	51
I.2 Principe de marché-concurrence <i>versus</i> institutions de marché (A4, A6, A8, C16)	53
I.3 Hybridité des institutions et des pratiques, justifications et prix (A6, A8, A23, E1, E4, E7, M1)	56
<b>II. Distinguer et actualiser les principes non marchands</b>	<b>59</b>
II.1 Distinguer et actualiser les principes de réciprocité et de redistribution à partir de Polanyi et Mauss (A8, A9, A10, C10, M1)	59
II.2 Affirmer et actualiser le principe de <i>householding</i> (C10, B4, A23)	62
<b>III. Lier pratiques économiques et processus politiques : institutionnalisation et capacité instituante</b>	<b>65</b>
III.1 Economies solidaires et social-communautaire en Bolivie : fabrique d'un biais indigéniste (M1, R4, A13)	65
III.2 Economie solidaire au Brésil : entre émancipation, dépendance et biais de genre des politiques (A24, C27, C47, C48, C49)	68
III.3 Economie solidaire, agroécologie et biais de genre au Brésil : regards croisés (A23, A29, C33)	73
<b>IV. Tenir compte de la complexité : pluralité économique et niveaux institutionnels</b>	<b>76</b>
IV.1 Des configurations plurielles sous tension : ancrage socioéconomique et sociopolitique (A19, A22, E4)	76
IV.2 Articuler principes d'intégration économique et niveaux d'ancrage, analyser la démocratisation de l'économie (A21, A23, A28, A30, E8)	78
<b>Conclusion</b>	<b>81</b>

## Chapitre 3 – Reproduction et institutions de type domestique.

### Des protections aux solidarités

<b>Introduction</b>	<b>85</b>
<b>I. Renouveler le double regard sur la reproduction</b>	<b>87</b>
I.1. Politiser le travail domestique et reproductif	87
I.2. Réorganiser la reproduction sociale à partir de pratiques solidaires (C33, C34, C36, C38, C44)	90
I.3. De la reproduction sociale à la reproduction de la vie : solidarité et soutenabilité (A23, A27, A28, A29, C31, C33)	95

<b>II. Elargir le concept d'institution domestique, lier protection et émancipation</b>	<b>99</b>
II.1. Diversité des institutions de type domestique et fondements des rapports de genre (A26, C29, C34)	100
II.2. Institutions de type domestique : protection, domination et émancipation (C34)	104
II.3. Reproduction et émancipation en perspective générationnelle (R5, R6)	107
II.4. Articuler institutions de type domestique, économie plurielle et reproduction sociale (A14, C10)	110
<b>Conclusion</b>	<b>113</b>

## Conclusion

<b>I. Distinguer différents types de solidarité, préciser la portée des processus d'émancipation</b>	<b>117</b>
I.1 Solidarités communautaires de base ethnique opposées au « marché »	117
I.2 Solidarités articulant réciprocité, redistribution et concurrence	118
I.3 Economies solidaires féministes incluant le <i>householding</i>	120
<b>II. Distinguer différentes approches et pratiques de soutenabilité</b>	<b>121</b>
<b>III. Tenir compte de la dimension temporelle des institutions et des processus économiques et politiques</b>	<b>122</b>
<b>IV. Vers une théorie politique de la valeur et des prix</b>	<b>123</b>
<b>V. Tenir compte de géographies complexes, développer une approche multiscalaire</b>	<b>124</b>
<b>VI. Aller au-delà de l'approche de l'économie informelle</b>	<b>125</b>
<b>VII. (Re)trouver la place de l'économie non marchande et de ses sujets</b>	<b>125</b>

## Annexes

<b>I. Glossaire des économies solidaires</b>	<b>127</b>
<b>II. Carte des économies solidaires étudiées en Bolivie et au Brésil</b>	<b>129</b>

<b>Références bibliographiques</b>	<b>131</b>
<b>Liste des acronymes</b>	<b>151</b>



## CINQ ACTIVITES LES PLUS SIGNIFICATIVES COMME PRINCIPAL INVESTIGATOR

1. 2021-2025 : Coordinatrice du projet ANR GENgiBRe « Relationship to nature and gender equality. A contribution to critical theory from feminist practice and mobilisation in agroecology in Brazil » (partenariat académique Université fédérale de Viçosa (UFV) et UMR\_MA104 ; partenariat société civile (Brésil) Centro de Technologias Alternativas (CTA) et Sempreviva Organizaçao Feminista (SOF) ; financement ANR Jeunes chercheur.es).

Projet en cours ; autrice ou co-autrice de 7 communications lors de colloques et tables rondes en français et en portugais [S59 à S66], du Guide méthodologique du projet [R8, en portugais], participation à 2 podcasts [P1, P2] et une vidéo de divulgation scientifique [V6], éditrice du site internet du projet [www.gengibre.org](http://www.gengibre.org).

2. 2020-2021 : Coordinatrice du projet « Vulnérabilité et résilience des agricultrices agroécologiques brésiliennes face à la pandémie de Covid-19 » (partenariat UFV, CTA et SOF, financement IRD et partenaires locaux (Pain pour le Monde)).

Co-autrice d'un article de revue en français [A30], d'un chapitre d'ouvrage en anglais [C52] et de 3 en portugais [C44, C45, C46], de 2 textes de divulgation scientifique en français [B11, B13] dont un traduit en portugais [B10]. Co-réalisatrice d'une vidéo de divulgation scientifique en portugais sous-titrée en français [V5].

3. 2016-2019 : Coordinatrice du volet recherche du projet d'extension universitaire « Economia Feminista e Solidária: ações para o fortalecimento da autonomia econômica das mulheres » (coord. F. Sánchez, UFSCar, partenariat UFSCar, IRD et SOF, financement Secrétariat national brésilien à l'économie solidaire).

Autrice d'un article de revue en portugais [A24], co-autrice d'un article en français [A30] et de trois chapitres d'ouvrage en portugais [C47, C48, C49]. Participation à une vidéo de divulgation scientifique en portugais [V1].

4. 2016-2018 : *Principal investigator*, en partenariat avec I. Farah, F. Sostres et G. Ruesgas (Bolivie), et avec M. Nobre et S. Saori (Brésil) du projet « Feminist analysis of social and solidarity economy practices: views from Latin America and India » (coord. Ch. Verschuur, partenariat IHEID, IRD-CESSMA, CIDES-UMSA (Bolivie), SOF (Brésil), UNGS (Argentine), OP Jindal Global University, IIT et ISST (Inde), financement Swiss Network for International Studies).

Co-directrice d'un ouvrage collectif en anglais traduit en français et en espagnol [E8, E9, E10], co-autrice de 5 chapitres de cet ouvrage [C32 à C37]. Co-autrice d'un article en portugais [A21] et d'un article en français [A22], autrice de deux articles en espagnol [A23, A26] et de deux articles en français [A27, A28]. Participation à 3 vidéos de divulgation scientifique, dont une en anglais sous-titrée en français et espagnol [V2, V3, V4]

5. 2014-2017 : Principal investigator avec F. Wanderley (Bolivie) du projet « International Comparative Social Enterprise Model » (coord. M. Nyssens et J. Defourny, financement Pôle d'attraction interuniversitaire belge SOCENT, projet comparatif international ; partenariat en Bolivie CIDES-UMSA).

Co-autrice de 2 articles en français [A13, A16], autrice d'un article en portugais [A17], co-autrice d'un chapitre d'ouvrage en portugais [C21] et d'un en anglais [C13], ainsi que d'un Working Paper [R4].



## CAPACITE A CONCEVOIR, DIRIGER, ANIMER, COORDONNER DES ACTIVITES DE RECHERCHE ET A ENCADRER DES ETUDIANTS (THESE ET MASTER)

### I. Activités de recherche

#### I.1 Coordination de projets de recherche collectifs

2021-2025 : Coordinatrice du projet ANR « Relationship to nature and gender equality. A contribution to critical theory from feminist practice and mobilisation in agroecology in Brazil » (partenariat académique Université fédérale de Viçosa (UFV) et UMR\_MA104 ; partenariat société civile (Brésil) Centro de Technologias Alternativas (CTA) et Sempreviva Organização Feminista (SOF) ; financement ANR Jeunes chercheur.es). [www.gengibre.org](http://www.gengibre.org)

2020-2021 : Coordinatrice du projet « Vulnérabilité et résilience des agricultrices agroécologiques brésiliennes face à la pandémie de Covid-19 » (partenariat UFV, CTA et SOF, financement IRD et partenaires locaux (Pain pour le Monde)).

#### I.2 *Principal Investigator (PI)* et coordination de volets de projets de recherche collectifs

2018-2019 : Coordinatrice du volet recherche du projet « Mulheres Jovens do Campo Traçando Caminhos » (coord. société civile M. Nobre, partenariat SOF, financement Ambassade de France au Brésil).

2016-2019 : Coordinatrice du volet recherche du projet d'extension universitaire « Economia Feminista e Solidária: ações para o fortalecimento da autonomia econômica das mulheres » (coord. F. Sánchez, UFSCar, partenariat UFSCar, IRD et SOF, financement Secrétariat national brésilien à l'économie solidaire).

2016-2018 : Principal Investigator, en partenariat avec I. Farah, F. Sostres et G. Ruesgas (Bolivie) et avec M. Nobre et S. Saori (Brésil) du projet « Feminist analysis of social and solidarity economy practices: views from Latin America and India » (coord. Ch. Verschuur, partenariat IHEID, IRD, CIDES-UMSA (Bolivie), SOF (Brésil), UNGS (Argentine), OP Jindal Global University, IIT et ISST (Inde), financement Swiss Network for International Studies).

2016-2017 : Co-coordinatrice (avec F. Sanchez) du volet « Reconfiguration of Politics », Laboratoire Mixte International SAGEMM « Social activities, gender, markets and mobilities from below » (coord. I. Georges et C. Rizeck, partenariat IRD-Université de São Paulo (USP) et UFSCar, financement IRD).

2014-2017 : Principal Investigator avec F. Wanderley (Bolivie) du projet « International Comparative Social Enterprise Model » en Bolivie (coord. M. Nyssens et J. Defourny, financement Pôle d'attraction interuniversitaire belge SOCENT, projet comparatif international ; partenariat en Bolivie CIDES-UMSA).

2014-2015 : Co-coordinatrice (avec F. Sanchez), projet « Economie solidaire, transversalités et intersections : entre institutionnalisation, construction de sujets politiques et crises » (Partenariat UFSCar, financement IRD).

#### I.3 Participation à des projets de recherche collectifs

2016-2019 : Membre du Comité de suivi, projet « Os Quintais das Mulheres e a Caderneta Agroecológica » (coord. Prof. I. Cardoso, partenariat UFV, UFRPE, CTA, Articulation brésilienne d'agroécologie ; financement Secrétariat brésilien de l'Agriculture familiale).

2015-2016 : Chercheure (Brésil), projet « Financiarisation des économies domestiques » (projet comparatif France, Brésil, Inde ; financement IDEX Université Sorbonne-Paris-Cité, coord. I. Guérin et J. Lazarus).

2014-2017 : Chercheure, projet « Emergencia e reinvenção : 'novas' e 'velhas' politicas sociais no Brasil » (coord. I. Georges et C. Rizeck, financement IRD et Centre national de la recherche scientifique du Brésil (CNPq)).

2012 : Chercheure (Bolivie, avec I. Farah), projet *Economía solidaria y transformación social. Una perspectiva descolonial* (coord. B. Marañon, financement Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO)).

## **II. Encadrement d'étudiants**

### **II.1 Encadrement de mémoires de Master**

23 mémoires encadrés :

Diongue, Marie-Rose, « Les femmes rurales et développement durable au Sénégal : l'autonomisation par la pratique de l'agroécologique - La ferme des quatre chemins à Toubab Dialaw (Thiès) », Mémoire de Master en Sciences humaines et sociales, parcours Économie sociale et solidaire, Paris, Conservatoire national des Arts et Métiers, soutenu le 21 novembre 2022.

Mélanie Hay, « L'approche genre dans les projets en agroécologie : des ONG de solidarité internationale aux organisations locales en Amérique Latine », Master en Développement économique et coopération internationale, Institut d'Etudes politiques de Toulouse, soutenu le 12 octobre 2022.

Balliet, Stéphane, « Critique anthropologique et comparative des programmes d'ajustement structurel appliqués en Côte d'Ivoire et de l'approche par les capacités d'Amartya Sen », Mémoire de Master en Etude comparative du développement, Paris, EHESS, soutenu le 16 octobre 2020.

Telles Liliam, « Desvelando a economia invisível das agricultoras agroecológicas : a experiência das mulheres de duas comunidades de Barra do Turvo », Dissertação de Mestrado, Programa de Pós-Graduação em Extensão Rural, Universidade Federal de Viçosa, soutenue le 29 juin 2018 (comme co-directrice du mémoire, avec Alair de Freitas).

Entre 2011 et 2013 : direction de 19 mémoires de la Maîtrise universitaire en Socioéconomie, Université de Genève (B. Michoud, G. Honneger, I. Ortiz, N. Bullat, S. Benallouch ; S. Barrussaud ; S. Ducommun ; V. Pache ; M. Bisilliat ; J. Correvon ; R. Filliger ; S. Frey ; M.-L. Gally et S. Moreira ; J. Lepaul Picolet ; C. Perren ; S. Shaban ; E. Tony ; N. Arnold ; J. Von Daeniken).

### **II.2 Encadrement de thèses de doctorat**

4 thèses co-encadrées :

Telles, Liliam, "A relação das mulheres com a natureza: uma força motriz para a emancipação sociopolítica e econômica? Uma pesquisa com agricultoras agroecológicas na Zona da Mata de Minas Gerais", Thèse préparée dans le cadre du Programme de Post-Graduation en Extension rurale, Université fédérale de Viçosa, depuis février 2021. Comme co-directrice, avec le prof. Alair

De Freitas. Thèse réalisée dans le cadre du projet ANR GENgiBRe, soutenance prévue au 1<sup>e</sup> semestre 2024.

Co-publication d'un article dans une revue à comité de lecture [A30], d'un article de divulgation scientifique [B13], de 2 chapitres d'ouvrage [C44, C46]. Un 2<sup>e</sup> article dans une revue à comité de lecture (*Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais*) a été soumis (24/03/2023).

Ferrari, Clara, "Sistemas agroalimentares e etnopedologia Puri", Thèse préparée dans le cadre du Programme de Post-Graduation sur le Sols et la Nutrition des Plantes, Université fédérale de Viçosa, depuis novembre 2020. Comme co-directrice, avec les prof. Irene Cardoso et Maria Alice Mendonça. Thèse réalisée en lien avec le projet ANR GENgiBRe. Soutenance prévue en juillet 2023.

Schwenck, Beatriz, « Réflexion sur l'autonomie des femmes : territoire, solidarité, économie et politique », Thèse de doctorat en sociologie, Université de Paris et Université de Campinas (Brésil), depuis février 2020. Comme co-directrice, avec la prof. Bárbara De Castro, thèse réalisée en cotutelle internationale, bourse ARTS de l'IRD. Soutenance prévue en décembre 2023.

Co-publication d'un article dans une revue à comité de lecture [A29], de deux articles de divulgation scientifique [B10, B11], de quatre chapitres d'ouvrage [C47, C48, C49, C52].

Ruiz, Maria José, "Institutionnalisation de l'économie solidaire en Équateur et mise en perspective en Bolivie : analyse des tensions issues des politiques publiques du Buen vivir et l'encastrement politique des organisations dans un contexte de pluralisme institutionnel", Thèse de doctorat en Sciences Politiques et Sociales, Université catholique de Louvain, soutenue le 12 novembre 2019 (comme membre du comité d'encadrement de la thèse ; dir. Prof. A. Lemaître).

### III. Enseignements

« Business social et économie solidaire : pour une socioéconomie globale », avec I. Guérin et J.L. Laville, séminaire de Master, EHESS et CNAM, 24 heures / an, depuis 2019 (séminaire CNAM uniquement en 2023).

« Genre et développement », séminaire du Master « Coopération internationale et développement », Institut d'Etudes Politiques de Toulouse. 10 heures / an, depuis 2019 (horaire global : 20 heures, avec I. Guérin).

« Economia, Democracia e Sustentabilidade : Atualidade de Karl Polanyi », cours de 3<sup>e</sup> cycle, Département d'Economie Rurale, Université Fédérale de Viçosa, Brésil, 30 heures, 18-22 mars 2019.

« Economia Solidária e autogestão: elementos de aprofundamento », avec F. Sanchez, Programa de posgraduação em Sociologia (niveau Master et doctorat), Universidade federal de São Carlos, 24 heures, avril-mai 2018.

« Experiencias históricas concretas de economía plural, solidaria y comunitaria I: Las políticas públicas », Programa de Postgrado en Ciencias del Desarrollo, Universidad Mayor de San

Andrés (CIDES-UMSA, La Paz, Bolivie), Master en « Economía Plural, Solidaria y Comunitaria », 20h, février à mars 2017.

« Economia solidária », avec I. Lussi et M. Zanin, Universidade Federal de São Carlos, cours inter-facultaire, 60h, mars-juin 2017.

« Concepts et outils opérationnels d'analyse des pratiques de solidarité et de protection », Conservatoire national des arts et métiers, Master en innovation sociale et économie sociale et solidaire, janvier 2016, 6 heures.

« Economie sociale et solidaire : expériences latino-américaines », avec D. Demoustier, IEDES, Master 2 en Etudes du développement, spécialité Développement local, 20h, décembre 2015 et janvier 2016.

« Economia solidária », avec I. Lussi, F. Sanchez, M. Zanin *et al.*, Universidade Federal de São Carlos, programa de posgraduação em Sociologia et programa de posgraduação em Ciência, tecnologia e sociedade (niveau Master et doctorat), 24h, août-septembre 2015.

« Fundamentos conceptuales de la economía solidaria y comunitaria », Diplôme en Economie solidaire et communautaire, CIDES-UMSA, Universidad Mayor de Sán Andrés, 15 heures, juin-juillet 2015.

« A economia solidária em perspectiva internacional: uma introdução », Minicours du Programme de Postgraduation en Sociologie, Université Fédérale de São Carlos, 10 heures, août-septembre 2014.

« Modulo 2: Fundamentos conceptuales », avec F. Wanderley, Diplôme en Economie solidaire et communautaire, CIDES-UMSA, Universidad Mayor de Sán Andrés, 10 heures, mars 2014.

« Socioéconomie du développement : une introduction », cours obligatoire, Maîtrise universitaire en Socioéconomie, Université de Genève, 56 heures / an ; de 2011-2012 à 2013-2014 (3 ans).

« Finance, éthique et solidarité », séminaire de Master, Ecole de Management de Lyon, 30 heures / an, de 2011 à 2013 (3 ans).

« Introduction à l'économie politique et générale », cours de 1<sup>e</sup> année, École internationale de commerce et développement 3A (Lyon), 30 heures, 2009-2010.

« Introduction à l'économie sociale et solidaire », séminaire de 3<sup>e</sup> année, École internationale de commerce et développement 3A (Lyon), 12 heures, 2009-2010.

« Gouvernance et action publique », séminaire de 4<sup>e</sup> année, École internationale de commerce et développement 3A (Lyon), 15 heures, 2009-2010.

« Economie du développement », comme assistante du prof. J.-M. Servet, cours obligatoire, Master en Etudes Institut d'études universitaires du développement, Genève, 84 heures / an de 2005-2006 à 2008-2009 (4 ans).

« Introduction à l'économie sociale et solidaire », avec C. Dunand et J.-M. Servet, séminaire du Master en Institut d'études universitaires du développement, Genève, 28 heures, 2007-2008,

« Défi social du développement : mondialisation, croissance, pauvreté et inégalités », comme assistante des prof. M. Carton, J.-L. Maurer, J.-D. Rainhorn et J.-M. Servet, séminaire du Master en Institut d'études universitaires du développement, Genève, 56 heures, 2004-2005.

« Théories et pratiques de la gouvernance », comme assistante de la prof. I. Milbert, séminaire du Master en Institut d'études universitaires du développement, Genève, 56 heures, 2004-2005.



## **Projet de recherche**

**Fabriques des socio-natures et du genre :  
aux frontières de l'offensive néolibérale et des  
organisations solidaires**



## I. Délimitation et objectif

Mon projet de recherche porte sur la rencontre entre les organisations des économies solidaires, au sens large défini dans mon Mémoire, et différents projets relevant de la néolibéralisation de la nature. J'aborde cette rencontre à partir du cadre d'analyse socioéconomique et féministe construit dans mes travaux antérieurs, en le connectant avec des approches de l'environnement afin de produire un nouveau cadre d'analyse théorique intégré.

Ce projet de recherche intervient à un moment clé du néolibéralisme, en tant que doctrine politique et projet économique déployé depuis la fin des années 1970, caractérisé par l'épuisement, à l'échelle planétaire, des possibilités d'externalisation de l'exploitation marchande de la nature. Je m'inscris dans les approches, en économie et en écologie politiques, qui envisagent la néolibéralisation de la nature au-delà de la seule extraction de ressources et des résistances sociales qu'elle engendre. Je m'intéresse à la logique d'ensemble de cette néolibéralisation, dans les secteurs extractivistes (agricole, minier) et dans celui de la conservation, dans une approche de la nature comme assemblages socio-naturels et non comme simples ressources (Cornut & Swyngedouw, 2000 ; Bakker, 2010). Je me situe aux frontières de ce processus, dans les périphéries du Sud global, notamment rurales, où la néolibéralisation de la nature rencontre divers types d'organisations populaires (communautés, syndicats, associations, coopératives, réseaux d'agroécologie, groupes informels...) mobilisant des formes variables de solidarité et de protection et soutenues par divers alliés politiques (tels qu'ONG, mouvements sociaux, églises, partis politiques). Je m'intéresse à la façon dont cette offensive interagit avec ces organisations aux plans économique, politique et environnemental, en mobilisant et en transformant les rapports sociaux, en particulier de genre. J'envisage les multiples formes de cette interaction, allant de la résistance et de la construction d'économies solidaires basées sur une éthique de la soutenabilité, à l'adaptation aux projets néolibéraux. Loin d'opposer ces formes et ces processus, je m'intéresse à leurs entremêlements et à la complexité des situations sur le terrain.

Pour cela, je poursuis mon travail de coordination scientifique et d'animation au sein de collectifs de recherche mixtes (Académie et société civile), afin d'accompagner au plus près les sujets de ces initiatives, particulièrement les femmes, dont les positions restent largement invisibles et les savoirs, occultés. Cette démarche s'appuie sur mes partenariats au Brésil et sur le projet ANR GENgiBRe « Rapport à la nature et égalité de genre. Une contribution à la théorie critique à partir de pratiques et mobilisations féministes dans l'agroécologie au Bré-

sil » (voir IV ci-dessous). Je construis par ailleurs des espaces d’interlocution scientifique avec des collègues, partenaires académiques, de la société civile et doctorant.es, comme méthode de montée en généralité théorique à partir d’enquêtes localisées. Ces espaces se situent à l’intérieur du projet GENgiBRe ; au CESSMA (axe « de la question sociale et environnementale », notamment Valeria Hernandez (Argentine) et Laurent Bazin (Côte d’Ivoire)), au Centre de Politiques de la Terre et à la Cité du Genre de l’Université Paris Cité (avec Nathalie Blanc et Virginie Bonnot) et dans une thèse en préparation sur le positionnement de femmes mayas face à des mégaprojets au sud du Mexique (Victória Becerril Nito, co-encadrement avec Nathalie Blanc). A l’issue du projet GENgiBRe, je prévois de candidater à des financements (par exemple ANR ou CLACSO) de réseau scientifique international afin d’approfondir ce dialogue.

Les lignes de travail de ce projet de recherche sont théoriques (articulation entre fabrique des socio-natures et du genre, pluralité économique, reproduction sociale et de la vie), empiriques (connaissances sur les frontières de la néolibéralisation de la nature), ainsi qu’ épistémologiques et méthodologiques. Sur ce plan, mon projet ouvre un chantier qui doit m’amener à connecter mes principes de réflexivité, d’attention pour les pratiques et savoirs invisibles et d’articulation entre recherche et action, avec les conditions de production de savoirs interdisciplinaires sur l’environnement, à la frontière entre sciences sociales, agroécologie et ethnosciences.

## **II. Problématique sociétale et scientifique**

Le Brésil de ces dernières années (gouvernements de Michel Temer et de Jair Bolsonaro, 2016-2022) illustre de manière exemplaire les processus politiques, économiques et environnementaux déclenchés par une néolibéralisation sans précédent de la nature. Les activités d’extraction industrielle de ressources agricoles et minières destinées aux marchés d’exportation ont été décuplées, ouvrant de nouvelles frontières en Amazonie et dans le Cerrado, mais causant aussi une dispersion géographique, y compris dans des Etats situés au centre historique et géographique du Brésil, comme São Paulo et Minas Gerais (Bombardi, 2019 ; Iorio & Coelho, 2023). Parallèlement, des dispositifs privés et marchands de politique environnementale ont été mis en œuvre, notamment la concession d’aires protégées et l’institution du marché brésilien du carbone et du méthane dans les zones forestières. Des mesures sans précédent de flexibilisation de la réglementation environnementale, de privatisation

de l'usage des ressources et des terres, notamment indigènes, et de régularisation foncière bénéficiant aux propriétaires de grandes entreprises ont été adoptées (S62<sup>1</sup>).

Le déploiement de ce programme a bouleversé l'environnement physique, économique et politique dans les zones rurales et en particulier forestières. Il a entraîné les communautés et les organisations locales dans divers processus : intégration de la main d'œuvre masculine dans ces projets (Cortès-Cortès & Zapata-Martelo, 2022) ; divisions, violences de différents types, particulièrement contre les femmes (viols, prostitution, féminicides) (Furtado & Andrioli, 2021) ; alliances avec les mouvements sociaux (agroécologiques, de justice environnementale, féministe), élaboration d'une critique de ces projets et d'alternatives dans les économies solidaires. Depuis janvier 2023, le gouvernement de coalition présidé par Lula a mis en cause la déforestation dans l'Amazonie, guidé par les enjeux politiques et financiers de l'agenda climatique international et par d'autres, de politique interne, liés aux droits des peuples indigènes. Pour l'heure, rien n'indique par contre une action volontariste de ce gouvernement dans les autres régions du Brésil, ni sur les autres enjeux environnementaux, notamment de l'extraction minière et de l'agroindustrie.

Le cas du Brésil contemporain s'inscrit dans la trajectoire longue d'exploitation des ressources et du travail à l'échelle des pays du Sud, qui compose les rapports Nord-Sud depuis leur origine dans le système colonial (Escobar, 2003). Au cours des années 1990, cette logique s'est toutefois renouvelée pour adopter une forme néolibérale spécifique. Celle-ci a associé insertion des pays du Sud dans les nouveaux marchés internationaux des matières premières ; et renversement du dogme environnementaliste, faisant des mécanismes de marché les nouveaux piliers supposés de la régulation environnementale (Bakker, 2010 ; Milian & Rodary, 2010 ; Michon, 2015). Cet ordre néolibéral s'est approfondi depuis les années 2000. D'une part, le *boom* des *commodities* a entraîné les pays latino-américains, y compris ceux sous des gouvernements progressistes, vers une reprimarisation de leur économie et un approfondissement de l'extractivisme, notamment en direction de la Chine (Gudynas, 2009, Svampa, 2017). D'autre part, la mobilisation des instruments de gestion marchande et privée des politiques environnementales à différents niveaux est devenue effective.

---

<sup>1</sup> Les mentions de type A (article dans revue à comité de lecture), B (article dans revue sans comité de lecture ou texte de divulgation scientifique), C (chapitre d'ouvrage), D (direction de dossier thématique de revue), M (monographie), E (direction d'ouvrage), R (rapport) et S (communication lors d'un séminaire ou colloque) suivies d'un numéro se rapportent aux références bibliographiques dans ma liste de publications jointe.

Ainsi, le moment actuel peut être caractérisé comme celui d'une nouvelle dialectique entre nature et société, où les disputes sur les normes d'usage et d'appropriation des ressources et du travail et de conservation environnementale interagissent de plus en plus étroitement avec les limites du milieu naturel. Le Brésil de ces dernières années met en évidence la manière dont ces limites, politisées par des mouvements sociaux dénonçant les injustices environnementales, ont poussé un gouvernement comme celui de Jair Bolsonaro vers des formes toujours plus autoritaires d'imposition de son programme et de négation de la crise environnementale (Andrade *et al.*, 2021 ; voir aussi Latour, 2017). En même temps, et au-delà de la défaite de Bolsonaro aux élections d'octobre 2022, l'ethos néolibéral dominant a été largement approprié par les individus se redéfinissant comme entrepreneurs d'eux-mêmes. Si cette redéfinition a traversé toutes les couches de la société brésilienne (Feltran, 2020), elle s'est aussi étroitement appuyée sur les rôles sociaux de sexe et les a renouvelés : l'appropriation de l'ethos marchand et entrepreneurial par les hommes, socialement responsables de la génération de revenus, a été globalement inséparable de la réassignation des femmes aux responsabilités domestiques et de *care*. Marchandisation et *care* se sont complétées à l'échelle sociétale – le travail de *care* réparant les externalités négatives des marchés – et à l'échelle, intime, des hommes et des femmes, dont les différences de sexe ont été renaturalisées et approfondies. A son tour, cette organisation sociale a posé des limites pour la reproduction sociale (féminisation de la pauvreté) et de la vie (insuffisance du *care* pour réparer les dégradations environnementales), qui ont été dénoncées par les mouvements et les études féministes et environnementaux (Federici, 2012 ; Gabbert & Lang, 2019 ; De Luca *et al.*, 2020 ; E8).

### **III. Cadre et enjeux théoriques**

Mon projet théorique consiste à saisir ensemble ces processus économiques, politiques et environnementaux, par une approche dialectique et historique de la relation entre société et nature articulée à mon cadre d'analyse socioéconomique et féministe. Cette approche s'écarte de toute conception positiviste et universaliste de la nature comme donné et de toute réduction économique à un facteur ou à des coûts de production (Moscovici, 1969). Ce type d'approche s'est traduit ontologiquement par une séparation illusoire entre nature et culture (Descola, 2015). Elle a justifié soit une valorisation romantique du sauvage comme espace de nature intouchée (*wilderness*) (Larrère & Larrère, 2018), soit une gestion technocratique de la nature supposée inerte (Latour, 2016), et parfois les deux à la fois. Ce type d'interprétation fonde la conception néolibérale de la nature, qui associe nouvelles technologies extractivistes

dans des territoires à exploiter et gestion marchande d'espaces à préserver aux fins de la compensation environnementale des activités extractivistes et d'autres formes de destruction.

A l'inverse de ces approches, je considère la nature comme un résultat et non comme un point de départ de mon analyse. Elle est le fruit de processus historiques, spécifiques en temps et en lieu (Lefebvre, 1991), de transformation des conditions matérielles de subsistance à travers de médiations technologiques, culturelles et sociales, désignées dans la théorie marxiste comme métabolisme social (Carrasco & Tello, 2012 ; Foster, 2015). La nature est produite par le mode de production capitaliste et son type particulier de métabolisme (Smith, 2007), mais aussi, et de manière significativement différente, par la pluralité de pratiques répondant aux différents principes d'intégration économique. Depuis une approche d'économie plurielle étendue à l'écologie politique, mon effort d'analyse porte précisément sur la pluralité de socio-natures produites par la combinaison des formes d'organisation économique de type capitaliste marchand et de type solidaire, mobilisant les principes de réciprocité, de redistribution, de *householding* et de concurrence.

J'aborde la dimension matérielle de la fabrique des socio-natures de manière inséparable des dimensions sensibles, symboliques et éthiques. Je considère, en particulier, que la manière dont les actrices et acteurs sociaux se saisissent des différents principes économiques dépend de leur rapport à leur environnement, ancré dans leurs mondes vécus, et de positions éthiques construites dans des espaces socio-politiques, démocratiques ou non. Ainsi, j'examine également comment la fabrique des socio-natures agit en retour sur le politique et sur l'économie, en fonction notamment des visions de soutenabilité perçues et élaborées politiquement par les actrices et acteurs sociaux, dans des espaces institués autant que micro-sociaux. Je combine une analyse des conditions matérielles et des principes économiques de la fabrique des socio-natures avec une approche de la nature ressentie, vécue et disputée par les actrices et les acteurs sociaux.

Mon projet porte ainsi sur la fabrique d'ensemble des socio-natures, que j'aborde aux frontières de l'offensive néolibérale dans les territoires ruraux du Sud global et depuis une perspective féministe. Je construis cette perspective en analysant les interactions, souvent étroites, entre la fabrique des socio-natures et celle du genre, en raison des rôles sociaux de sexe, de la division sexuelle du travail et de la construction sociale des corps féminins et masculins. Au-delà des inégalités de genre dans l'accès aux ressources, je m'intéresse aux pratiques et aux logiques économiques et socio-politiques féminines et masculines découlant de la construction sociale du genre, par lesquelles les socio-natures sont construites. Je mets

l'accent sur l'effet de ces constructions sur les positions différencierées des femmes et des hommes vis-à-vis des projets néolibéraux et dans les disputes pour la reproduction de la vie. En retour, j'examine comment la fabrique des socio-nature transforme les positions et les rôles sociaux féminin et masculin et est productrice du genre.

Mon approche participe d'un questionnement et d'un renouvellement du courant matérialiste féministe. Je me distancie de travaux qui, pour affirmer leur critique sociologique de la domination masculine, ont finalement condamné tout rapport à la nature, perçu comme un risque de renaturalisation de la position d'infériorité des femmes (Burgart, 2017 ; Larrère, 2017). La critique matérialiste a alors tendu à se réduire à une approche générale et abstraite du rapport capital/travail, qui s'est éloignée des préoccupations concrètes des femmes, notamment celles, aux frontières de l'offensive néolibérale, directement soumises aux conflits pour la reproduction de la vie (Pérez Orozco, 2014 ; Herrero, 2016). Contre une telle réduction, je m'inscris dans le courant constructiviste, non essentialiste, de l'écoféminisme, qui combine la critique matérialiste basée sur la division sexuelle du travail, avec des analyses historicisées et spécifiques des liens entre la fabrique des socio-natures et celle du genre (Sili-prandi, 2009 ; voir aussi Larrère, 2015 ; Puleo, 2017). En intégrant l'analyse de la fabrique des socio-natures aux critiques féministe matérialiste et écoféministe, j'ai donc pour but de contribuer à une compréhension concrète, non réduite au rapport général entre travail et capital, des conflits pour la reproduction de la vie à partir du Sud global.

## **IV. Contribution du projet en cours GENgiBRe**

### **IV.1 Problématique et objectifs**

Le projet ANR GENgiBRe « Rapport à la nature et égalité de genre. Une contribution à la théorie critique à partir de pratiques et mobilisations féministes dans l'agroécologie au Brésil » (2021-2025) s'inscrit dans la continuité de mes partenariats avec la SOF au Vale do Ribeira (état de São Paulo) et avec le CTA et l'UFV à la Zona da Mata (état de Minas Gerais). Il s'appuie sur les relations de travail et sur l'approche féministe de l'agroécologie que nous construites à travers de nos précédents projets de rechercheaction (voir Mémoire, chapitre 1, II.3.3).

La genèse du projet GENgiBRe, en 2019, s'est inscrite dans le contexte de l'accélération de l'offensive néolibérale sur la nature au Brésil, qui a résulté de l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro et de gouverneurs défendant les intérêts des secteurs minier et agro-

industriel à São Paulo (João Doria) et au Minas Gerais (Romeu Zema). Au Vale do Ribeira, ce contexte politique s'est traduit par une intensification des activités de ces secteurs, facilitée par le recul des résistances sociales durant la pandémie de Covid-19 ; par le développement de dispositifs publics et privés de paiement pour services environnementaux (captation de carbone, réintroduction d'espèces) ; et par la concession d'aires protégées à l'initiative privée internationale (Saori, 2020 ; A28 ; S62). Ces nouveaux dispositifs de conservation environnementale se sont superposés aux politiques anciennes dans la région, qui avaient progressivement accepté la présence, encadrée, de populations locales et autorisé certains usages des ressources forestières et certaines pratiques agricoles, dont l'agroforesterie (voir Mémoire, chap. 3, I.3). Localement, cette superposition se traduit actuellement par des disputes autour de l'usage des terres, mais aussi des espèces à planter et de la manière de les planter, et du modèle légitime de soutenabilité. L'ensemble de ces évolutions, dans les secteurs minier, agricole et de la protection environnementale, divisent les communautés locales, entre intérêt aux opportunités de revenus et opposition aux diverses formes de privatisation du territoire et d'imposition de formes de gestion de la nature. Le genre est une variable explicative centrale de ces différences de positionnement.

A la Zona da Mata, la dérégulation environnementale, combinée au *boom* des *commodities*, puis au recul des résistances sociales pendant la pandémie de Covid-19, se sont traduits par une avancée majeure de l'extraction minière. Le programme de « Production soutenable de bauxite » de la Compagnie brésilienne d'aluminium et d'autres, similaires, d'entreprises locales, s'y déploient actuellement sur les terres de l'agriculture familiale. Pour cela, ces entreprises se positionnent non seulement dans des espaces d'influence politique et économique, mais aussi auprès des hommes paysans afin de les convaincre de leur louer leurs terres. En réaction, des collectifs locaux menés principalement par des femmes paysannes et soutenus par des mouvements sociaux se sont structurés en une « lutte pour des territoires libres d'activité minière ». Ils ont été renforcés par une opinion publique devenue défavorable à l'activité minière, suite aux ruptures de deux grands barrage de la région (à Marianna en 2015 et à Brumadinho en 2019 ; Bertollo, 2022 ; Iorio & Coelho, 2023). Le mouvement agroécologique à la Zona da Mata, où se côtoient syndicats de travailleurs ruraux et de l'agriculture familiale et organisations féministes, joue un rôle croissant dans ces mobilisations. Ce mouvement a par ailleurs obtenu, en 2018, la création du premier Pôle d'agroécologie et de production organique du Brésil, devant articuler politiques publiques et organisations de la société civile dans des actions comme le développement de marchés solidaires et de réseaux de

technologies adaptées. Cependant, ce Pôle ne remet pas en cause la culture commerciale du café. Implantée dans l'agriculture familiale depuis les années 1970 et désormais insérée dans les marchés mondiaux, cette culture constitue une source essentielle de revenus dans la région. Au Vale do Ribeira et à la Zona da Mata, économies solidaires et néolibéralisation de la nature dans les secteurs extractivistes minier et agricole et de protection de la nature interagissent étroitement dans les expériences des paysannes et paysans, générant des positionnements multiples et de fortes tensions.

Le projet GENgiBRE analyse la fabrique croisée des socio-natures et du genre dans ces deux régions. Il s'intéresse à l'entremêlement des actrices et acteurs de l'agroécologie, de l'agroindustrie, de l'extraction minière, de la protection environnementale, qui produisent différents types de socio-natures, qui sont à la fois opposés et imbriqués dans les mêmes espaces. Le projet vise une compréhension approfondie des capacités d'action des paysannes dans l'agroécologie, tenant compte des contradictions qu'elles vivent et de différentes limites auxquelles elles font face, en même temps que des pratiques agricoles, des formes de valorisation économique de leur travail et des espaces d'organisation socio-politique par lesquels elles tentent de les surmonter. De manière dynamique, le projet cherche à saisir les interactions entre les positionnements des paysannes et paysans dans l'agroécologie et vis-à-vis des projets de néolibéralisation de la nature et la transformation des fémininités, des masculinités et des rapports de genre. Enfin, à travers les espaces de débat et les savoirs qu'il construit, le projet prétend contribuer à l'émancipation des paysannes et à un modèle de soutenabilité basé sur l'agroécologie.

## **IV.2 Méthode et collectif de recherche**

Comme mes enquêtes précédentes auprès de sujets des économies solidaires au Brésil, le projet GENgiBRe se définit comme une recherchaction, visant une construction de savoirs destinés au débat académique, en même temps qu'à différents usages par les actrices et acteurs de la société civile et par les pouvoirs publics intéressés. Inspiré des épistémologies féministe, décoloniale, de l'éducation populaire et de la recherche-action participative latinoaméricaines, il affirme le caractère intrinsèquement politique de toute construction de savoirs (voir Mémoire, chapitre 1, I.3). Spécifiquement, le projet GENgiBRe vise une compréhension approfondie de la construction des pratiques et des savoirs des paysannes dans l'agroécologie. Méthodologiquement, cette compréhension se heurte aux savoirs dominants dans les politiques agricoles et à l'Université, axés sur l'ingénierie agronomique, mais aussi

dans des approches technicistes en agroécologie, trop peu attentives aux logiques des paysannes.

La composition du collectif de recherche du projet GENgiBRe tente de répondre à ces deux verrous méthodologiques : la production sociale des paysannes comme non sujets, dont la parole est cantonnée à la sphère privée ; et le dénigrement de leurs savoirs. Au plan académique, notre collectif réunit des chercheur.es en sciences sociales (prof. Alair de Freitas et Maria Alice Mendonça, ainsi que Liliam Telles et Paula Gonçalves (doctorantes), au Département d'Economie Rurale de l'UFV ; Héloïse Prévost, post-doctorante à l'IRD-CESSMA et la prof. Larissa Bombardi, en accueil à l'IRD-CESSMA) et des chercheures en agroécologie (prof. Irene Cardoso, ainsi que Clara Ferrari et Luana Figueiredo (doctorantes), Département des Sols de l'UFV). Il inclut de plus une interlocution scientifique en France avec Isabelle Guérin (IRD-CESSMA) autour de ses travaux en Inde, ainsi qu'avec Hélène Guétat-Bernard, socioéconomiste, professeure à l'École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole, dont les recherches portent sur le genre, l'agroécologie et l'alimentation dans plusieurs pays, dont l'Inde et le nord-est du Brésil. Je participe moi-même à ce collectif en tant que coordinatrice et porteuse du projet au niveau de l'ANR et membre de l'équipe de recherche de terrain, principalement à la Zona da Mata. Dans la société civile, notre collectif comprend des agronomes, ainsi qu'une agroécologue et une ingénierie forestière, membres de la SOF (Miriam Nobre, Natalia Lobo et Sheyla Saori) et du CTA (Liliam Telles, Roberta Cardoso, Alessandra Bernardes et Elisabeth Cardoso). Ces collègues sont aussi des militantes féministes. Elles développent des projets et des formations politiques auprès de plusieurs collectifs de paysannes et ont une connaissance pratique et contextualisée de leurs savoirs.

La position de ces collègues nous a permis de consolider un partenariat avec six collectifs de paysannes, au terme de réunions qui ont précisé leurs priorités, en fonction notamment des conflits socio-environnementaux et des violences de genre. Ces collectifs sont situés dans six municipalités des deux régions du projet : au Vale do Ribeira, le Réseau agroécologique de femmes dans l'agriculture (RAMA) de Barra do Turvo, l'Union d'agricultrices agroécologiques d'Itaoca (UAAI) et l'Union de femmes productrices dans l'économie solidaire (UMPES) de Peruíbe ; à la Zona da Mata, le Collectif et le Département de Femmes du Syndicat de l'agriculture familiale (SINTRAF) de Simonésia, le Département de Femmes du Syndicat des travailleurs ruraux (STR) d'Acaíaca et le collectif de femmes en lutte contre l'extraction minière de Carangolinha, à Divino. Ces collectifs de paysannes sont de taille et

d’ancienneté variables (d’une dizaine à plus de soixante-dix femmes, de 25 ans d’existence à quelques mois). Certains sont des acteurs clés du mouvement agroécologique et féministe de leur région, alors que d’autres développent leur position au contact de notre projet.

Sur la base de ces collectifs, notre méthode d’enquête s’est organisée en trois niveaux. A un premier niveau, nous pratiquons un « ethno-repérage » de l’espace de vie et de travail de chaque paysanne, doublement inspiré des méthodologies féministes et des ethnosciences (Howard, 2003 et 2014 ; Amorim do Carmo *et al.*, 2017 ; de Oliveira *et al.*, 2021). Basé sur une visite d’environ deux jours de l’équipe de recherche, guidée par des questions visant à saisir l’imbrication entre savoirs et pratiques agricoles et rapports de genre, il aboutit à une carte (dessin de cet espace) élaborée par la paysanne avec le soutien de l’équipe. Ce dessin représente les savoirs et la diversité agricole, en même temps que les flux économiques et écologiques et la division sexuelle du travail et de l’espace. Complété par une description détaillée élaborée par l’équipe de recherche, ainsi que par des entretiens et des questionnaires menés séparément avec la paysanne et avec un homme de la maison (mari ou autre), cet ethno-repérage permet de saisir la fabrique de la socio-nature à l’échelle des paysannes et familiale, dans sa dimension matérielle et subjective et en lien avec les inégalités de genre et les capacités d’action des femmes. A l’issue de la visite, les enseignements sont discutés avec la paysanne et le dessin reste en sa possession.



*Figure 1: exemple d'ethno-repérage de l'espace de vie et de travail d'une agricultrice de Simonésia et de sa famille. Les ¾ supérieurs de l'espace sont consacrés quasi exclusivement au café. Le quart inférieur est un espace humide (breijo) inapte aux cultures et dédié au pâturage. L'espace autour de la maison (zoom) concentre une production vivrière très diversifiée sur une très petite surface et est assurée par la paysanne (adhésifs de houx couleur rose ; le travail masculin est représenté par des houx grisés). La taille totale du terrain est d'environ 3 hectares.*

Le second niveau de notre enquête correspond aux collectifs de paysannes dans les six municipalités et repose sur trois instruments complémentaires de représentation de leur expérience des « problèmes » socio-environnementaux, des réponses qui y sont apportées et de leur propre place dans ces processus. Inspirées de la géographie féministe (Egger *et al.*, 2017) et décoloniale (Haesbeart, 2017), ainsi que de méthodes *ad hoc* développées par le Groupe de femmes de l’Articulation nationale d’agroécologie du Brésil (Cardoso *et al.*, 2017), ces instruments consistent en une « Rivière de la vie » du territoire, qui représente la perception des paysannes sur l’évolution dans le temps des problèmes socio-environnementaux et des réponses apportées (voir figure ci-dessous) ; en une cartographie sociale, qui situe ces questions dans le territoire ; et en une Carte « corps-territoire », qui décrit ce même territoire à partir des expériences vécues par les paysannes dans leur corps. Chaque instrument a été appliqué lors d’un ou plusieurs ateliers avec chacun des six collectifs de paysannes et a été documenté par

l'équipe de recherche. Il a fait par la suite (ou doit encore faire) l'objet d'une représentation graphique, dont l'original est remis aux paysannes.



*Figure 2: exemple de représentation graphique de la Rivière de la vie du territoire des paysannes de Simonésia, 1970 à 2000 (extrait). De gauche à droite et de bas en haut : Institut brésilien du café (IBC). Electrification. Les luttes sont constantes... les oppressions aussi. Commission de femmes du STR-Syndicat des travailleurs ruraux de Simonésia. Baisse des revenus des femmes, augmentation des revenus des hommes. Gardiennes de semences. Catéchisme. Maïs transgénique et agrotoxiques recommandés par l' Entreprise d'assistance technique et d'extension rurale (EMATER).*

A un troisième niveau, nous avons combiné entretiens semi-structurés, observation et collecte documentaire auprès de divers actrices et acteurs (y compris entreprises minières, agroindustrielles, agents de la politique de protection environnementale et politiciens) qui participent à la fabrique genrée des socio-natures dans les territoires. Ces instruments se sont basés sur une grille commune identifiant les conceptions et les discours sur la nature, l'environnement et le territoire ; la perception des problèmes et des conflits socio-environnementaux ; les formes de contrôle et d'action sur le territoire ; et les rapports de genre et autres rapports de pouvoir dans les espaces économiques et socio-politiques auxquels ces actrices et acteurs participent.

Aux premier et deuxième niveaux de cette méthodologie, le projet GENgiBRe est conçu non seulement comme un dispositif d'enquête, mais aussi comme un espace de socialisation, de formation et d'articulation politique des paysannes. Ces usages constituent une contrepartie indispensable, et parfois insuffisante, au temps et à l'effort requis des paysannes pour nos enquêtes. En plus de ces espaces, nous avons organisé des rencontres, inspirées des méthodes d'échange et de construction de savoirs utilisées dans le mouvement agroécologique brésilien,

telles que les Caravanes agroécologiques (Rezende *et al.*, 2020). Lors de deux Caravanes, de quatre jours chacune, nous avons parcouru les territoires du projet avec des paysannes et d'autres actrices et acteurs locaux. A chaque étape, des débats et visites auprès de paysannes, d'organisations locales d'agroécologie, mais aussi dans des zones d'extraction minière et des aires protégées, des discussions avec des gestionnaires de la politique environnementale et avec des politiciens locaux, ont été réalisés. Ces activités ont été guidées par des questions visant à préciser la manière dont les conflits socio-environnementaux se produisent localement et la place des paysannes et de l'agroécologie dans ces conflits. Elles ont répondu aux objectifs du projet, en même temps qu'à ceux des paysannes. Ainsi, les Caravanes ont constitué un instrument pour rééquilibrer nos relations, en permettant aux paysannes de voyager et de connaître des personnes et des expériences pertinentes pour elles. Ces activités ont aussi permis une visibilité locale de notre projet, dont les paysannes se sont servies pour convoquer, stratégiquement, des acteurs de leur territoire. Elles ont été l'occasion de produire des matériels de divulgation scientifique, comme vidéo et podcasts, co-construits avec des professionnelles de la communication et faisant intervenir les paysannes et des actrices et acteurs locaux (P2, V6). Elles nous ont aussi fourni une occasion unique d'accéder à des lieux et des acteurs clés et de saisir le point de vue des actrices et acteurs sociaux *in situ*.

#### **IV.3 Etapes et premières analyses**

A la première étape, de revue de la littérature méthodologique et d'élaboration de nos instruments (mars-juin 2021), a fait suite une enquête pilote (juillet-novembre 2021), qui a résulté dans le Guide méthodologique détaillé du projet [R8]. Sur cette base, la seconde étape, en 2022, a consisté dans l'application des instruments de premier niveau auprès de 15 paysannes de chacune des deux régions et de leur famille. Dans le même temps, nous avons également appliqué les instruments de second niveau auprès des six collectifs de paysannes et réalisé les entretiens, observations et collective documentaire auprès de divers acteurs et espaces clé aux niveaux territoriaux plus larges. Egalement en 2022, nous avons réalisé les Caravanes à la Zona da Mata puis au Vale do Ribeira. Au premier trimestre 2023, nous avons consolidé la base de données et nous débutons actuellement l'analyse détaillée. Cette analyse doit alimenter les publications académiques du projet (livre collectif, articles dans des revues, thèses de doctorat et mémoire de Master, ainsi que des communications lors de colloques, dont plusieurs déjà réalisées, S59 à S66), en même temps que de nouvelles actions auprès de la société civile, axées sur la restitution des résultats, les débats et la formation (en 2024).

Nos premières analyses retracent la manière dont les acteurs de la modernisation agricole ont construit de nouvelles marchandises et semences, par exemple des variétés inédites de café et de maïs transgénique, et ont modifié la nature des plantes, des sols, des eaux et de l'air, à travers différentes formes de contamination socio-environnementale. Nous montrons comment cette construction s'est basée sur une mobilisation des hommes paysans par les acteurs locaux (techniciens, intermédiaires commerciaux) de cette modernisation, qui a fait appel aux attributs masculins de pourvoyeurs de revenus et de maîtrise technique (voir aussi Pease, 2021). Cette mobilisation a permis le déploiement du projet modernisateur dans les territoires ruraux, en plaçant les hommes paysans au maillon inférieur des chaînes de valeurs. Elle a diffusé le modèle hégémonique de masculinité marchande et techniciste auprès des paysans, renforcé les inégalités entre paysannes et paysans, tout en maintenant ces derniers dans une position subalterne (voir aussi Cortès-Cortès & Zapata Martelo, 2022). Nos données montrent de plus comment la diffusion du mode de production et des intrants (semences, pesticides et engrains) des cultures commerciales tend à gagner l'ensemble de l'économie agraire, devenant hégémonique en même temps que le type de masculinité qu'elle produit. Notre hypothèse, qui doit être approfondie, est que la diffusion microscopique des intrants agricoles, notamment par l'hybridation des semences et la dérive des pesticides dans les airs et dans les eaux, introduit une incertitude irréductible sur la qualité des produits et par suite, sur celle des producteurs et des organisations. Celle-ci fait partie intégrante du mode actuel de pénétration de ce modèle dans les territoires et de sa fabrique des socio-natures et du genre.

Nous mettons par ailleurs en évidence une articulation étroite entre extractivismes agricole et minier, dont les logiques de contrôle du territoire et les modes de construction des socio-natures et du genre sont similaires, en dépit des différences d'infrastructures et de produits. L'extraction minière déployée sur les terres de l'agriculture familiale ou en déplaçant des paysans comme main d'œuvre bon marché utilise le rôle masculin de pourvoyeur de revenus, dans des contextes où les revenus agricoles sont insuffisants. Elle produit non seulement des minéraux, mais aussi des sols dépourvus de matière organique, des eaux contaminées, raréfiées ou détournées par les barrages hydro-électriques, du bruit et une pollution atmosphérique. Elle s'implante par un continuum de violences exercées à l'encontre des paysans, allant de la contamination environnementale à l'exposition aux risques de rupture des barrages miniers et aux violences, notamment sexuelles, exercées spécifiquement sur les femmes (voir aussi Futardo & Andriolli, 2021 ; INESC, 2022).

Face à ces deux secteurs, agricole et minier, les acteurs de la protection environnementale peuvent jouer un rôle régulateur, en protégeant certaines aires et en interdisant l'usage de certains intrants. Cependant, ces acteurs modèlent les écosystèmes à leur manière, sans nécessaire consultation avec les populations locales, allant par exemple jusqu'à disséminer des graines d'espèces endémiques en voie de disparition par hélicoptère, dans des territoires où les terres de l'agriculture familiale sont entremêlées avec les aires protégées. Ces acteurs reproduisent ainsi leur propre vision de la forêt tropicale, en même temps que les rapports locaux de domination. De plus, la privatisation et la marchandisation du modèle de protection environnementale suscitent de nouvelles alliances avec les entreprises agricoles et minières, à travers la concession d'aires protégées et l'achat de réserves naturelles et de services environnementaux. Ces services sont confiés à des paysans par l'intermédiaire des acteurs de la conservation, en mobilisant leur rôle de pourvoyeur de revenus. Ils produisent des plantations contrôlées, subordonnées à ces services et à la vision de la forêt des acteurs de la conservation (voir aussi Serpentier, Mérat & Bidaud, 2014), en même temps que des masculinités subalternes, soumises aux masculinités marchandes hégémoniques (voir aussi Nobre & Lobo, 2021).

Les rapports de genre et les autres rapports de pouvoir, les violences par lesquelles les projets extractivistes s'imposent et transforment la nature de manière mortifère, expliquent les mobilisations autour de l'agroécologie et le rôle des paysannes. Sous des conditions de politisation, de circuits de commercialisation (marchés publics, solidaires) et d'échange non monétaires (semences, animaux, savoirs techniques) à différents niveaux, des paysannes et des paysans s'opposent à la fabrique dominante des socio-natures. Elles et ils tentent de construire leurs sols et leurs eaux et de maintenir leurs semences, leurs animaux et leurs aliments. Les femmes opèrent dans des espaces pouvant être minuscules et morcelés, parfois insérés dans les interstices des cultures commerciales, souvent contre les hommes de leur famille. Elles sont limitées par la division sexuelle de l'espace agricole et par leur faible pouvoir de décision sur les techniques utilisées pour les productions commerciales, sur la vente et les revenus de ces productions. Leur capacité d'action repose sur une émancipation des rapports de genre et des autres rapports de pouvoir, depuis le niveau familial jusqu'à celui des organisations locales, y compris de l'agriculture familiale, et des conflits du territoire. Elle se base sur un entremèlement de résistances personnelles, d'action collective et d'entraide dans leurs espaces d'organisation, par lequel elles tentent d'affirmer et de valoriser un modèle d'être femme paysanne « dans l'agroécologie » et de transformer le modèle masculin.

## En guise de conclusion : enjeux et perspectives de travail

Le projet GENgiBRe entend contribuer à l'analyse de la rencontre entre économies solidaires et néolibéralisation de la nature à partir des résistances de paysannes dans l'agroécologie face aux acteurs des secteurs extractivistes agricole et minier et à certains projets de conservation environnementale. Il fait l'hypothèse d'une place centrale de ces processus dans la phase actuelle de reconfiguration des territoires ruraux et forestiers du Vale do Ribeira et de la Zona da Mata. L'effort méthodologique et scientifique de ce projet consiste à partir de la position sociale, des conditions matérielles et des mondes vécus par ces femmes, pour remonter progressivement, par la combinaison de niveaux d'analyse plus larges, à une compréhension de la fabrique des socio-natures sur ces territoires et de ses contradictions. L'enjeu est une compréhension fine des multiples interactions entre cette fabrique et celle du genre : à la fois comment l'offensive néolibérale sur la nature instrumentalise les rapports de genre, en quoi consistent les réponses construites autour de l'agroécologie et comment elles transforment à leur tour ces rapports.

Plusieurs défis et chantiers jalonnent le travail collectif à venir. La théorisation ancrée dans l'expérience de six collectifs de paysannes, dans autant de territoires et dans deux grandes régions du sud-est du Brésil, va demander une compréhension approfondie de chaque contexte, afin de dégager les spécificités et les enseignements communs. L'écriture interdisciplinaire, visant à articuler des approches spécifiques et des compréhensions parfois différentes des mêmes concepts clés, suppose par ailleurs une nouvelle étape de rapprochement de nos cadres d'analyse en sciences sociales, en agroécologie et en ethnosciences. Les temporalités différentes des usages des savoirs construits par le projet dans l'Académie, d'une part, et dans la société civile, d'autre part – à la fois plus immédiates, répondant à l'urgence de certaines situations, et inscrites dans les processus de longue haleine de transformation sociale – va pour sa part requérir un suivi et des financements *ad hoc*, en tenant compte d'évolutions dans l'équipe (par exemple fin des thèses associées au projet). Enfin, la nouvelle configuration politique au Brésil, avec le gouvernement de coalition dirigé par Lula, nous positionne désormais face à des politiques agroécologique et climatique « en train de se refaire », sans qu'un infléchissement des politiques extractivistes ne soit pour l'heure décelable.

## Références bibliographiques

- Amorim do Carmo Valéria, Viana Matos Laudiceio, Mancio Daniel, Ribeiro Freitas Helder, de Oliveira Cristiane Valéria et Cardoso Irene Maria (2017), « Etnopedologia: buscando o olhar de quem amanha a terra. », in Cardoso Irene Maria et Fávero Claudenir (dir.), *Solos e Agroecologia*, Brasília, Embrapa, pp. 159-98.
- Andrade Daniel Pereira, Côrtes Mariana et Almeida Silvio (2021), « Neoliberalismo autoritário no Brasil », *Caderno CRH*, vol. 34, pp. 1-25.
- Bakker Karen (2010), « The limits of ‘neoliberal natures’: Debating green neoliberalism », *Progress in human geography*, vol. 34, n° 6, pp. 715-35.
- Bertollo Kathiuça (2022), « O protagonismo das mulheres na luta contra a mineração na região do quadrilátero ferrífero de Minas Gerais », *Revista Espejismo Social*, vol. 8.
- Blanc Guillaume, Demeulenaere Élise et Feuerhahn Wolf (2022), *Humanités environnementales: enquêtes et contre-enquêtes*, Paris, Éditions de la Sorbonne.
- Bombardi Larissa Mies (2019), *A Geography of Agrotoxins use in Brazil and its Relations to the European Union*, São Paulo, FFLCH - USP.
- Burgart Goutal Jeanne (2017), « Un nouveau printemps pour l'écoféminisme? », *Multitudes*, vol. 2, n° 67, pp. 17-28.
- Cardoso Elisabeth, Jalil Laeticia, Alvarenga Camila, Telles Liliam et Weitzman Rodica (2019), *Guia metodológico da Caderneta Agroecológica*, Recife, EDUFPRE.
- Carrasco Cristina et Tello Enric (2013), « Apuntes para una vida sostenible », *Tejiendo alianzas para una vida sostenible. Consumo crítico, feminismo y soberanía alimentaria*, pp. 11-44.
- Cornut Pierre et Swyngedouw Erik (2000), « Approaching the society-nature dialectic : a plea for a geographical study of the environment », *Belgeo*, vol. 1-4, pp. p. 37-46.
- Cortés-Cortés Ramón et Zapata-Martelo Emma (2022), « Racionalidad extractivista y necropolítica de la expropiación patriarcal: un acercamiento al estudio de las masculinidades para re/pensar el poder del extractivismo », *CS*, n° 36, pp. 51-84.
- De Luca Zuria Ana, Fosado Centeno Ericka et Velázquez Gutiérrez Margarita (dir.) (2020), *Feminismo socioambiental. Revitalizando el debate desde América Latina*, Cuernavaca (México), Universidad Nacional Autónoma de México, Centro Regional de Investigaciones Multidisciplinarias.
- de Oliveira Joana Cabral, Amoroso Marta, de Lima Ana Gabriela Morim, Shiratori Karen, Marras Stelio et Emperaire Laure (2021), *Vozes vegetais: Diversidade, resistência e histórias da floresta*, Ubu Editora, IRD Editions.
- Descola Philippe (2015), *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard.
- Egger Daniela, Jalil Laeticia et Castro Emanuela (dir.) (2017), *No tempo das mulheres: a experiência da cartografia feminista no contexto da assistência técnica rural*, Recife, UFRPE/UAST et al.
- Escobar Arturo (2003), « "Mundos y conocimientos de otro modo". El programa de investigación de modernidad/colonialidad latinoamericano », *Tábula rasa*, vol. 1, pp. 51-86.
- Federici Silvia (2012), *Revolution at point zero: Housework, reproduction, and feminist struggle*, Oakland, Brooklyn, PM press, Common Notions.
- Feltran Gabriel (2020), « “The revolution we are living” », *HAU Journal of Ethnographic Theory*, vol. 10, n° 1.
- Foster John Bellamy (2015), « Marxismo e Ecologia: fontes comuns de uma Grande Transição », *Lutas Sociais*, vol. 19, n° 35, pp. 81-97.
- Furtado Fabrina Pontes et Andriolli Carmen (2021), « Mulheres atingidas por megaprojetos em tempos de pandemia: conflitos e resistências », *Estudos Sociedade e Agricultura*, vol. 29, n° 1.

- Gabbert Karin; Lang, Miriam; et Lang Miriam; (dir.) (2019), *¿Cómo se sostiene la vida en América Latina? Feminismos y re-existencias en tiempos de oscuridad*, Quito, Abya Yala.
- Gudynas Eduardo (2009), « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo », in Jürgen Schuldt, Alberto Acosta, et al. (dir.), *Extractivismo, política y sociedad*, Quito, Centro Andino de Acción Popular
- Centro Latinoamericano de Ecología Social, pp. 187-225.
- Herrero Yayo (2016), « Economía ecológica y economía feminista, el diálogo necesario y urgente », *Revista de Economía Crítica*, vol. 22, pp. 144-61.
- Howard Patricia (2003), *The major importance of 'minor' resources: women and plant biodiversity*, International Institute for Environment and Development, Natural Resources Group and Sustainable Agricultureand Rural Livelihoods Programme.
- (2014), « Ethnobotanique et cuisine : l'importance de la sphère domestique pour l'agrobiodiversité », in Guéétat-Bernard Hélène et Saussey Magali (dir.), *Genre et savoirs. Pratiques et innovations rurales au Sud*, Marseille, IRD Éditions, pp. 213-32.
- INESC (Instituto de Estudos Socioeconômicos) (2022), *Corpos-Territórios no enfrentamento às violências econômico-financeiras causadas pela mineração*, Informativo do INESC, 13 p. p.
- Iorio Gustavo et Coelho Tádzio Peters (2023), « Tenebrosas transações: a relação orgânica entre território e acumulação sob o padrão exportador de especialização produtiva no Brasil », *Revista da ANPEGE*.
- Larrère Catherine (2015), « La nature a-t-elle un genre? Variétés d'écoféminisme », *Cahiers du genre*, n° 2, pp. 103-25.
- (2017), « L'écoféminisme ou comment faire de la politique autrement », *Multitudes*, vol. 2, n° 67, pp. 29-36.
- Larrère Catherine et Larrère Raphaël (2020), *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophique*, Premier Parallèle.
- Latour Bruno (2016), *Politiques de la nature: comment faire entrer les sciences en démocratie*, La découverte.
- (2017), *Où atterrir? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte.
- Lefebvre Henri (1991), *The production of space*, Oxford, Blackwell.
- Michon Geneviève (2015), *Agriculteurs à l'ombre des forêts du monde: agroforesteries vernaculaires*, Marseille/Paris, IRD Éditions/Actes Sud.
- Milian Johan et Rodary Estienne (2010), « La conservation de la biodiversité par les outils de priorisation: Entre souci d'efficacité écologique et marchandisation », *Revue Tiers Monde*, n° 2, pp. 33-56.
- Moscovici Serge (1969), « Le marxisme et la question naturelle », *L'Homme et la société*, n° 13, pp. 59-109.
- Nobre Miriam et Lobo Natália (2021), « Brésil : Les impacts des exclusions fondées sur la nature sur les corps-territoires des femmes », *Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales*, vol. 255, pp. 33-37.
- Pease Bob (2021), « Masculinisme, changement climatique et catastrophes produites par les hommes. Vers une réponse environnementale proféministe », *Nouvelles Questions Feministes*, vol. 40, n° 2, pp. 52-67.
- Pérez Orozco Amaia (2014), *Subversión feminista de la economía: aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*, Madrid, Traficante de sueños.
- Puleo Alicia (2017), « Pour un écoféminisme de l'égalité », *Multitudes*, vol. 67, n° 2, pp. 75-81.

Rezende Camila Isabel Pereira, Silva Luis Fernando Vieira, Joel Pedro dos Santos Junior, Paula Gustavo Henrique, Silva Adriane de Andrade et Melo Edmar Isaias (2018), « Caravana agroecologia do Centro-Oeste: construção dos saberes, dos sabores e do modo de vida », *Cadernos de Agroecologia*, vol. 13, n° 1.

Rogério Haesbaert (2020), « Do corpo-território ao território-corpo (da terra): contribuições decoloniais », *GEographia*, vol. 22, n° 48.

Saori Sheyla (2020), « Economia verde e a financeirização da natureza no Vale do Ribeira: as responsabilidades das comunidades e das mulheres para as mudanças climáticas », in Ana Isla Miriam Nobre, Renata Moreno, Sheyla Saori, Yayo Herrero (dir.), *Economia feminista e ecológica: resistências e retomadas de corpos e territórios*, São Paulo, SOF Sempreviva Organização Feminista, pp. 70-92.

Serpantié Georges, Méral Philippe et Bidaud Cécile (2012), « Des bienfaits de la nature aux services écosystémiques: Éléments pour l'histoire et l'interprétation d'une idée écologique », *Vertigo*, vol. 12, n° 3.

Siliprandi Emma (2009), « Mulheres e Agroecologia: a construção de novos sujeitos políticos na agricultura familiar », Tese de doutorado, Universidade de Brasília, Brasília, Centro de Desenvolvimento Sustentável, 290 p.

Smith Neil (2007), « Nature as accumulation strategy », *Socialist register*, vol. 43.

Svampa Maristella (2017), « Cuatro claves para leer América Latina », *Nueva sociedad*, vol. 268, pp. 50-64.